**DOCUMENT TYPE d’APPEL d’OFFRES**

**Document Standard d’Appel d’Offres pour Installations**

**Conception,   
Fourniture, Montage d’Installations**

**June 2021**

Ce document est protégé par le droit d'auteur.

Ce document ne peut être utilisé et reproduit qu'à des fins non-commerciales. Toute utilisation commerciale, y compris, sans que cette liste soit limitative, la revente, l’exigence de paiement pour y avoir accès, pour le redistribuer, ou pour effectuer des travaux dérivés tels que des traductions non officielles basées sur ce document n'est pas autorisée.

**Révisions**

**June 2021**

Cette version contient des dispositions pour assurer qu’une firme disqualifiée par la Banque pour non-respect des obligations EAS/HS ne soit pas attributaire d’un Marché. Des améliorations éditoriales ont également été faites.

**Février 2020**

Cette version datée février 2020 incorpore des dispositions renforcées sur les aspects ES, incluant la prévention d’EAS (Exploitation et Abus Sexuels) et HS (Harcèlement Sexuel).

Des améliorations éditoriales ont également été faites. Le Guide pour l’Utilisateur n’est pas mis à jour.

**Avril 2014**

La révision d’avril 2014 incorpore les modifications reflétant l’expérience de la Banque dans l’utilisation des versions précédentes de ce document (la plus récente datant d’août 2010 en anglais), les modifications provenant des Directives de Passation des marchés de janvier 2011.

**Août 2010**

La révision d’août 2010 (version anglaise) a entre autres, modifié les clauses relatives à l’éligibilité et à la fraude et la corruption afin de les rendre conformes au corrigendum de mai 2010 aux Directives de la Banque qui reflète les modifications relatives à la fraude et la corruption en application de l’Accord entre les Banques multilatérales de Développement sur la reconnaissance réciproque de sanctions, dont la Banque est signataire. Le présent dossier type est utilisable pour les marchés de fournitures dans le cadre de projets financés par la BIRD ou l’AID lorsque l’accord de financement fait référence aux (a) *Directives de Passation des Marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l’AID* datées mai 2004, révisées en octobre 2006, ou (b) *Directives de Passation des Marchés financés par les prêts de la BIRD et les crédits de l’AID* datées mai 2004, révisées en octobre 2006 et mai 2010.

**Avant-propos**

Le présent Document type d’appel d’offres (DTAO) pour la passation des marchés d’Equipements - Conception, Fourniture et Montage d’Installations a été préparé par la Banque international pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et sa filiale l’Association Internationale de Développement (AID)[[1]](#footnote-1). Il est fondé sur le Document Cadre d’appel d’offres pour la Passation des marchés d’Equipements - Conception, Fourniture et Montage, préparé par les Banques multilatérales de développement et Institutions financières internationales.

Les documents de la Banque pour la passation des marchés d’Equipements ont été répartis en deux volumes séparés :

* Le dossier type d’appel d’offres pour la passation des marchés d’équipements ; et
* Un guide de l’utilisateur relatif à la passation des marchés d’équipements.

Le présent DTAO reflète la structure et les dispositions du Document-cadre d’appel d’offres pour la passation des marchés d’équipements, conception, fourniture et montage d’installations, sauf lorsque des considérations propres à la Banque mondiale ont nécessité de le modifier.

**Préface**

Ce Document type d’appel d’offres (DTAO) pour la Passation de marchés d’Installations (Conception, Fourniture et Montage d’installations a été préparé pour être utilisé dans les marchés financés par la Banque Mondiale concernant la passation de marchés d’Installations (Conception, Fourniture et Montage d’installations à travers des Appels d’Offres Internationaux (AOI) dans le cadre de projets qui sont financés en tout ou en partie par la Banque mondiale. Ils correspondent aux Directives pour la Passation de Marchés de Fournitures, Travaux et Services (Non-Consultants) financés par des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l’IDA, par les Emprunteurs de la Banque mondiale.

Ce Document type d’appel d’offres incorpore des dispositions renforcées sur les aspects ES, comprenant la prévention EAS (Exploitation et Abus Sexuels) et HS (Harcèlement Sexuel). Il inclut également des dispositions pour assurer qu’une firme disqualifiée par la Banque mondiale pour non-observance des obligations EAS/HS ne soit pas attributaire d’un marché.

Ce Document type d’appel d’offres (DTAO) pour la Passation de marchés d’Installations (Conception, Fourniture et Montage d’installations a été préparé pour être utilisé dans les marchés financés par la Banque Mondiale concernant la conception, fourniture, montage et mise en service d’installations et équipement spécialement conçus, tels que turbines, générateurs, chaudières, postes ou sous-stations électriques, stations de pompages, centraux de télécommunications, stations de traitement et autres installations analogues pour les projets dans les secteurs de l’énergie, l’eau, l’assainissement, des télécommunications et d’activités similaires. Normalement, ce DTAO doit être utilisé dans des situations pour lesquelles : (i) la valeur de la part des matériels et équipements représente la majeure partie de la valeur du marché, ou (ii) la nature et la complexité des installations est telle que la prise en charge des installations par le Maître d’Ouvrage présente des risques si des procédures élaborées pour les essais et tests, les mises en service provisoire, et la réception définitive des installations ne sont pas suivies. Ce DTAO est prévu pour les cas où l’Entrepreneur est responsable de chaque activité nécessaire à l’achèvement des installations, c’est-à-dire la conception, la fabrication, la livraison, le montage, les essais de mise en services, la formation, etc… Cependant le document peut faire l’objet d’adaptations pour son usage en vue d’un marché à responsabilité unique, lorsque certaines activités, telles que la préparation en tout ou partie d’un avant-projet, ou les travaux préparatoires sur site sont effectuées par d’autres intervenants. Lorsque l’utilisateur s’interroge sur le dossier type à utiliser dans une situation donnée, il devrait consulter la Banque.

Toute personne ayant des questions concernant ces documents, ou souhaitant obtenir des informations additionnelles sur la passation des marchés dans le cadre de projets financés par la Banque Mondiale, est invitée à prendre contact avec :

Procurement Policy and Services Group

Operations Policy and Country Services Vice Presidency

The World Bank

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433 U.S.A.

pdocuments@worldbank.org

http://www.worldbank.org/procure

Sommaire

Trois modèles pour l’Avis d’Appel d’Offres sont ci-joints pour inviter les Offres suite suivant un processus en une ou deux étapes ou après préqualification ou sans préqualification.

Document type d’appel d’offres pour la passation des marchés d’Installations -  Conception, Fourniture et Montage d’Installations

**PREMIÈRE PARTIE –PROCÉDURES D’APPEL D’OFFRES**

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)

Cette Section fournit aux soumissionnaires les informations utiles pour préparer leurs soumissions. Elle comporte aussi des renseignements sur la soumission, l’ouverture des plis et l’évaluation des offres, et sur l’attribution des marchés**. Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

## Section II. Données Particulières de l’Appel d’Offres

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux Soumissionnaires.

## Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification

Cette Section indique les critères à utiliser pour déterminer l’offre évaluée la moins-disante et pour établir si le Soumissionnaire possède les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché. Deux options sont offertes pour la Section III, Critères d’Evaluation et Qualification : la première à utiliser lorsque l’appel d’offres est précédé d’une procédure de pré-qualification et la seconde à utiliser lorsqu’il ne l’est pas.

## Section IV. Formulaires de Soumission

Cette Section contient les modèles des formulaires à soumettre avec l’offre : le formulaire d’offre et ses annexes, le bordereau des prix et de détail quantitatif et estimatif, les formulaires de proposition techniques, les formulaires de qualification et le modèle de garantie d’offre.

## Section V. Pays Eligibles

Cette Section contient les renseignements concernant les pays éligibles.

**Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption**

Cette Section se réfère aux règles de la Banque en matière de fraude et corruption applicable aux marchés financés par la Banque mondiale.

**DEUXIÈME PARTIE – EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE**

**Section VII. Exigences du Maître d’Ouvrage**

Dans cette Section figurent les Spécifications, et les plans décrivant les travaux devant être réalisés.

**TROISIÈME PARTIE – CONDITIONS ET FORMULAIRES DU MARCHÉ**

**Section VIII. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)**

Cette Section contient les dispositions générales applicables à tous les marchés. **La formulation des clauses de la présente Section ne doit pas être modifiée**.

**Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

Cette Section énonce les clauses propres à chaque marché, et modifie ou complète la Section VIII, Cahier des clauses administratives générales. Cette Section doit être préparée par le Maître d’Ouvrage.

## Section X. Formulaires du Marché

Cette Section contient les formulaires qui, une fois rempli, constitueront des parties du Marché. Les formulaires de **Garantie de bonne exécution et de Garantie de restitution d’avance,** le cas échéant, seront remplis uniquement par le Soumissionnaire retenu après l’attribution du Marché.

.

MODELE D’AVIS SPECIFIQUE D’APPEL D’OFFRES

**Appel d’Offres (AO)**

**(A utiliser après ou sans préqualification pour un appel d’offres en une Etape)**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer le titre du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays où l’AO est lancé]*

**N° du Prêt/Don/Crédit :** *[insérer le numéro du financement]*

**N° Appel d’Offres :** *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

1. Le *[insérer le nom de l’Emprunteur/Bénéficiaire/Récipiendaire]* *[a reçu/a sollicité/à l’intention de solliciter]* un financement de Banque Mondiale pour financer *[insérer le nom du Projet],* et à l’intention d’utiliser une partie de ce *[prêt/crédit/don]* pour effectuer des paiements au titre du Marché *[insérer le nom du Marché][[2]](#footnote-2) [[3]](#footnote-3).*
2. Le *[insérer le nom de l’Agence d’exécution]* sollicite des Offres fermées de la part de *[si une préqualification a eu lieu ajouter « préqualifiés »]* Soumissionnaires éligibles pour fournir *[insérer une brève description des installations et services faisant l’objet de l’appel d’offres] (« les Installations »)[[4]](#footnote-4)*.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale tel que défini dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d’Investissement *[insérer le titre exact et la date du Règlement applicable comme indiqué dans l’accord de financement]* de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), et est ouverte à tous les *[si une préqualification a eu lieu, remplacer « les Soumissionnaires éligibles » par les Soumissionnaires préqualifiés »]* soumissionnaires éligibles tels que définis dans les Directives de Passation de Marchés. En outre, veuillez-vous référer aux paragraphes 1.6 et 1.7 traitant des règles de la Banque mondiale en matière de conflit d’intérêt.
4. *[Si une préqualification a été conduite, remplacer : « les Soumissionnaires Intéressés et éligibles » par « les Soumissionnaires Préqualifiés et Eligibles »]* Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution ; insérer le nom et e-mail du responsable]* et prendre connaissance des documents d’Appel d’Offres durant les heures de bureau *[insérer les heures de bureau si applicable ex. de 09 :00 à 19 :00 heures]* à l’adresse mentionnée ci-dessous *[spécifier l’heures] à l’adresse indiquée ci-dessous [indiquer l’adresse à la fin de cette invitation][[5]](#footnote-5)*.
5. Le Document d’Appel d’Offres en *[insérer la langue]* peut être acheté par *[si une préqualification a été conduite, remplacer : « les Soumissionnaires intéressés et éligibles » par « Les Soumissionnaires préqualifiés éligibles »]* les Soumissionnaires intéressés et éligibles en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[6]](#footnote-6) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[7]](#footnote-7).* Le document sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement[[8]](#footnote-8)].*
6. Les Offres doivent être remises à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin de ce présent avis]* [[9]](#footnote-9) à ou avant l’heure et à la date *[insérer l’heure et la date]*. La passation électronique de marché sera *[ne sera pas]* autorisée Les Offres tardives seront rejetées. Les Offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d’y assister à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin de ce présent avis]* à *[insérer l’heure et la date].*
7. Toutes les Offres doivent être accompagnées par *[insérer « une Garantie d’Offre » ou « une Déclaration de Garantie d’Offre », selon le cas*], pour un montant de *[en cas de garantie d’Offre, insérer le montant et la monnaie].*
8. L’(les) adresse(s) à laquelle (auxquelles) il est fait référence ci-dessus est(sont) : *[insérer la (les) adresses détaillée(s)]*

*[Insérer le nom du bureau]*

*[Insérer le nom et la position du représentant]*

*[Insérer l’adresse postale et/ou l’adresse en indiquant la rue, le code postal, la ville et le pays]*

*[Insérer le numéro de téléphone, ainsi que le code pays et ville]*

*[Insérer l’adresse courriel]*

*[Insérer le site internet]*

MODELE D’AVIS SPECIFIQUE D’APPEL D’OFFRES

**Processus d’Appel d’Offres en Deux Etapes**

**Invitation des Offres de Première Etape pour**

**les Installations**

**(Conception, Fourniture, et Montage des Installations)**

**(A utiliser après ou sans préqualification pour un Appel d’Offres en Deux Etapes)**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer le titre du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays où l’AO est lancé]*

**N° du Prêt/Don/Crédit :** *[insérer le numéro du financement]*

**N° Appel d’Offres :** *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres du Plan de Passation de Marchés]*

**Emis le :** *[insérer la date d’émission de l’avis]*

1. Le *[insérer le nom de l’Emprunteur/Bénéficiaire/Récipiendaire]* *[a reçu/a sollicité/a l’intention de solliciter]* un financement de Banque Mondiale pour financer *[insérer le nom du Projet ou du don],* et à l’intention d’utiliser une partie de ce *[prêt/crédit/don]* pour effectuer des paiements au titre du Marché *[insérer le nom du Marché][[10]](#footnote-10) [[11]](#footnote-11).*
2. Le *[insérer le nom de l’Agence d’exécution]* sollicite des Offres fermées de la part de *[si une préqualification a eu lieu ajouter « préqualifiés »]* Soumissionnaires éligibles pour fournir *[insérer une brève description des installations et services faisant l’objet de l’appel d’offres] (« les Installations »)[[12]](#footnote-12)*.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale tel que défini dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d’Investissement *[insérer le titre exact et la date du Règlement applicable comme indiqué dans l’accord de financement]* de la Banque Mondiale (« le Règlement de passation des marchés »), et est ouverte à tous les *[si une préqualification a eu lieu, remplacer « les Soumissionnaires éligibles » par les Soumissionnaires préqualifiés »]* soumissionnaires éligibles tels que définis dans les Directives de Passation de Marchés. En outre, veuillez-vous référer aux paragraphes 1.6 et 1.7 traitant des règles de la Banque mondiale en matière de conflit d’intérêt.
4. *[Si une préqualification a été conduite, insérer « Préqualifiés »]* Les Soumissionnaires éligiblespeuvent obtenir des informations auprès de *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution ; insérer le nom et e-mail du responsable]* et prendre connaissance des documents d’Appel d’Offres durant les heures de bureau *[insérer les heures de bureau si applicable ex. de 09 :00 à 19 :00 heures]* à l’adresse mentionnée ci-dessous *[spécifier l’heures] à l’adresse indiquée ci-dessous [indiquer l’adresse à la fin de cette invitation][[13]](#footnote-13)*.
5. Le Document d’Appel d’Offres en *[insérer la langue]* peut être acheté par *[si une préqualification a été conduite, remplacer : « les Soumissionnaires intéressés et éligibles » par « Les Soumissionnaires préqualifiés et éligibles »]* les Soumissionnaires intéressés et éligibles en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[14]](#footnote-14) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[15]](#footnote-15).* Le document sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement[[16]](#footnote-16)].*
6. Un processus d’appel d’offres en deux étapes sera utilisé et se déroulera comme suit :
   * 1. Le processus de la première étape consistera en la remise d’une proposition technique, sans aucune référence aux prix. À la suite de l’évaluation des Offres de la Première Etape, un Soumissionnaire peut être invité à assister à une ou plusieurs réunions de clarification, au cours desquelles l’Offre du Soumissionnaire sera examinée. Tous les changements, ajouts, suppressions et autres ajustements requis spécifiques à l’Offre seront notés et consignés dans un mémorandum ou, si les modifications sont de nature générale, seront promulgués via un addenda aux Documents d’Appel d’Offres. À la suite des réunions de clarification, les Soumissionnaires ne peuvent pas être invités à soumettre des Offres de Deuxième Etape, si leurs Offres de Première Etape contiennent des écarts par rapport aux exigences dans la mesure où on ne peut pas s’attendre à ce qu’elles répondent au processus d’Appel d’Offres de Deuxième Etape. Tous les autres Soumissionnaires dûment qualifiés et admissibles recevront des invitations à soumettre des Offres de Deuxième Etape.
     2. L’Offre de Deuxième Etape comprendra une offre technique et commerciale mise à jour basée sur le document d’appel d’offres, si et tel que modifié, et toute autre modification consignée dans l’annexe du mémorandum intitulé « Changements requis en vertu de l’évaluation de la Première Etape ».
7. Les Offres de Première Etape doivent être remises à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin du présent avis]* au plus[[17]](#footnote-17) tard le *[insérer l’heure et la date].* La Passation de Marchés électronique sera *[ne sera pas]* autorisée. Les offres tardives seront rejetées. Les Offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants désignés du Soumissionnaire et de toute personne qui choisit d’y assister à l’adresse ci-dessous [*Indiquer l’adresse à la fin du présent avis]* le *[insérer l’heure et la date]*.
8. L’(les) adresse(s) à laquelle (auxquelles) il est fait référence ci-dessus est(sont) : *[insérer la (les) adresses détaillée(s)]*

*[Insérer le nom du bureau]*

*[Insérer le nom et la position du représentant]*

*[Insérer l’adresse postale et/ou l’adresse en indiquant la rue, le code postal, la ville et le pays]*

*[Insérer le numéro de téléphone, ainsi que le code pays et ville]*

*[Insérer l’adresse courriel]*

*[Insérer le site internet]*

MODELE D’AVIS SPECIFIQUE D’APPEL D’OFFRES

**Processus d’Appel d’Offres en Deux Etapes**

**Invitation des Offres de Deuxième Etape pour**

**les Installations**

**(Conception, Fourniture, et Montage des Installations)**

**(A utiliser après ou sans préqualification pour un Appel d’Offres en Deux Etapes)**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer le titre du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays où l’AO est lancé]*

**N° du Prêt/Don/Crédit :** *[insérer le numéro du financement]*

**N° Appel d’Offres :** *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres du Plan de Passation de Marchés]*

**Emis le :** *[insérer la date d’émission de l’avis]*

A : *[Nom et adresse du Soumissionnaire]*

Messieurs, Mesdames,

1. Nous vous informons par la présente que vous êtes invité à soumettre une Offre scellée de Deuxième Etape pour l’exécution et l’achèvement du Marché cité ci-dessus pour lequel vous avez soumis une Offre de Première Etape le *[insérer:* ***date de soumission de la Proposition de Première Etape****]*, qui a été examinée *[le cas échéant, ajouter «****et discuté lors de la ou des réunions de clarification tenues le*** *{insérer:* ***date(s)****}"]* et a été jugée suffisamment conforme techniquement aux exigences de la première étape.
2. Votre Offre de Deuxième étape doit inclure une offre technique et commerciale mise à jour reflétant : (a) l’addendum ci-joint, le cas échéant[[18]](#footnote-18), et les modifications le cas échéant, dont la liste est contenue dans « les Changements Requis suite à l’Evaluation de Première Etape » Annexe au Memorandum du/es réunion/s de clarification conduite/s le *[insérer les dates]*[[19]](#footnote-19)*.*
3. Les Offres de Deuxième Etape doivent être remises pas plus tard que [indiquer *l’heure et la date et l’adresse pour la remise des Offres de Deuxième Etape].* La passation électronique de marchés sera *[ne sera pas]* autorisée. Les Offres en retard seront rejetées. Les Offres de Deuxième Etape seront ouvertes publiquement en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d’y assister à l’adresse ci-dessous *[indiquer adresse à la fin de cette lettre]* à *[insérer l’heure et la date][[20]](#footnote-20)*.
4. Les Offres de Deuxième Etape devront être valable jusqu’à *[insérer la date]* ou toute date étendue amendée par le Maître d’Ouvrage conformément au Document d’Appel d’Offres. [*insérer* ***le jour, mois et année, en prenant en compte un temps nécessaire et raisonnable pour évaluer les propositions, obtenir les approbations nécessaires et la Non-Objection de la Banque (si un examen a priori est requis).]* *[Pour minimiser le risque d’erreurs des Soumissionnaires, la période de validité des Offres est une date spécifique et non liée à la date limite de remise des Offres].***
5. Toutes les Offres de Deuxième Etape doivent être accompagnées d’une *[insérer « Garantie d’Offre » ou d’une « Déclaration de Garantie d’Offre » tel qu’approprié]* d’un montant de [insérer le montant et la monnaie dans le cas d’une Garantie d’Offre].[[21]](#footnote-21)
6. Veuillez confirmer, dans les meilleurs délais, la réception de cette lettre par courriel ou télécopie. Si vous n’avez pas l’intention de soumettre une Proposition, nous apprécierions en être informés par écrit le plus tôt possible.

*Avec nos salutations distinguées*

*[Signature autorisée]*

*[Insérer : le nom et la position]*

*[Insérer : le nom du Maître d’Ouvrage]*

*PIECE/S JOINTE/S : [insérer si nécessaire :]*

1. *Addendun No . [insérer le numéro de l’addendum] au Document d’Appel d’Offres, et/ou*
2. *Memorandum pour [insérer le nom du Soumissionnaire indiqué en tête de cette invitation] sur les Changements Requis suivant l’Evaluation de la Première Etape*

*Ou indiquer : Il n’y a pas de pièces jointes.*

**DOCUMENTS DE PASSATION DE MARCHES**

**Document d’Appel d’Offres pour la Passation des marchés d’Installations**

**(Conception-Fourniture-Montage d’Installations)**

**Passation du marché de :**

[Insérer l’identification des Installations]

**Emis le :**

**AOI No :** *[insérer la référence]*

**Maître d’Ouvrage :** [insérer le nom du Maître d’Ouvrage]

**Pays :** [insérer le pays]

**Document Type d’Appel d’Offres**

Table des matières

[PREMIÈRE PARTIE 2](#_Toc383555005)

[Procédures d’appel d’offres 2](#_Toc383555006)

[OPTION A : PROCEDURE D’APPEL D’OFFRES EN UNE ETAPE 3](#_Toc383555007)

[Section I. Instructions aux soumissionnaires 4](#_Toc383555008)

[Section II. Données particulières de l’appel d’offres 29](#_Toc383555009)

[Section III. Critères d’évaluation et de qualification (si une Pré Qualification a été effectuée préalablement) 34](#_Toc383555010)

[Section III. Critères d’évaluation et de qualification (si une Pré-Qualification n’a pas été   
effectuée préalablement) 39](#_Toc383555011)

[OPTION B : PROCEDURE D’APPEL D’OFFRES EN DEUX ETAPES 53](#_Toc383555012)

[Section I. Instructions aux soumissionnaires 54](#_Toc383555013)

[Section II. Données particulières de l’appel d’offres 87](#_Toc383555014)

[Section III. Critères d’évaluation et de qualification (si une Pré Qualification a été   
effectuée préalablement) 92](#_Toc383555015)

[Section III. Critères d’évaluation et de qualification (si une Pré-Qualification n’a pas  
 été effectuée préalablement) 98](#_Toc383555016)

[Section IV. Formulaires de Soumission 113](#_Toc383555017)

[Section V. Pays éligibles 177](#_Toc383555018)

[DEUXIÈME PARTIE 183](#_Toc383555020)

[Exigences du Maître d’Ouvrage 183](#_Toc383555021)

[Section VI. Spécifications 184](#_Toc383555022)

[TROISIÈME PARTIE Marché 209](#_Toc383555023)

[Section VII. Cahier des Clauses administratives générales 210](#_Toc383555024)

[Section VIII. Cahier des Clauses administratives particulières 327](#_Toc383555025)

[Section IX. Formulaires du Marché 333](#_Toc383555026)

PREMIÈRE PARTIE  
Procédures d’Appel d’Offres

OPTION A : PROCEDURE D’APPEL D’OFFRES EN UNE ETAPE

|  |
| --- |
| Section I. Instructions aux soumissionnaires |

Table des clauses

[A. Généralités 6](#_Toc107322645)

[1. Objet du Marché 6](#_Toc107322646)

[2. Origine des fonds 6](#_Toc107322647)

[3. Fraude et corruption 7](#_Toc107322648)

[4. Candidats admis à concourir 8](#_Toc107322649)

[5. Installations et Services de Montage répondant aux critères de provenance 9](#_Toc107322650)

[B. Contenu du Document d’Appel d’Offres 10](#_Toc107322651)

[6. Sections du Document d’Appel d’Offres 10](#_Toc107322652)

[7. Eclaircissements apportés au Document d’Appel d’Offres, Visite du Site et Réunion préparatoire 10](#_Toc107322653)

[8. Modifications apportées au Document d’Appel d’Offres 12](#_Toc107322654)

[C. Préparation des offres 12](#_Toc107322655)

[9. Frais de Soumission 12](#_Toc107322656)

[10. Langue de l’Offre 12](#_Toc107322657)

[11. Documents constitutifs de l’Offre 12](#_Toc107322658)

[12. Lettre de Soumission et Annexes 13](#_Toc107322659)

[13. Variantes 13](#_Toc107322660)

[14. Documents attestant que les Installations et Services de Montage répondent aux critères d’origine 14](#_Toc107322661)

[15. Documents établissant la qualification des Soumissionnaires 14](#_Toc107322662)

[16. Documents établissant la conformité des Installations et Services de Montage 14](#_Toc107322663)

[17. Prix de l’Offre et Rabais 14](#_Toc107322664)

[18. Monnaies de l’Offre et de Règlement 17](#_Toc107322665)

[19. Période de validité des Offres 17](#_Toc107322666)

[20. Garantie d’Offre 17](#_Toc107322667)

[21. Forme et Signature de l’Offre 19](#_Toc107322668)

[D. Remise des Offres et Ouverture des plis 20](#_Toc107322669)

[22. Cachetage et Marquage des Offres 20](#_Toc107322670)

[23. Date et heure limite de remise des offres 20](#_Toc107322671)

[24. Offres hors délai 20](#_Toc107322672)

[25. Retrait, substitution et modification des offres 21](#_Toc107322673)

[26. Ouverture des plis 21](#_Toc107322674)

[E. Évaluation et comparaison des offres 22](#_Toc107322675)

[27. Confidentialité 22](#_Toc107322676)

[28. Éclaircissements concernant les Offres 22](#_Toc107322677)

[29. Divergences, réserves ou omissions 23](#_Toc107322678)

[30. Conformité des offres 23](#_Toc107322679)

[31. Non-conformité, erreurs et omissions 23](#_Toc107322680)

[32. Correction des erreurs arithmétiques 24](#_Toc107322681)

[33. Conversion en une seule monnaie 24](#_Toc107322682)

[34. Marge de préférence 24](#_Toc107322683)

[35. Évaluation des Offres 24](#_Toc107322684)

[36. Comparaison des offres 26](#_Toc107322685)

[37. Qualification du soumissionnaire 26](#_Toc107322686)

[38. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres 27](#_Toc107322687)

[F. Attribution du Marché 27](#_Toc107322688)

[39. Critères d’attribution 27](#_Toc107322689)

[40. Notification de l’attribution du Marché 27](#_Toc107322690)

[41. Signature du Marché 28](#_Toc107322691)

[42. Garantie de bonne exécution 28](#_Toc107322692)

|  |  |
| --- | --- |
| **Section I. Instructions aux soumissionnaires** | |
|  | 1. Généralités |
| Objet du Marché | * 1. À l’appui de l’avis d’appel d’offres indiqué dans les Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO), le Maître d’Ouvrage, tel qu’indiqué dans les DPAO, publie le présent Dossier d’appel d’offres en vue de la réalisation des travaux spécifiés à la Section VII, Spécifications. Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de l’appel d’offres international (AOI) figurent dans les DPAO. |
|  | * 1. Tout au long du présent Dossier d’appel d’offres, les définitions et interprétations sont celles présentées dans les Conditions Générales, Section VIII, sauf mention contraire. Ceci inclut, mais n’est pas limité à :   « **ES** » signifie environnemental et social (y compris l'Exploitation et les Abus sexuels (EAS), et le Harcèlement sexuel (HS));  L’expression « **Exploitation et Abus Sexuels (EAS**) » englobe les significations ci-après :  L’« **Exploitation Sexuelle** » (ES), définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne;  Les « **Abus Sexuels** » (AS), définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou sous des conditions inégales ou par coercition ;  Le « **Harcèlement Sexuel** » (HS) est défini comme toute avance sexuelle importune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage ;  L’expression « **Personnel de l’Entrepreneur** » est définie à la Sous-Clause 1 des Conditions générales ; et  L’expression « **Personnel du Maître d’Ouvrage** » est définie à la Sous-Clause 1 des Conditions générales. |
| Origine des fonds | * 1. L’Emprunteur ou le Bénéficiaire (ci-après dénommé « l’Emprunteur »), dont le nom figure dans les **DPAO,** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de la Banque Mondiale[[22]](#footnote-22) (ci-après dénommée la ”Banque”), en vue de financer le projet indiqué dans les **DPAO**. L’Emprunteur a l’intention d’utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel d’offres est lancé. |
|  | * 1. La Banque n’effectuera les paiements qu’à la demande de l’Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l’accord de financement intervenu entre l’Emprunteur et la Banque (ci-après dénommé « l’Accord de Prêt »). Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit Accord de Prêt. Aucune partie autre que l’Emprunteur ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’Accord de Prêt ni prétendre détenir une créance sur les fonds. |
|  | * 1. L’Accord de Prêt interdit tout retrait du Compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures lorsque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d’une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l’Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. |
| Fraude et corruption | * 1. La Banque demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu’elles figurent à la Section VI soient appliquées. |
|  | * 1. Aux fins d’application de ces règles, les Soumissionnaires devront faire en sorte que la Banque et ses agents (déclarés ou non) puissent examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs aux demandes de candidatures, soumissions des offres et à l’exécution des marchés (en cas d’attribution) et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque. |
| Candidats admis à concourir | * 1. Les Soumissionnaires peuvent être constitués d’entreprises privées ou publiques (sous réserve des dispositions de l’article 4 .5 des IS) ou de tout groupement les comprenant au titre d’un accord existant ou tel qu’il ressort d’une intention de former un tel accord supporté par une lettre d’intention et un projet d’accord de groupement. En cas de groupement :  1. **sauf si spécifié autrement dans les DPAO,** tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l’exécution du Marché conformément à ses termes. 2. le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant l’appel d’offre, et en cas d’attribution du Marché à ce groupement, durant l’exécution du Marché.    1. Un Soumissionnaire, ainsi que les entités qui le constituent, doit avoir la nationalité d’un des pays éligibles tels que définis dans la Section V. du présent document - Pays éligibles. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s’il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu’il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s’appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs du Marché, y compris les services connexes.    2. Les Soumissionnaires ne peuvent être en situation de conflit d’intérêt et ceux dont il est déterminé qu’ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec l’un ou plusieurs intervenants au processus d’Appel d’offres les Soumissionnaires dans les situations suivantes: 3. Les Soumissionnaires placés sous le contrôle de la même entreprise ; ou 4. Les Soumissionnaires qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l’un de l’autre ; ou 5. Les Soumissionnaires qui ont le même représentant légal dans le cadre du présent Appel d’offre ; ou 6. Les Soumissionnaires qui entretiennent entre eux directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des contacts leur permettant d’avoir accès aux informations contenues dans leurs offres ou d’influencer les décisions du Maître d’Ouvrage relatives au processus d’appel d’offres ; 0u 7. Les Soumissionnaires qui participent à plusieurs offres dans le cadre du présent Appel d’offres soit individuellement ou en groupement, sauf pour les offres variantes permises par la Clause 13 des IS. La participation d’un Soumissionnaire à plusieurs offres provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé ; toutefois, un Soumissionnaire peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres ; ou 8. Les Soumissionnaires ou l’une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les Installations et Services de Montage qui font l’objet du présent Appel d’offres ; ou 9. Le Soumissionnaire qui a lui-même, ou l’une des firmes auxquelles il est affilié, été recruté ou doit l’être par l’Emprunteur ou le Maître d’Ouvrage, pour effectuer la supervision ou le contrôle des Installations dans le cadre du Marché.    1. Un Soumissionnaire faisant l’objet d’une sanction prononcée par la Banque conformément à l’Article 3.1 (d) des IS, notamment au titre des Directives de la Banque pour la Prévention et la lutte contre la corruption dans les projets financés par les prêts de la BIRD et les dons et crédits de l’AID (« les Directives sur la prévention de la corruption »), sera exclue de toute pré-qualification ou attribution et de tout autre bénéfice (financier ou autres) d’un marché financé par la Banque durant la période que la Banque aura déterminée.    2. Les entreprises publiques du pays du Maître d’Ouvrage sont admises à participer à la condition qu’elles puissent établir : (i) qu’elles jouissent de l’autonomie juridique et financière, (ii) qu’elles sont régies par les règles du droit commercial, et (iii) qu’elles ne dépendent pas du Maître d’Ouvrage ou de l’Emprunteur.    3. Les Soumissionnaires devront fournir les preuves, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage, de la continuité de leur éligibilité, comme le Maître d’Ouvrage est en droit de le requérir.    4. Dans le cas où une procédure de préqualification a été menée préalablement au présent appel d’offres, seuls les candidats préqualifiés sont admis à soumissionner.    5. Les firmes seront exclues si : 10. la loi ou la réglementation du pays de l’Emprunteur interdise les relations commerciales avec le pays de l’entreprise, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence pour la livraison de fournitures ou services connexes requis ; ou 11. en application d’une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l’Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l’entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.     1. Les Soumissionnaires ne devront pas faire l’objet d’une exclusion d’accès aux appels d’offres au titre d’une Déclaration de Garantie d’Offre. |
| Installations et Services de Montage répondant aux critères de provenance | * 1. Les Installations et Services de Montage à fournir dans le cadre du Marché doivent avoir leur origine dans les pays éligibles tels que définis dans l’IS 4.2 ci-dessus et toutes les dépenses en vertu du Marché seront limitées à ces Installations et Services de Montage.   2. Aux fins de l’IS 5.1 ci-dessus, on entend par « origine » le lieu où les installations ou ses composants sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués, et à partir duquel les services sont fournis. Les composants des Installations sont produits lorsque, par la fabrication, la transformation ou l’assemblage important ou majeur de composants, un produit commercialement reconnu résulte à partir de ses composants en des caractéristiques de base ou de son but ou de son utilité. |

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. Contenu du Document d’Appel d’Offres |
| Sections du Document d’Appel d’Offres | * 1. Le Document d’appel d’offres comprend les Parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à l’article 8 des IS. |
|  | **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d’appel d’offres**   * Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS) * Section II. Données particulières de l’appel d’offres (DPAO) * Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification * Section IV. Formulaires de Soumission * Section V. Pays Eligibles * Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption   **DEUXIÈME PARTIE : Exigences du Maître d’Ouvrage**   * Section VII. Spécifications   **TROISIÈME PARTIE : Conditions et Formulaires du Marché**   * Section VIII. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) * Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) * Section X. Formulaires du Marché |
|  | * 1. L’avis d’appel d’offres ne fait pas partie du Document d’appel d’offres.   2. Le Maître d’Ouvrage ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Soumissionnaires de l’intégrité du Document d’Appel d’offres et de ses addendas s’ils n’ont pas été obtenus directement auprès de la source indiquée par le Maître d’Ouvrage dans l’avis d’appel d’offres.   3. Le Soumissionnaire devra examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Document d’Appel d’Offres. Le manquement à fournir toutes les informations ou la documentation exigées dans le Document d’Appel d’Offres pourra résulter dans le rejet de l’offre. |
| Eclaircissements apportés au Document d’Appel d’Offres, Visite du Site et Réunion préparatoire | * 1. Tout soumissionnaire potentiel désirant des éclaircissements sur les documents doit contacter le Maître d’Ouvrage, par écrit, à l’adresse du Maître d’Ouvrage indiquée dans les **DPAO** ou soumettre ses requêtes durant la réunion préparatoire éventuellement prévue selon les dispositions de l’article 7.4 des IS. Le Maître d’Ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de remise des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l’auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d’appel d’offres en conformité avec l’article 6.3 des IS. Si les **DPAO** le prévoient, le Maître d’Ouvrage publiera également sa réponse sur la page Internet identifiée dans les **DPAO**. Au cas où le Maître d’Ouvrage jugerait nécessaire de modifier le Dossier d’appel d’offres suite aux éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et 23.2 des IS. |
|  | * 1. Il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d’inspecter le site où les installations doivent être montées et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l’offre et la signature d’un marché pour l’exécution des Installations et Services de Montage. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.   2. Le Maître d’Ouvrage autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d’Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu’ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.   3. Le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire sur le site des installations qui se tiendra aux lieu et date indiqués aux **DPAO**. L’objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade.   4. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu’elle parvienne au Maître d’Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire.   5. Le compte-rendu de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le dossier d’appel d’offres conformément à l’article 6.3 des IS. Toute modification des documents d’appel d’offres qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d’Ouvrage en publiant un additif conformément aux dispositions de l’article 8 des IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.   6. Le fait qu’un soumissionnaire n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des offres, ne sera pas un motif de disqualification. |
| Modifications apportées au Document d’Appel d’Offres | * 1. Le Maître d’Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Document d’appel d’offres en publiant un additif.   2. Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d’appel d’offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d’appel d’offres directement du Maître d’Ouvrage conformément à l’article 6.3 des IS.   3. Afin de laisser aux Soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l’additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l’article 23.2 des IS. |
|  | 1. Préparation des offres |
| Frais de Soumission | * 1. Le Soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son Offre, et le Maître d’Ouvrage n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel d’offres. |
| Langue de l’Offre | * 1. L’Offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d’Ouvrage seront rédigés dans la langue indiquée dans les **DPAO**. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction dans la langue indiquée dans les DPAO des passages en rapport avec l’offre, auquel cas, aux fins d’interprétation de l’offre, la traduction fera foi. |
| Documents constitutifs de l’Offre | * 1. L’Offre remise par le Soumissionnaire comprendra les documents suivants :  1. la Lettre de Soumission ; 2. les annexes, y compris les bordereaux des prix, remplies conformément aux dispositions des articles 12 et 17 des IS ; 3. la Garantie d’offre ou la Déclaration de Garantie d’offre, établie conformément aux dispositions de l’article 20 des IS; 4. des variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de l’article 13 des IS ; |
|  | 1. la confirmation écrite de l’habilitation du signataire de l’Offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l’article 21.2 des IS ; 2. Les documents établis conformément à l’article 14.1 des IS apportant la preuve que les Installations et Services de Montage proposés par le Soumissionnaire dans son Offre ou dans toute offre variante (si les variantes sont autorisées) satisfont aux critères de provenance ; 3. des pièces attestant, conformément aux dispositions de l’article 15 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché si son offre est retenue ; 4. les documents établis conformément à l’article 16 des IS apporteront la preuve que les Installations et Services de Montage proposés par le Soumissionnaire dans son Offre sont conformes au Document d’appel d’offres ; 5. dans le cas d’une offre présentée par un Groupement d’entreprises devra inclure soit une copie de l’Accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d’intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d’un projet d’accord, indiquant les parties des Installations à réaliser par les différents membres. 6. La liste des sous-traitants en conformité avec l’article 16.2 des IS ; et 7. tout autre document stipulé dans les **DPAO**. |
| Lettre de Soumission et Annexes | * 1. Le Soumissionnaire remplira le Lettre de Soumission, y compris les bordereaux des prix applicables, en remplissant les formulaires fournis à la Section IV, Formulaires de soumission. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés. |
| Variantes | * 1. Les **DPAO** indiquent si des offres variantes seront permises. Si elles le sont, les **DPAO** indiquent également si elles sont permises au titre de l’article 13.3 des IS, ou invitées au titre des articles 13.2 et/ou 13.4 des IS.   2. Lorsque les Installations peuvent être exécutés dans des délais d’exécution variables, les **DPAO** le préciseront, et la méthode retenue pour l’évaluation du délai d’achèvement proposé par le Soumissionnaire à l’intérieur des délais spécifiés seront décrits dans la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.   3. Excepté dans le cas mentionné à l’article 13.4 ci-dessous, les Soumissionnaires qui souhaitent proposer des variantes techniques aux dispositions du Document d’appel d’offres doivent tout d’abord indiquer un prix pour des Installations conformes au Document d’appel d’offres, et fourniront ensuite toutes les informations nécessaires pour une évaluation complète par le Maître d’Ouvrage de la proposition variante, y compris les plans, les notes de calcul, les spécifications techniques, la ventilation des prix, les méthodes de construction et installation envisagées, et autres détails pertinents. Seules les variantes techniques, le cas échéant, du Soumissionnaire évalué le moins disant conformément aux conditions techniques de base, seront prises en considération par le Maître d’Ouvrage.   4. Quand les DPAO offrent aux soumissionnaires la possibilité de présenter des solutions techniques variantes pour des parties définies des installations, celles-ci seront décrites dans la Section VII, Spécifications. Les variantes techniques qui satisfont aux performances et critères techniques précisés pour les installations seront prises en considération par le Maître d’Ouvrage en fonction de leurs qualités intrinsèques, conformément à l’article 35 des IS. |
| Documents attestant que les Installations et Services de Montage répondent aux critères d’origine | * 1. 1Pour établir que les Installations et Services de Montage répondent aux critères d’origine, en application des dispositions de l’article 5 des IS, les Soumissionnaires rempliront les déclarations indiquant le pays d’origine figurant dans les formulaires de prix, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission. |
| Documents établissant la qualification des Soumissionnaires | * 1. Afin établir qu’il possède les qualifications requises pour réaliser le Marché, conformément à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification, le Soumissionnaire devra fournir toutes les informations requises dans les formulaires de la Section IV, Formulaires de Soumission.   2. Les Soumissionnaires nationaux, individuels ou en groupement, réclamant le bénéfice de la préférence en faveur des fournitures d’origine locale devront fournir les renseignements demandés afin de satisfaire au critère d’éligibilité à la préférence, comme décrit à l’article 34 des IS. |
| Documents établissant la conformité des Installations et Services de Montage | * 1. Pour établir la conformité des Installations et Services de Montage, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son Offre les pièces justificatives spécifiées à la Section IV, avec tous détails nécessaires afin de montrer la conformité aux exigences du Maître d’Ouvrage et au délai d’exécution.   2. Le Soumissionnaire inclura dans son Offre le détail de toutes les Installations et Services de Montage tels que définis par le Maître d’Ouvrage à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, qu’il se propose d’acheter ou de sous-traiter, et donnera le détail du nom et de la nationalité des sous-traitants proposés, y compris les fabricants, pour chacun de ces articles. En outre, le Soumissionnaire fournira dans son Offre, les renseignements montrant la conformité de ces articles aux exigences correspondantes du Maître d’Ouvrage. Les prix indiqués dans l’offre s’appliqueront quel que soit le sous-traitant retenu, et aucun ajustement de prix ne sera permis.   3. Le Soumissionnaire aura la responsabilité de s’assurer que tout fournisseur proposé satisfait aux exigences de l’article 4 des IS, et que toute installation, ou services fournis par le Sous-traitant répondent aux exigences des articles 5 et 15.1 des IS. |
| Prix de l’Offre et Rabais | * 1. Sauf disposition contraire dans les **DPAO**, les Soumissionnaires fourniront un prix pour l’ensemble des installations sur la base d’une « responsabilité unique », de manière que le montant total de l’offre couvre toutes les obligations de l’Entrepreneur mentionnées dans le Dossier d’appel d’offres ou qui en découlent, en ce qui concerne la conception, la fabrication, incluant la passation de marchés et la sous-traitance s’il y a lieu, la fourniture, la construction, le montage, et l’achèvement des installations. Sont également incluses les obligations de l’Entrepreneur en matière d’essais de garantie, mise en service provisoire et opérationnelle des installations, et lorsque cela est requis par le Document d’appel d’offres, l’obtention de tous permis, approbations, licences, etc. ; ainsi que les prestations de services relatives au fonctionnement, à la maintenance, à la formation, et toute autre prestation ou service indiqué dans le Document d’appel d’offres, conformément aux dispositions du Cahier des clauses administratives générales. Les postes, pour lesquels aucun prix n’est fourni par le Soumissionnaire, ne seront pas payés par le Maître d’Ouvrage lorsqu’ils seront exécutés et seront considérés comme inclus dans les prix d’autres postes.   2. Les Soumissionnaires sont tenus de fournir un prix reflétant les obligations commerciales, contractuelles et techniques spécifiées dans le Document d’appel d’offres.   3. Les Soumissionnaires remettront une décomposition des prix en respectant la forme et la présentation des prix demandées dans les bordereaux de prix figurant dans la Section IV, Formulaires d’offres. |
|  | * 1. En fonction de l’étendue du Marché, les bordereaux de prix peuvent être au nombre de six (6) tel que ci-après. Des bordereaux avec des numérotations distinctes seront utilisés pour chacun des éléments ci-dessous. Le montant total de chaque bordereau No 1 à 4 sera reporté dans un bordereau récapitulatif (Bordereau No 5) donnant le montant total de l’Offre qui figurera dans la Lettre de Soumission.   Bordereau No 1 Installations (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance de pays autres que celui du Maître d’Ouvrage.  Bordereau No 2 Installations (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance du pays du Maître d’Ouvrage.  Bordereau No 3 Services de Conception  Bordereau No 4 Services de Montage  Bordereau No 5 Bordereau récapitulatif (Bordereaux No 1 à 4)  Bordereau No 6 Pièces de Rechange recommandées  Les soumissionnaires noteront que les installations et équipements inclus dans les Bordereaux No 1 et 2 **excluent** les matériaux utilisés pour les travaux de génie civil, bâtiment, et autres travaux de construction. De tels matériaux seront inclus et chiffrés dans le Bordereau No4, Services de Montage.   * 1. Dans les Bordereaux, les Soumissionnaires donneront les détails requis et la décomposition de leur prix de la manière suivante :   (a) Le prix des Installations en provenance de pays autres que celui du Maître d’Ouvrage (Bordereau No 1) sera un prix CIP (lieu de destination convenu comme indiqué dans les **DPAO**),  (b) Le prix des Installations produites ou fabriquées dans le pays du Maître d’Ouvrage (Bordereau No 2) :  (i) prix EXW (à l’usine, à la fabrique, au magasin d’exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas).  (ii) le montant des taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays du Maître d’Ouvrage qui seront dues sur les Installations si le Marché est attribué ; et  (iii) le prix total pour le composant.  (c) Le prix des Services de Conception (Bordereau No 3).  (d) Les prix du Services de Montage des installations seront chiffrés séparément (Bordereau No 4) et comprendront les prix ou taux unitaires pour les transports locaux jusqu’au lieu de destination finale figurant dans les **DPAO**, l’assurance et autres services connexes à l’acheminement des équipements, tout ce qui constitue la main-d’œuvre, équipement de l’Entrepreneur, travaux temporaires, matériaux, consommables, et tous les éléments de quelque nature qu’ils soient, tels les services pour le fonctionnement et la maintenance, la fourniture de manuels pour le fonctionnement et la maintenance, la formation, etc., nécessaires pour le bon fonctionnement des installations et tels qu’ils sont mentionnés dans le Document d’appel d’offres. Ces prix comprendront tous les droits, taxes et charges payables dans le pays du Maître d’Ouvrage vingt-huit (28) jours avant la date limite de remise des offres.  (e) Les pièces de rechange recommandées seront chiffrées séparément (Bordereau No 6) de la manière indiquée dans les alinéas (a) ou (b) ci-dessus selon l’origine des pièces de rechange.   * 1. L’édition en vigueur des *Incoterms* publiée par la Chambre de commerce internationale prévaudra. |
|  | * 1. Les prix seront fermes ou révisables, comme précisé dans les **DPAO**.   2. Dans le cas de **prix fermes**, les prix fournis par le Soumissionnaire seront des prix fixes pendant l’exécution du marché par le Soumissionnaire et ne seront sujets à aucune variation sous aucun motif. Une offre présentée avec un prix révisable sera considérée comme non conforme et sera rejetée.   3. Dans le cas de **prix révisables**, les prix fournis par le Soumissionnaire seront révisables pendant l’exécution du marché pour refléter les changements dans le coût d’éléments tels que la main-d’œuvre, les matériaux, les transports et l’équipement de l’Entrepreneur conformément aux procédures spécifiées dans l’annexe correspondante de l’Acte d’engagement. Une offre présentée avec un prix fixe ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro. La formule de révision de prix ne sera pas prise en compte dans l’évaluation des offres. Le Soumissionnaire sera tenu d’indiquer l’origine des indices applicables pour la main-d’œuvre et les matériaux dans le formulaire correspondant de la Section IV, Formulaires de soumission. |
|  | * 1. L’article 1.1 peut prévoir que l’appel d’offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d’attribution de plus d’un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots.   2. Un Soumissionnaires souhaitant offrir un éventuel rabais inconditionnel devra l’indiquer dans la Lettre de Soumission, ainsi que la manière dont le rabais s’appliquera. |
| Monnaies de l’Offre et de Règlement | * 1. Les monnaies de l’offre devront être comme indiqué aux **DPAO**.   2. Le Maîtr e d’Ouvrage peut demander aux Soumissionnaires d’expliquer leurs besoins en monnaies nationale et étrangères. |
| Période de validité des Offres | * 1. Les offres demeureront valides pendant la période spécifiée dans les **DPAO** après la date limite de soumission fixée par le Maître d’Ouvrage. Une offre valide pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par le Maître d’Ouvrage. |
|  | * 1. Exceptionnellement, avant l’expiration de la période de validité des offres, le Maître d’Ouvrage peut demander aux Soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs offres. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S’il est demandé une Garantie d’offre en application de l’article 20 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un Soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l’article 19.3 des IS. |
|  | * 1. Dans le cas de marché à prix ferme, si l’attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial d’expiration de la validité de l’offre spécifié selon l’article 19.1 des IS, le prix du Marché sera actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L’évaluation des offres sera basée sur le prix de l’offre sans prise en considération de l’actualisation susmentionnée. |
| Garantie d’Offre | * 1. Le Soumissionnaire fournira, au choix du Maître d’Ouvrage comme indiqué dans les **DPAO**, sous la forme d’un document original soit une Déclaration de Garantie d’Offre ou une Garantie d’Offre d’un montant indiqué dans les **DPAO**, qui fera partie intégrante de son offre.   2. Une Déclaration de Garantie d’Offre sera rédigée selon le modèle figurant à la Section IV, Formulaires de soumission. |
|  | * 1. Si une Garantie d’Offre est exigée en application de l’article 20.1 des IS, elle sera une garantie sur première demande sous l’une des formes ci- après, au choix du Soumissionnaire :  1. une garantie inconditionnelle émise par une banque ou un organisme de cautionnement; 2. une lettre de crédit irrévocable ; 3. un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou 4. une autre forme de garantie, telle que stipulée dans les **DPAO** ;   le tout émis par une source connue établie dans un pays satisfaisant aux critères d’origine. Si la garantie est émise par une compagnie d’assurance ou un organisme de cautionnement situé en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, l’organisme d’émission devra avoir une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d’Ouvrage permettant d’appeler la garantie. Dans le cas d’une garantie bancaire, la garantie sera présentée, soit à l’aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, Formulaires de soumission, ou sous une forme similaire pour l’essentiel, ayant fait l’objet de l’approbation du Maître d’Ouvrage préalablement. Dans les deux cas, le formulaire doit comporter le nom complet du Soumissionnaire. La garantie de soumission demeurera valide pendant vingt-huit jours (28) après l’expiration de la période de validité de l’offre, y compris si la période de validité de l’offre est prorogée en application de l’article 19.2 des IS. |
|  | * 1. Toute offre non accompagnée d’une Garantie d’Offre ou d’une Déclaration de Garantie conforme pour l’essentiel, selon l’option retenue en application de l’article 20.1 des IS, sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme étant non conforme. |
|  | * 1. Si une Garantie d’Offre est exigée en application de l’article 20.1 des IS, la Garantie d’Offre des soumissionnaires non retenus leur sera restituée le plus rapidement possible après que le Soumissionnaire retenu aura signé le Marché et fourni la Garantie de bonne exécution prescrite à l’article 42 des IS. |
|  | * 1. La Garantie d’Offre du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la Garantie de bonne exécution requise. |
|  | * 1. La Garantie d’Offre peut être saisie ou la Déclaration de Garantie d’Offre exécutée:  1. si le Soumissionnaire retire son Offre avant la date d’expiration de la validité qu’il aura spécifié dans la Lettre de Soumission ; ou 2. s’agissant du Soumissionnaire retenu, si ce dernier : 3. manque à son obligation de signer le Marché en application de l’article 41 des IS ; ou 4. manque à son obligation de fournir la Garantie de bonne exécution en application de l’article 42 des IS. |
|  | * 1. La Garantie d’Offre ou la Déclaration de Garantie d’offre d’un groupement d’entreprise doit être au nom du groupement qui a soumis l’offre. Si un groupement n’a pas été formellement constitué lors du dépôt de l’Offre, la Garantie d’Offre ou la Déclaration de Garantie d’offre devra être au nom de tous les futurs partenaires, conformément au libellé de la Lettre d’intention mentionnée à l’article 4.1 des IS*.*   2. Si une Garantie d’Offre n’est pas exigée dans les **DPAO**, et   (a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité qu’il a spécifiée dans la Lettre de Soumission, ou toute date prorogée par le Soumissionnaire ; ou  (b) si le Soumissionnaire retenu manque à son obligation de signer le Marché en application de l’article 41, ou de fournir la Garantie de bonne exécution en application de l’article 42 des IS  le Maître d’Ouvrage peut, si prévu dans les **DPAO**, exclure le Soumissionnaire de tout marché passé par le Maître d’Ouvrage durant la période spécifiée dans les **DPAO**. |
| Forme et Signature de l’Offre | * 1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l’offre tels que décrits à l’article 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Les Offres variantes autorisées en application de l’article 13 des IS porteront clairement la mention « VARIANTE ».Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l’offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi. . |
|  | * 1. L’original et toutes copies de l’offre seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l’offre, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l’offre. |
|  | * 1. L’offre d’un groupement d’entreprises doit se conformer aux exigences ci-après :      1. sauf indication contraire en application de l’article IS 4.1(a), elle doit être signée de manière à engager légalement tous les membres du groupement ; et      2. elle doit inclure l’autorisation du mandataire mentionnée à l’article IS 4.1(b) consistant en un pouvoir établi par les personnes légalement autorisés à signer pour le compte du groupement. |
|  | * 1. Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire. |
|  | 1. Remise des Offres et Ouverture des plis |
| Cachetage et Marquage des Offres | * 1. Les offres peuvent être remises par courrier ou déposées en personne. Quand les **DPAO** le prévoient, le Soumissionnaire pourra, à son choix, remettre son offre par voie électronique. La procédure pour la remise, le cachetage et le marquage des offres est comme suit :      1. Le Soumissionnaire remettant son offre par courrier ou la déposant en personne, placera l’original de son offre et chacune de ses copies, dans des enveloppes séparées et cachetées. Si des variantes sont autorisées en application de l’article 13 des IS, les offres variantes et les copies correspondantes seront également placées dans des enveloppes séparées. Les enveloppes devront porter la mention « ORIGINAL », « VARIANTE », « COPIE DE L’OFFRE », ou « COPIE DE L’OFFRE VARIANTE». Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.      2. Un Soumissionnaire qui remet son offre par voie électronique devra suivre la procédure de remise indiquée dans les **DPAO**. |
|  | * 1. Les enveloppes intérieures et extérieures devront:   2. comporter le nom et l’adresse du Soumissionnaire ;   3. être adressées au Maître d’Ouvrage conformément à l’article 24.1 des IS ;   4. comporter l’identification de l’appel d’offres indiqué à l’article 1.1 des IS;   5. comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des plis.   6. Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, le Maître d’Ouvrage ne sera nullement responsable si l’offre est égarée ou ouverte prématurément. |
| Date et heure limite de remise des offres | * 1. Les offres doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage à l’adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l’heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.   2. Le Maître d’Ouvrage peut, s’il l’estime nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d’appel d’offres en application de l’article 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. |
| Offres hors délai | * 1. Le Maître d’Ouvrage n’examinera aucune offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres, conformément à l’article 23 des IS. Toute offre reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. |
| Retrait, substitution et modification des offres | * 1. Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de l’article 21.2 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait). La modification ou l’offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :  1. délivrées en application des articles 21 et 22 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et 2. reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l’heure limites de remise des offres conformément à l’article 23 des IS. |
|  | * 1. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l’article 25.1 leur seront renvoyées sans avoir être ouvertes. |
|  | * 1. Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de dépôt des offres et la date d’expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d’offre, ou d’expiration de toute période de prorogation de la validité. |
| Ouverture des plis | * 1. Le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture des plis en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans les **DPAO**. Les dispositions spécifiques d’ouverture en cas de remise par moyen électronique selon l’article 22.1 des IS seront indiquées dans les **DPAO**. |
|  | * 1. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant l’offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucun retrait d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l’offre correspondante. Aucune modification d’offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l’ouverture des plis seront ensuite considérées. |
|  | * 1. Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l’une après l’autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, le prix de l’offre, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l’existence d’une garantie d’offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l’offre annoncés à haute voix lors de l’ouverture des plis seront soumis à évaluation. Toutes les pages du Formulaire d’offre et des Bordereaux de prix seront paraphées par un minimum de trois représentants du Maître d’Ouvrage présents à la cérémonie d’ouverture. Aucune offre ne sera écartée à l’ouverture des plis, excepté les offres hors délai en application de l’article 24.1. |
|  | * 1. Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des offres, qui comportera au minimum : le nom du Soumissionnaire et s’il y a retrait, remplacement de l’offre ou modification, le prix de l’offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l’existence ou l’absence d’une garantie de soumission ou d’une Déclaration de garantie. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer ce procès-verbal. Le fait que la signature d’un soumissionnaire n’y figure pas n’invalide pas le procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les soumissionnaires ayant soumis une offre dans les délais, et ce procès-verbal sera accessible en ligne quand la remise par voie électronique est permise. |
|  | 1. Évaluation et comparaison des offres |
| Confidentialité | * 1. Aucune information relative à l’examen, à l’évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d’attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l’attribution du Marché n’aura pas été notifiée aux Soumissionnaires conformément à l’article 40 des IS. |
|  | * 1. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer le Maître d’Ouvrage lors de l’évaluation des offres ou de la décision d’attribution du marché peut entraîner le rejet de son offre. |
|  | * 1. Nonobstant les dispositions de l’article 27.2 des IS, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit. |
| Éclaircissements concernant les Offres | * 1. Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, le Maître d’Ouvrage a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu’en réponse à une demande du Maître d’Ouvrage ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement du Maître d’Ouvrage, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement substantiel de l’offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n’est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par le Maître d’Ouvrage lors de l’évaluation des offres en application de l’article 32 des IS.   2. Si le Soumissionnaire ne fournit pas les éclaircissements demandés avant la date et l’heure limites indiquées dans la demande d’éclaircissements du Maître d’Ouvrage, son offre pourra se voir rejetée. |
| Divergences, réserves ou omissions | * 1. Aux fins de l’évaluation des offres, les définitions suivantes seront d’usage :  1. Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d’Appel d’Offres ; 2. Une « réserve » constitue la formulation d’une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation de toutes les exigences du Dossier d’Appel d’Offres ; et 3. Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Dossier d’Appel d’Offres. |
| Conformité des offres | * 1. Le Maître d’Ouvrage établira la conformité de l’offre sur la base de sa seule teneur, comme définie à l’article 11 des IS. |
|  | * 1. Une offre conforme pour l’essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d’appel d’offres, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles : i) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des équipements et services spécifiés dans le Marché ; ou ii) qui limitent, d’une manière substantielle et non conforme au Dossier d’appel d’offres, les droits du Maître d’Ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou iii) dont l’acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l’essentiel. |
|  | * 1. Le Maître d’Ouvrage écartera toute offre qui n’est pas conforme pour l’essentiel au Dossier d’appel d’offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée. |
|  | * 1. Le Maître d’Ouvrage écartera toute offre qui ne sera pas conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’appel d’offres, et le soumissionnaire ne pourra y apporter des changements pour en corriger la non-conformité. |
| Non-conformité, erreurs et omissions | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l’appel d’offres. |
|  | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations, ou la documentation, nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l’offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l’offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.   2. Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage corrigera les non-conformités ou omissions non essentielles qui affectent le prix de l’offre. À cet effet, le prix de l’offre sera révisé, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l’élément ou du composant manquant ou non conforme. |
| Correction des erreurs arithmétiques | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :  1. S’il y a contradiction entre un prix total obtenu en additionnant les montants figurant dans une colonne de la décomposition d’un prix et le montant indiqué pour le prix de l’offre, le premier mentionné fera foi et le prix total sera corrigé; 2. S’il y a contradiction entre le total des montants des Bordereaux de prix No 1 à 4 et le montant indiqué au Bordereau No 5 (Récapitulatif), les montants des Bordereaux No 1 à 4 prévaudront et le montant du Bordereau No 5 sera rectifié; et 3. S’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des articles (a) et (b) ci-dessus. |
|  | * 1. Si le Soumissionnaire ayant présenté l’offre évaluée la moins- disante, n’accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée. |
| Conversion en une seule monnaie | * 1. Aux fins d’évaluation et de comparaison, le Maître d’Ouvrage convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, en utilisant le cours vendeur fixé par la source spécifiée dans les **DPAO**, en vigueur à la date qui y est également spécifiée. |
| Marge de préférence | * 1. Aucune marge de préférence ne sera accordée. |
| Évaluation des Offres | * 1. Pour évaluer une offre, le Maître d’Ouvrage utilisera tous les critères et méthodes définis dans cette clause, à l’exclusion de tous autres critères et méthodes.   Evaluation technique:   * 1. Le Maître d’Ouvrage procédera à une évaluation détaillée des offres dont il aura déterminé au préalable qu’elles répondent pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’appel d’offres, pour déterminer si les aspects techniques répondent aux stipulations du Dossier d’appel d’offres. **Une offre ne répondant pas pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’appel d’offres et en particulier si elle n’est pas complète, cohérente et ne satisfait pas au niveau de détail, ou aux niveaux minimum (ou maximum, selon le cas) exigés pour les garanties opérationnelles sera rejetée au motif qu’elles ne répondent pas aux dispositions du Dossier d’appel d’offres**. Pour effectuer cette détermination, le Maître d’Ouvrage examinera et comparera les aspects techniques des offres, en se fondant sur les informations fournies par les soumissionnaires, et en prenant en compte les facteurs suivants :   (a) le caractère complet de l’offre et sa conformité avec les Spécifications et plans ; la conformité des Equipements et services aux normes de performance, y compris la conformitéau niveau minimum (ou maximum, selon le cas) exigé pour chacune des garanties opérationnelles comme stipulé dans les Spécifications et la Section III, Critères d’évaluation et de qualification; la compatibilité des installations proposées avec la protection de l’environnement et les conditions climatiques prévalant sur le site ; et la qualité, le rôle et la mise en œuvre de tout procédé de contrôle proposé dans l’offre.  (b) le type, la quantité, et la disponibilité à long terme des pièces de rechange obligatoires et recommandées, ainsi que des services de maintenance ; et  (c) tout autre facteur significatif, s’il y a lieu, indiqué dans Section III, Critères d’évaluation et de qualification.   * 1. Lorsque des variantes techniques sont permises en application de l’article 13 des IS, et présentées par le Soumissionnaire, le Maître d’Ouvrage fera une évaluation similaire des variantes. Quand les variantes ne sont pas permises, mais ont été présentées, elles seront ignorées. |
|  | Evaluation commerciale :   * 1. Pour évaluer une offre, le Maître d’Ouvrage prendra en compte les éléments ci-après :  1. le prix de l’offre, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans les Bordereaux de prix; 2. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l’article 32.1: 3. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application des articles 17.9 et 17.10 des IS 4. les ajustements effectués au titre de la quantification des divergences mineures en application de l’article 31.3 des IS; 5. en convertissant en une seule monnaie le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus, conformément aux dispositions de l’article 33 des IS; 6. les facteurs d’évaluation indiqués à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.    1. Dans le cas où la révision des prix est prévue au titre de l’article 17.6 des IS, l’effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d’exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l’évaluation des offres.    2. Si le présent Dossier d’appel d’offres autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet au Maître d’Ouvrage d’attribuer un ou plusieurs lots à un ou plus d’un soumissionnaire, la méthode d’évaluation pour déterminer la combinaison d’offres évaluée la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans le Formulaire d’offre, sera précisée dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.    3. Si l’offre évaluée la moins-disante est fortement déséquilibrée par rapport à l’estimation du Maître d’Ouvrage ou de l’échéancier de paiement des équipements et services à fournir, le Maître d’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de fournir le détail de prix pour tout élément d’un bordereau de prix, pour prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Après avoir examiné le détail de prix, le Maître d’Ouvrage peut demander que le montant de la garantie de bonne exécution soit augmenté, aux frais de l’attributaire du Marché, à un niveau suffisant pour protéger le Maître d’Ouvrage contre toute perte financière au cas où l’attributaire viendrait à manquer à ses obligations au titre du Marché. |
| Comparaison des offres | * 1. Le Maître d’Ouvrage comparera toutes les offres conformes pour l’essentiel pour déterminer l’offre évaluée la moins-disante, en application de l’article 35.4 des IS*.* |
| Qualification du soumissionnaire | * 1. Le Maître d’Ouvrage s’assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l’offre évaluée la moins-disante et conforme pour l’essentiel aux dispositions du dossier d’appel d’offres, satisfait aux critères de qualification stipulés dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, et a démontré dans son offre qu’il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. |
|  | * 1. Cette détermination sera fondée sur l’examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui en application de l’article 15.1 des IS. |
|  | * 1. L’attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l’issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l’offre sera rejetée et le Maître d’Ouvrage procédera à l’examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d’établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d’exécuter le Marché de façon satisfaisante.   2. Les capacités des sous-traitants et fournisseurs proposés dans l’offre, pour être employés par le Soumissionnaire le moins disant seront également évaluées afin de les agréer en conformité avec la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. Leur participation sera confirmée par une lettre d’intention, en tant que de besoin. Si un fournisseur ou sous-traitant n’est pas agréé, l’offre ne sera pas rejetée, mais le Soumissionnaire sera requis de lui substituer un fournisseur ou sous-traitant qui puisse être agréé sans aucun changement du prix de l’offre. Avant la signature du Marché, l’annexe correspondante au formulaire de marché sera complétée afin d’y inclure les sous-traitants et fournisseurs pour chaque élément concerné. |
| Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres | * 1. Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’accepter ou d’écarter toute offre, et d’annuler la procédure d’appel d’offres et d’écarter toutes les offres à tout moment avant l’attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires. |
|  | 1. Attribution du Marché |
| Critères d’attribution | * 1. Sous réserve de l’article 38.1, le Maître d’Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l’offre aura été évaluée la moins-disante et jugée conforme pour l’essentiel au Dossier d’appel d’offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. |
| Notification de l’attribution du Marché | * 1. Avant l’expiration du délai de validité des offres, le Maître d’Ouvrage notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La lettre de notification (ci-après « Lettre d’Acceptation») indiquera le Montant contractuel accepté, à payer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur en contrepartie de l’exécution et de l’achèvement du Marché et des exigences de remédier à tous défauts comme prescrit dans le Marché.   2. Dans le même temps le Maître d’Ouvrage notifiera également les résultats de l’appel d’offres aux autres soumissionnaires et publiera dans *UNDB en ligne*, les résultats, en identifiant l’appel d’offres et le numéro des lots, et en fournissant les informations suivantes : (i) le nom de chaque soumissionnaire ayant remis une offre, (ii) les montants des offres tels qu’annoncés lors de l’ouverture des offres, (iii) les nom et le montant évalué de toutes les offres ayant été évaluées, (iv) le nom des soumissionnaires dont l’offre a été rejetée, et le motif du rejet, et (v) le nom du Soumissionnaire dont l’offre a été retenue, le montant de son offre, ainsi que la durée et un résumé de l’objet du marché attribué.   3. Jusqu’à la rédaction et l’approbation de la version officielle et définitive du Marché, la Notification d’attribution constituera l’engagement réciproque du Maître d’Ouvrage et de l’Attributaire.   4. Le Maître d’Ouvrage répondra rapidement par écrit à tout soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats par le Maître d’Ouvrage selon les dispositions de l’article 40.2 des IS, aura présenté par écrit au Maître d’Ouvrage une requête en vue d’obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n’a pas été retenue. |
| Signature du Marché | * 1. Dans les meilleurs délais après la notification, le Maître d’Ouvrage enverra au Soumissionnaire retenu l’Acte d’Engagement.   2. Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l’Acte d’Engagement, le Soumissionnaire retenu le signera, le datera et le renverra au Maître d’Ouvrage.   3. Nonobstant les dispositions de l’article 41.2 des IS, si la signature de l’Acte d’engagement est empêchée par toute restriction d’exportation imputable au Maître d’Ouvrage, au pays du Maître d’Ouvrage, ou à l’usage des biens ou produits, systèmes ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d’exportation résultent de l’application de la réglementation du commerce d’un pays qui fournit ces biens ou produits, systèmes ou services, le Soumissionnaire ne sera pas lié par son offre. Cependant ceci est à la condition expresse que le Soumissionnaire soit en mesure de démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage et de la Banque, que la signature de l’Acte d’engagement n’a pas été empêchée pour une cause imputable au Soumissionnaire, pour cause de retard dans la mise en œuvre de formalités, y compris l’obtention de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à l’exportation des biens ou produits, systèmes ou services dans le cadre des dispositions de l’Acte d’engagement. |
| Garantie de bonne exécution | * 1. Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par le Maître d’Ouvrage de l’attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAG (Cahier des clauses administratives générales) et sous réserves des dispositions de l’article 35.7 des IS, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section X, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par le Maître d’Ouvrage. Si la garantie de bonne exécution est une caution émise par une compagnie d’assurance ou un organisme de cautionnement, l’institution émettrice devra être acceptable au Maître d’Ouvrage. Si l’institution émettrice de la garantie de bonne exécution est établie en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, elle devra avoir une institution financière correspondante établie dans le pays du Maître d’Ouvrage. |
|  | * 1. Le défaut de fourniture par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu’il ne signe pas l’Acte d’Engagement, constituera un motif suffisant d’annulation de l’attribution du Marché et de saisie de la garantie d’offre, auquel cas le Maître d’Ouvrage pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l’offre est jugée conforme pour l’essentiel au dossier d’appel d’offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. |

|  |  |
| --- | --- |
| Section II. Données particulières de l’appel d’offres | |
| **A. Généralités** | |
| **IS 1.1** | Numéro ou intitulé de l’avis d’appel d’offres: |
| **IS 1.1** | Nom du Maître d’Ouvrage: |
| **IS 1.1** | Nom et Numéro d’identification de l’AOI :    Nombre et numéro d’identification des lots faisant l’objet du présent AOI : |
| **IS 2.1** | Nom de l’Emprunteur :  Nom du projet : |
| **IS 4.1** | Le nombre des membres d’un groupement [ne dépassera pas : …..] |
| **IS 4.4** | L’adresse électronique où consulter la liste des entreprises et personnes exclues par la Banque est la suivante : http://www.worldbank.org/debarr. |
| **IS 4.8** | Le présent appel d’offres [est/n’est pas] précédé d’une préqualification. *[supprimer la mention inutile]* |

|  |  |
| --- | --- |
| **B. Contenu du Dossier d’appel d’offres** | |
| **IS 7.1** | Afin d’obtenir des **clarifications** uniquement**,** l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante :    Rue :  Étage/ numéro de bureau :  Ville :  Code postal :  Pays :  Numéro de téléphone :  Numéro de télécopie :  Adresse électronique :  Adresse de la page Web : |
| **IS 7.4** | Une réunion préparatoire [aura] lieu au lieu et date ci-après :  Lieu :  Date  Heure  Une visite du site [sera] organisée par le Maître d’Ouvrage. |
| **C. Préparation des offres** | |
| **IS 10.1** | La langue de l’offre est: ***[insérer la langue applicable]***  [*Remarque : après accord de la Banque, le Maître d’Ouvrage pourra publier le Dossier d’Appel d’Offres dans une autre langue qui devra être (a) soit la langue nationale de l’Emprunteur, (b) soit la langue utilisée dans son pays pour les transactions commerciales. Dans de tels cas, la disposition suivante sera incluse :*  *« De plus, le Maître d’Ouvrage a publié une version du Dossier d’Appel d’Offres traduite en : [insérer la langue nationale ou la langue utilisée pour les transactions commerciales et s’il en existe plusieurs, ajouter «  et en\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ».]*  *Le Soumissionnaire a le choix de remettre son Offre en une (et seulement une) des langues mentionnées en cet article. A l’issue de l’Appel d’Offres, le Marché à signer entre les deux parties sera dans la langue de l’Offre, et deviendra la langue gouvernant les relations contractuelles entre l’Entrepreneur et le Maître d’Ouvrage. Le Soumissionnaire ne devra pas signer le marché dans plus d’une langue.]*  Toute correspondance sera échangée en \_\_\_\_\_\_\_\_.La langue de traduction des documents complémentaires et imprimés fournis par le Soumissionnaire sera \_\_\_\_\_\_\_\_ *[indiquer une seule langue]* |
| **IS 11.1 (j)** | Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les autres documents suivants : |
| **IS 13.1** | Les variantes sont autorisées au titre des articles 13.2 et/ou 13.4 des IS  **ou**  Les variantes sont autorisées au titre de l’article 13.3 des IS.  **ou**  Les variantes ne sont pas autorisées. |
| **IS 13.2** | Les offres sont appelées sur la base d’un délai d’exécution des travaux compris entre \_\_\_\_\_ jours au minimum et \_\_\_\_\_ jours au maximum. La méthode d’évaluation figure à la Section III. Le délai d’exécution proposé par le Soumissionnaire retenu deviendra le délai d’exécution contractuel. |
| **IS 13.4** | Les variantes techniques sur la ou les parties des travaux spécifiés ci-dessous sont permises dans le cadre des dispositions prévues dans les Spécifications :  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  La méthode d’évaluation de telles variantes, le cas échéant, figure à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. |
| **IS 17.1** | Les soumissionnaires fourniront un prix pour les composantes des installations suivantes sur la base d’une « responsabilité unique » : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  et/ou  Les composantes ci-après seront fournies sous la responsabilité du Maître d’Ouvrage : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| **IS 17.5(a)** | Le lieu de destination convenu est:*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* |
| **IS 17.5(d)** | Le lieu de destination finale est:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| **IS 17.7** | Les prix proposés par le Soumissionnaires seront [révisables] ou [fermes]. |
| **IS 18.1** | Les prix seront libellés dans les monnaies précisées ci-après :  a) Pour les matériels et équipements en provenance des pays autres que le pays du Maître d’Ouvrage, le Soumissionnaire peut formuler le prix en utilisant aux plus trois monnaies de tous pays.  b) Pour les matériels et équipements en provenance du pays du Maître d’Ouvrage, les prix seront libellés dans la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage.  c) Pour les services de conception et le montage des installations, les prix seront libellés en monnaie étrangère (aux plus trois monnaies de tous pays comme en a ci-avant) et/ou dans la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage, en fonction de la monnaie dans laquelle les coûts seront encourus. |
| **IS 19.1** | La période de validité de l’offre sera de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jours. |
| **IS 20.1** | ***[insérer une des versions ci-après, selon le cas]***  Le Soumissionnaire doit fournir une garantie de soumission d’un montant de ***[insérer le montant et la monnaie]***.  ***[ou]***  Le Soumissionnaire doit fournir une Déclaration de garantie de l’offre. |
| **IS 20.3 d)** | Autre forme de garantie acceptable : |
| **IS 21.1** | Outre l’original de l’offre, le nombre de copies demandé est de : |
| **IS 21.2** | La confirmation écrite de l’habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en : |
| **D. Remise des offres et ouverture des plis** | |
| **IS 22.1** | [Les soumissionnaires [ont] /[n’ont pas]***[supprimer la mention inutile]*** l’option de présenter une offre par voie électronique. |
| **IS 22.1 (b)** | La procédure de remise des offres par voie électronique est la suivante : ***[insérer une description de la procédure de soumission des offres par voie électronique]*** |
| **IS 23.1** | Aux fins de **remise des offres**, uniquement, l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante :  A/b/s :  Rue :  Étage/Numéro de bureau :  Ville :  Code postal :  Pays :  **La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :**  Date :  Heure : |
| **IS 26.1** | L’ouverture des plis aura lieu à l’adresse, à la date et à l’heure suivantes :  Rue:  Étage /Numéro de bureau :  Ville :  Pays :  Date :  Heure : |
| **IS 26.1** | La procédure d’ouverture des offres par voie électronique est : ***[insérer la description de la procédure d’ouverture des offres par voie électronique]*** |
| **E. Évaluation et comparaison des offres** | |
| **IS 33.1** | La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des offres exprimées en diverses monnaies aux fins d’évaluation et de comparaison de ces offres est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  La source du taux de change à utiliser est :  Et la date de référence est : |

|  |
| --- |
| Section III. Critères d’évaluation et de qualification (si une Pré Qualification a été effectuée préalablement) |
| La présente Section contient tous les critères que le Maître d’Ouvrage doit utiliser pour évaluer les offres et s’assurer que les Soumissionnaires possèdent les qualifications requises. Conformément aux articles 35 et 37 des IS, aucun autre facteur, méthodes ou critères ne seront utilisés. Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaires de soumission. |
|  |
|  |

**1. Évaluation**

L’évaluation d’une offre par le Maître d’Ouvrage se fera comme indiqué ci-après :

1.1 Evaluation technique :

Application des critères dont la liste figure à l’article 35.2 (a)-(c) des IS

1.2 Evaluation commerciale :

(a) Calendrier d’exécution

Délai imparti pour achever les installations à partir de la date d’entrée en vigueur du marché indiquée dans l’Article 3 de l’Acte d’engagement déterminée par le temps nécessaire à l’achèvement des activités de la mise en service provisoire. *[La date d’achèvement stipulée le sera pour la totalité des installations, ou pour des parties ou sections des installations.]* Aucun avantage ne sera accordé en cas de délai plus court.

**ou** *[lorsqu’une variante de calendrier est admise, en application de l’article 13.2 des IS].*

Temps imparti pour achever les installations à partir de la date d’entrée en vigueur du marché indiquée dans l’Article 3 de l’Acte d’engagement compris entre *[date ou nombre de jours]* au minimum et *[date ou nombre de jours]* au maximum. Le facteur d’ajustement en cas d’achèvement postérieur à la période minimum sera *[pour cent (%)]* pour chaque semaine de délai supplémentaire à partir de cette période minimum.

*[Un cinquième de un  pour cent (0,2 %) par semaine est un chiffre raisonnable. Une autre option est de fixer un taux fixe mensuel, ou un prorata par semaine de délai, en rapport avec la perte des bénéfices pour le Maître d’Ouvrage. La période acceptable entre le délai minimum et le délai maximum d’achèvement des installations devrait être telle que le pourcentage ou montant correspondant au délai maximum soit inférieur ou égal au pourcentage ou montant des dommages indiqués dans le CCAP en application de la Clause 26.2 du CCAG.]*

(b) Coûts de fonctionnement et d’entretien.

Facteurs qui seront appliqués pour le calcul des coûts durant la vie utile probable :

i) nombre d’années de la vie utile *[il est recommandé que la durée de vie utile n’excède pas la période comprise entre la mise en service et un entretien majeur des installations]* ;

ii) frais de fonctionnement *[par exemple, carburant et/ou autres intrants, coûts unitaires et coûts globaux et annuels de fonctionnement]* ;

iii) frais d’entretien, incluant le coût des pièces de rechange pendant la période initiale de fonctionnement, qui devront être spécifiés par le Soumissionnaire ;

iv) le taux, en pourcentage, qui sera utilisé pour actualiser les coûts annuels futurs évalués pour ii) et iii) pour la durée précisée en i)

**ou**

*Référence à la méthodologie précisée dans les spécifications techniques ou ailleurs dans le Dossier d’appel d’offres*.

*[Supprimez l’option non retenue]*

(c) Garanties opérationnelles des installations

Le minimum (ou maximum) exigé dans les Spécification pour les garanties sont:

|  |  |
| --- | --- |
| **Garantie**opérationnelle | **Minimum (ou Maximum, le cas échéant) exigé** |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| *…* |  |

Aux fins d’évaluation de l’offre, le facteur d’ajustement utilisé sera *[montant dans la monnaie utilisée pour l’évaluation des offres]* pour chaque pour cent (1 %) ou calculé au prorata pour les fractions de pour cent *[en plus ou en moins]* de la norme stipulée dans les spécifications *[référence]*

(d) Travaux, services devant être fournis par le Maître d’Ouvrage

Lorsque les offres conduisent à la réalisation de travaux ou la fourniture de services par le Maître d’Ouvrage en supplément de ce qui est prévu dans le Dossier d’appel d’offres, le Maître d’Ouvrage estimera le coût de réalisation de travaux ou de fourniture de services durant la réalisation des installations. Ces coûts seront ajoutés au prix de l’offre pour les besoins de l’évaluation.

(e) Critères additionnels spécifiques

Les méthodes d’évaluation sont comme suit, le cas échéant:

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Tout ajustement de coût résultant de la procédure ci-avant sera ajouté au prix de l’offre pour les besoins de l’évaluation, afin de déterminer le « coût évalué de l’offre ». Le prix offert par le soumissionnaire demeure inchangé.

**1.3 Les variantes techniques, si elles sont** invitées en conformité à l’article 13.4 des IS, seront évaluées comme suit:

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**2. Qualification**

* 1. **Mise à jour des renseignements**

Les soumissionnaires et tout sous-traitants éventuels doivent continuer à satisfaire aux critères utilisés lors de la pré-qualification.

* 1. **Situation financière**

En utilisant le formulaire no FIN 3.3 de la Section IV, Formulaires de soumission, le Soumissionnaire doit établir qu’il a accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l’avance de démarrage éventuelle, à hauteur de:

(i) besoins en financement du marché:

…………………………………………………………………………………

et

(ii) besoins en financement pour ce marché et les autres engagements en cours du Soumissionnaire.

* 1. **Personnel**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il a le personnel pour les positions-clés suivantes:

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***No.*** | ***Position*** | ***Expérience globale en travaux (années)*** | ***Expérience dans des travaux similaires***  ***(années)*** |
| *1* |  |  |  |
| *2* |  |  |  |
| *3* |  |  |  |
| *4* |  |  |  |
| *5* |  |  |  |
|  |  |  |  |

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le personnel proposé et son expérience en utilisant les formulaires PER 1 et PER 2 de la Section IV, Formulaires de soumission.

* 1. **Matériel**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il a les matériels-clés suivants:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No.** | **Type et caractéristiques du matériel** | **Nombre minimum requis** |
| 1 |  |  |
| *2* |  |  |
| *3* |  |  |
| *4* |  |  |
| *5* |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire MAT de la Section IV, Formulaires de soumission*.*

* 1. **Sous-traitants/fabricants**

Les sous-traitants et/ou fabricants de composants importants de fournitures ou services identifiées dans le dossier de pré-qualification doivent satisfaire ou continuer de satisfaire les critères minimaux y figurant pour chaque composant.

Les sous-traitants pour les composants importants additionnels suivants doivent satisfaire aux exigences minimales ci-après, relatives à chaque composant:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Article No.** | **Description de l’article** | **Critère minimum à satisfaire** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| … |  |  |

Tout manquement à satisfaire ces critères conduira au rejet dudit sous-traitant.

Si le Soumissionnaire offre de fournir et installer des composants importants d’équipements qu’il ne fabrique ou ne produit pas lui-même, il doit soumettra une Autorisation du Fabriquant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission, pour attester du fait qu’il a été dûment autorisé par le fabriquant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans le pays du Maître d’Ouvrage. Le Soumissionnaire est responsable de s’assurer que le fabricant ou le producteur satisfait aux exigences des articles 4 et 5 des IS, et aux critères minimaux stipulés pour chaque composant.

|  |
| --- |
| Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification (si une Préqualification n’a pas été effectuée préalablement) |
| La présente Section contient tous les critères que le Maître d’Ouvrage doit utiliser pour évaluer les offres et s’assurer que les Soumissionnaires possèdent les qualifications requises. Conformément aux articles 35 et 37 des IS, aucun autre facteur, méthodes ou critères ne seront utilisés. Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaires de soumission. |
|  |
|  |

**1. Évaluation**

L’évaluation d’une offre par le Maître d’Ouvrage se fera comme indiqué ci-après :

**1.1 Evaluation technique** :

Application des critères dont la liste figure à l’article 35.2 (a)-(c) des IS

**1.2 Evaluation commerciale** :

(a) **Calendrier d’exécution**

Délai imparti pour achever les installations à partir de la date d’entrée en vigueur du marché indiquée dans l’Article 3 de l’Acte d’engagement déterminée par le temps nécessaire à l’achèvement des activités de la mise en service provisoire. *[La date d’achèvement stipulée le sera pour la totalité des installations, ou pour des parties ou sections des installations.]* Aucun avantage ne sera accordé en cas de délai plus court.

**ou** *[lorsqu’une variante de calendrier est admise, en application de l’article 13.2 des IS].*

Temps imparti pour achever les installations à partir de la date d’entrée en vigueur du marché indiquée dans l’Article 3 de l’Acte d’engagement compris entre *[date ou nombre de jours]* au minimum et *[date ou nombre de jours]* au maximum. Le facteur d’ajustement en cas d’achèvement postérieur à la période minimum sera *[pour cent (%)]* pour chaque semaine de délai supplémentaire à partir de cette période minimum.

*[Un cinquième de  un pour cent (0,2 %) par semaine est un chiffre raisonnable. Une autre option est de fixer un taux fixe mensuel, ou un prorata par semaine de délai, en rapport avec la perte des bénéfices pour le Maître d’Ouvrage. La période acceptable entre le délai minimum et le délai maximum d’achèvement des installations devrait être telle que le pourcentage ou montant correspondant au délai maximum soit inférieur ou égal au pourcentage ou montant des dommages indiqués dans le CCAP en application de la Clause 26.2 du CCAG.]*

(b) Coûts de fonctionnement et d’entretien.

Facteurs qui seront appliqués pour le calcul des coûts durant la vie utile probable :

i) nombre d’années de la vie utile *[il est recommandé que la durée de vie utile n’excède pas la période comprise entre la mise en service et un entretien majeur des installations]* ;

ii) frais de fonctionnement *[par exemple, carburant et/ou autres intrants, coûts unitaires et coûts globaux et annuels de fonctionnement]* ;

iii) frais d’entretien, incluant le coût des pièces de rechange pendant la période initiale de fonctionnement, qui devront être spécifiés par le Soumissionnaire ;

iv) le taux, en pourcentage, qui sera utilisé pour actualiser les coûts annuels futurs évalués pour ii) et iii) pour la durée précisée en i)

**ou**

*Référence à la méthodologie précisée dans les spécifications techniques ou ailleurs dans le Dossier d’appel d’offres*.

*[Supprimez l’option non retenue]*

(c) Garanties opérationnelles des installations

Le minimum (ou maximum) exigé dans les Spécification pour les garanties sont:

|  |  |
| --- | --- |
| **Garantie**opérationnelle | **Minimum (ou Maximum, le cas échéant) exigé** |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| *…* |  |

Aux fins d’évaluation de l’offre, le facteur d’ajustement utilisé sera *[montant dans la monnaie utilisée pour l’évaluation des offres]* pour chaque pour cent (1 %) ou calculé au prorata pour les fractions de pour cent *[en plus ou en moins]* de la norme stipulée dans les spécifications *[référence]*

(d) Travaux, services devant être fournis par le Maître d’Ouvrage

Lorsque les offres conduisent à la réalisation de travaux ou la fourniture de services par le Maître d’Ouvrage en supplément de ce qui est prévu dans le Dossier d’appel d’offres, le Maître d’Ouvrage estimera le coût de réalisation de travaux ou de fourniture de services durant la réalisation des installations. Ces coûts seront ajoutés au prix de l’offre pour les besoins de l’évaluation.

(e) Critères additionnels spécifiques

Les méthodes d’évaluation sont comme suit, le cas échéant:

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Tout ajustement de coût résultant de la procédure ci-avant sera ajouté au prix de l’offre pour les besoins de l’évaluation, afin de déterminer le « coût évalué de l’offre ». Le prix offert par le soumissionnaire demeure inchangé.

**1.3 Les variantes techniques, si elles sont** invitées en conformité à l’article 13.4 des IS, seront évaluées comme suit: *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*.

**2. Qualification**

| Critères de Qualification | | | | Spécifications de conformité | | | | | | | Documentation |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| No | Objet | | Critère | Entité unique | Groupement d’entreprises | | | | | | Spécifications de soumission |
| **Toutes Parties Combinées** | | **Chaque Partie** | | **Une Partie au moins** | |
| **1. Eligibilité** | | | | | | | | | | | |
| 1.1 | | **Nationalité** | Conforme à l’article 4.3 des IS. | Doit satisfaire au critère | GE existant ou prévu doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | Formulaires ELI –1.1 et 1.2, avec pièces jointes |
| 1.2 | | **Conflit d’intérêts** | Pas de conflit d’intérêts selon l’article 4.2 des IS. | Doit satisfaire au critère | GE existant ou prévu doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | Formulaire d’offre |
| 1.3 | | **Exclusion par la Banque** | Ne pas avoir été exclu par la Banque, tel que décrit dans l’article 4.4 des IS. | Doit satisfaire au critère | GE existant doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | Formulaire d’offre |
| 1.4 | | **Entreprise publique** | Le candidat doit satisfaire aux conditions de l’article 4.5 des IS. | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | Formulaires ELI -1.1 et 1.2, avec pièces jointes et Formulaire d’offre |
| 1.5 | | **Exclusion au titre d’une résolution des Nations Unies ou de la législation du pays de l’Emprunteur** | Ne pas être exclu en application de loi ou règlement du pays de l’Emprunteur ou d’une décision de mise en œuvre d’une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies en conformité avec l’article 4.8 des IS. | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | Formulaire d’offre |
| 2. **2. Litiges** | | | | | | | | | | | |
| 2.1 | | **Antécédents de non-exécution de marché** | Pas de défaut d’exécution incombant au Soumissionnaire d’un marché au cours des \_\_ dernières années [insérer le nombre d’années en toutes lettres et en chiffres] depuis le 1er janvier de l’année [ ][[23]](#footnote-23). | Doit satisfaire au critère seul ou au titre de partie à un GE passé ou existant. | Doit satisfaire au critère4 | Doit satisfaire au critère[[24]](#footnote-24) | | Sans objet | | Formulaire ANT - 2 | |
| 2.2 | | Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d’une Déclaration de garantie de soumission ou du retrait de l’Offre au cours son délai de validité | Ne pas faire l’objet d’exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d’une Déclaration de garantie de soumission conformément à l’article 4.6 des IS ou du retrait de l’Offre conformément à l’article 19.9 des IS. | Doit satisfaire au critère. | Doit satisfaire au critère. | Doit satisfaire au critère. | | Doit satisfaire au critère | | Soumission (Formulaire) | |
| 2.3 | | **Litiges en instance** | La solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Soumissionnaire telles qu’évaluées au critère 3.1 ci-après restent acceptables même dans le cas où l’ensemble des litiges en instance seraient tranchés à l’encontre du Soumissionnaire. | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que membre d’un GE existant | Sans objet | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que membre d’un GE existant. | | Sans objet | | Formulaire ANT - 2 | |
| 2.4 | | Antécédents de litiges | Absence d’antécédent de différends systématiquement conclus à l’encontre du Soumissionnaire[[25]](#footnote-25) depuis le 1er janvier de l’année [ ]. | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que membre d’un GE existant | Sans objet | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que membre d’un GE existant | | Sans objet | | Formulaire ANT - 2 | |
| 2.5 | | Déclaration : performance Environnemental et Social (ES) | Déclarer tout marché qui a été suspendu ou résilié et/ou la garantie de bonne exécution a été appelée par un Maître d’Ouvrage pour manquement aux obligations environnementales et sociales contractuelles (incluant l’EAS) au cours de cinq dernières années[[26]](#footnote-26). | Chacun doit remettre la déclaration. En cas de Sous-traitant/s spécialisé/s, le/s Sous-traitant/s spécialisé/s doivent aussi remettre la déclaration | Sans objet | Chacun doit remettre la déclaration. En cas de Sous-traitant/s spécialisé/s, le/s Sous-traitant/s spécialisé/s doivent aussi remettre la déclaration | | Sans objet | | Formulaire ANT – 3 ES Déclaration de Performance | |
| 2.6 | | Disqualification par la Banque pour raisons d’EAS et/ou HS | Au moment del ‘Attribution du Marché, ne pas être sujet à une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations à l’égard de l’EAS/HS | Doit satisfaire au critère (y compris chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire | Sans objet | Doit satisfaire au critère (y compris chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire | | Sans objet | | Lettre de Soumission, Formulaire ANT -4 | |
| **3. Situation et Performance Financières** | | | | | | | | | | | |
| 3.1 | | Situation financière | (i) Le Soumissionnaire doit démontrer qu’il dispose d’avoirs liquides ou a accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. autres que l’avance de démarrage éventuelle, à des montants suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l’exécution des travaux objet du présent Appel d’Offres à hauteur de [*insérer le montant en US$]* et nets de ses autres engagements ; | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | | Sans objet | | Formulaire FIN – 3.1 avec pièces jointes | |
|  | |  | (ii) le Soumissionnaire doit démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage qu’il dispose de moyens financiers lui permettant de satisfaire les besoins en trésorerie des travaux en cours et à venir dans le cadre de marchés déjà engagés ; | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | | Sans objet | |  | |
|  | |  | (iii) Soumission de bilans vérifiés ou, si cela n’est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par le Maître d’Ouvrage pour les \_\_\_\_[*insérer le nombre d’années*] dernières années démontrant la solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Soumissionnaire. | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | |  | |
| 3.2 | | Chiffre d’affaires annuel moyen | Avoir un chiffre d’affaires annuel moyen d’au moins\_\_ [*insérer montant en équivalent en US$ en toutes lettres et en chiffres*], calculé de la manière suivante : le total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours et/ou achevés au cours des [*insérer nombre d’années (\_\_\_)*] dernières années divisé par *[insérer le nombre d’années de la période considérée* | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire à \_\_ [insérer pourcentage en toutes lettres et en chiffres] \_\_ pour cent (\_\_\_%)] de la spécification | | Doit satisfaire à \_\_ [insérer pourcentage en toutes lettres et en chiffres] \_\_ pour cent (\_\_\_%)] de la spécification | | Formulaire FIN - 3.2 | |
| 1. **Expérience** | | | | | | | | | | | |
| 4.1 | | Expérience générale | Expérience de marchés à titre d’entrepreneur, de sous-traitant ou d’ensemblier au cours des \_\_\_\_\_\_\_\_ [\_\_\_\_] années avant la date limite de soumission, et avec des activités dans au moins neuf (9) mois chaque année. | Doit satisfaire au critère | Sans objet | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | Formulaire EXP-4.1 | |
| 4.2 (a) | | Expérience spécifique | Participation à titre d’entrepreneur, d’ensemblier ou de sous-traitant dans au moins \_\_\_\_\_\_\_\_\_ (\_\_\_) marchés au cours des \_\_\_\_\_\_\_\_ ( ) dernières années à compter du 1er janvier [*insérer l’année]* jusqu’à la date limite de remise des offres avec une valeur minimum de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (\_\_\_), qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l’essentiel, et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la Section VII, Etendue des Travaux. | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | Sans objet | | Doit satisfaire au critère pour un marché | | Formulaire EXP 4.2 (a) | |
| 4.2 (b) | |  | Pour les marchés référenciés ci-dessus ou pour d’autres marchés exécutés pendant la période stipulée au paragraphe 4.2 (a) ci-dessus, une expérience minimale de construction dans les principales activités suivantes :  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Doit satisfaire aux spécifications | Doit satisfaire au critère | Sans objet | | Doit satisfaire au critère pour au moins une des activités | | Formulaire EXP-4.2 (b) | |
| 4.2 (c) | |  | Pour les marchés visés au point 2.4.2 (a) ci-dessus et/ou tout autre marché [substantiellement achevé et en cours de mise en œuvre] en tant qu’entrepreneur principal, membre d’un GE ou sous-traitant entre le 1er janvier *[insérer l’année] et la* date limite de soumission, expérience de la gestion des risques et des impacts ES dans les aspects suivants: *[Sur la base de l’évaluation ES, préciser, le cas échéant, des exigences spécifiques en matière d’expérience pour gérer les aspects ES.]* | Doit satisfaire aux spécifications | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire les critères suivants : *[donner la liste* *des critères qui doivent être satisfaits par chaque membre, autrement indiquer : « Sans Objet]* | | Doit satisfaire les critères suivants : *[donner la liste* *des critères qui doivent être satisfaits par chaque membre, autrement indiquer : « Sans Objet]* | | Formulaire EXP-4.2 (c) | |

**2.5 Personnel**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il a le personnel pour les positions-clés suivantes :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***No.*** | ***Position*** | ***Expérience globale en travaux (années)*** | ***Expérience dans des travaux similaires***  ***(années)*** |
| *1* |  |  |  |
| *2* |  |  |  |
| *3* |  |  |  |
| *4* |  |  |  |
| *5* |  |  |  |
|  |  |  |  |

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le personnel proposé et son expérience en utilisant les formulaires PER 1 et PER 2 de la Section IV, Formulaires de soumission.

* 1. **Matériel**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il a les matériels suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No.** | **Type et caractéristiques du matériel** | **Nombre minimum requis** |
| 1 |  |  |
| *2* |  |  |
| *3* |  |  |
| *4* |  |  |
| *5* |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire MAT de la Section IV, Formulaires de soumission*.*

* 1. **Sous-traitants/fabricants**

Les sous-traitants pour les composants importants suivants doivent satisfaire aux exigences minimales ci-après, relatives à chaque composant:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Article No.** | **Description de l’article** | **Critère minimum à satisfaire** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| … |  |  |

Tout manquement à satisfaire ces critères conduira au rejet dudit sous-traitant.

Si le Soumissionnaire offre de fournir et installer des composants importants d’équipements qu’il ne fabrique ou ne produit pas lui-même, il doit soumettra une Autorisation du Fabriquant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission, pour attester du fait qu’il a été dûment autorisé par le fabriquant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans le pays du Maître d’Ouvrage. Le Soumissionnaire est responsable de s’assurer que le fabricant ou le producteur satisfait aux exigences des articles 4 et 5 des IS, et aux critères minimaux stipulés pour chaque composant.

OPTION B : PROCEDURE D’APPEL D’OFFRES EN DEUX ETAPES

Section I. Instructions aux soumissionnaires

**Table des clauses**

[A. Généralités 57](#_Toc107412919)

[1. Objet du Marché 57](#_Toc107412920)

[2. Origine des fonds 57](#_Toc107412921)

[3. Fraude et corruption 57](#_Toc107412922)

[4. Candidats admis à concourir 58](#_Toc107412923)

[5. Matériaux, matériels et Services répondant aux critères de provenance 60](#_Toc107412924)

[B. Contenu du Dossier d’appel d’offres 60](#_Toc107412925)

[6. Sections du Dossier d’appel d’offres 60](#_Toc107412926)

[7. Eclaircissements apportés au Dossier d’appel d’offres, visite du site et réunion préparatoire 61](#_Toc107412927)

[8. Modifications apportées au Dossier d’appel d’offres 62](#_Toc107412928)

[9. Frais de soumission 63](#_Toc107412929)

[10. Langue de l’offre 63](#_Toc107412930)

[C1. Préparation des offres au titre de la première étape 63](#_Toc107412931)

[11. Documents constitutifs de l’offre 63](#_Toc107412932)

[12. Formulaire d’offre de la première étape et annexes 64](#_Toc107412933)

[13. Offres techniques variantes 64](#_Toc107412934)

[14. Documents attestant que les équipements et services connexes répondent aux critères d’origine 64](#_Toc107412935)

[15. Documents établissant la qualification des soumissionnaires 64](#_Toc107412936)

[16. Documents établissant la conformité des équipements et services 65](#_Toc107412937)

[17. Forme et signature de l’offre de la première étape 66](#_Toc107412938)

[C2. Dépôt et ouverture des offres au titre de la première étape 66](#_Toc107412939)

[18. Cachetage et marquage des offres au titre de la première étape 66](#_Toc107412940)

[19. Date limite de dépôt des offres 67](#_Toc107412941)

[20. Substitution et modification des offres 67](#_Toc107412942)

[21. Ouverture des offres de la première étape par le Maître d’Ouvrage 67](#_Toc107412943)

[C3. Evaluation des offres au titre de la première étape 68](#_Toc107412944)

[22. Examen préliminaire des offres remises au titre de la première étape 68](#_Toc107412945)

[23. Evaluation technique des offres remises au titre de la première étape 68](#_Toc107412946)

[24. Vérification des capacités du Soumissionnaire 69](#_Toc107412947)

[D. Réunion pour complément d’information 70](#_Toc107412948)

[25. Eclaircissements concernant les offres au titre de la première étape et examen des divergences et variantes proposées par le Soumissionnaire 70](#_Toc107412949)

[26. Invitation à soumettre des offres au titre de la deuxième étape 70](#_Toc107412950)

[E1. Préparation des offres au titre de la deuxième étape 71](#_Toc107412951)

[27. Documents constitutifs de l’offre au titre de la deuxième étape 71](#_Toc107412952)

[28. Formulaire d’offre et annexes 72](#_Toc107412953)

[29. Prix de l’offre et rabais 72](#_Toc107412954)

[30. Monnaies de l’offre et de règlement 75](#_Toc107412955)

[31. Délai de validité des offres au titre de la deuxième étape 75](#_Toc107412956)

[32. Garantie d’Offre 75](#_Toc107412957)

[33. Forme et signature des offres au titre de la deuxième étape 77](#_Toc107412958)

[E2. Dépôt et Ouverture des Offres au titre de la Deuxième Etape 77](#_Toc107412959)

[34. Remise, Cachetage et Marquage des Offres au titre de la Deuxième Etape 77](#_Toc107412960)

[35. Date et heure limites de dépôt des offres 78](#_Toc107412961)

[36. Offres hors délai 78](#_Toc107412962)

[37. Retrait, substitution et modification des offres 78](#_Toc107412963)

[38. Ouverture des offres de la deuxième étape 79](#_Toc107412964)

[E3. Evaluation des Offres au titre de la Deuxième Etape 80](#_Toc107412965)

[39. Confidentialité 80](#_Toc107412966)

[40. Éclaircissements concernant les Offres 80](#_Toc107412967)

[41. Divergences, réserves ou omissions 81](#_Toc107412968)

[42. Conformité des offres 81](#_Toc107412969)

[43. Non-conformité, erreurs et omissions 82](#_Toc107412970)

[44. Correction des Erreurs Arithmétiques 82](#_Toc107412971)

[45. Conversion en une seule Monnaie 82](#_Toc107412972)

[46. Marge de Préférence 83](#_Toc107412973)

[47. Évaluation des Offres 83](#_Toc107412974)

[48. Comparaison des Offres 84](#_Toc107412975)

[49. Qualification du Soumissionnaire 84](#_Toc107412976)

[50. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres 84](#_Toc107412977)

[F. Attribution du marché 85](#_Toc107412978)

[51. Attribution du Marché 85](#_Toc107412979)

[52. Notification de l’Attribution du Marché 85](#_Toc107412980)

[53. Signature du Marché 85](#_Toc107412981)

[54. Garantie de bonne exécution 86](#_Toc107412982)

**Instructions aux Soumissionnaires**

A. Généralités

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Objet du Marché | * 1. À l’appui de l’avis d’appel d’offres indiqué dans les Données Particulières de l’Appel d’Offres (DPAO), le Maître d’Ouvrage, tel qu’indiqué dans les DPAO, publie le présent Dossier d’appel d’offres en vue de la réalisation des travaux spécifiés à la Section VII, Spécifications. Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de l’appel d’offres international (AOI) figurent dans les DPAO. |
|  | * 1. Tout au long du présent Dossier d’appel d’offres, les définitions et interprétations sont celles présentées dans les Conditions générales, Section VIII, sauf mention contraire. |
| 1. Origine des fonds | * 1. L’Emprunteur ou le Bénéficiaire (ci-après dénommé « l’Emprunteur »), dont le nom **figure** dans les **DPAO,** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de la Banque Mondiale[[27]](#footnote-27) (ci-après dénommée la ”Banque”), en vue de financer le projet indiqué dans les **DPAO**. L’Emprunteur a l’intention d’utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel d’offres est lancé. |
|  | * 1. La Banque n’effectuera les paiements qu’à la demande de l’Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l’accord de financement intervenu entre l’Emprunteur et la Banque (ci-après dénommé « l’Accord de Prêt »). Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit Accord de Prêt. Aucune partie autre que l’Emprunteur ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’Accord de Prêt ni prétendre détenir une créance sur les fonds. |
|  | * 1. L'Accord de Prêt interdit tout retrait du Compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures lorsque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d’une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l’Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. |
| 1. Fraude et corruption | * 1. La Banque demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu’elles figurent à la Section VI soient appliquées.   2. Aux fins d’application de ces règles, les Soumissionnaires devront faire en sorte que la Banque et ses agents puissent examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs aux demandes de candidatures, soumissions des offres et à l’exécution des marchés (en cas d’attribution) et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque. |
| 1. Candidats admis à concourir | * 1. Les Soumissionnaires peuvent être constitués d’entreprises privées ou publiques (sous réserve des dispositions de l’article 4 .9 des IS) ou de tout groupement les comprenant au titre d’un accord existant ou tel qu’il ressort d’une intention de former un tel accord supporté par une lettre d’intention et un projet d’accord de groupement. En cas de groupement tous les membres le constituant seront solidairement responsables pour l’exécution du Marché conformément à ses termes. Le groupement désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses membres durant l’appel d’offre, et en cas d’attribution du Marché à ce groupement, durant l’exécution du Marché. A moins que le **DPAO** n’en dispose autrement, le nombre des participants au groupement n’est pas limité.   2. Les Soumissionnaires ne peuvent être en situation de conflit d’intérêt et ceux dont il est déterminé qu’ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec l’un ou plusieurs intervenants au processus d’Appel d’offres les Soumissionnaires dans les situations suivantes:  1. Les Soumissionnaires placés sous le contrôle de la même entreprise ; 2. Les Soumissionnaires qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l’un de l’autre ; 3. Les Soumissionnaires qui ont le même représentant légal dans le cadre du présent Appel d’offre ; 4. Les Soumissionnaires qui entretiennent entre eux directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des contacts leur permettant d’avoir accès aux informations contenues dans leurs offres ou de les influencer ; 5. Les Soumissionnaires qui participent à plusieurs offres dans le cadre du présent Appel d’offres. La participation d’un Soumissionnaire à plusieurs offres provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé ; toutefois, un Soumissionnaire ou un sous-traitant peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres ; 6. Les Soumissionnaires ou l’une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les travaux qui font l’objet du présent Appel d’offres; ou 7. Le Soumissionnaire qui a lui-même, ou l’une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté ou doit l’être par l’Emprunteur ou le Maître d’Ouvrage, pour effectuer la supervision ou le contrôle des Installations dans le cadre du Marché. 8. Le Soumissionnaire qui fournit des biens, des travaux ou des services autres que des services de consultant qui font suite ou sont liés directement aux services de conseil fournis pour la préparation ou l’exécution du Projet mentionné au l’article 2.1 des IS, qu’il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu’il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun. 9. Les Soumissionnaires qui entretiennent une étroite relation d’affaires ou de famille avec un membre du personnel de l’Emprunteur (ou du personnel de l’entité d’exécution du Projet ou d’un bénéficiaire d’une partie du Prêt): i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier d’appel d’offres ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d’évaluation des Offres; ou ii) qui pourrait intervenir dans l’exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière satisfaisante pour la Banque pendant le processus de sélection et l’exécution du marché .    1. Sous réserve des dispositions de l’article 4.7 des IS, un Soumissionnaire, ainsi que les entités qui le constituent, doit avoir la nationalité d’un des pays éligibles tels que définis dans la Section V. du présent document - Pays éligibles. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s’il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu’il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s’appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs du Marché.    2. Un soumissionnaire faisant l’objet d’une sanction prononcée par la Banque conformément à l’Article 3.1 des IS, notamment au titre des Directives de la Banque pour la Prévention et la lutte contre la corruption dans les projets financés par les prêts de la BIRD et les dons et crédits de l’IDA (« les Directives sur la prévention de la corruption »), sera exclue de toute pré-qualification ou attribution et de tout autre bénéfice (financier ou autres) d’un marché financé par la Banque durant la période que la Banque aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l’adresse électronique mentionnée aux **DPAO.**    3. Les entreprises publiques du pays du Maître d’Ouvrage sont admises à participer à la condition qu‘elles puissent établir (i) qu’elles jouissent de l’autonomie juridique et financière, (ii) qu’elles sont régies par les règles du droit commercial, et (iii) qu’elles ne dépendent pas du Maître d’Ouvrage. A cette fin, les entreprises publiques doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir à la satisfaction de la Banque (i) qu’elles ont une personnalité juridique distincte de celle de l’Etat, (ii) qu’elles ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’elles sont régies par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier elles ne sont pas tenues de reverser leurs excédents financiers à l’Etat, qu’elles peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenues du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure de faillite, et (iv) le Maître d’Ouvrage ou l’entité en charge de l’attribution du marché n’est pas leur organe de tutelle, en situation de les contrôler, les superviser ou d’exercer sur eux une influence.    4. Les Soumissionnaires ne devront pas faire l’objet d’une exclusion temporaire au titre d’une Déclaration de garantie de soumission.    5. Les entreprises et les individus en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que (a) la loi ou la réglementation du pays de l’Emprunteur interdise les relations commerciales avec le pays de l’entreprise, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence pour les Travaux objet du présent Appel d’offres; ou (b) si, en application d’une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l’Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l’entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.    6. Dans le cas où une procédure de pré-qualification a été menée préalablement au présent appel d’offres comme indiqué le cas échéant dans les **DPAO**, seules les candidats pré-qualifiés sont admis à soumissionner.    7. Les Soumissionnaires devront fournir les preuves de leur éligibilité que le Maître d’Ouvrage est en droit de requérir. |
| 1. Matériaux, matériels et Services répondant aux critères de provenance | * 1. Sous réserve des dispositions figurant à la Section V, Pays éligibles, tous les matériaux, matériels, équipements et services faisant l’objet du présent marché et financés par la Banque peuvent provenir de tout pays et les dépenses pour les besoins du Marché seront limitées à de tels matériaux, matériels, équipements et services. Les soumissionnaires peuvent se voir demander par le Maître d’Ouvrage de justifier la provenance de ces matériaux, matériels, équipements et services. |

B. Contenu du Dossier d’appel d’offres

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Sections du Dossier d’appel d’offres | * 1. Le Dossier d’appel d’offres comprend les Parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à l’article 8 des IS. |
|  | **PREMIÈRE PARTIE : Procédures d’appel d’offres**   * Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS) * Section II. Données particulières de l’appel d’offres (DPAO) * Section III. Critères d’évaluation et de qualification * Section IV. Formulaires de soumission * Section V. Pays Eligibles * Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption   **DEUXIÈME PARTIE : Spécification des travaux**   * Section VII. Spécifications   **TROISIÈME PARTIE : Marché**   * Section VIII. Cahier des clauses administratives générales (CCAG) * Section IX. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) * Section X. Formulaires du Marché |
|  | * 1. L’avis d’appel d’offres ne fait pas partie du Dossier d’appel d’offres.   2. Le Maître d’Ouvrage ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Soumissionnaires de l’intégrité du Dossier d’Appel d’offres, des réponses aux demandes de clarifications, du compte rendu de la réunion préparatoire précédant le dépôt des Offres (le cas échéant) et des additifs au Dossier d’Appel d’Offres conformément à l’article 8 des IS, s’ils n’ont pas été obtenus directement auprès de lui. En cas de contradiction, les documents directement issus par le Maître d’Ouvrage auront précédence.   3. Le Soumissionnaire doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d’appel d’offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d’appel d’offres. |
| 1. Eclaircis­sements apportés au Dossier d’appel d’offres, visite du site et réunion préparatoire | * 1. Tout soumissionnaire potentiel désirant des éclaircissements sur les documents doit contacter le Maître d’Ouvrage, par écrit, à l’adresse du Maître d’Ouvrage indiquée dans les **DPAO** ou soumettre ses requêtes durant la réunion préparatoire éventuellement prévue selon les dispositions de l’article 7.4 des IS. Le Maître d’Ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de remise des offres. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l’auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d’appel d’offres en conformité avec l’article 6.3 des IS. Si les **DPAO** le prévoient, le Maître d’Ouvrage publiera également sa réponse sur la page Web identifiée dans les **DPAO**. Au cas où le Maître d’Ouvrage jugerait nécessaire de modifier le Dossier d’appel d’offres suite aux éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8, 19.2 et 35.2 des IS. |
|  | * 1. Il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d’inspecter le site des travaux et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l’offre et la signature d’un marché pour l’exécution des Travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.   2. Le Maître d’Ouvrage autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d’Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu’ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.   3. Le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire sur le site des installations qui se tiendra aux lieu et date indiqués aux **DPAO**. L’objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade.   4. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu’elle parvienne au Maître d’Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire.   5. Le compte-rendu de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le dossier d’appel d’offres conformément à l’article 6.3 des IS. Toute modification des documents d’appel d’offres qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d’Ouvrage en publiant un additif conformément aux dispositions de l’article 8 des IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.   6. Le fait qu’un soumissionnaire n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des offres, ne sera pas un motif de disqualification. |
| 1. Modifica­tions apportées au Dossier d’appel d’offres | * 1. Le Maître d’Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d’appel d’offres en publiant un additif.   2. Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d’appel d’offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d’appel d’offres directement du Maître d’Ouvrage conformément à l’article 6.3 des IS.   3. Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l’additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément aux articles 19.2 et/ou 35.2 des IS. |
| 1. Frais de soumission | * 1. Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d’Ouvrage n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement et l’issue de la procédure d’appel d’offres. |
| 1. Langue de l’offre | * 1. L’offre ainsi que la correspondance et les documents concernant l’offre échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d’Ouvrage seront rédigés dans la langue indiquée dans les DPAO. Les documents complémentaires et les brochures fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction dans la langue indiquée dans les DPAO des passages en rapport avec l’offre, auquel cas, et aux fins d’interprétation de l’offre, la traduction fera foi. |

C1. Préparation des offres au titre de la première étape

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Documents constitutifs de l’offre | * 1. L’offre présentée par le Soumissionnaire au titre de la première étape comprendra :  1. le formulaire d’offre de la première étape ; 2. les variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de l’article 13 des IS ; 3. la confirmation écrite de l’habilitation du signataire de l’offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l’article 17.2 des IS ; 4. Les documents établis conformément à l’article 14.1 des IS apportant la preuve que les installations proposées par le Soumissionnaire dans son offre ou dans toute offre variante (si les variantes sont autorisées) satisfont aux critères de provenance des matériels, équipements et services ; 5. des pièces attestant, conformément aux dispositions de l’article 15 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues pour exécuter le Marché si son offre est retenue ; 6. Les documents établis conformément à l’article 16 des IS apporteront la preuve que les installations proposées par le Soumissionnaire dans son offre sont conformes au Dossier d’appel d’offres ; 7. La liste des sous-traitants en conformité avec l’article 16.3 des IS ; et 8. tout autre document stipulé dans les **DPAO**.   **Les offres au titre de la première étape sont des offres techniques et ne comprendront aucun prix ni bordereau de prix ou toute autre référence à des taux ou prix pour l’achèvement des installations. Toute offre au titre de la première étape qui comprendrait de telles informations sera rejetée**.   * 1. En sus des documents requis à l’article 11.1 des IS, l’offre présentée par un Groupement d’entreprises devra inclure soit une copie de l’Accord de Groupement liant tous les membres du Groupement, soit une lettre d’intention de constituer un tel Groupement signée par tous les membres du Groupement et assortie d’un projet d’accord indiquant les parties des installations à réaliser par les différents membres.   2. Le Soumissionnaire fournira les informations relatives aux commissions et indemnités versées en relation avec son Offre. |
| 1. Formulaire d’offre de la première étape et annexes | * 1. Le Soumissionnaire soumettra son offre de la première étape, y compris les annexes, en remplissant les formulaires fournis à la Section IV, Formulaires de soumission. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés. |
| 1. Offres techniques variantes | * 1. Les soumissionnaires noteront qu’il leur est permis de proposer des variantes techniques avec leur offre au titre de la première étape en plus ou au lieu des conditions spécifiées dans le Dossier d’appel d’offres, pourvu qu’ils puissent documenter que les offres variantes proposées sont au bénéfice du Maître d’Ouvrage, qu’elles remplissent les objectifs principaux du marché, et qu’elles satisfont aux performance de base et aux critères techniques spécifiés dans le Dossier d’appel d’offres.   2. Une offre variante proposée par des soumissionnaires dans leur offre au titre de la première étape fera l’objet de discussions durant la réunion d’éclaircissement avec le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l’article 25 des IS. |
| 1. Documents attestant que les équipements et services connexes répondent aux critères d’origine | * 1. Pour établir que les équipements et Services répondent aux critères d’origine, en application des dispositions de l’article 5 des IS, les Soumissionnaires rempliront les déclarations indiquant le pays d’origine figurant dans les formulaires de prix, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission. |
| 1. Documents établissant la qualification des soumissionnaires | * 1. Afin établir qu’il possède les qualifications requises pour réaliser le Marché, conformément à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification, le Soumissionnaire devra fournir toutes les informations requises dans les formulaires de la Section IV, Formulaires de Soumission.   2. Un Soumissionnaire, individuel ou en groupement, réclamant le bénéfice de la préférence en faveur des fournitures d’origine locale devront fournir les renseignements demandés afin de satisfaire au critère d’éligibilité à la préférence, comme décrit à l’article 46 des IS. |
| 1. Documents établissant la conformité des équipements et services | * 1. Pour établir la conformité des équipements et services au Dossier d’appel d’offres, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les pièces justificatives spécifiées à la Section IV, avec tous détails nécessaires afin de montrer la conformité aux exigences du Maître d’Ouvrage et au délai d’exécution.   2. Les documents apportant la preuve de la conformité des installations aux dispositions du Dossier d’appel d’offres peuvent être présentés sous forme de textes écrits, plans ou données, et fourniront :  1. une description détaillée des caractéristiques techniques et des performances essentielles des installations, y compris les garanties opérationnelles des équipements proposés, en réponse aux Spécifications ; les garanties opérationnelles des installations proposées doivent être documentées par le moyen du formulaire correspondant de la Section IV ; 2. une liste donnant les caractéristiques, y compris les sources d’approvisionnement, de toutes les pièces de rechange, des outillages spéciaux, etc., nécessaires pour le bon fonctionnement en continu des installations pour la période mentionnée dans les **DPAO**, après l’achèvement des installations conformément aux dispositions du marché ; et 3. un commentaire des Spécifications du Maître d’Ouvrage, et les éléments prouvant que les installations répondent complètement à ces spécifications. Les soumissionnaires noteront que les normes pour la qualité de la main-d’œuvre, les matériels et les équipements indiqués par le Maître d’Ouvrage le sont dans un but descriptif (pour établir des normes de qualité et de performance) et non prescriptif. Le Soumissionnaire peut les remplacer dans son offre par d’autres normes, marques, et/ou numéros de catalogues, pourvu qu’il démontre à la satisfaction du Maître d’Ouvrage que les alternatives proposées sont en substance équivalentes ou supérieures aux Spécifications du Dossier d’appel d’offres.    1. Le Soumissionnaire inclura dans son offre le détail de tous les articles importants relatifs aux fournitures ou aux services tels que définis par le Maître d’Ouvrage à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification, qu’il se propose d’acheter ou de sous-traiter, et donnera le détail du nom et de la nationalité des sous-traitants proposés, y compris les fabricants, pour chacun de ces articles. En outre, le Soumissionnaire fournira dans son offre, les renseignements montrant la conformité de ces articles aux exigences correspondantes du Maître d’Ouvrage.    2. Le Soumissionnaire aura la responsabilité de s’assurer que tout fournisseur proposé satisfait aux exigences de l’article 4 des IS, et que tout matériel, équipement ou service fourni par le sous-traitant répond aux exigences des articles 5 et 15.1 des IS. |
| 1. Forme et signature de l’offre de la première étape | * 1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constituant l’offre tel qu’indiqué à l’article 11 des IS, en mentionnant clairement sur chaque exemplaire : « OFFRE AU TITRE DE LA PREMIERE ETAPE – ORIGINAL ». Les offres variantes, si elles sont permises en vertu de l’article 13 des IS, devront porter clairement la mention « OFFRE AU TITRE DE LA PREMIERE ETAPE – VARIANTE ». De plus, le Soumissionnaire préparera le nombre de copies de l’offre demandé dans les **DPAO** en mentionnant clairement sur chaque exemplaire : « OFFRE AU TITRE DE LA PREMIERE ETAPE - COPIE No. 1 ». En cas de différence entre eux, l’original fera foi.   2. L’original et toutes les copies des offres de la première étape seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile et seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à l’offre de la première étape. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l’offre, sauf les brochures imprimées non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l’offre.   3. L’offre présentée par un groupement d’entreprises devra être signée de manière à engager légalement tous les membres du groupement.   4. L’offre ne contiendra aucune mention, interligne, rature ou surcharge qui ne soit paraphé par le signataire de l’offre. |

C2. Dépôt et ouverture des offres au titre de la première étape

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Cachetage et marquage des offres au titre de la première étape | * 1. Les offres techniques de la première étape peuvent être remises par courrier ou déposées en personne. Quand les **DPAO** le prévoient, le Soumissionnaire pourra, à son choix, remettre son offre par voie électronique.      1. Le Soumissionnaire remettant son offre technique de la première étape par courrier ou la déposant en personne, placera l’original de son offre et chacune de ses copies, dans des enveloppes séparées et cachetées. Si des variantes sont autorisées en application de l’article 13 des IS, les offres variantes et les copies correspondantes seront également placées dans des enveloppes séparées. Les enveloppes devront porter la mention « OFFRE technique AU TITRE DE LA PREMIERE ETAPE–ORIGINAL », « OFFRE technique AU TITRE DE LA PREMIERE ETAPE –VARIANTE », « COPIE DE L’OFFRE technique AU TITRE DE LA PREMIERE ETAPE », ou « COPIE DE L’OFFRE TECHNIQUE VARIANTE AU TITRE DE LA PREMIERE ETAPE ». Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.   2. Un Soumissionnaire qui remet son offre par voie électronique devra suivre la procédure de remise indiquée dans les **DPAO**.   Les enveloppes intérieures et extérieure :   * 1. comporter le nom et l’adresse du Soumissionnaire ;   2. être adressées au Maître d’Ouvrage conformément à l’article 19.1 des IS ;   3. comporter l’identification de l’appel d’offres indiqué à l’article 1.1 des IS; et   (d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des plis.   * 1. Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, le Maître d’Ouvrage ne sera nullement responsable si l’offre est égarée ou ouverte prématurément. |
| 1. Date **limite** de dépôt des offres | * 1. Les offres au titre de la première étape doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage à l’adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à l’heure et à la date indiquées dans les **DPAO**. Toute offre reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.   2. Le Maître d’Ouvrage peut, s’il l’estime nécessaire, reporter la date limite de remise des offres de la première étape en modifiant le Dossier d’appel d’offres en application de l’article 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. |
| 1. Substitution et modification des offres | * 1. Un soumissionnaire peut remplacer, ou modifier son offre de la première étape après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, en conformité avec l’article 19.1 des IS ; et l’offre de remplacement ou modifiée sera ouverte en conformité avec l’article 21 des IS. |
| 1. Ouverture des offres de la première étape par le Maître d’Ouvrage | * 1. Le Maître d’Ouvrage ouvrira les offres remises au titre de la première étape en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans les **DPAO**.   2. Le nom de chaque soumissionnaire ayant remis une offre au titre de la première étape sera lu à haute voix, et toutes autres informations que le Maître d’Ouvrage peut, à son gré, juger utile de faire connaître, seront annoncées lors de l’ouverture.   3. Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des plis qui comportera au minimum : le nom du soumissionnaire et si des variantes sont proposées. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer ce procès-verbal. Le fait que la signature d’un soumissionnaire n’y figure pas n’invalide pas le procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les soumissionnaires ayant soumis une offre dans les délais, et ce procès-verbal sera accessible en ligne quand la remise par voie électronique est permise. |

C3. Evaluation des offres au titre de la première étape

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Examen préliminaire des offres remises au titre de la première étape | * 1. Le Maître d’Ouvrage examinera les offres pour déterminer si elles sont complètes, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d’une façon générale en bon ordre. Toute offre qui est jugée non-conforme pour l’essentiel, ou qui ne correspond pas aux niveaux minimums des critères de performance et autres spécifiés dans le Dossier d’appel d’offres, sera rejetée par le Maître d’Ouvrage et ne pourra pas être évaluée plus avant. Le Maître d’Ouvrage procédera également à un examen préliminaire de toute variante remise par un soumissionnaire.   2. Le Maître d’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations, ou la documentation, nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l’offre de la première étape en rapport avec la documentation demandée. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée. |
| 1. Evaluation technique des offres remises au titre de la première étape | * 1. Le Maître d’Ouvrage procédera à une évaluation détaillée des offres afin de déterminer si les aspects techniques répondent substantiellement aux exigences spécifiées dans le Dossier d’appel d’offres. Pour y parvenir, le Maître d’Ouvrage examinera les informations fournies par le Soumissionnaire, en tenant compte des facteurs suivants :   a) le caractère complet de l’offre et sa conformité avec les Spécifications; les avantages techniques des variantes proposées et des différences par rapport aux Spécifications; le respect par les équipements et installations des critères de performance spécifiés concernant les garanties opérationnelles visées; l’adéquation des ouvrages proposés au regard des conditions environnementales et climatiques prévalant sur le site ; et la qualité, le rôle et la mise en œuvre de tout procédé de contrôle proposé dans l’offre ;  b) le respect des délais stipulés à l’annexe correspondante au modèle d’Acte d’engagement et de toute variante auxdits délais proposée par le Soumissionnaire, documenté si besoin par un planning fourni avec l’offre ;  c) le type, la quantité et la disponibilité à long terme des pièces de rechange et des services de maintenance ;  d) tout autre facteur technique pertinent que le Maître d’Ouvrage aura indiqué à la Section III; et  e) toute différence par rapport aux dispositions d’ordre commercial et contractuel stipulées dans le Dossier d’appel d’offres.   * 1. Le Maître d’Ouvrage évaluera également les variantes techniques complètes éventuellement proposées par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l’article 13 des IS, afin de déterminer si elles peuvent valablement servir de base à la présentation d’une offre distincte au titre de la deuxième étape. |
| 1. Vérification des capacités du Soumissionnaire | * 1. Le Maître d’Ouvrage vérifiera à sa satisfaction si le Soumissionnaire jugé comme ayant remis une offre conforme au titre de la première étape présente les qualifications requises pour exécuter le marché de manière satisfaisante comme indiqué à la Section III.   2. Cette détermination sera fondée sur l’examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui en application de l’article 15 des IS, et sur toutes autres informations que le Maître d’Ouvrage jugera nécessaires.   3. Le Soumissionnaire ne pourra se voir inviter par le Maître d’Ouvrage à participer à une réunion pour complément d’information, conformément aux dispositions de l’article 25 des IS, que si les résultats de cette vérification sont positifs. Dans la négative, son offre sera rejetée. |
|  | * 1. Les qualifications des fabricants et sous-traitants que le Soumissionnaire propose d’utiliser pour les composants importants identifiés par le Maître d’Ouvrage seront également évaluées en conformité avec les dispositions de la Section III. Dans le cas où un fabricant ou un sous-traitant est jugé non acceptable par le Maître d’Ouvrage, le Soumissionnaire devra proposer un remplacement acceptable pour ce fabricant ou sous-traitant, s’il est invité à soumettre une offre au titre de la deuxième étape. |

D. Réunion pour complément d’information

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Eclaircissements concernant les offres au titre de la première étape et examen des divergences et variantes proposées par le Soumissionnaire | * 1. Le Maître d’Ouvrage pourra organiser des réunions avec tout soumissionnaire afin de lui demander des éclaircissements sur l’un quelconque des aspects de son offre au titre de la première étape nécessitant une explication à ce stade de l’évaluation ou d’examiner toute variante ou réserve portant sur les dispositions contractuelles du Dossier d’Appel d’Offres éventuellement proposée par le soumissionnaire.   2. Le Maître d’Ouvrage pourra porter à l’attention du Soumissionnaire tout aspect d’ordre technique et autre au sujet duquel, il demande que des modifications soient apportées à l’offre au titre de la première étape ; cependant le Maître d’Ouvrage ne pourra exiger des modifications contraires aux Spécifications (Section VII) que s’il envisage de modifie le Dossier d’Appel d’Offres conformément à l’article 26.1(a) des IS.   3. Le Maître d’Ouvrage avisera le Soumissionnaire de toute réserve ou différence figurant dans l’offre au titre de la première étape, qui est inacceptable et qui doit être supprimée de l’offre au titre de la deuxième étape.   4. Le Maître d’Ouvrage indiquera également au Soumissionnaire si la variante éventuellement proposée est acceptable, en précisant (le cas échéant) dans quelle mesure ladite variante peut être incorporée à l’offre du Soumissionnaire au titre de la deuxième étape.   5. Toutes les modifications ainsi demandées par le Maître d’Ouvrage seront énumérées dans une Annexe au procès-verbal de la réunion intitulée « Modifications requises à l’issue de l’évaluation des offres remises au titre de la première étape », et seront officiellement notifiées au Soumissionnaire dans le cadre de l’invitation à soumettre une offre au titre de la deuxième étape. |
| 1. Invitation à soumettre des offres au titre de la deuxième étape | * 1. Au terme de l’évaluation des offres au titre de la première étape, et après avoir tenu des réunions pour complément d’information :  1. le Maître d’Ouvrage pourra publier un additif au Dossier d’appel d’offres apportant, entre autres et selon que de besoin, les modifications aux critères d’évaluation ou autres sections des Instructions aux soumissionnaires, aux Conditions particulières du marché et aux Spécifications techniques résultant de l’évaluation au titre de la première étape et des réunions pour complément d’information, dans le but d’améliorer la compétition sans compromettre les objectifs essentiels du projet ; et/ou 2. le Maître d’Ouvrage soit :    1. invitera le Soumissionnaire à remettre une offre technique et commerciale mise à jour au titre de la deuxième étape, sur la base des Spécifications du Dossier d’Appel d’Offres, le cas échéant amendé, et toute autre modification technique requise par rapport à l’offre au titre de la première étape et consignés dans le Mémorandum annexé au procès‑verbal de la réunion pour complément d’information tenue avec le Soumissionnaire ; ou    2. notifiera au Soumissionnaire que son offre a été rejetée au motif qu’elle n’est pas jugée conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’appel d’offres, ou que le Soumissionnaire ne satisfait pas aux exigences de qualification, spécifiées dans ledit Dossier d’appel d’offres.    3. La date limite de remise des offres au titre de la deuxième étape sera spécifiée dans l’invitation à soumettre des offres au titre de la deuxième étape, en conformité avec l’article 35.1 des IS.    4. Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à former un ou des groupement(s) d’entreprises ou consortium(s) avec d’autres soumissionnaires, ni à changer de partenaire ou à modifier la structure du groupement d’entreprises dans les cas où l’offre au titre de la première étape a été remise par un groupement d’entreprises. |

E1. Préparation des offres au titre de la deuxième étape

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Documents constitutifs de l’offre au titre de la deuxième étape | * 1. L’offre au titre de la deuxième étape comprendra les documents suivants :  1. le formulaire d’offre ; 2. les annexes, y compris les bordereaux des prix, remplies conformément aux dispositions des articles 28 et 29 des IS ; 3. la garantie d’offre établie conformément aux dispositions de l’article 32 des IS ; 4. la confirmation écrite de l’habilitation du signataire de l’offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l’article 33.2 des IS ; 5. L’offre technique mise à jour, comprenant  toutes modifications devant être apportées à l’offre remise au titre de la première étape, telles qu’elles sont recensées dans le Mémorandum annexé au procès-verbal de la réunion pour complément d’information ; 6. Les documents établis conformément à l’article 14.1 des IS apportant la preuve que les installations additionnelles proposées par le Soumissionnaire dans son offre et qui ne figuraient pas dans l’offre de la première étape satisfont aux critères de provenance des matériels, équipements et services ; 7. Les documents concernant tout changement survenu entre les dates de soumission de l’offre de la première étape et de soumission de l’offre de la deuxième étape qui auraient un impact éventuel sur les conditions d’admissibilité du soumissionnaire et sa capacité à exécuter le Marché en conformité de la Section III ; 8. Les documents apportant la preuve que les installations additionnelles ou modifiées proposées par le Soumissionnaire en conformité avec le Mémorandum annexé au procès-verbal de la réunion pour complément d’information sont conformes au Dossier d’appel d’offres. Les garanties opérationnelles de toute installation additionnelle ou modifiée proposée doivent être documentées par le moyen du formulaire correspondant de la Section IV ; 9. Si le Soumissionnaire propose un (ou des) sous-traitant(s) additionnel(s) ou différent(s) de ceux qu’il a nommés dans son offre de la première étape pour les composants importants dont la liste figure dans la Section III, il devra fournir toutes informations sur l’identité et la nationalité du (ou des) sous-traitant(s) ainsi proposé(s), incluant les fabricants, pour chacun de ces composants. En outre, le Soumissionnaire devra fournir dans son offre tous renseignements démontrant la conformité aux exigences du Maître d’Ouvrage pour ces composants. Les prix offerts dans l’offre sont réputés applicables quel que soit le Sous-traitant finalement retenu et aucun changement du prix de l’offre ne pourra être demandé ; et   j) Tout autre document stipulé dans les **DPAO.** |
| 1. Formulaire d’offre et annexes | * 1. Le Soumissionnaire soumettra son offre, y compris les bordereaux des prix applicables, en remplissant les formulaires fournis à la Section IV, Formulaires de soumission. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés. |
| 1. Prix de l’offre et rabais | * 1. Sauf disposition contraire dans les **DPAO**, les soumissionnaires fourniront un prix pour l’ensemble des installations sur la base d’une « responsabilité unique », de manière que le montant total de l’offre couvre toutes les obligations de l’Entrepreneur mentionnées dans le Dossier d’appel d’offres ou qui en découlent, en ce qui concerne la conception, la fabrication, incluant la passation de marchés et la sous-traitance s’il y a lieu, la fourniture, la construction, le montage, et l’achèvement des installations. Sont également incluses les obligations de l’Entrepreneur en matière d’essais de garantie, mise en service provisoire et opérationnelle des installations, et lorsque cela est requis par le Dossier d’appel d’offres, l’obtention de tous permis, approbations, licences, etc. ; ainsi que les prestations de services relatives au fonctionnement, à la maintenance, à la formation, et toute autre prestation ou service indiqué dans le Dossier d’appel d’offres, conformément aux dispositions du Cahier des clauses administratives générales. Les postes, pour lesquels aucun prix n’est fourni par le Soumissionnaire, ne seront pas payés par le Maître d’Ouvrage lorsqu’ils seront exécutés et seront considérés comme inclus dans les prix d’autres postes.   2. Les soumissionnaires soumettront une décomposition des prix en respectant la forme et la présentation des prix demandées dans les bordereaux de prix figurant dans la Section IV, Formulaires d’offres. |
|  | * 1. En fonction de l’étendue du Marché, les bordereaux de prix peuvent être au nombre de six (6) tel que ci-après. Des bordereaux avec des numérotations distinctes seront utilisés pour chacun des éléments ci-dessous. Le montant total de chaque bordereau No 1 à 4 sera reporté dans un bordereau récapitulatif (Bordereau No 5) donnant le montant total de l’offre qui figurera dans la Lettre de soumission.   Bordereau No 1 Matériels et équipements (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance de pays autres que celui du Maître d’Ouvrage.  Bordereau No 2 Matériels et équipements (y compris les pièces de rechange obligatoires) en provenance du pays du Maître d’Ouvrage.  Bordereau No 3 Services de conception  Bordereau No 4 Services de montage  Bordereau No 5 Bordereau récapitulatif (Bordereaux No 1 à 4)  Bordereau No 6 Pièces de rechange recommandées  Les soumissionnaires noteront que les matériels et équipements inclus dans les Bordereaux No 1 et 2 **excluent** les équipements et matériaux utilisés pour les travaux de génie civil, bâtiment, et autres travaux de construction. De tels matériaux seront inclus et chiffrés dans le Bordereau No4, Services de montage.   * 1. Dans les bordereaux, les soumissionnaires donneront les détails requis et la décomposition de leur prix de la manière suivante :   a) Le prix des matériels et équipements en provenance de pays autres que celui du Maître d’Ouvrage (Bordereau No 1) sera un prix CIP (lieu de destination convenu comme indiqué dans les **DPAO**),  b) Le prix des matériels et équipements produits ou fabriqués dans le pays du Maître d’Ouvrage (Bordereau No 2) :  i) prix EXW (à l’usine, à la fabrique, au magasin d’exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas).  ii) le montant des taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays du Maître d’Ouvrage qui seront dues sur les fournitures si le Marché est attribué ; et  iii) le prix total pour le composant.  c) Le prix des services de conception (Bordereau No 3).  d) Les prix du montage des installations seront chiffrés séparément (Bordereau No 4) et comprendront les prix ou taux unitaires pour les transports locaux jusqu’au lieu de destination finale figurant dans les **DPAO**, l’assurance et autres services connexes à l’acheminement des équipements, tout ce qui constitue la main-d’œuvre, équipement de l’Entrepreneur, travaux temporaires, matériaux, consommables, et tous les éléments de quelque nature qu’ils soient, tels les services pour le fonctionnement et la maintenance, la fourniture de manuels pour le fonctionnement et la maintenance, la formation, etc., nécessaires pour le bon fonctionnement des installations et tels qu’ils sont mentionnés dans le Dossier d’appel d’offres. Ces prix comprendront tous les droits, taxes et charges payables dans le pays du Maître d’Ouvrage vingt-huit (28) jours avant la date limite de remise des offres. Avant l’attribution du Marché, il pourra être exigé du soumissionnaire qu’il fournisse une décomposition du prix de l’offre pour les services de montages, montrant le montant des taxes séparément.  e) Les pièces de rechange recommandées seront chiffrées séparément (Bordereau No 6) de la manière indiquée dans les articles a) ou b) ci-dessus selon l’origine des pièces de rechange.   * 1. L’édition en vigueur des *Incoterms* publiée par la Chambre de commerce internationale prévaudra.   2. Les prix seront fermes ou révisables, comme précisé dans les **DPAO**.   3. Dans le cas de **prix fermes**, les prix fournis par le Soumissionnaire seront des prix fixes pendant l’exécution du marché par le Soumissionnaire et ne seront sujets à aucune variation sous aucun motif. Une offre présentée avec un prix révisable sera considérée comme non conforme et sera rejetée.   4. Dans le cas de **prix révisables**, les prix fournis par le Soumissionnaire seront révisables pendant l’exécution du marché pour refléter les changements dans le coût d’éléments tels que la main-d’œuvre, les matériaux, les transports et l’équipement de l’Entrepreneur conformément aux procédures spécifiées dans l’annexe correspondante de l’Acte d’engagement. Une Offre présentée avec un prix fixe ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro. La formule de révision de prix ne sera pas prise en compte dans l’évaluation des Offres. Le Soumissionnaire sera tenu d’indiquer l’origine des indices applicables pour la main-d’œuvre et les matériaux dans le formulaire correspondant de la Section IV, Formulaires de soumission. |
|  | * 1. L’article 1.1 peut prévoir que l’appel d’offres soit lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d’attribution de plus d’un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots.   2. Un Soumissionnaire souhaitant offrir un éventuel rabais inconditionnel devra l’indiquer dans la Lettre de Soumission, ainsi que la manière dont le rabais s’appliquera. |
| 1. Monnaies de l’offre et de règlement | * 1. Les monnaies de l’Offre devront être comme indiqué aux **DPAO**.   2. Le Maître d’Ouvrage peut demander aux Soumissionnaires d’expliquer leurs besoins en monnaies nationale et étrangères. |
| 1. Délai de validité des offres au titre de la deuxième étape | * 1. Les Offres seront valides pour la période stipulée aux **DPAO**, qui commence à partir de la date limite de réception des offres fixée par le Maître d’Ouvrage en application de l’article 35.1 des IS. Une offre valide pour une période plus courte sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme non conforme aux dispositions du Document d’appel d’offres.   2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de prolonger le délai de validité des offres. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit. Si le Soumissionnaire accepte de prolonger ce délai de validité, le délai de validité de la garantie d’offre prévue sera de même prolongé autant qu’il sera nécessaire. Le Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa garantie d’offre. Le Soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions prévues par l’article 31.3 des IS.   3. Dans le cas d’un marché à prix ferme, si l’attribution est retardée de de plus de cinquante-six (56) jours, le prix du Marché sera actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L’évaluation des offres sera basée sur le prix de l’offre sans prise en considération de l’actualisation susmentionnée. |
| 1. Garantie d’Offre | * 1. Le Soumissionnaire fournira, au choix du Maître d’Ouvrage comme indiqué dans les **DPAO**, sous la forme d’un document original soit une Déclaration de Garantie d’Offre ou une Garantie d’Offre d’un montant indiqué dans les **DPAO**, qui fera partie intégrante de son Offre.   2. Une Déclaration de Garantie d’Offre sera rédigée selon le modèle figurant à la Section IV, Formulaires de soumission   3. Si une Garantie d’Offre est exigée en application de l’article 32.1 des IS, elle sera une garantie sur première demande sous l’une des formes ci- après, au choix du Soumissionnaire:  1. une garantie inconditionnelle émise par une banque ou un organisme de cautionnement; 2. une lettre de crédit irrévocable ; 3. un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou 4. une autre forme de garantie, telle que stipulée dans les **DPAO** ;   le tout émis par une source connue établie dans un pays satisfaisant aux critères d’origine. Si la garantie est émise par une compagnie d’assurance ou un organisme de cautionnement situé en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, l’organisme d’émission devra avoir une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d’Ouvrage permettant d’appeler la garantie. Dans le cas d’une garantie bancaire, la garantie sera présentée, soit à l’aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, Formulaires de soumission, ou sous une forme similaire pour l’essentiel, ayant fait l’objet de l’approbation du Maître d’Ouvrage préalablement. Dans les deux cas, le formulaire doit comporter le nom complet du Soumissionnaire. La garantie de soumission demeurera valide pendant vingt-huit jours (28) après l’expiration de la période de validité de l’offre, y compris si la période de validité de l’offre est prorogée en application de l’article 31.2 des IS.   * 1. Toute offre non accompagnée d’une garantie de soumission ou d’une déclaration de garantie conforme pour l’essentiel, selon l’option retenue en application de l’article 32.1 des IS, sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme étant non conforme.   2. Si une garantie de soumission est exigée en application de l’article 32.1 des IS, les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que le Soumissionnaire retenu aura signé le Marché et fourni la garantie de bonne exécution prescrite à l’article 54 des IS.   3. La Garantie d’Offre du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.   4. La Garantie d’Offre peut être saisie ou la Déclaration de Garantie d’Offre exécutée :  1. si le Soumissionnaire retire son Offre pendant le délai de validité qu’il aura spécifié dans le Formulaire d’offre; ou 2. s’agissant du Soumissionnaire retenu, si ce dernier : 3. manque à son obligation de signer le Marché en application de l’article 53 des IS ; ou 4. manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de l’article 54 des IS.   le Maître d’Ouvrage peut, **si spécifié dans les DPAO**, peut exclure le Soumissionnaire de tout marché à passer par le Maître d’Ouvrage durant la période **stipulée dans les DPAO***.* |
| 1. Forme et signature des offres au titre de la deuxième étape | * 1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l’offre tels que décrits à l’article 27 des IS, en indiquant clairement la mention « OFFRE AU TITRE DE LA DEUXIEME ETAPE—ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l’offre indiqué dans les DPAO, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « OFFRE AU TITRE DE LA DEUXIEME ETAPE—COPIE ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi.   2. L’original et toutes les copies de l’offre seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l’offre, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l’offre.   L’offre d’un groupement d’entreprises doit se conformer aux exigences ci-après :   * + 1. sauf indication contraire en application de l’article IS 4.1(a), elle doit être signée de manière à engager légalement tous les membres du groupement, et     2. elle doit inclure l’autorisation du mandataire mentionnée à l’article IS 4.1(b) consistant en un pouvoir établi par les personnes légalement autorisés à signer pour le compte du groupement.   1. Tout ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire. |

E2. Dépôt et Ouverture des Offres au titre de la Deuxième Etape

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Remise, Cachetage et Marquage des Offres au titre de la Deuxième Etape | * 1. Les offres peuvent être remises par courrier ou déposées en personne. Quand les **DPAO** le prévoient, le Soumissionnaire pourra, à son choix, remettre son offre par voie électronique. La procédure pour la remise, le cachetage et le marquage des offres est comme suit :      1. Le Soumissionnaire remettant son offre par courrier ou la déposant en personne, placera l’original de son Offre et chacune de ses copies, dans des enveloppes séparées et cachetées. Les enveloppes devront porter la mention « OFFRE AU TITRE DE LA DEUXIEME ETAPE—ORIGINAL », « OFFRE AU TITRE DE LA DEUXIEME ETAPE—COPIE ». Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.      2. Un Soumissionnaire qui remet son offre par voie électronique devra suivre la procédure de remise indiquée dans les **DPAO**.   2. Les enveloppes intérieures et extérieures :   3. comporter le nom et l’adresse du Soumissionnaire ;   4. être adressées au Maître d’Ouvrage conformément à l’article 35.1 des IS ;   5. comporter l’identification de l’appel d’offres indiqué à l’article 1.1 des IS;   6. comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l’heure fixées pour l’ouverture des plis.   7. Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, le Maître d’Ouvrage ne sera nullement responsable si l’offre de la deuxième étape est égarée ou ouverte prématurément. | |
| 1. Date et heure limites de dépôt des offres | * 1. Les offres au titre de la Deuxième Etape doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage à l’adresse spécifiée au plus tard à l’heure et à la date indiquées dans la lettre d’invitation au titre de la deuxième étape.   2. Le Maître d’Ouvrage peut, s’il l’estime nécessaire, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d’appel d’offres en application de l’article 8 des IS, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. | |
| 1. Offres hors délai | * 1. Le Maître d’Ouvrage n’examinera aucune offre arrivée après l’expiration du délai de remise des offres, conformément à l’article 35 des IS. Toute offre reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. | |
| 1. Retrait, substitution et modification des offres | * 1. Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de l’article 33.2 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait). La modification ou l’offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :  1. délivrées en application des articles 33 et 34 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « OFFRE AU TITRE DE LA DEUXIEME ETAPE--RETRAIT », « OFFRE AU TITRE DE LA DEUXIEME ETAPE—OFFRE DE REMPLACEMENT », ou « OFFRE AU TITRE DE LA DEUXIEME ETAPE --MODIFICATION » ; et 2. reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l’heure limites de remise des offres conformément à l’article 35 des IS. | |
|  | * 1. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l’article 37.1 leur seront renvoyées sans avoir être ouvertes.   2. Une offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de dépôt des offres et la date d’expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le Lettre de Soumission, ou d’expiration de toute période de prorogation de la validité. | |
| 1. Ouverture des offres de la deuxième étape | | * 1. Le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture des offres de la deuxième étape en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans la lettre d’invitation à soumettre l’offre de la deuxième étape. Les dispositions spécifiques d’ouverture en cas de remise par moyen électronique selon l’article 34.1 des IS seront indiquées dans les **DPAO.**   2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « OFFRE DE LA DEUXIEME ETAPE --RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant l’offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucun retrait d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE LA DEUXIEME ETAPE --OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d’offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « OFFRE DE LA DEUXIEME ETAPE --MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l’offre correspondante. Aucune modification d’offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l’ouverture des plis seront ensuite considérées.   3. Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l’une après l’autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, le prix de l’offre, y compris tout rabais éventuel, l’existence d’une garantie d’offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l’offre annoncés à haute voix lors de l’ouverture des plis seront soumis à évaluation. Toutes les pages du Formulaire d’offre et des Bordereaux de prix seront paraphées par un minimum de trois représentants du Maître d’Ouvrage présents à la cérémonie d’ouverture. Aucune offre ne sera écartée à l’ouverture des plis, exceptées les offres hors délai en application de l’article 36.1 des IS.   4. Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des plis, qui comportera au minimum : le nom du soumissionnaire et s’il y a retrait, remplacement de l’offre ou modification, le prix de l’offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l’existence ou l’absence d’une Garantie d’Offre si elle est exigée. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer ce procès-verbal. Le fait que la signature d’un Soumissionnaire n’y figure pas n’invalide pas le procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Soumissionnaires ayant remis une offre dans les délais, et ce procès-verbal sera accessible en ligne quand la remise par voie électronique est permise. |

E3. Evaluation des Offres au titre de la Deuxième Etape

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Confidentialité | * 1. Conformément aux exigences de transparence et celles relatives aux droits de propriété intellectuelle, lors du traitement des offres de la deuxième étape, aucune information contenue dans l’offre du soumissionnaire examinée lors de de la première étape ne sera divulguée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l’attribution du Marché n’aura pas été notifiée aux Soumissionnaires.   2. Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer le Maître d’Ouvrage lors de l’examen, de l’évaluation, de la comparaison des offres de la deuxième étape ou lors de la décision d’attribution peut entraîner le rejet de son offre.   3. Nonobstant les dispositions de l’article 39.2 des IS, entre le moment où les offres de la première étape seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit. |
| 1. Éclaircissements concernant les Offres | * 1. Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, le Maître d’Ouvrage a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu’en réponse à une demande du Maître d’Ouvrage ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement du Maître d’Ouvrage, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement substantiel de l’offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n’est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par le Maître d’Ouvrage lors de l’évaluation des offres en application de l’article 44.1 des IS.   2. Si le Soumissionnaire ne fournit pas les éclaircissements demandés avant la date et l’heure limites indiquées dans la demande d’éclaircissements du Maître d’Ouvrage, son offre pourra se voir rejetée. |
| 1. Divergences, réserves ou omissions | * 1. Aux fins de l’évaluation des offres, les définitions suivantes seront d’usage :  1. Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d’Appel d’Offres ; 2. Une « réserve » constitue la formulation d’une conditionnalité restrictive, ou la non-acceptation de toutes les exigences du Document d’Appel d’Offres ; et 3. Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Document d’Appel d’Offres. |
| 1. Conformité des offres | * 1. Le Maître d’Ouvrage établira la conformité de l’offre sur la base de sa seule teneur, comme définie à l’article 27 des IS. |
|  | * 1. Une offre conforme pour l’essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d’appel d’offres, et dans laquelle sont reflétées toutes les modifications demandées dans le « Mémorandum annexé au procès-verbal de la réunion pour complément d’information » sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles : i) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des équipements et services spécifiés dans le Marché ; ou ii) qui limitent, d’une manière substantielle et non conforme au Dossier d’appel d’offres, les droits du Maître d’Ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou iii) dont l’acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l’essentiel.   2. Une Offre de la Deuxième Etape qui contient des variantes techniques ou commerciales non présentées dans l’offre de la première étape sera traitée comme non-conforme. |
|  | * 1. Le Maître d’Ouvrage écartera toute offre qui n’est pas conforme pour l’essentiel aux dispositions du Dossier d’appel d’offres, et le soumissionnaire ne pourra y apporter des changements pour en corriger la non-conformité. |
| 1. Non-conformité, erreurs et omissions | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l’appel d’offres. |
|  | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations, ou la documentation, nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l’offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l’offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.   2. Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage corrigera les non-conformités ou omissions non essentielles qui affectent le prix de l’offre. À cet effet, le prix de l’offre sera révisé, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l’élément ou du composant manquant ou non conforme en ajoutant le prix moyen de l’élément ou composant offert par des Soumissionnaires substantiellement conformes. Si le prix de cet élément ou composant ne peut pas être déduit des autres Offres substantiellement conformes, le Maître d’Ouvrage utilisera sa meilleure estimation. |
| 1. Correction des Erreurs Arithmétiques | * 1. Si une offre est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :  1. S’il y a contradiction entre un prix total obtenu en additionnant les montants figurant dans une colonne de la décomposition d’un prix et le montant indiqué pour le prix de l’offre, le premier mentionné fera foi et le prix total sera corrigé ; 2. S’il y a contradiction entre le total des montants des Bordereaux de prix No 1 à 4 et le montant indiqué au Bordereau No 5 (Récapitulatif), les montants des Bordereaux No 1 à 4 prévaudront et le montant du Bordereau No 5 sera rectifié ; et 3. S’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des articles (a) et (b) ci-dessus. |
|  | * 1. Si le Soumissionnaire ayant présenté l’offre évaluée la moins- disante, n’accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée. |
| 1. Conversion en une seule Monnaie | * 1. Aux fins d’évaluation et de comparaison, le Maître d’Ouvrage convertira tous les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, en utilisant le cours vendeur fixé par la source spécifiée dans les **DPAO**. |
| 1. Marge de Préférence | * 1. Aucune marge de préférence ne sera accordée. |
| 1. Évaluation des Offres | * 1. Pour évaluer une offre, le Maître d’Ouvrage utilisera tous les critères et méthodes définis dans cette Clause, à l’exclusion de tous autres critères et méthodes.   Evaluation technique :   * 1. Le Maître d’Ouvrage procédera à une évaluation détaillée des offres de la deuxième étape qui n’auront pas été préalablement éliminées, afin de déterminer si les aspects techniques relatifs aux modifications de l’offre technique de base jugée acceptable ou d’une offre variante décrites dans le « Mémorandum annexé au procès-verbal de la réunion pour complément d’information »  conformément à l’article 26.1 des IS ont été correctement traités et sont en conformité pour l’essentiel aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres. |
|  | Evaluation commerciale :   * 1. Pour évaluer une offre, le Maître d’Ouvrage prendra en compte les éléments ci-après :  1. le prix de l’offre, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans les Bordereaux de prix; 2. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l’article 44.1: 3. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l’article 29.9 des IS 4. les ajustements effectués au titre de la quantification des divergences mineures en application de l’article 29.10 des IS; 5. en convertissant en une seule monnaie le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus, conformément aux dispositions de l’article 45 des IS; 6. les facteurs d’évaluation indiqués à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.    1. Dans le cas où la révision des prix est prévue au titre de l’article 29.5 des IS, l’effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d’exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l’évaluation des offres.    2. Si le présent Document d’appel d’offres autorise les Soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet au Maître d’Ouvrage d’attribuer un ou plusieurs lots à un Soumissionnaire, la méthode d’évaluation pour déterminer la combinaison d’offres la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans la Lettre de Soumission, sera précisée dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification.    3. Si l’offre évaluée la moins-disante est fortement déséquilibrée par rapport à l’estimation du Maître d’Ouvrage de l’échéancier de paiement des équipements et services à fournir, le Maître d’Ouvrage peut demander au Soumissionnaire de fournir le détail de prix pour tout élément d’un bordereau de prix, pour prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Après avoir examiné le détail de prix, le Maître d’Ouvrage peut demander que le montant de la garantie de bonne exécution soit augmenté, aux frais de l’attributaire du Marché, à un niveau suffisant pour protéger le Maître d’Ouvrage contre toute perte financière au cas où l’attributaire viendrait à manquer à ses obligations au titre du Marché. |
| 1. Comparaison des Offres | * 1. Le Maître d’Ouvrage comparera toutes les offres conformes pour l’essentiel pour déterminer l’offre évaluée la moins-disante, en application de l’article 47.3 des IS*.* |
| 1. Qualification du Soumissionnaire | * 1. Le Maître d’Ouvrage s’assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l’offre évaluée la moins-disante et conforme pour l’essentiel aux dispositions du document d’appel d’offres, continue a satisfaire aux critères de qualification stipulés dans la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.   2. L’attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l’issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l’Offre sera rejetée et le Maître d’Ouvrage procédera à l’examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d’établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d’exécuter le Marché de façon satisfaisante.   3. Les capacités des sous-traitants et fabricants proposés dans l’offre, pour être employés par le Soumissionnaire le moins disant seront également évaluées afin de les agréer en conformité avec la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification. Leur participation sera confirmée par une lettre d’intention, en tant que de besoin. Si un fournisseur ou sous-traitant n’est pas agréé, l’Offre ne sera pas rejetée, mais le Soumissionnaire sera requis de lui substituer un fournisseur ou sous-traitant qui puisse être agréé sans aucun changement du prix de l’offre. Avant la signature du Marché, l’annexe correspondante à l’Acte d’Engagement sera complétée afin d’y inclure les sous-traitants et fournisseurs pour chaque élément concerné. |
| 1. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres | * 1. Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’accepter ou d’écarter toute offre, et d’annuler la procédure d’appel d’offres et d’écarter toutes les offres à tout moment avant l’attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Soumissionnaires. |

F. Attribution du marché

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Attribution du Marché | * 1. Sous réserve des dispositions de l’article 50.1 des IS, le Maître d’Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l’offre aura été évaluée la moins-disante et jugée conforme pour l’essentiel au Document d’appel d’offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. |
| 1. Notification de l’Attribution du Marché | * 1. Avant l’expiration du délai de validité des offres, le Maître d’Ouvrage notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La lettre de notification (ci-après « Lettre d’Acceptation ») indiquera le Montant contractuel accepté, à payer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur en contrepartie de l’exécution et de l’achèvement des Installations et Services de montage (ci-après et dans les Conditions du Marché et les Formulaires du Marché appelé « le Montant du Marché »).   2. Dans le même temps le Maître d’Ouvrage notifiera également les résultats de l’appel d’offres aux autres soumissionnaires et publiera dans *UNDB en ligne*, les résultats, en identifiant l’appel d’offres et le numéro des lots, et en fournissant les informations suivantes : (i) le nom de chaque soumissionnaire ayant remis une offre, (ii) les montants des offres tels qu’annoncés lors de l’ouverture des offres, (iii) les nom et le montant évalué de toutes les offres ayant été évaluées, (iv) le nom des soumissionnaires dont l’offre a été rejetée, et le motif du rejet, et (v) le nom du Soumissionnaire dont l’offre a été retenue, le montant de son offre, ainsi que la durée et un résumé de l’objet du marché attribué.   3. Jusqu’à la rédaction et l’approbation de la version officielle et définitive du Marché, la Notification d’attribution constituera l’engagement réciproque du Maître d’Ouvrage et de l’Attributaire.   4. Le Maître d’Ouvrage répondra rapidement par écrit à tout soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats par le Maître d’Ouvrage selon les dispositions de l’article 52.1 des IS, aura présenté par écrit au Maître d’Ouvrage une requête en vue d’obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n’a pas été retenue. |
| 1. Signature du Marché | * 1. Dans les meilleurs délais après la notification, le Maître d’Ouvrage enverra au Soumissionnaire retenu l’Acte d’Engagement.   2. Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l’Acte d’Engagement, le Soumissionnaire retenu le signera, le datera et le renverra au Maître d’Ouvrage.   3. Nonobstant les dispositions de l’article 53.2 des IS, si la signature de l’Acte d’Engagement est empêchée par toute restriction d’exportation imputable au Maître d’Ouvrage, au pays du Maître d’Ouvrage, ou à l’usage des biens ou produits, systèmes ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d’exportation résultent de l’application de la réglementation du commerce d’un pays qui fournit ces biens ou produits, systèmes ou services, le Soumissionnaire ne sera pas lié par son offre. Cependant ceci est à la condition expresse que le Soumissionnaire soit en mesure de démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage et de la Banque, que la signature de l’Acte d’Engagement n’a pas été empêchée pour une cause imputable au Soumissionnaire, pour cause de retard dans la mise en œuvre de formalités, y compris l’obtention de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à l’exportation des biens ou produits, systèmes ou services dans le cadre des dispositions de l’Acte d’Engagement. |
| 1. Garantie de bonne exécution | * 1. Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par le Maître d’Ouvrage de l’attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la Garantie de bonne exécution, conformément au CCAG (Cahier des clauses administratives générales) et sous réserves des dispositions de l’article 47.6 des IS, en utilisant le Formulaire de Garantie de bonne exécution figurant à la Section X, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par le Maître d’Ouvrage. Si la Garantie de bonne exécution est une caution émise par une compagnie d’assurance ou un organisme de cautionnement l’institution émettrice devra être acceptable au Maître d’Ouvrage. Si l’institution émettrice de la Garantie de bonne exécution est établie en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, elle devra avoir une institution financière correspondante établie dans le pays du Maître d’Ouvrage. |
|  | * 1. Le défaut de fourniture par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu’il ne signe pas l’Acte d’Engagement, constituera un motif suffisant d’annulation de l’attribution du Marché et de saisie de la garantie d’offre, auquel cas le Maître d’Ouvrage pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l’offre est jugée conforme pour l’essentiel au dossier d’appel d’offres et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. |

Section II. Données particulières de l’appel d’offres

|  |  |
| --- | --- |
| **A. Généralités** | |
| **IS 1.1** | Numéro ou intitulé de l’avis d’appel d’offres : |
| **IS 1.1** | Nom du Maître d’Ouvrage : |
| **IS 1.1** | Nom et Numéro d’identification de l’AOI :    Nombre et numéro d’identification des lots faisant l’objet du présent AOI : |
| **IS 2.1** | Nom de l’Emprunteur :  Nom du projet : |
| **IS 4.1 (a)** | Le nombre des membres d’un groupement [n’est pas limité] ou [ne dépassera pas : …..] |
| **IS 4.4** | L’adresse électronique où consulter la liste des entreprises et personnes exclues par la Banque est la suivante : http://www.worldbank.org/debarr. |
| **IS 4.8** | Le présent appel d’offres [est/n’est pas] précédé d’une pré-qualification. *[supprimer la mention inutile]* |
| **B. Contenu du Dossier d’appel d’offres** | |
| **IS 7.1** | Afin d’obtenir des **clarifications** uniquement**,** l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante :    Rue :  Étage/ numéro de bureau :  Ville :  Code postal :  Pays :  Numéro de téléphone :  Numéro de télécopie :  Adresse électronique :  Adresse de la page Web : |
| **IS 7.4** | Une réunion préparatoire [aura] lieu au lieu et date ci-après :  Lieu :  Date  Heure  Une visite du site [sera] organisée par le Maître d’Ouvrage. |
| **IS 10.1** | La langue de l’offre est: \_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer la langue applicable]*** |
| **C1. Préparation des offres au titre de la première étape** | |
| **IS 11.1 (h)** | Le Soumissionnaire devra joindre à son Offre les autres documents suivants :  ***[Indiquer ici tout document qui ne figure pas déjà à l’article 11.1 des IS et qui doit obligatoirement être joint à l’Offre. La liste des documents additionnels doit inclure ce qui suit :]***  **Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES)**  Le Soumissionnaire devra soumettre le Code de Conduite applicable à son personnel (comme défini par la Sous-Clause 1 des Conditions Générales) afin d’assurer la conformité aux bonnes pratiques environnementales et sociales (ES) spécifiées dans le Marché.  Le Soumissionnaire devra utiliser à cette fin le formulaire du Code de Conduite fourni en Section IV.  Aucune modification substantielle ne pourra être introduite dans ce formulaire, excepté si le Soumissionnaire introduit des exigences additionnelles, compris le cas échéant, pour prendre en compte des circonstances particulières ou risques spécifiques au marché.  **Stratégies de Gestion et Plans de Mise en œuvre (SGPM) pour gérer les risques ES**  Le Soumissionnaire devra soumettre les Stratégies de Gestion et Plans de Mise en œuvre (SGPM) pour gérer les risques ES suivants :  *[****Note****: insérer le nom de tout plan spécifique et risque/s révélés par l’évaluation environnementale et sociale] :*  *[Ex : Plan d’action de prévention et de réponse envers l’Exploitation Sexuelle et les Abus Sexuels (EAS)],* |
| **IS 16.2 (b)** | La période durant laquelle les pièces de rechange seront nécessaires est de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_années suivant l’achèvement des Installations. |
| **IS 17.1** | Outre l’original de l’Offre, le nombre de copies demandé est de : |
| **IS 17.2** | La confirmation écrite de l’habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en : |

|  |  |
| --- | --- |
| **C2. Remise et ouvertures des offres au titre de la première étape** | |
| **IS 18.1** | Le Soumissionnaire ***[insérer « pourra » ou « ne pourra pas »]*** remettre son offre par voie électronique. |
| **IS 18.1 (b)** | La procédure de remise des offres par voie électronique est la suivante : ***[insérer une description de la procédure de soumission des offres par voie électronique]*** |
| **IS 19.1** | Aux fins de **remise des offres de la première étape**, uniquement, l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante :  A/b/s :  Rue :  Étage/Numéro de bureau :  Ville :  Code postal :  Pays :  **La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :**  Date :  Heure : |
| **IS 21.1** | L’ouverture des plis aura lieu à l’adresse, à la date et à l’heure suivantes:  Rue:  Étage /Numéro de bureau :  Ville :  Pays :  Date :  Heure : |
| **IS 21.1** | La procédure d’ouverture des offres par voie électronique est: ***[insérer la description de la procédure d’ouverture des offres par voie électroniques]*** |
| **D.1 Préparation des Offres au titre de la Deuxième Etape** | |
| **IS 27.1 (j)** | Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les autres documents suivants : |
| **IS 29.1** | Les Soumissionnaires fourniront un prix pour la totalité des Installations et Services de montage sur la base d’une « responsabilité unique » : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  **Ou**  Les Soumissionnaires fourniront un prix pour les composants ou services suivant sur la base d’une « responsabilité unique » : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  **et/ou**  Les composantes ou services ci-après seront fournies sous la responsabilité du Maître d’Ouvrage : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| **IS 29.4(a)** | Le lieu de destination convenu est :*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* |
| **IS 29.4(d)** | Le lieu de destination finale est :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| **IS 29.6** | Les prix proposés par le Soumissionnaire seront [révisables] ou [fermes]. |
| **IS 30.1** | Les prix seront libellés dans les monnaies suivantes : |
| **IS 32.1** | ***[insérer une des versions ci-après, selon le cas]***  Le Soumissionnaire doit fournir une Garantie d’Offre d’un montant de ***[insérer le montant et la monnaie]***.  ***[ou]***  Le Soumissionnaire doit fournir une Déclaration de Garantie de l’offre. |
| **IS 32.3 (d)** | Autre forme de garantie acceptable : |
| **IS 32.9** | ***[Supprimer si ce n’est pas le cas : La disposition suivante devrait être incluse et les informations correspondantes requises insérées uniquement*** ***si une Garantie d’Offre n’est pas requise en vertu de l’article 32.1 des IS et que le Maître d’Ouvrage souhaite déclarer le Soumissionnaire inadmissible à l’attribution d’un marché pour une période de temps si le Soumissionnaire exécute l’une des actions mentionnées à l’article 32.9 (a) et (b) des IS. Sinon, omettez.]***  Si le Soumissionnaire effectue l’une des actions prescrites à l’article **32.9 (a) ou (b) des IS**, le Maître d’Ouvrage déclarera le Soumissionnaire inadmissible à l’attribution d’un March par lé Maître d’Ouvrage pour une période de \_\_\_\_\_\_ ans *[insérer la période]* à compter de la date à laquelle le Soumissionnaire a effectué l’une des actions. |
| **IS 33.1** | Outre l’original de l’offre, le nombre de copies demandé est de : \_\_\_\_\_ |
| **IS 33.2** | La confirmation écrite de l’habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en : |
| **E.2 Remise et ouvertures des offres au titre de la deuxième étape** | |
| **IS 34.1** | [Les soumissionnaires [ont] / [n’ont pas]***[supprimer la mention inutile]*** l’option de présenter une offre par voie électronique. |
| **IS 34.1 (b)** | Si les Soumissionnaires ont l’option de soumettre leurs Offres électroniquement, la procédure de remise des offres par voie électronique est la suivante : ***[insérer une description de la procédure de soumission des offres par voie électronique]*** |
| **IS 38.1** | La procédure d’ouverture des offres par voie électronique est autorisée conformément à l’article 34.1 des IS, la procédure d’ouverture des offres par voie électroniques sera la suivante : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

|  |  |
| --- | --- |
| **F.2 Evaluation et Comparaison des Offres au titre de la Deuxième Etape** | |
| **IS 45.1** | La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des offres exprimées en diverses monnaies aux fins d’évaluation et de comparaison de ces offres est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  La source du taux de change à employer est :  Et la date de référence est : |

|  |
| --- |
| Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification  (si une Pré Qualification a été effectuée préalablement) |
| La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que le Maître d’Ouvrage utilisera pour évaluer les offres et s’assurer qu’un soumissionnaire possède les qualifications requises. Conformément aux articles 23, 47 et 49 des IS, aucun autre facteurs, méthodes ou critères ne seront utilisés. Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaires de Soumission. |
|  |
|  |

Propositions Techniques de Première Etape

1. Evaluation

En plus des critères indiqués à l’article 23.1 (a) – (c) des IS, les facteurs suivants seront appliqués :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

2. Qualification

2.1 Mise à jour des Renseignements

Le Soumissionnaire et tous les sous-traitants doivent satisfaire les critères utilisés lors de la préqualification.

2.2 Situation financière

En utilisant les Formulaires No FIN 3.3 de la Section IV, Formulaires d’Offre, le Soumissionnaire doit démontrer qu’il a accès ou à sa disposition des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l’avance de démarrage éventuelle, à hauteur de :

(i) besoins en financement du marché :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

et

1. besoins en financement pour ce marché et les autres engagements en cours du Soumissionnaire :

2.3 Représentant de l’Entrepreneur et Personnel-Clé

Le Soumissionnaire doit établir qu’il aura un Représentant qualifié ainsi que le personnel clé qualifié nécessaire (et en nombre adéquate) pour exécuter le Marché, comme décrit dans les Exigences du Maitre d’Ouvrage.

Le Soumissionnaire doit fournir des détails sur le Représentant de l’Entrepreneur et son Personnel clé, qu’il juge appropriés, ainsi que leurs qualifications académiques et leur expérience professionnelle. Le Soumissionnaire doit compléter les formulaires pertinents de la Section IV, Formulaires d’Offre.

2.4 Matériel

Le Soumissionnaire doit démontrer qu’il aura accès au matériel clé de l’Entrepreneur énuméré ci-dessous :

*[Spécifier les exigences pour chaque lot selon le cas]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No.** | **Type de Matériel** | **Nombre minimum exigé** |
| **1** |  |  |
| **3** |  |  |
| **3** |  |  |
| **4** |  |  |
| **5** |  |  |
| **…** |  |  |

Le Soumissionnaire doit fournir les détails dans le formulaire approprié de la Section IV, Formulaires de l’Offre*.*

2.6 Sous-traitants

Tous sous-traitants/fabricants pour la fourniture d’articles ou services majeurs suivants doit satisfaire les critères minimaux suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***Article No.*** | **Description de l’Article** | **Critère minimum à satisfaire** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| … |  |  |

Le non-respect de cette exigence entraînera le rejet du sous-traitant.

Dans le cas d’un Soumissionnaire qui offre de fournir et d’installer des articles de fourniture majeurs en vertu du marché qu’il n’a pas fabriqués ou produits d’une autre manière, le Soumissionnaire doit fournir l’autorisation du fabricant, en utilisant le formulaire fourni à la section IV, démontrant que le Soumissionnaire a été dûment autorisé par le fabricant ou le producteur de l’installation et de l’équipement ou des composants connexes à fournir et à installer cet article dans le pays du Maître d’Ouvrage. Le Soumissionnaire est responsable de s’assurer que le fabricant ou le producteur se conforme aux exigences des articles 4 et 5 des IS et qu’il répond aux critères minimaux énumérés ci-dessus pour cet article.

**Offres de Deuxième Etape**

* + - 1. **Evaluation**
  1. Evaluation Economique

Les facteurs et méthodes suivants seront appliqués conformément à l’article 47.3 (e) des IS:

(En plus des critères listésà l’article 47.3 (a) – (d) des IS les critères suivants s’appliqueront :

#### **Calendrier**

Le délai d’achèvement des Installations et Services de Montage à compter de la date d’entrée en vigueur spécifiée à l’article 3 de l’Acte d’Engagement pour déterminer le délai d’achèvement des activités de pré-mise en service est le suivant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Aucun crédit ne sera accordé pour une réalisation antérieure.

**ou**

Le délai d’achèvement des Installations et Services de Montage à compter de la date d’entrée en vigueur spécifiée à l’article 3 de l’Acte d’Engagement pour déterminer le délai d’achèvement des activités préalables à la mise en service doit être compris entre \_\_\_\_ minimum et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ maximum. Le taux d’ajustement en cas d’achèvement au-delà de la période minimale est de \_\_\_\_\_\_\_\_ (%) pour chaque semaine de retard par rapport à cette période minimale. Aucun crédit ne sera accordé pour l’achèvement avant la période minimale désignée. Les Offres offrant une date d’achèvement au-delà de la période maximale désignée seront rejetées.

#### **Coûts du Cycle de Vie**

#### *[L’établissement des coûts du cycle de vie devrait être utilisé lorsque les coûts d’exploitation et/ou d’entretien au cours de la durée de vie spécifiée des Installations* *sont estimés considérables par rapport au coût initial et peuvent varier selon les différentes Offres/propositions.* *Il sera évalué sur la base de la valeur actualisée nette.* *Lors de l’utilisation* *du coût du cycle de vie,* *le Maître d’Ouvrage devra préciser les informations* *suivantes* *:]*

Etant donné que les coûts d’exploitation et d’entretien des Installations achetées constituent une partie importante du coût du cycle de vie des Installations, ces coûts seront évalués selon les principes énoncés ci-après, y compris le coût des pièces de rechange pour la période d’exploitation initiale indiquée ci-dessous et sur la base des prix fournis par chaque Soumissionnaire dans les Bordereaux de Prix Nos 1 et 2, ainsi que sur l’expérience passée du Maître d’Ouvrage ou d’autres employeurs placés de la même manière. Ces coûts sont ajoutés au prix de l’offre pour évaluation.

Option 1

Les facteurs de coûts d’exploitation et d’entretien pour le calcul du coût du cycle de vie sont les suivants :

(i) nombre d’années pour le cycle de vie : *\_\_\_\_[Insérer le nombre d’années]*

(ii) les coûts d’exploitation *[indiquer comment ils seront* déterminés*]*

(iii) les coûts d’entretien, y compris le coût des pièces de rechange pour la période d’exploitation initiale [*indiquer comment ils seront déterminés],* et

(iv) Taux de Rabais : \_\_\_\_\_\_\_\_*[insérer le taux du rabais en pourcentage]* à utiliser pour appliquer le rabais à la valeur actualisée tous les coûts annuels futurs calculés aux points (ii) et (iii) ci-dessus pour la période spécifiée au point (i).

ou Option 2 :

Référence à la méthodologie indiquée dans les Spécifications ou ailleurs dans le document d’appel d’offres

Le prix des pièces de rechange recommandées indiqué dans le Bordereau de Prix N° 6 ne doit pas être pris en considération pour l’évaluation.

#### **Garanties Fonctionnelles des Installations**

Les exigences minimales (ou maximales) énoncées dans les Spécifications pour les garanties fonctionnelles requises dans les Spécifications sont les suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Garantie fonctionnelle** | **Exigence minimale (ou maximale, selon le cas)** |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| *...* |  |

Aux fins de l’évaluation, pour chaque point de pourcentage où la garantie fonctionnelle des Installations et Services de Montage proposés est inférieure à la norme spécifiée dans les Spécifications et dans le tableau ci-dessus, mais supérieure aux niveaux minimaux acceptables qui y sont également spécifiés, un ajustement de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ sera ajouté au prix de l’Offre. Si la baisse en dessous de la norme ou l’excès au-dessus des niveaux minimaux acceptables est inférieur à un pour cent (1%), l’ajustement sera calculé au prorata en conséquence.

#### **Travaux, services, installations, etc., à fournir par le Maître d’Ouvrage**

Lorsque les Offres comprennent la réalisation de travaux ou la fourniture de services ou d’installations par le Maître d’Ouvrage au-delà des dispositions prévues dans le document d’appel d’offres, le Maître d’Ouvrage évalura les coûts de ces travaux, services et/ou installations supplémentaires pendant la durée du marché. Ces coûts sont ajoutés au prix de l’Offre pour évaluation.

#### **Critères supplémentaires spécifiques**

La méthode d’évaluation pertinente, le cas échéant, est la suivante :

....................................................................................................................................................................................................................................................................................

Tout ajustement de prix résultant des procédures ci-dessus doit être ajouté, à des fins d’évaluation comparative seulement, pour arriver à un « coût évalué de l’Offre ». Les prix des Offres indiqués par les Soumissionnaires resteront inchangés.

|  |
| --- |
| Section III. Critères d’Evaluation et de Qualification  (si une Préqualification n’a pas été effectuée préalablement) |
| La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que le Maître d’Ouvrage utilisera pour évaluer les offres et s’assurer qu’un Soumissionnaire possède les qualifications requises. Conformément aux articles 23, 47 et 49 des IS, aucun autre facteurs, méthodes ou critères ne seront utilisés. Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaires de soumission. |
|  |
|  |

**Propositions Techniques de Première Etape**

**1. Évaluation**

En plus des critères indiqués à l’article 23.1 (a) – (c) des IS, les facteurs suivants seront appliqués :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**2. Qualification**

| Critères de Qualification | | | | | | Spécifications de conformité | | | | | | | | | | | Documentation | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Objet** | | | **Critère** | | **Entité unique** | Groupement d’entreprises | | | | | | | | | | **Spécifications de soumission** | |
| **Toutes Parties Combinées** | | | | **Chaque Partie** | | | **Une Partie au moins** | | |
| **1. Eligibilité** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1.1 | | **Nationalité** | | Conforme à l’article 4.3 des IS. | | Doit satisfaire au critère | GE existant ou prévu doit satisfaire au critère | | | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | Formulaires ELI –1.1 et 1.2, avec pièces jointes | |
| 1.2 | | **Conflit d’intérêts** | | Pas de conflit d’intérêts selon l’article 4.2 des IS. | | Doit satisfaire au critère | GE existant ou prévu doit satisfaire au critère | | | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | Formulaire d’offre | |
| 1.3 | | **Exclusion par la Banque** | | Ne pas avoir été exclu par la Banque, tel que décrit dans l’article 4.4 des IS. | | Doit satisfaire au critère | GE existant doit satisfaire au critère | | | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | Formulaire d’offre | |
| 1.4 | | **Entreprise publique** | | Le candidat doit satisfaire aux conditions de l’article 4.5 des IS. | | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire au critère | | | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | Formulaires ELI -1.1 et 1.2, avec pièces jointes et Formulaire d’offre | |
| 1.5 | | **Exclusion au titre d’une résolution des Nations Unies ou de la législation du pays de l’Emprunteur** | | Ne pas être exclu en application de loi ou règlement du pays de l’Emprunteur ou d’une décision de mise en œuvre d’une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies en conformité avec l’article 4.8 des IS | | Doit satisfaire au critère | GE existant doit satisfaire au critère | | | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | Formulaire d’offre | |
| 2. **2. Litiges** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2.1 | | **Antécédents de non-exécution de marché** | | Pas de défaut d’exécution incombant au Soumissionnaire d’un marché au cours des \_\_ dernières années [insérer le nombre d’années en toutes lettres et en chiffres] depuis le 1er janvier de l’année [ ][[28]](#footnote-28). | | Doit satisfaire au critère seul ou au titre de partie à un GE passé ou existant. | Doit satisfaire au critère4 | | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que partenaire d’un GE existant | | | Sans objet | | | Formulaire ANT - 2 | | | |
| 2.2 | | Exclusion | | Ne pas faire l’objet d’exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d’une Déclaration de garantie de soumission conformément aux articles 4.9 et 32.9 des IS. | | Doit satisfaire au critère. | Doit satisfaire au critère. | | Doit satisfaire au critère. | | | Doit satisfaire au critère. | | | Soumission (Formulaire) | | | |
| 2.3 | | **Litiges en instance** | | La solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Soumissionnaire telles qu’évaluées au critère 3.1 ci-après restent acceptables même dans le cas où l’ensemble des litiges en instance seraient tranchés à l’encontre du Soumissionnaire. | | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que partenaire d’un GE existant | Sans objet | | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que partenaire d’un GE existant | | | Sans objet | | | Formulaire ANT - 2 | | | |
| 2.4 | | Antécédents de litiges | | Absence d’antécédent de différends systématiquement conclus à l’encontre du Soumissionnaire[[29]](#footnote-29) depuis le 1er janvier de l’année [ ]. | | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que partenaire d’un GE existant | Sans objet | | Doit satisfaire au critère par lui-même ou en tant que partenaire d’un GE existant | | | Sans objet | | | Formulaire ANT - 2 | | | |
| 2.5 | | Déclaration : performance Environnemental et Social (ES) | | Déclarer tout marché qui a été suspendu ou résilié et/ou la garantie de bonne exécution a été appelée par un Maître d’Ouvrage pour manquement aux obligations environnementales et sociales contractuelles (incluant l’EAS) au cours de cinq dernières années[[30]](#footnote-30). | | Chacun doit remettre la déclaration. En cas de Sous-traitant/s spécialisé/s, le/s Sous-traitant/s spécialisé/s doivent aussi remettre la déclaration | Sans objet | | Chacun doit remettre la déclaration. En cas de Sous-traitant/s spécialisé/s, le/s Sous-traitant/s spécialisé/s doivent aussi remettre la déclaration | | | Sans objet | | | Formulaire ANT – 3 ES Déclaration de Performance | | | |
| 2.6 | | Disqualification par la Banque pour raisons d’EAS et/ou HS | | Au moment del ‘Attribution du Marché, ne pas être sujet à une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations à l’égard de l’EAS/HS | | Doit satisfaire au critère (y compris chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire | Sans objet | | Doit satisfaire au critère (y compris chaque sous-traitant proposé par le Soumissionnaire | | | Sans objet | | | Lettre de Soumission, Formulaire ANT -4 | | | |
| **3. Situation et performance financières** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3.1 | | **Situation financière** | (i) Le Soumissionnaire doit démontrer qu’il dispose d’avoirs liquides ou a accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. autres que l’avance de démarrage éventuelle, à des montants suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l’exécution des travaux objet du présent Appel d’Offres à hauteur de [*insérer le montant en US$]* et nets de ses autres engagements ; | | Doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | | Sans objet | | | | | | Formulaire FIN – 3.1 avec pièces jointes |
|  | |  | (ii) le Soumissionnaire doit démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage qu’il dispose de moyens financiers lui permettant de satisfaire les besoins en trésorerie des travaux en cours et à venir dans le cadre de marchés déjà engagés ; | | Doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | | Sans objet | | | | | |  |
|  | |  | (iii) Soumission de bilans vérifiés ou, si cela n’est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par le Maître d’Ouvrage pour les \_\_\_\_[*insérer le nombre d’années*] dernières années démontrant la solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Soumissionnaire. | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | | | |  |
| 3.2 | | Chiffre d’affaires annuel moyen | Avoir un chiffre d’affaires annuel moyen d’au moins\_\_ [*insérer montant en équivalent en US$ en toutes lettres et en chiffres*], calculé de la manière suivante : le total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours et/ou achevés au cours des [*insérer nombre d’années (\_\_\_)*] dernières années divisé par *[insérer le nombre d’années de la période considérée* | | Doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | Doit satisfaire à \_\_ [insérer pourcentage en toutes lettres et en chiffres] \_\_ pour cent (\_\_\_%)] de la spécification | | | | Doit satisfaire à \_\_ [insérer pourcentage en toutes lettres et en chiffres] \_\_ pour cent (\_\_\_%)] de la spécification | | | | | | Formulaire FIN - 3.2 |
| **4. Expérience** | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4.1 | | **Expérience générale** | Expérience de marchés à titre d’entrepreneur, de sous-traitant ou d’ensemblier au cours des \_\_\_\_\_\_\_\_ [\_\_\_\_] années avant la date limite de soumission, et avec des activités dans au moins neuf (9) mois chaque année. | | Doit satisfaire au critère | | Sans objet | | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | Formulaire EXP-4.1 | | |
| 4.2 (a) | | **Expérience spécifique** | Participation à titre d’entrepreneur, d’ensemblier ou de sous-traitant dans au moins \_\_\_\_\_\_\_\_\_ (\_\_\_) marchés au cours des \_\_\_\_\_\_\_\_ ( ) dernières années à compter du 1er janvier [*insérer l’année]* jusqu’à la date limite de remise des offres avec une valeur minimum de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (\_\_\_), qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l’essentiel, et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la Section VII, Etendue des Travaux. | | Doit satisfaire au critère | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | Doit satisfaire au critère pour un marché | | | Formulaire EXP 4.2 (a) | | |
| 4.2 (b) | |  | Pour les marchés référenciés ci-dessus ou pour d’autres marchés exécutés pendant la période stipulée au paragraphe 4.2 (a) ci-dessus, une expérience minimale de construction dans les principales activités suivantes :  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | Doit satisfaire aux spécifications | | Doit satisfaire au critère | | | Sans objet | | | Doit satisfaire au critère pour au moins une des activités | | | Formulaire EXP-4.2 (b) | | |
| 4.2 (c) | |  | Pour les marchés visés au point 2.4.2 (a) ci-dessus et/ou tout autre marché [substantiellement achevé et en cours de mise en œuvre] en tant qu’entrepreneur principal, membre d’un GE ou sous-traitant entre le 1er janvier *[insérer l’année] et la* date limite de soumission, expérience de la gestion des risques et des impacts ES dans les aspects suivants: *[Sur la base de l’évaluation ES, préciser, le cas échéant, des exigences spécifiques en matière d’expérience pour gérer les aspects ES.]* | | Doit satisfaire aux spécifications | | Doit satisfaire au critère | | | Doit satisfaire les critères suivants : *[donner la liste* *des critères qui doivent être satisfaits par chaque membre, autrement indiquer : « Sans Objet]* | | | Doit satisfaire les critères suivants : *[donner la liste* *des critères qui doivent être satisfaits par chaque membre, autrement indiquer : « Sans Objet]* | | | Formulaire EXP-4.2 (c) | | |

**5 Représentant et Personnel Clé de l’Entrepreneur**

Le Soumissionnaire doit démontrer qu’il aura un Représentant de l’Entrepreneur dûment qualifié et d’autres personnes clés qualifiées (et en nombre suffisant), comme décrit dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.

Le Soumissionnaire doit fournir des détails sur le Représentant de l’Entrepreneur et d’autre personnel clé qu’il juge approprié pour exécuter le Marché, ainsi que leurs qualifications académiques et leur expérience de travail. Le Soumissionnaire doit remplir les formulaires pertinents de la section IV, Formulaires d’appel d’offres.

**6. Matériel**

Le Soumissionnaire doit établir qu’il a les matériels suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **No.** | **Type et caractéristiques du matériel** | **Nombre minimum requis** |
| 1 |  |  |
| *2* |  |  |
| *3* |  |  |
| *4* |  |  |
| *5* |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire MAT de la Section IV, Formulaires de soumission*.*

**7. Sous-traitants**

Les sous-traitants pour les composants importants suivants doivent satisfaire aux exigences minimales ci-après, relatives à chaque composant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Article No.** | **Description de l’article** | **Critère minimum à satisfaire** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| … |  |  |

Tout manquement à satisfaire ces critères conduira au rejet dudit sous-traitant.

Si le Soumissionnaire offre de fournir et installer des composants importants d’équipements qu’il ne fabrique ou ne produit pas lui-même, il doit soumettra une Autorisation du Fabriquant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission, pour attester du fait qu’il a été dument autorisé par le fabriquant ou le producteur des Fournitures pour fournir ces dernières dans le pays du Maître d’Ouvrage. Le Soumissionnaire est responsable de s’assurer que le fabricant ou le producteur satisfait aux exigences des articles 4 et 5 des IS, et aux critères minimaux stipulés pour chaque composant.

**OPTION B : Offre au titre de la Deuxième Etape**

**1. Evaluation**

**1.1 Evaluation commerciale** :

Les facteurs et méthodes suivants s’appliqueront en vertu de l’article 47.3 (c) des IS :

(En plus du critère indiqué à l’article 47.3 (a)- (d) les facteurs suivants s’appliqueront :)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(a) **Calendrier d’exécution**

Délai imparti pour achever les installations à partir de la date d’entrée en vigueur du marché indiquée dans l’Article 3 de l’Acte d’Engagement déterminée par le temps nécessaire à l’achèvement des activités de la mise en service provisoire est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Aucun avantage ne sera accordé en cas de délai plus court.

sera entre \_\_\_\_\_ minimum et \_\_\_\_\_ maximum. *[La date d’achèvement stipulée le sera pour la totalité des installations, ou pour des parties ou sections des installations.]*

**ou** *[lorsqu’une variante de calendrier est admise, en application de l’article 13.2 des IS].*

Temps imparti pour achever les installations à partir de la date d’entrée en vigueur du marché indiquée dans l’Article 3 de l’Acte d’Engagement compris entre *[date ou nombre de jours]* au minimum et *[date ou nombre de jours]* au maximum. Le facteur d’ajustement en cas d’achèvement postérieur à la période minimum sera *[pour cent (%)]* pour chaque semaine de délai supplémentaire à partir de cette période minimum. Aucun avantage ne sera accordé en cas de délai plus court que la période minimum. Les Offres proposant une date d’achèvement au-delà de la période maximum seront rejetées.

**(b)** **Coûts de fonctionnement et d’entretien**.

Étant donné que les coûts de fonctionnement et d’entretien des installations constituent une partie importante du coût du cycle de vie des installations, ces coûts seront évalués selon les principes énoncés ci-après, y compris le coût des pièces de rechange pour la période de fonctionnement initiale indiquée ci-dessous et sur la base des prix fournis par chaque Soumissionnaire dans les Bordereaux de Prix Nos 1 et 2, ainsi que sur l’expérience passée du Maître d’Ouvrage ou d’autres Maîtres d’Ouvrage placés dans les mêmes circonstances. Ces coûts seront ajoutés au prix de l’offre aux fins d’évaluation.

**Option 1** : Facteurs qui seront appliqués pour le calcul des coûts durant la vie utile probable :

i) nombre d’années de la vie utile *[il est recommandé que la durée de vie utile n’excède pas la période comprise entre la mise en service et un entretien majeur des installations]* ;

ii) frais de fonctionnement *[par exemple, carburant et/ou autres intrants, coûts unitaires et coûts globaux et annuels de fonctionnement]* ;

iii) frais d’entretien, incluant le coût des pièces de rechange pendant la période initiale de fonctionnement, qui devront être spécifiés par le Soumissionnaire ;

iv) le taux, en pourcentage, qui sera utilisé pour actualiser les coûts annuels futurs évalués pour (ii) et (iii) pour la durée précisée en (i)

**ou**

**Option 2**:

Référence à la méthodologie précisée dans les spécifications techniques ou ailleurs dans le Dossier d’appel d’offres.

Le prix des pièces de rechange recommandées chiffrée dans le Bordereau de Prix No 6 ne sera pas considéré pour l’évaluation.

*[Supprimez l’option non retenue]*

**(c) Garanties opérationnelles des installations**

Aux fins d’évaluation de l’offre, le facteur d’ajustement utilisé sera *[montant dans la monnaie utilisée pour l’évaluation des offres]* pour chaque pour cent (1 %) ou calculé au prorata pour les fractions de pour cent *[en plus ou en moins]* de la norme stipulée dans les spécifications *[référence]*

**(d) Travaux, services devant être fournis par le Maître d’Ouvrage**

Lorsque les offres conduisent à la réalisation de travaux ou la fourniture de services par le Maître d’Ouvrage en supplément de ce qui est prévu dans le Dossier d’appel d’offres, le Maître d’Ouvrage estimera le coût de réalisation de travaux ou de fourniture de services durant la réalisation des installations. Ces coûts seront ajoutés au prix de l’offre pour les besoins de l’évaluation.

**(e) Critères additionnels spécifiques**

Les méthodes d’évaluation seront comme suit, le cas échéant :

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Tout ajustement de coût résultant de la procédure ci-avant sera ajouté au prix de l’offre pour les besoins de l’évaluation, afin de déterminer le « coût évalué de l’offre ». Le montant des Offres offerts par les Soumissionnaires demeureront inchangés.

|  |
| --- |
| Section IV. Formulaires de soumission |

Liste des formulaires

[Lettre de Soumission 115](#_Toc107421979)

[Lettre de Soumission -- Procédure en une Etape 115](#_Toc107421980)

[Lettre de Soumission –Procédure en Deux Etapes, Offre de Première Etape 118](#_Toc107421981)

[Lettre de Soumission -- Procédure en Deux Etapes, Deuxième Etape 120](#_Toc107421982)

[Bordereaux de Prix 122](#_Toc107421983)

[Bordereau No 2. Installations, y compris les Pièces de Rechange Obligatoires d’Origine Locale 124](#_Toc107421984)

[Bordereau No 3. Services de Conception 125](#_Toc107421985)

[Bordereau No 4. Services de Montage et autres services 126](#_Toc107421986)

[Bordereau No 5. Récapitulatif 127](#_Toc107421987)

[Bordereau No 6. Pièces de Rechange recommandées 128](#_Toc107421988)

[3. Révision de Prix 129](#_Toc107421989)

[4. Formulaires de proposition technique 131](#_Toc107421990)

[Organisation des Travaux sur Site 132](#_Toc107421991)

[[Insérer la proposition technique pour l’organisation des travaux sur site]Méthode de Réalisation 132](#_Toc107421992)

[[Insérer la proposition technique pour la méthode de réalisation]Programme/Calendrier de Mobilisation 133](#_Toc107421993)

[[Insérer la proposition technique pour le programme et le calendrier de mobilisation] 134](#_Toc107421994)

[Equipements à fournir 143](#_Toc107421995)

[[Insérer la proposition technique pour les équipements à fournir]Matériel de l’Entrepreneur- Formulaire MAT 143](#_Toc107421996)

[Garanties Fonctionnelle - Formulaire FUNC 145](#_Toc107421997)

[Personnel Formulaire PER -1 Représentant et Personnel Clé de l’Entrepreneur 146](#_Toc107421998)

[Représentant et Personnel Clé de l’Entrepreneur 146](#_Toc107421999)

[Formulaire PER-2 Curriculum vitae du Personnel proposé 148](#_Toc107422000)

[Formulaire ELI – 1.1 : Fiche de renseignements sur le soumissionnaire 152](#_Toc107422001)

[Formulaire ELI – 1.2 : Fiche de renseignements sur chaque Partie d’un GE/ sous-traitants spécialisés 153](#_Toc107422002)

[Formulaire ANT-2 : Antécédents de marchés non exécutés, de litiges en instance et d’antécédents de litiges 154](#_Toc107422003)

[Formulaire FIN – 3.4 : Charge de Travail / Travaux en Cours 159](#_Toc107422004)

[Formulaire FIN – 3.1 : Situation et Performance financières 160](#_Toc107422005)

[Formulaire FIN – 3.2 Chiffre d’Affaires Annuel Moyen 162](#_Toc107422006)

[Formulaire FIN – 3.3 : Ressources financières 163](#_Toc107422007)

[Formulaire EXP – 4.1 : Expérience Générale 164](#_Toc107422008)

[Formulaire EXP – 4.2 (a):Expérience Spécifique 165](#_Toc107422009)

[Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite) : Expérience spécifique (suite) 166](#_Toc107422010)

[Formulaire EXP – 4.2 (b)*:* Expérience Spécifique dans les Activités Clé 167](#_Toc107422011)

[Formulaire EXP – 4.2 (b) (suite) Expérience spécifique de construction dans les activités principales (suite) 168](#_Toc107422012)

[Modèle de Garantie d’Offre (Garantie bancaire) 170](#_Toc107422013)

[Modèle de Déclaration de Garantie d’Offre 174](#_Toc107422014)

[Modèle d’Autorisation du Fabricant 175](#_Toc107422015)

Lettre de Soumission

Lettre de Soumission -- Procédure en une Etape

Date :

Avis d’appel d’offres No. :

À : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous, les soussignés attestons que :

1. nous avons examiné le Dossier d’Appel d’Offres, y compris l’additif/ les additifs issus conformément à l’article 8 des Instructions aux Soumissionnaires (IS) ;
2. nous nous engageons à exécuter conformément au Dossier d’Appel d’Offres et aux Spécifications les Installations et Services de Montage ci-après :
3. le montant total de notre offre, hors rabais offert à l’alinéa (d) ci-après est de : [*Montant total de l’offre en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives*] ;

En cas de lots multiples, le montant de chaque lot est de\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

En cas de lots multiples, le montant total de l’ensemble des lots est de\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ;

1. les rabais offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants :

i) Les rabais offerts sont les suivants :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

ii) la méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant de l’offre est la suivante :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ;

1. notre offre demeurera valide jusqu’à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le jour, mois et année conformément à l’article 19.1 des IS],* et nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant cette date ;
2. si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une Garantie de Bonne Exécution du Marché conformément au Dossier d’Appel d’Offres;
3. conformément à l’article 4.2 des IS, nous, y compris nos sous-traitants ou fournisseurs pour toute partie du marché, avons ou auront les nationalités de pays éligibles ;
4. conformément à l’article 4.3 des IS, nous, y compris nos sous-traitants ou fournisseurs pour toute partie du marché, ne sommes pas en situation de conflit d’intérêt ;
5. nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaire soit individuellement ou en groupement, à plus d’une offre dans le cadre du présent Appel d’offres, à l’exception des offres variantes présentées conformément à l’article 13 des IS ;
6. nous, ainsi que l’un de nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne sommes pas soumis et ne sommes pas contrôlés par une entité ou une personne qui fait l’objet d’une suspension temporaire ou d’une exclusion imposée par un membre du Groupe de la Banque mondiale ou une exclusion imposée par le Groupe de la Banque mondiale conformément à l’Accord pour l’exécution mutuelle des décisions d’exclusion entre la Banque mondiale et d’autres banques de développement. De plus, nous ne sommes pas inéligibles en vertu des lois ou règlements officiels du pays du Maître d’Ouvrage ou en vertu d’une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies;
7. **Exploitation et Abus sexuels (EAS) et/ou Harcèlement sexuel (HS)** : *[sélectionnez l’option appropriée de (i) à (iii) ci-dessous et supprimez les autres].*

Nous *[dans le cas d’un GE, insérer : « y compris tous membres du GE »],* et l’un de nos sous-traitants :

1. [n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la part de la Banque pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
2. [sommes passibles d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS.]
3. [avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.]
4. *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage » ou « nous sommes une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage  et nous satisfaisons aux dispositions de l’article 4.5 des IS »]*;
5. Les honoraires ou commissions ou avantages en nature ci-après ont été versés ou accordés ou doivent être versés ou accordés en rapport avec la procédure d’appel d’offres ou l’exécution/la signature du Marché :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du Bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »)

1. il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre par le moyen de la notification d’attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé; et
2. nous comprenons que vous n’êtes pas tenu d’accepter l’offre ou toute offre que vous avez pu recevoir.

Nom En tant que \_

Signature

Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

Lettre de Soumission –Procédure en Deux Etapes, Offre de Première Etape

Date :

Avis d’appel d’offres No. :

À : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous, les soussignés attestons que :

1. nous avons examiné le Dossier d’Appel d’Offres, y compris l’additif/ les additifs issus conformément à l’article 8 des Instructions aux Soumissionnaires (IS) ;
2. nous offrons \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, en conformité au Document d’appel d’offres, les Installations et Services de Montage suivants : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
3. conformément à l’article 4.2 des IS, nous, y compris nos sous-traitants ou fournisseurs pour toute partie du marché, avons ou auront les nationalités de pays éligibles ;
4. conformément à l’article 4.3 des IS, nous, y compris nos sous-traitants ou fournisseurs pour toute partie du marché, ne sommes pas en situation de conflit d’intérêt ;
5. nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaire soit individuellement ou en groupement, à plus d’une offre dans le cadre du présent Appel d’offres, à l’exception des offres variantes présentées conformément à l’article 13 des IS ;
6. **Exploitation et Abus sexuels (EAS) et/ou Harcèlement sexuel (HS)** : *[sélectionnez l’option appropriée de (i) à (iii) ci-dessous et supprimez les autres].*

Nous *[dans le cas d’un GE, insérer : « y compris tous membres du GE »],* et l’un de nos sous-traitants :

1. [n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la part de la Banque pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
2. [sommes passibles d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS.]
3. [avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.]
4. nous, ainsi que l’un de nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne sommes pas soumis et ne sommes pas contrôlés par une entité ou une personne qui fait l’objet d’une suspension temporaire ou d’une exclusion imposée par un membre du Groupe de la Banque mondiale ou une exclusion imposée par le Groupe de la Banque mondiale conformément à l’Accord pour l’exécution mutuelle des décisions d’exclusion entre la Banque mondiale et d’autres banques de développement. De plus, nous ne sommes pas inéligibles en vertu des lois ou règlements officiels du pays du Maître d’Ouvrage ou en vertu d’une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies ;
5. *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage » ou « nous sommes une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage  et nous satisfaisons aux dispositions de l’article 4.5 des IS »]*;
6. Nous nous engageons également, si nous y sommes invités par vous, et à nos frais, à nous rendre à la réunion de clarification à l’endroit de votre choix, dans le but d’examiner notre offre au titre de la première étape, de prendre en compte les additifs et modifications au Dossier d’appel d’offres, ainsi que les omissions qui en résulteront dans notre offre suivant ce que vous demanderez.
7. Nous nous engageons en outre, dès que nous recevrons votre demande écrite, à préparer notre offre au titre de la seconde étape, en mettant à jour notre offre au titre de la première étape en accord avec les conclusions du Mémoire de la réunion de clarification, et à compléter notre offre commerciale pour l’exécution des installations en accord avec notre offre technique mise à jour.
8. Les honoraires ou commissions ou avantage en nature ci-après ont été versés ou accordés ou doivent être versés ou accordés en rapport avec la procédure d’appel d’offres ou l’exécution/la signature du Marché:

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du Bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »)

Nom En tant que \_

Signature

Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

Lettre de Soumission -- Procédure en Deux Etapes, Deuxième Etape

Date :

Avis d’appel d’offres No. :

À : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous, les soussignés attestons que :

1. nous avons examiné le Dossier d’Appel d’Offres, y compris l’additif/ les additifs issus conformément à l’article 8 des Instructions aux Soumissionnaires (IS), et à vos exigences incorporées dans le compte rendu de la réunion de clarification en nous le \_\_\_\_\_\_\_ *[date]*;
2. nous nous engageons à exécuter conformément au Dossier d’Appel d’Offres et aux Spécifications les Installations et Services de Montage ci-après :
3. le montant total de notre offre, hors rabais offert à l’alinéa (d) ci-après est de : [*Montant total de l’offre en lettres et en chiffres, précisant les divers montants et monnaies respectives*] ;

En cas de lots multiples, le montant de chaque lot est de\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

En cas de lots multiples, le montant total de l’ensemble des lots est de\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ;

Les rabais offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants :

i) Les rabais offerts sont les suivants :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

ii) la méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant de l’offre est la suivante :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ;

1. notre offre demeurera valide jusqu’à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le jour, mois et année conformément à l’article 31.1 des IS],* et nous engage et pourra être acceptée à tout moment avant cette date ;
2. si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une Garantie de Bonne Exécution du Marché conformément au Dossier d’Appel d’Offres;
3. conformément à l’article 4.2 des IS, nous, y compris nos sous-traitants ou fournisseurs pour toute partie du marché, avons ou auront les nationalités de pays éligibles ;
4. conformément à l’article 4.3 des IS, nous, y compris nos sous-traitants ou fournisseurs pour toute partie du marché, ne sommes pas en situation de conflit d’intérêt ;
5. nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaire soit individuellement ou en groupement, à plus d’une offre dans le cadre du présent Appel d’offres, en application de l’article 4.3 des IS, à l’exception des offres variantes présentées conformément à l’article 13 des IS ;
6. **Exploitation et Abus sexuels (EAS) et/ou Harcèlement sexuel (HS)** : *[sélectionnez l’option appropriée de (i) à (iii) ci-dessous et supprimez les autres].*

Nous *[dans le cas d’un GE, insérer : « y compris tous membres du GE »],* et l’un de nos sous-traitants :

1. [n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la part de la Banque pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
2. [sommes passibles d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS.]
3. [avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.]
4. nous, ainsi que l’un de nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour toute partie du marché, ne sommes pas soumis et ne sommes pas contrôlés par une entité ou une personne qui fait l’objet d’une suspension temporaire ou d’une exclusion imposée par un membre du Groupe de la Banque mondiale ou une exclusion imposée par le Groupe de la Banque mondiale conformément à l’Accord pour l’exécution mutuelle des décisions d’exclusion entre la Banque mondiale et d’autres banques de développement. De plus, nous ne sommes pas inéligibles en vertu des lois ou règlements officiels du pays du Maître d’Ouvrage ou en vertu d’une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies;
5. *[insérer soit « nous ne sommes pas une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage » ou « nous sommes une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage  et nous satisfaisons aux dispositions de l’article 4.5 des IS »]*;
6. Les honoraires ou commissions ou avantages en nature ci-après ont été versés ou accordés ou doivent être versés ou accordés en rapport avec la procédure d’appel d’offres ou l’exécution/la signature du Marché :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom du Bénéficiaire | Adresse | Motif | Montant |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »)

1. il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre par le moyen de la notification d’attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé; et
2. nous comprenons que vous n’êtes pas tenu d’accepter l’offre ou toute offre que vous avez pu recevoir.

Nom En tant que \_

Signature

Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

Bordereaux de Prix

Bordereau No 1. Installations, y compris les Pièces de Rechange obligatoires d’Origine Etrangère

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | Code1 | Qté. | Prix unitaire2 | | | Prix total2 |
|  |  |  |  |  | CIP | |  |
|  |  |  | *(1)* | *(2)* | *(3)* | | *(1) x (3)* |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
| TOTAL (à reprendre dans le bordereau récapitulatif No 5) | | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  | Nom du Soumissionnaire | | | ---------------------- | |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  | Signature du Soumissionnaire | | | ---------------------- | |
|  |  |  |  |  |  | |  |
| 1 Les soumissionnaires doivent indiquer un code représentant le pays d’origine de tous les matériels et équipements importés.  2 Préciser la monnaie. | | | | | | | |

Formulaire de Déclaration de Pays d’Origine

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Poste | Description | Code | Pays |
|  |  |  |  |

Bordereau No 2. Installations, y compris les Pièces de Rechange Obligatoires d’Origine Locale

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Description | | Qté. | | | Prix unitaire EXW1 | | Taxes payables pour chaque poste si le Marché est attribué (conformément à l’article 17.5 (b) (ii) des IS \* | | | Prix total EXW1 | | | | | |
|  |  | | *(1)* | | | *(2)* | | *(3)* | | | *(1) x (2)* | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  |  | |  | | |  | |  | | |  | | | | | |
|  | | TOTAL (à reprendre dans le bordereau récapitulatif No 5) | | | | | | | | | | |  | | | |
|  |  | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
|  |  | | |  | Nom du Soumissionnaire | | | | |  | | | | | ----------- |
|  |  | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
|  |  | | |  | Signature du Soumissionnaire | | | | |  | | | | | ----------- |
|  |  | | |  |  | |  | |  | | |  | |  | |
|  | | 1 Préciser la monnaie conformément aux spécifications des Données particulières de l’appel d’offres | | | | | | | | | | | | | | |

‘\* Pour un appel d’offres en deux étapes, cette référence devrait être IS 29.4 (b) (ii).

Bordereau No 3. Services de Conception

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Description | | Qté. | | Prix unitaire1 | | | | | Prix total1 |
|  |  | |  | | Part en monnaie locale | | Partie en monnaie étrangère | | |  |
|  |  | | *(1)* | | *(2)* | |  | | | *(1) x (2)* |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
|  |  | |  | |  | |  | | |  |
| TOTAL (à reprendre dans le bordereau récapitulatif No 5) | | | | | | | | | |  |
|  |  |  | |  | |  | |  | |  |
|  |  |  | | Nom du Soumissionnaire : | | | | | ---------------------- | |
|  |  |  | |  | |  | |  | |  |
|  |  |  | | Signature du Soumissionnaire : | | | | | ---------------------- | |
|  |  |  | |  | |  | |  | |  |
| 1 Préciser la monnaie conformément aux spécifications des Données particulières de l’appel d’offres | | | | | | | | | | |

Bordereau No 4. Services de Montage et autres services

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | Qté. | Prix unitaire1 | | | | Prix total1 | | | |
|  |  |  | Partie en monnaie étrangère | | Partie en monnaie locale | | Monnaie étrangère | | | Monnaie locale |
|  |  | *(1)* | *(2)* | | *(3)* | | *(1) x (2)* | | | *(1) x (3)* |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
|  |  |  |  | |  | |  | | |  |
| TOTAL (à reprendre dans le bordereau récapitulatif No 5) | | | | | | | | |  | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  | |
|  |  |  | Nom du Soumissionnaire | | | | | ---------------------- | | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  | |
|  |  |  | Signature du Soumissionnaire | | | | | ---------------------- | | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  | |
| 1 Préciser la monnaie conformément aux spécifications des Données particulières de l’appel d’offres. | | | | | | | | | | |

Bordereau No 5. Récapitulatif

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | | | | Prix total1 | | | | |
|  |  | | | | Monnaie étrangère | | | Monnaie  locale | |
|  |  | | | |  | | |  | |
|  | Total Bordereau No 1. Matériels, équipements, y compris pièces de rechange obligatoires en provenance d’un pays autre que celui du Maître d’Ouvrage | | | |  | | |  | |
|  |  | | | |  | | |  | |
|  | Total Bordereau No 2. Matériels, équipements, y compris pièces de rechange obligatoires en provenance du pays du Maître d’Ouvrage | | | |  | | |  | |
|  |  | | | |  | | |  | |
|  | Total Bordereau No 3. Services de conception | | | |  | | |  | |
|  |  | | | |  | | |  | |
|  | Total Bordereau No 4. Services de montage et autres services | | | |  | | |  | |
|  |  | | | |  | | |  | |
|  |  | | | |  | | |  | |
| TOTAL (à reprendre dans le modèle d’offre) | | | | | | | | |  |
|  |  |  | Nom du Soumissionnaire : | | | | ---------------------- | | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  |
|  |  |  | Signature du Soumissionnaire : | | | | ---------------------- | | |
|  |  |  |  |  | |  | | |  |
| 1 Préciser la monnaie conformément aux spécifications des Données particulières de l’appel d’offres. | | | | | | | | | |

Bordereau No 6. Pièces de Rechange recommandées

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Poste | Libellé | | Qté. | Prix unitaires | | | Prix total |
|  |  | |  | CIP (pièces importées) | EXW (pièces locales) | |  |
|  |  | | *(1)* | *(2)* | *(3)* | | *(1) x (2) ou (3)* |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
|  |  | |  |  |  | |  |
| TOTAL | | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  | Nom du Soumissionnaire : | | | ---------------------- | |
|  |  |  |  |  |  | |  |
|  |  |  | Signature du Soumissionnaire : | | | ---------------------- | |
|  |  |  |  |  |  | |  |

3. Révision de Prix

|  |
| --- |
| Quand la durée du Marché (non comprise la période de garantie contre les défauts) excède dix-huit (18) mois, il est normal que les prix payables à l’Entrepreneur soient sujets à révision pendant l’exécution du Marché, pour tenir compte des changements dans le coût de la main-d’œuvre et des composants matériels. Dans de tels cas, le Dossier d’appel d’offres comprendra dans cette annexe une formule du type général ci-après, en application de la Clause 11.2 du CCAP.  Lorsque la durée du Marché est inférieure à dix-huit (18) mois, ou quand il n’y aura pas de révision de prix, la clause suivante ne sera pas introduite. Il sera indiqué à la place dans cette annexe que les prix sont fermes et définitifs pour la durée du Marché. |

**Formule type de révision de prix**

Le prix auquel sera rémunéré l’Entrepreneur, conformément au Marché, sera sujet à révision pendant l’exécution du Marché pour prendre en compte les changements dans le coût de la main-d’œuvre et des composants matériels, en faisant application de la formule suivante :



dans laquelle :

*P*1 = prix révisé payable à l’Entrepreneur

*P*0 = montant du Marché (montant de base)

*a* = élément fixe représentant le bénéfice et les frais généraux dans le montant du Marché (*a* = \_\_\_\_ %)

*b* = pourcentage estimé du coût de la main-d’œuvre dans le montant du Marché (*b*= \_\_\_\_ %)

*c* = pourcentage estimé des matériels et équipements dans le montant du Marché (*c*= \_\_\_\_ %)

*L*0, *L*1 = indices du coût de la main-d’œuvre applicables à l’industrie correspondante dans le pays d’origine, respectivement à la date d’origine et à la date de révision de prix

*M*0, *M*1 = indices du coût des matières premières applicables dans le pays d’origine, respectivement à la date d’origine et à la date de révision de prix

La somme des trois coefficients *a*, *b*, et *c* doit être égale à un (1) dans toute application de la formule.

**Conditions applicables aux révisions de prix**

Le Soumissionnaire indiquera les origines des indices du coût de la main-d’œuvre et des matières premières et la valeur des indices à l’origine dans son offre.

Article Origine des indices utilisés Valeur des indices à l’origine

La date d’origine sera la date limite de dépôt des offres moins trente (30) jours.

La date de révision sera la date intermédiaire entre les dates de début et d’achèvement des périodes respectives de fabrication ou le montage d’une partie ou de l’ensemble des installations.

Les conditions suivantes s’appliqueront :

a) Aucune augmentation de prix ne sera admise au-delà de la date originale de livraison, sauf s’il y a eu prolongation des délais accordée par le Maître d’Ouvrage conformément au Marché. Aucune augmentation de prix ne sera accordée pour des retards imputables à l’Entrepreneur. Le Maître d’Ouvrage bénéficiera toutefois des diminutions de prix occasionnées par de tels retards.

b) Si la monnaie dans laquelle le montant du Marché, *P*0, est exprimé est différente de la monnaie du pays d’origine des indices de la main-d’œuvre/ou matériaux, un facteur de correction sera appliqué pour éviter des révisions incorrectes du montant du Marché. Le facteur de correction correspondra au rapport de parités entre les deux monnaies le jour d’origine et le jour de la révision de prix comme définis ci-dessus.

c) Aucune révision de prix ne sera applicable sur la part du montant du Marché ayant fait l’objet d’un acompte de paiement à l’Entrepreneur.

|  |
| --- |
| 4. Formulaires de proposition technique |

* Organisation des travaux sur Site
* Méthode de réalisation
* Programme/Calendrier de Mobilisation
* Programme/Calendrier de Construction
* Stratégies de Gestion ES et Plans de Mise en Œuvre
* Code de Conduite ES pour le Personnel de l’Entrepreneur
* Installations
* Matériel de l’Entrepreneur
* Personnel de l’Entrepreneur
* Sous-traitants proposés pour les composants importants des Installations et Services de Montage
* Autres

Organisation des Travaux sur Site

[Insérer la proposition technique pour l’organisation des travaux sur site]Méthode de Réalisation

[Insérer la proposition technique pour la méthode de réalisation]Programme/Calendrier de Mobilisation

[Insérer la proposition technique pour le programme et le calendrier de mobilisation]

**Calendrier de ConstructionStratégies de Gestion ES et Plans de Mise en Œuvre   
(SG-PM-ES)**

Le Soumissionnaire devra soumettre les Stratégies de Gestion et Plans de Mise en œuvre dans les domaines environnementaux et sociaux (SGPM-ES) tel que demandé à l’article 11.1 (i) des IS dans les DPAO. Lesdites stratégies et plans décriront en détail les actions, matériaux, matériels, procédés de gestion etc. qui seront mis en œuvre par l’Entrepreneur et ses sous-traitants.

Lors de la préparation de ces stratégies et plans, le Soumissionnaire devra prendre en compte les dispositions ES dans le marché, y compris celles qui pourraient être décrites en détail dans les Exigences du Maître d’Ouvrage en Section VII.

Formulaire de Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES)

|  |
| --- |
| ***Note au Maître d’Ouvrage :***  ***Les prescriptions minimales suivantes ne doivent pas être modifiées.*** *Le Maître d’Ouvrage peut ajouter* desexigences supplémentaires pour résoudre *les problèmes identifiés,* *révélés par une évaluation environnementale et sociale pertinente.*  *Les types de problèmes identifiés pourraient inclure les risques associés à : l’afflux de main-d’œuvre, la propagation de maladies transmissibles,* *l’exploitation et les* abus *sexuels* (*EAS),* etc.  ***Supprimez cette case avant l’émission des documents du DAO.*** |

|  |
| --- |
| **Note à l’intention du Soumissionnaire :**  **Le contenu minimal du formulaire de Code de conduite tel qu'établi par le Maître d’Ouvrage ne doit pas être substantiellement modifié.** Cependant, le Soumissionnaire peut ajouter des exigences au besoin, notamment pour tenir compte des problèmes / risques propres au marché.  Le Soumissionnaire doit parapher et soumettre le formulaire de Code de Conduite dans le cadre de sa Proposition.  *Supprimez cette case avant la délivrance des documents du DAO.* |

CODE DE CONDUITE POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR

Nous sommes l'Entrepreneur, [*entrez le nom de l'entrepreneur*]. Nous avons signé un Marché avec [*entrez le nom du Maître d’Ouvrage*] pour [*entrez la description des Installations*]. Ces Installations seront effectuées à [*entrez sur le Site*]. Notre Marché nous oblige à mettre en œuvre des mesures pour faire face aux risques environnementaux et sociaux liés aux Service d’Installation ex. services annexes à la fourniture des Installations, telles que le transport terrestre, les travaux de préparation du site/ les travaux associés de génie civil, les installations, les tests, la mise en service, les opérations, et la maintenance, etc. selon les exigences.

Le présent Code de Conduite fait partie de nos mesures pour faire face aux risques environnementaux et sociaux liés aux Services d’Installation.

Tout le personnel que nous utilisons pour l’exécution du Marché, y compris le personnel permanent, la main d’œuvre et autres employés ainsi que chaque Sous-traitant, et tout autre personnel nous assistant pour l’exécution de ce Marché, sont référés comme Personnel de l’Entrepreneur.

Ce Code de Conduite identifie le comportement exigé de tout le personnel de l’Entrepreneur employé pour l’exécution des Services d’Installation sur le Site (ou autres lieus dans le pays où se trouve le Site).

Notre lieu de travail est un environnement dans lequel les comportements dangereux, offensants, abusifs ou violents ne seront pas tolérés et où toutes les personnes devraient se sentir à l'aise de soulever des problèmes ou des préoccupations sans crainte de représailles.

CONDUITE REQUISE

Le Personnel de l'Entrepreneur employé pour l’exécution des Services d’Installation sur le Site (ou autres lieus dans le pays où se trouve le Site) doit :

1. exercer ses fonctions avec compétence et diligence;
2. respecter le présent Code de Conduite et toutes les lois, réglementations et autres exigences applicables, y compris celles relatives à la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être du personnel de l'Entrepreneur et de toute autre personne;
3. maintenir un environnement de travail sécurisé, notamment:
4. veiller à ce que les lieux de travail, les machines, les équipements et les processus sous le contrôle de chaque personne soient sûrs et sans risque pour la santé;
5. porter l'équipement individuel de protection requis;
6. utiliser les mesures appropriées concernant les substances et agents chimiques, physiques et biologiques; et
7. suivre les procédures opérationnelles d'urgence applicables.
8. signaler les situations de travail qu’il / elle pense ne pas être sécurisée ou hygiéniques et se retirer d’une situation de travail qu’il / elle croit raisonnablement présenter un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé;
9. traiter les autres avec respect et ne pas discriminer contre des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants ou les enfants;
10. ne commettre aucune forme de harcèlement sexuel, ce qui signifie des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle à l’égard du personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage;
11. ne pas se livrer à des activités d'exploitation sexuelle, ce qui signifie tout abus réel ou tentative d'abus de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance, à des fins sexuelles, y compris, sans toutefois s'y limiter, le fait de tirer un profit monétaire, social ou politique de l'exploitation sexuelle d'autrui;
12. ne pas commettre d'abus sexuel, ce qui signifie l’intrusion physique ou la menace d’intrusion physique de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives;
13. ne pas se livrer à une quelconque forme d'activité sexuelle avec toute personne de moins de 18 ans, sauf en cas de mariage préexistant;
14. suivre les cours de formation pertinents qui seront fournis sur les aspects environnementaux et sociaux du Marché, y compris sur les questions de santé et de sécurité, et sur l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et le harcèlement sexuel (HS);
15. signaler de manière formelle les violations de ce Code de Conduite; et
16. ne pas exercer de mesures de rétorsion contre toute personne ayant signalé des violations du présent Code de Conduite, que ce soit à nous ou au Maître d’Ouvrage, ou qui utilise le mécanisme de grief pour le personnel de l’Entrepreneur ou le mécanisme de recours en grief du projet.

FAIRE PART DE PREOCCUPATIONS

Si une personne constate un comportement qui, à son avis, pourrait constituer une violation du présent Code de Conduite ou qui la préoccupe de toute autre manière, elle devrait en faire part dans les meilleurs délais. Cela peut être fait de l’une des façons suivantes :

1. Contactez [*indiquez le nom de l'expert social de l’Entrepreneur possédant une expérience pertinente dans le traitement de la violence sexiste ou, si cette personne n'est pas requise par le Marché, une autre personne désignée par l’Entrepreneur pour traiter ces questions*] par écrit à cette adresse [ ]. ou par téléphone à [ ] ou en personne à [ ]; ou
2. Appelez [ ] pour joindre le service compétent *(le cas échéant*) et laissez un message.

L’identité de la personne restera confidentielle, à moins que le signalement d’allégations ne soit prescrit par la législation par la loi du pays. Des plaintes ou des allégations anonymes peuvent également être soumises et feront l’objet de toutes les considérations qui s’imposent. Nous prenons au sérieux toutes les informations faisant état d'une éventuelle inconduite. Nous mènerons une enquête et prendrons les mesures appropriées. Nous fournirons des références Nous fournirons des références de prestataires de services susceptibles d’aider la personne qui a vécu l’incident allégué, le cas échéant.

Il n'y aura pas de représailles contre une personne qui, de bonne foi, signale une préoccupation au sujet d'un comportement interdit par le présent Code de Conduite. De telles représailles constitueraient une violation du présent Code de Conduite.

CONSÉQUENCES DE LA VIOLATION DU CODE DE CONDUITE

Toute violation du présent Code de Conduite par le Personnel de l’Entrepreneur peut entrainer des conséquences graves allant jusqu’au licenciement et le référé éventuel aux autorités judiciaires.

POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR :

J'ai reçu un exemplaire du présent Code de Conduite rédigé dans une langue que je comprends. Je comprends que si j’ai des questions sur ce Code de Conduite, je peux contacter [indiquer le nom de la personne de contact de l’Entrepreneur ayant une expérience pertinente] pour lui demander une explication.

Nom du personnel de l’Entrepreneur : [insérer le nom]

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date : (jour, mois, année) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**ANNEXE 1: Comportements constituant Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et comportements constituant Harcèlement Sexuel (HS)**

**ANNEXE 1 AU FORMULAIRE DE CODE DE CONDUITE**

**COMPORTEMENTS CONSTITUANT EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS (EAS)**

**ET**

**HARCELEMENT SEXUEL (HS)**

La liste non exhaustive suivante vise à illustrer les types de comportements interdits :

(1) **Les exemples d’exploitation et d’abus sexuels** comprennent, sans s’y limiter :

1. Le Personnel de l’Entrepreneur indique à un membre de la communauté qu’il peut obtenir des emplois liés au chantier (p. ex. cuisine et nettoyage) en échange de rapports sexuels.
2. Le Personnel de l’Entrepreneur qui établit la connexion d’électricité aux ménages déclare qu’il peut connecter les ménages dirigés par des femmes au réseau en échange de rapports sexuels.
3. Le Personnel de l’Entrepreneur viole ou agresse sexuellement un membre de la communauté.
4. Le Personnel de l’Entrepreneur refuse à une personne l’accès au site à moins qu’elle lui accorde une faveur sexuelle.
5. Le Personnel de l’Entrepreneur déclare à une personne qui sollicite un emploi dans le cadre du Marché qu’elle ne l’embauchera que si elle a des relations sexuelles avec lui.

(2) **Exemples de harcèlement sexuel dans un contexte de travail**

1. Le Personnel de l’Entrepreneur commente l’apparence du personnel d’un autre membre du Personnel (de manière positive ou négative) et l’attractivité sexuelle.
2. Quand un Personnel de l’Entrepreneur se plaint de commentaires fait par un autre membre du personnel sur son apparence, le second répond que le premier « l’a cherché » à cause de la façon dont il/elle s’habille.
3. Attouchement inopportun sur le Personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage par un autre Personnel de l’Entrepreneur.
4. Le Personnel de l’Entrepreneur déclare à un autre Personnel de l’Entrepreneur qu’il/elle lui obtiendrait une augmentation de salaire, ou une promotion s’il/elle lui envoie des photographies de nus de lui ou d’elle-même.

**Installations**

Equipements à fournir

[Insérer la proposition technique pour les équipements à fournir]Matériel de l’Entrepreneur- Formulaire MAT

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé afin d’établir qu’il a la possibilité de mobiliser le matériel clé dont la liste figure à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. Un formulaire distinct sera préparé pour chaque pièce de matériel figurant sur la liste, ou pour du matériel de remplacement proposé par le Soumissionnaire.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Pièce de matériel | | |
| Renseignement sur le matériel | Nom du fabricant | Modèle et puissance |
|  | Capacité | Année de fabrication |
| Position courante | Localisation présente | |
|  | Détails sur les engagements courants | |
|  |  | |
| Provenance | Indiquer la provenance du matériel  o en possessiono en locationo en location venteo fabriqué spécialement | |
|  |  | |

Les renseignements suivants seront omis pour le matériel en possession du Soumissionnaire.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Propriétaire | Nom du Propriétaire | |
|  | Adresse du Propriétaire | |
|  |  | |
|  | Téléphone | Nom et titre de la personne à contacter |
|  | Télécopie | Télex |
| Accords | Détails de la location / location-vente / accord de fabrication | |
|  |  | |
|  |  | |

Garanties Fonctionnelle - Formulaire FUNC

Le Soumissionnaire doit insérer dans la colonne de gauche du tableau ci-après, l’identification de chacune des garanties opérationnelles demandées dans les Spécifications et indiquées par le Maître d’Ouvrage au paragraphe 1.2 (c) de la Section III – Critères d’évaluation et de qualification, et dans la colonne de droite, il doit indiquer la valeur correspondante pour chacune des garanties fonctionnelles des installations qu’il offre.

|  |  |
| --- | --- |
| **Garantie opérationnelle demandée** | **Valeur garantie pour la Garantie Fonctionnelle des Installations proposés dans l’offre** |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| … |  |

Personnel   
Formulaire PER -1  
Représentant et Personnel Clé de l’Entrepreneur

Le Soumissionnaire doit fournir les noms de personnels ayant les qualifications requises comme exigées dans la Section VI. Les renseignements concernant leur expérience devront être indiqués dans le Formulaire ci-dessous à remplir pour chaque candidat.

Représentant et Personnel Clé de l’Entrepreneur

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **1.** | **Titre du poste : Représentant de l’Entrepreneur** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  |
|  | **Durée du recrutement :** | *[insérer toute la période (dates de début et de fin) pour laquelle ce poste sera engagé]* |
| **Durée du recrutement : pour ce** **poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois/ qui a été prévu pour ce poste]* |
| **Calendrier prévu pour ce poste :** | *[insérer le calendrier prévu pour ce poste (par exemple, joindre un diagramme de Gantt de haut niveau]* |
| **2.** | **Titre du poste : Spécialiste de l’environnement** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée du recrutement :** | *[insérer toute la période (dates de début et de fin) pour laquelle ce poste sera engagé]* |
|  | **Durée du recrutement : pour ce** **poste :** | *[insérer le nombre de jours/semaines/mois/ qui a été prévu pour ce poste]* |
|  | **Calendrier prévu pour ce poste :** | *[insérer le calendrier prévu pour ce poste (par exemple, joindre un diagramme de Gantt de haut niveau]* |
| **3.** | **Titre du poste : [Spécialiste de la santé et de la sécurité]** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée du rendez-vous :** | [insérer toute la période (dates de début et de fin) pour laquelle ce poste sera engagé] |
|  | **Engagement de temps : pour ce poste :** | [insérer le nombre de jours/semaines/mois/ qui a été prévu pour ce poste] |
|  | **Calendrier prévu pour ce poste :** | [insérer le calendrier prévu pour ce poste (par exemple, joindre un diagramme de Gantt de haut niveau] |
| **4.** | **Titre du poste : [Spécialiste social]** | |
|  | **Nom du candidat :** | |
|  | **Durée du rendez-vous :** | [insérer toute la période (dates de début et de fin) pour laquelle ce poste sera engagé] |
|  | **Engagement de temps : pour ce poste :** | [insérer le nombre de jours/semaines/mois/ qui a été prévu pour ce poste] |
|  | **Calendrier prévu pour ce poste :** | [insérer le calendrier prévu pour ce poste (par exemple, joindre un diagramme de Gantt de haut niveau] |
| **4.** | **Titre du poste : Expert en exploitation, abus et harcèlement sexuels**  *[Lorsque les risques EAS d’un projet sont évalués comme étant substantiels ou élevés, le personnel clé doit inclure un ou plusieurs experts en violence basée sur le genre ayant une expérience pertinente dans le traitement des cas d’exploitation sexuelle, d’abus sexuel et de harcèlement sexuel]* | |
|  | **Nom du candidat** | |
|  | **Durée du rendez-vous :** | [insérer toute la période (dates de début et de fin) pour laquelle ce poste sera engagé] |
|  | **Engagement de temps : pour ce poste :** | [insérer le nombre de jours/semaines/mois/ qui a été prévu pour ce poste] |
|  | **Calendrier prévu pour ce poste :** | [insérer le calendrier prévu pour ce poste (par exemple, joindre un diagramme de Gantt de haut niveau] |
| **5.** | **Titre du poste : [insérer le titre]** | |
|  | **Nom du candidat** | |
|  |
|  | **Durée du rendez-vous :** | [insérer toute la période (dates de début et de fin) pour laquelle ce poste sera engagé] |
|  | **Engagement de temps : pour ce poste :** | [insérer le nombre de jours/semaines/mois/ qui a été prévu pour ce poste] |
|  | **Calendrier prévu pour ce poste :** | [insérer le calendrier prévu pour ce poste (par exemple, joindre un diagramme de Gantt de haut niveau] |
| **6.** | **Titre du poste : [insérer le titre] ...** | |

Formulaire PER-2  
  
Curriculum vitae du Personnel proposé

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Nom du Soumissionnaire | | |
| Poste | | |
| Renseignements personnels | Nom | Date de naissance |
|  | Qualifications professionnelles | |
| Employeur actuel | Nom de l’employeur | |
|  | Adresse de l’employeur | |
|  | Téléphone | Contact (responsable / chargé du personnel) |
|  | Télécopie | E-mail |
|  | Emploi tenu | Nombre d’années avec le présent employeur |

Résumer l’expérience professionnelle des 20 dernières années en ordre chronologique inverse. Indiquer l’expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| De | À | Société / Projet / Poste / expérience technique et de gestionnaire pertinente |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Sous-traitants proposés pour les Installations et Services de Montage principaux

Une liste des Installations et Services de Montage principaux est fournie ci-dessous :

Les sous-traitants et / ou fabricants suivants sont proposés pour mener à bien les installations indiquées. Les Soumissionnaires sont libres de proposer plus d'un Sous-traitant pour chaque activité.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Activité** | **Sous-traitants proposés** | **Nationalité** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**Autres – Calendrier**

(à utiliser par le Soumissionnaire lorsque une **Variante de Délai est invitée à l’article 13.2 des IS – Processus à une Etape seulement)**

**Autres – Aspects Commerciaux ou Contractuels des documents d’appel d’offres que le Soumissionnaire souhaiterait discuter avec le Maître d’Ouvrage durant les clarifications**

(à utiliser par le Soumissionnaire – Processus à Deux Etapes seulement)

Formulaire ELI – 1.1 :   
Fiche de renseignements sur le soumissionnaire

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No. AAO : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
| Nom légal du soumissionnaire : |
| Dans le cas d’un groupement d’entreprises (GE), nom légal de chaque partie : |
| Pays où le soumissionnaire est constitué en société : |
| Année à laquelle le soumissionnaire a été constitué en société : |
| Adresse légale du soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société : |
| Renseignements sur le représentant autorisé du soumissionnaire :  Nom :  Adresse :  Numéro de téléphone/de télécopie :  Adresse électronique : |
| 1. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :   Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des article 4.1 et 4.2 des IS.   1. Dans le cas d’un GE, l’accord ou la lettre d’intention de former un accord ainsi que le projet d’accord de groupement, conformément aux dispositions des articles 4.1 et 11.1 des IS Processus en une Etape, ou 11.1 (g) Processus en Deux Etape. 2. 4. Dans le cas d’une entreprise publique du pays du Maître d’Ouvrage, les documents établissant l’autonomie légale et financière et respect des règles de droit commercial, conformément aux dispositions de l’article 4.5 des IS. |
| Veuillez noter qu’une autorisation écrite doit être jointe à ce formulaire tel qu’exigé par l’article 21.2 des IS Processus à une Etape, ou IS 17.2 Processus à Deux Etapes. |

Formulaire ELI – 1.2 :   
 Fiche de renseignements sur chaque Partie d’un GE/ sous-traitants spécialisés

*[A remplir par chaque membre du GE]*

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No. AAO: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
| Nom légal du soumissionnaire : |
| Nom légal de la partie du GE/ du sous-traitant: |
| Pays de constitution en société de la partie du GE/ du sous-traitant: |
| Année de constitution en société de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| Adresse légale de la partie du GE dans le pays de constitution en société : |
| Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GE :  Nom :  Adresse :  Numéro de téléphone/télécopie :  Adresse électronique : |
| 1. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :   Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des articles 4.1 et 4.2 des IS.   1. Dans le cas d’une entreprise publique, documents qui établissent l’autonomie juridique et financière et le respect des règles de droit commercial, conformément aux dispositions de l’article 4.5 des IS. |

Formulaire ANT-2 :   
Antécédents de marchés non exécutés, de litiges en instance et d’antécédents de litiges

*[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Candidat et par chaque partenaire dans le cas d’un GE]*

Nom légal du candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

ou

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification | | | | |
|  Il n’y a pas eu de marché non exécutés depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* stipulé dans le sous-critère 2.2.1.   Marché(s) non exécuté(s) depuis le 1er janvier *[insérer l’année]*, sous-critère 2.2.1 : | | | | |
| Année | Fraction non exécutée du contrat | | Identification du contrat | **Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et montant équivalent $EU ou €)** |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant et pourcentage]* | | Identification du marché :*[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage :*[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Motifs de non-exécution : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]* |  |
| Litiges en instance, en vertu de la Section III, Critères d’évaluation et de qualification | | | | |
| 1. Pas de litige en instance en vertu du sous-critère 2.2.3 2. Litige(s) en instance en vertu du sous-critère 2.2.3 : | | | | |
| **Année du litige** | | **Montant de la réclamation (monnaie)** | **Identification du marché** | **Montant total du marché (monnaie), équivalent en dollars E.U. (taux de change)** |
| *[insérer l’année]* \_\_\_\_\_\_ | | *[indiquer le montant]*  \_\_\_\_\_\_ | Identification du marché : *[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Objet du litige : *[indiquer les principaux points en litige]*  Partie au marché qui a initié le litige *[préciser « le Maître d’Ouvrage » ou « l’Entrepreneur »]*  Instance de règlement : *[préciser conciliation, tribunal d’arbitrage ou tribunal judiciaire]*  Etat présent du litige : *[préciser « en cours », ou « réglé », etc.]* | *[indiquer le montant]*  \_\_\_\_\_\_ |
| \_\_\_\_\_\_ | | \_\_\_\_\_\_ |  | *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* |
|  | |  |  |  |

Formulaire CON – 3  
Déclaration de Performance Environnementale et Sociale

[*Ce formulaire ne doit être utilisé que si les informations soumises au moment de la préqualification nécessitent une mise à jour. Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Soumissionnaire et en cas de groupement, chaque membre de du groupement et chaque sous-traitant spécialisé.]*

*Nom du Soumissionnaire : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement ou du sous-traitant spécialisé : [insérer le nom complet]*

*No et titre du DAO : [insérer le numéro et le titre du DAO]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Déclaration de performance environnementale et sociale  conformément à la Section III, Critères de Qualification, et aux exigences du document de Préqualification | | | |
| 1. Pas de suspension ou résiliation de marché : Il n’y a pas eu de marché suspendu ou résilié ou faisant l’objet de saisie de garantie de performance depuis le 1er janvier [insérer l’année] pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale (ES) comme stipulé à la Section III, Critères de Qualification, Sous-facteur 2.2.5. 2. Déclaration de suspension ou de résiliation du marché : le ou les marché/s suivant/s est/ont fait l’objet de suspension ou résiliation ou de saisie de garantie de performance depuis le 1er janvier [insérer l’année] pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale comme stipulé à la Section III, Critères de Qualification et exigences, sous-facteur 2.2.5. Les détails sont décrits ci-dessous : | | | |
| **Année** | **Partie du contrat suspendue ou résiliée** | **Identification du contrat** | Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD) |
| *[inserer année]* | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat, ainsi que toute autre forme d’identification]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Motif (s) de la suspension ou de la résiliation : [indiquer la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste, infractions d'exploitation sexuelle ou d'agression] | [insérer le montant] |
| *[inserer année]* | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat, ainsi que toute autre forme d’identification]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Motif (s) de la suspension ou de la résiliation : [indiquer la ou les raison (s) principale (s)] | *[inserer Montant ]* |
| *…* | *…* | [Énumérer tous les contrats applicables] … | *…* |
| **Garantie de performance appelée par le Maître d’Ouvrage pour des motifs liés à la performance ES** | | | |
| **Année** | **Identification du contrat** | | Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD) |
| *[inserer année]* | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat et toute autre identification]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Motif (s) de l'appel de la garantie de performance : [indiquez la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste ; infractions d'exploitation ou abus sexuels]. | | *[inserer le Montant]* |

Formulaire CON – 4  
Déclaration relative à l’Exploitation et à l’Abus Sexuel (EAS) et/ou au Harassement Sexuel (HS)

[*Ce formulaire ne doit être utilisé que si les informations soumises au moment de la Préqualification nécessitent une mise à jour. Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Soumissionnaire et en cas de groupement, par chaque membre du groupement et chaque sous-traitant proposés par le Soumissionnaire.]*

*Nom du Soumissionnaire : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement ou du sous-traitant spécialisé : [insérer le nom complet]*

*No et titre du DAO : [insérer le numéro et le titre du DAO]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |
| --- |
| Déclaration EAS et/ou HS  conformément à la Section III, Critères de Qualification, et aux Exigences du document de Préqualification |
| Nous :  (a) n'avons pas fait l'objet d'une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS  (b) avons fait l'objet d'une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS  (c) av`ons fait l'objet d'une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS. Une décision arbitrale sur le cas de disqualification a été rendue en notre faveur. |
| [Si le point (c) ci-dessus est applicable, joindre la preuve d'une décision arbitrale infirmant les conclusions sur les questions sous-jacentes à la disqualification]. |

Formulaire FIN – 3.4 : Charge de Travail / Travaux en Cours

Les Soumissionnaires, ainsi que chacun des membres d’un groupement fourniront les informations au sujet de leurs engagements et charge de travail actuels liés aux marchés qui leur ont été attribués, pour lesquels une notification d’attribution a été reçue, ou en cours d’achèvement mais qui n’ont pas encore fait l’objet d’une réception provisoire.

**Engagements en cours**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **No.** | **Nom du marché** | **Adresse, tel., fax du Maître d’Ouvrage** | **Montant des travaux à achever [équivalent US$]** | **Date d’Achèvement estimé** | **Montant moyen de la facturation mensuelle au cours des 6 derniers mois (US$/mois)** |
| 1 |  |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

Formulaire FIN – 3.1 :   
Situation et Performance financières

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_No. AAO: \_\_\_

A compléter par le soumissionnaire et, dans le cas d’un GE, par chaque partie.

**1. Données financières**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Données financières en *[préciser la monnaie]* | Antécédents pour les \_\_\_\_\_\_ (\_\_) dernières années  (montant en *[préciser la monnaie, le taux de change et le montant]* équivalent en $ E.U.) | | | | |
|  | Année 1 | Année 2 | Année 3 | Année … | Année n |
| Situation financière (Information du bilan) | | | | | |
| Total actif (TA) |  |  |  |  |  |
| Total passif (TP) |  |  |  |  |  |
| Patrimoine net (PN) |  |  |  |  |  |
| Disponibilités (D) |  |  |  |  |  |
| Engagements (E) |  |  |  |  |  |
| Fonds de Roulement (FR) |  |  |  |  |  |
| Information des comptes de résultats | | | | | |
| Recettes totales (RT) |  |  |  |  |  |
| Bénéfices avant impôts (BAI) |  |  |  |  |  |
| Information sur la capacité de financement | | | | | |
| Capacité de financement générée par les activités opérationnelles |  |  |  |  |  |

**2. Sources de Financement**

*[Le tableau suivant est à remplir au sujet du candidat et en cas de groupement, pour toutes les parties combinées]*

Indiquer les sources de financement permettant de satisfaire les besoins de trésorerie liés aux travaux en cours et les engagements de marchés à venir :

|  |  |
| --- | --- |
| Source de financement | Montant (équivalent en US$) |
| 1. |  |
| 2. |  |
| 3. |  |
| 4. |  |

**3. Documents Financiers**

Le candidat, y compris les parties du GE, fournira les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les [*indiquer le nombre]* années conformément aux dispositions de la Section III. Critères d’évaluation et de qualification, paragraphe 2.3. Les états financiers doivent:

1. refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la Partie au GE, et non d’une société affiliée (telle que la maison-mère ou membre d’un groupe)
2. être vérifiés par un expert-comptable agréé conformément à la législation locale ;
3. être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
4. Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)

Formulaire FIN – 3.2  
Chiffre d’Affaires Annuel Moyen

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  No. AAO: \_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Données sur le chiffre d’affaires annuel | | |
| Année | Montant et monnaie | Equivalent US$ |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** |

\* Chiffre d’affaire annuel moyen calculé en tant que total des paiements certifiés pour des travaux en cours ou achevés par le nombre d’années spécifiées à la Section III. Critères d’évaluation et de qualification, sous-critère 2.3.2

Formulaire FIN – 3.3 : Ressources financières

Spécifier les sources de financement, tels que les avoirs liquides, des actifs non grevés ou des lignes de crédit, et autres moyens financiers, net des engagements financiers en cours, disponibles pour les besoins de trésoreries des travaux objet du(es) marché(s) telles que spécifiées à la Section III. Critères d’évaluation et de qualification.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Ressources financières** | | |
| **No.** | **Source de financement** | **Montant (US$ équivalent)** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
|  |  |  |

Formulaire EXP – 4.1 :   
Expérience Générale

*[Ce tableau doit être rempli pour le Candidat et en cas de groupement, pour chaque membre du GE]*

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ No. AAO: \_\_\_\_

*[Identifier les marchés qui démontrent une activité de construction continue au cours des [nombre] dernières années conformément au sous-critère 2.4.1 de la Section III. Critères d’évaluation et de qualification. Fournir une liste de marchés dans l’ordre chronologique à compter de la date de leur démarrage]*

| Mois/  année de départ\* | Mois/  année final(e) | Identification du marché | Rôle du Soumissionnaire |
| --- | --- | --- | --- |
| \_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_ | Nom du marché :  Brève description des Travaux réalisés par le soumissionnaire :  Montant du marché : *[insérer le montant en [préciser la monnaie, le taux de change et l’équivalent en $ E.U.]*  Nom du Maître d’Ouvrage :  Adresse : | *[indiquer « Entrepreneur », « Sous-traitant » ou « Ensemblier »]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Formulaire EXP – 4.2 (a):Expérience Spécifique

*[Le tableau suivant est à remplir pour les marchés exécutés par le Candidat, chaque membre d’un GE, et tout sous-traitant spécialisé]*

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ No. AAO : \_\_\_\_\_\_\_\_

| Numéro de marché similaire : \_\_\_ | Information | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Identification du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| Date d’attribution  Date d’achèvement | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
|  |  | | | |
| Rôle dans le marché | Entrepreneur Principal | Membre d’un GE | Sous-traitant | Ensemblier |
| Montant total du marché | *[insérer le montant en monnaie locale]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | *[insérer le taux de change et l’équivalent total du montant total du marché en $ E.U]*\_\_\_\_\_\_\_ | |
| Dans le cas d’une partie à un GE ou d’un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_% | *[insérer le montant total du marché en monnaie nationale]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | *[insérer le taux de change et le montant total du marché en $* EU]\_\_\_\_\_\_\_ | |
| Nom du Maître d’Ouvrage : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| Adresse :  Numéro de téléphone/télécopie :  Adresse électronique : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |

Formulaire EXP – 4.2 (a) (suite) :   
Expérience spécifique (suite)

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

| No. du marché similaire : | Information |
| --- | --- |
| Description de la similitude conformément au Sous-critère 2.4.2 (a) de la Section III : |  |
| Montant | *[insérer le montant en monnaie locale, le taux de change et l’équivalent en $ E.U]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Taille physique des ouvrages ou nature de travaux requis | [*indiquer la taille physique des ouvrages / nature de travaux]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Complexité | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Méthodes/Technologie | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Taux de construction des activités principales |  |

Formulaire EXP – 4.2 (b)*:*Expérience Spécifique dans les Activités Clé

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GE / sous-traitant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_ No. AAO: \_\_\_\_

|  | Information | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Identification du marché | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| Date d’Attribution  Date d’Achèvement | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| Rôle dans le marché | Entrepreneur | Membre d’in groupement | Ensemblier | Sous-traitant |
| Montant total du marché | \_\_\_ *[insérer le montant total du marché en les monnaies du marché]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | EU\_ [*insérer le taux de change et le montant total du marché en équivalent $E.U.]*\_\_\_\_\_\_\_\_ | |
| Quantité (volume ou taux de production, le cas échéant) mise en œuvre dans le cadre du marché par an (ou toute autre période inférieure à un an) | Quantité totale dans le cadre du marché  (i) | Pourcentage de participation  (ii) | Quantité effective mise en œuvre  (i) x (ii) | |
| 1ère année |  |  |  | |
| 2ème année |  |  |  | |
| 3ème année |  |  |  | |
| 4ème année |  |  |  | |
| Nom du Maître d’Ouvrage : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| Adresse :  Numéro de téléphone/télécopie :  Adresse électronique : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |

Formulaire EXP – 4.2 (b) (suite)  
Expérience spécifique de construction dans les activités principales (suite)

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  | Information |
| --- | --- |
| Description des activités principales conformément au Sous-critère 4.2 (b) de la Section III : |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

2. Activité principale No 2

3. ……….

**Formulaire EXP –2.** **4.2 (c)  
Expérience Spécifique dans la Gestion des Aspects ES**

Nom légal du Soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal du membre du GE : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom légal du sous-traitant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_\_\_ des \_\_\_\_\_\_\_ pages

* + - 1. Exigence Clé n° 1 conformément à l’article 2.4.2 (c) : \_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Identification du Marché |  | | | |
| Date d’Attribution |  | | | |
| Date d’Achèvement |  | | | |
| Rôle dans le Marché | Entrepreneur principal   | Membre d’un GE   | Ensemblier   | Sous-traitant   |
| Montant total du contrat |  | | US$ | |
| Détails de l’expérience pertinente |  | | | |

* + - 1. Exigence clé n° 2 conformément à l’article 2.4.2 (c) : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

3. Exigence clé no 3 conformément à l’alinéa 4.2 c) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |
| --- |
| Modèle de Garantie d’Offre (Garantie bancaire) |

AOI No : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Insérer le numéro de l’Avis d’Appel d’Offres international]*.

**Garant** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Nom et adresse de la banque émettrice et code SWIFT]*

**Bénéficiaire** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Insérer le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage]*

**Date :** *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Insérer la date d’émission]*

**Garantie de soumission No.** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le numéro de référence de la garantie]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du Soumissionnaire*] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») vous a soumis ou a l’intention de vous soumettre son offre pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommée « l’Offre ») en réponse à l’Avis d’Appel d’Offres No \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (« l’AAO »).

En vertu des dispositions du dossier d’Appel d’offres, l’Offre doit être accompagnée d’une garantie d’offre.

A la demande du Soumissionnaire, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l’Offre, à savoir :

1. s’il retire l’Offre pendant la période de validité qu‘il a spécifiée dans le formulaire d’offre ; ou
2. s’il, s’étant vu notifier l’acceptation de l’Offre par le Maître d’Ouvrage pendant la période de validité :
3. ne signe pas le Marché, s’il est tenu de le faire ; ou
4. ne fournit pas la garantie de bonne exécution, ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

La présente garantie expire :

1. si le marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevrons une copie du marché et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ;
2. si le marché n’est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes :
3. lorsque nous recevrons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou
4. trente (30) jours suivant l’expiration de l’Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente Garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Signature**

**Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.**

|  |
| --- |
| Garantie d’Offre  (Cautionnement émis par une compagnie de garantie) |

*[La compagnie de garantie remplit cette garantie d’offre conformément aux indications entre crochets]*

Garantie No *[insérer No de garantie]*

Attendu que *[insérer le nom du Soumissionnaire]* (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a soumis son offre le *[insérer date]* en réponse à l’AO No *[insérer no de l’avis d’appel d’offres]* pour l’exécution de *[insérer description des travaux]* (ci-après dénommée « l’Offre »).

FAISONS SAVOIR par les présentes que NOUS *[insérer le nom de la société de garantie émettrice]* dont le siège se trouve à *[insérer l’adresse de la société de garantie]* (ci-après dénommé « le Garant »), sommes engagés vis-à-vis de  *[insérer nom du Maître d’Ouvrage]* (ci-après dénommé « le Maître d’Ouvrage ») pour la somme de *[insérer le montant en chiffres dans la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible], [insérer le montant en lettres]* que, par les présentes, le Garant s’engage et engage ses successeurs ou assignataires, à régler intégralement audit Maître d’Ouvrage. Certifié par le cachet dudit Garant ce \_\_ jour de \_\_\_\_\_\_ *[insérer date]*

LES CONDITIONS d’exécution de cette obligation sont les suivantes :

1. Si le Soumissionnaire retire son offre avant la date d’expiration de la validité de l’Offre qu’il a spécifiée dans la Lettre de Soumission, ou toute date prorogée par le Maître d’Ouvrage ; ou

2. Si le Soumissionnaire, s’étant vu notifier l’acceptation de son offre par le Maître d’Ouvrage avant la date d’expiration de la validité de l’Offre qu’il a spécifiée dans la Lettre de Soumission, ou toute date prorogée par le Maître d’Ouvrage :

a) ne signe pas ou refuse de signer le marché ; ou

b) ne fournit pas ou refuse de fournir la Garantie de Bonne Exécution, et s’il est tenu de le faire ne fournit pas la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) comme prévu par les Instructions aux soumissionnaires du Dossier d’Appel d’Offres émis par le Maître d’Ouvrage,

nous nous engageons à payer au Maître d’Ouvrage un montant égal au plus au montant stipulé ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d’Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, le Maître d’Ouvrage notera que le montant qu’il réclame lui est dû parce que l’une ou l’autre des conditions susmentionnées ou toutes les deux sont remplies, en précisant laquelle ou lesquelles a ou ont motivé sa requête.

La présente garantie demeure valable jusqu’au vingt-huitième (28ème) jour inclus avant la date d’expiration de la validité de l’Offre spécifiée dans la Lettre de Soumission, ou toute date prorogée par le Maître d’Ouvrage.

EN FOI DE QUOI, le Soumissionnaire et le Garant ont convenu d’exécuter les présentes dispositions en leurs noms respectifs ce \_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 20\_\_.

Le Soumissionnaire :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Le Garant :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(Cachet si possible)

Nom : *[nom complet de la personne signataire]*

Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, *\_\_\_\_\_\_. [insérer date]*

Modèle de Déclaration de Garantie d’Offre

*[Le Soumissionnaire remplit cette garantie d’offre conformément aux indications entre crochets]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l’offre]*

AOI No.: *[insérer le numéro de l’Appel d’Offres]*

Avis d’appel d’offres No.:*[insérer le numéro de l’avis d’Appel d’Offres]*

A l’attention de *[insérer nom complet du Maître d’Ouvrage]*

Nous, soussignés, déclarons que :

1. Nous reconnaissons que les offres doivent être accompagnées d’une déclaration de garantie de l’offre.

2. Nous acceptons que nous ferons l’objet d’une suspension du droit de participer à tout appel d’offres en vue d’obtenir un marché du Maître d’Ouvrage pour une période de *[insérer nombre de mois ou d’années]* commençant le *[insérer date],* si nous n’exécutons pas une des obligations auxquelles nous sommes tenus en vertu de l’Offre, à savoir :

a) si nous retirons l’Offre pendant la période de validité que nous avons spécifiée dans le formulaire d’offre ; ou

b) si nous étant vu notifier l’acceptation de l’Offre par le Maître d’Ouvrage pendant la période de validité, nous (i) ne signons pas le Marché ; ou (ii) ne fournissons pas la garantie de bonne exécution, si nous sommes tenus de le faire ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux soumissionnaires.

3. La présente garantie expirera si le marché ne nous est pas attribué, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours suivant l’expiration de notre Offre.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de la déclaration de garantie de l’offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l’offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du Soumissionnaire]*

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de *\_\_\_\_\_ [Insérer la date de signature]*

[Note : Dans le cas d'un Groupement d’entreprises, la Déclaration de garantie de l'offre doit être au nom de tous les partenaires du groupement d’entreprises qui soumet l'offre.]

Modèle d’Autorisation du Fabricant

Date :

AOI No. :

Avis d’appel d’offres No. :

A: *[nom du Maître d’Ouvrage]*

ATTENDU QUE :

*[Nom du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[nom et/ou description des fournitures]* ayant nos usines *[adresse de l’usine]*

Nous autorisons par la présente *[nom et adresse de l’Agent]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l’Appel d’Offres No *[référence à l’Appel d’Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 27 du Cahier des Clauses générales pour les fournitures offertes par l’Entrepreneur ci-dessus pour cet Appel d’Offres.

*[signature pour et au nom du Fabriquant]*

Note: La présente lettre doit être présentée sur entête de lettre du Fabriquant et signée par une personne dûment habilitée pour engager légalement le Fabricant. Elle doit être incluse dans l’offre du Soumissionnaire, si cela est demandé dans les DPAO.

Section V. Pays éligibles

Eligibilité en matière de passation des marchés de fournitures, travaux et services financés par la Banque mondiale.

Conformément au paragraphe 1.8 des “Directives: Passation des Marchés financés par les Prêts de la BIRD et les Crédits de l’AID”, la Banque permet aux firmes et aux individus ressortissants de tout pays, de soumissionner pour la fourniture de biens, travaux et services sur les projets qu’elle finance. Toutefois, les firmes ressortissant d’un pays, ou les biens fabriqués dans ce pays, peuvent être exclus si:

Para 1.10 a) i): la loi ou la réglementation du pays de l’Emprunteur interdit les relations commerciales avec ledit pays, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence pour la fournitures des biens ou l’exécution des travaux demandés, ou

Para 1.10 a) ii): en application d’une Décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l’Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance dudit pays ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.

2. Aux fins d’information des emprunteurs et des soumissionnaires, les firmes, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles pour concourir dans le cadre de ce projet :

a) au titre du paragraphe 1.10 a) i) des Directives:

[insérer la liste des pays inéligibles ou indiquer « néant »]

b) au titre du paragraphe 1.10 a) ii) des Directives:

[insérer la liste des pays inéligibles ou indiquer « néant »]]

Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption

#### Directives de Passation des marches de biens, travaux et services (autres que les services de consultants) finances par les prêts de la BIRD, et les dons et crédits de l’AID aux Emprunteurs de la Banque mondiale, Janvier 2011 :

« **Fraude et Corruption**

|  |
| --- |
| 1.16 La Banque a pour principe, dans le cadre des marchés qu’elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses prêts) ainsi qu’aux soumissionnaires, fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d’observer, lors de la passation et de l’exécution de ces marchés, les règles d’éthique professionnelle les plus strictes[[31]](#footnote-31). En vertu de ce principe, la Banque   1. aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :   (i) est coupable de “corruption” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur l’action d’une autre personne ou entité ;  le terme « une autre personne ou entité» fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l’attribution ou de l’exécution d’un marché public et inclut le personnel de la Banque et les employés d’autres organisations qui prennent des décisions relatives à la passation de marchés ou les examinent;  (ii) se livre à des «manœuvres frauduleuses» quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave,ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation (le terme «personne » ou « entité» fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l’attribution ou de l’exécution d’un marché public; les termes « avantage » et « obligation » se réfèrent au processus d’attribution ou à l’exécution du marché, et le terme « agit » se réfère à toute action ou omission destinée à influer sur l’attribution du marché ou son exécution);  (iii) se livrent à des «manœuvres collusoires» les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l’action d’autres personnes ou entités (le terme « personnes ou entités » fait référence à toutes les personnes ou entités qui participent au processus d’attribution des marchés, soit en tant qu’ attributaires potentiels, soit en tant qu’agents publics, et entreprennent d’établir le montant des offres à un niveau artificiel et non compétitif et qui tentent soit elles-mêmes, soit par l’intermédiaire d’une personne ou entité ne participant pas au processus de passation des marchés, de simuler la concurrence ou de fixer le montant des offres à un niveau artificiel ou non-compétitif , ou qui se tiennent au courant du montant ou des autres conditions de leurs offres respectives) ;  (iv) se livre à des «manœuvres coercitives» quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions (le terme « personne » fait référence à toute personne qui participe au processus d’attribution des marchés ou à leur exécution); et  (v) et se livre à des « manœuvres obstructives »  (aa) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace,harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou  (bb) celui qui entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’examen tel que stipulé au paragraphe 1.16 (e) ci-dessous; et   1. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, ou s’est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché; 2. déclarera la passation du marché non-conforme et annulera la fraction du prêt allouée à celui-ci si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur ou d’un bénéficiaire du prêt s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires ou coercitives pendant la procédure de passation du marché ou l’exécution du marché sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d’informer la Banque lorsqu’il a eu connaissance de telles manœuvres; 3. sanctionnera une entreprise ou un individu, à tout moment et conformément aux procédures de sanctions de la Banque[[32]](#footnote-32), y compris en déclarant publiquement l’exclusion de l’entreprise ou de l’individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de toute attribution des marchés financés par la Banque, et (ii) de toute désignation[[33]](#footnote-33) comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services d’une entreprise par ailleurs éligible à l’attribution d’un marché financé par la Banque ; 4. pourra exiger que les dossiers d’appel d’offres et les marchés financés par la Banque contiennent une disposition requérant des soumissionnaires, fournisseurs et entrepreneurs qu’ils autorisent la Banque à examiner les documents et pièces comptables et autres documents relatifs à la soumission de l’offre et à l’exécution du marché et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque. |

DEUXIÈME PARTIE

Exigences du Maître d’Ouvrage

|  |
| --- |
| Section VII. Spécifications |

Table des matières

[Description des Installations et Services de Montage à fournir par l’Entrepreneur 185](#_Toc107421724)

[Spécifications 186](#_Toc107421725)

[Exigences Environnementales et Sociales (ES) 188](#_Toc107421726)

[Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé 189](#_Toc107421727)

[Formulaires et Procédures 191](#_Toc107421728)

[Modèle de Certificat d’Achèvement 192](#_Toc107421729)

[Modèle de Certificat de Réception Opérationnelle 193](#_Toc107421730)

[Procédures concernant les Ordres de Modification 194](#_Toc107421731)

[Plans 207](#_Toc107421732)

[Renseignements Supplémentaires 208](#_Toc107421733)

Description des Installations et Services de Montage à fournir par l’Entrepreneur

Spécifications

***Notes pour la préparation des « Exigences du Maître d’Ouvrage »***

*Pour que les marchés de conception, de fourniture* *et d’installation financés* *par la Banque puissent être passés par le biais d’appel d’offres internationaux, les exigences du Maître d’Ouvrage doivent être établies de manière à permettre la concurrence la plus large possible et, en même temps, présenter un énoncé clair des normes requises en matière de fabrication, de matériaux et de performance des Installations. Ce n’est que si cela est fait que les objectifs d’économie, d’efficacité, d’équité et de transparence dans les marchés publics seront atteints, que la conformité des soumissions sera assurée et que la tâche ultérieure d’évaluation des Offres sera facilitée.*

*Dans une approche de conception, de fourniture et d’installation, la conception doit être faite par l’Entrepreneur. Aucune spécification technique détaillée comme c’est la pratique normale n’est élaborée à l’étape préalable à l’appel d’offres. Cependant, le Maître d’Ouvrage sait et doit savoir ce qu’il veut et doit communiquer ses besoins aux Soumissionnaires. Par conséquent, cette section sur les exigences du Maître d’Ouvrage remplace les spécifications techniques habituelles d’une approche plus traditionnelle.*

*Bien que cette section du document d’appel d’offres devrait s’efforcer de définir les exigences du Maître d’Ouvrage aussi précisément que possible, il faut veiller à éviter de trop spécifier les détails dans la mesure où la flexibilité et les avantages potentiels associés à un marché de conception, de fourniture et d’installation sont sérieusement érodés ou menacés.*

*Lors de la rédaction des exigences de l’employeur, il faut veiller à ce que les exigences ne soient pas restrictives. Les normes internationales reconnues devraient être utilisées autant que possible pour la description des fournitures, des matériaux et de la fabrication. Lorsque d’autres normes particulières sont spécifiées, qu’il s’agisse de normes nationales du Pays* *de l’Emprunteur ou d’autres normes, il convient de préciser que les fournitures, les matériaux et la fabrication répondant à d’autres normes faisant autorité et qui promettent d’assurer une qualité égale ou supérieure aux normes spécifiées seront également acceptables. Lorsqu’un nom de marque d’un produit est spécifié, il doit toujours être qualifié avec les termes « ou équivalent ».*

*Pour un marché de conception, de fourniture et d’installation, aucun dessin détaillé ne serait généralement disponible* à *l’étape du processus d’appel d’offres.* *Il serait toutefois utile d’inclure les dessins conceptuels appropriés* *pour compléter ou aider à expliquer la notion générale des besoins du Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage doit préciser les exigences environnementales, sociales, d’hygiène et de sécurité, le cas échéant.*

*Toute exigence technique en matière d’acquisition durable doit être clairement spécifiée. Veuillez consulter le Règlement sur les marchés publics pour les Emprunteurs de PFI et les directives sur les acquisitions durables de la Banque pour plus d’informations.* *Les exigences en matière d’acquisitions durables sont précisées pour permettre l’évaluation d’une telle exigence.* *Afin d’encourager* l’innovation *des Soumissionnaires* *dans la prise en compte des exigences en matière d’acquisition durable, à condition que les critères d’évaluation des soumissions précisent le mécanisme d’ajustement monétaire aux fins des comparaisons des Offres, les Soumissionnaires peuvent être invités à offrir des Installations qui dépasse les exigences minimales spécifiées en matière d’acquisition durable.*

*Lorsque les Soumissionnaires sont invités à soumettre des solutions techniques variantes pour des parties spécifiées des Installations, de telles parties doivent être décrites dans ces Spécifications.*

Exigences Environnementales et Sociales (ES)

*[L’équipe du Maître d’Ouvrage qui prépare les exigences ES devrait inclure des Spécialistes qualifiés dans le domaine Environnemental et Social.*

*Les exigences ES devraient être préparées de manière à ne pas être en conflit avec les Conditions Générales (et le cas échéant avec les Conditions Particulières correspondantes du Marché) et les autres parties des Spécifications.*

Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé

*[****Remarque: Insérez dans le tableau suivant, le minimum de spécialistes clés requis pour exécuter le marché, en tenant compte de la nature, de la portée, de la complexité et des risques du marché****.]*

*Lorsque que les risques EAS d’un Projet sont évalués élevés, le Maître d’Ouvrage doir employer un/des expert/s dans le domaine de l’Exploitation et des Abus Sexuels.]*

**Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Point No** | **Position/spécialisation** | **Qualifications académiques pertinentes** | **Minimum d’années d’expérience pertinente de travail** |
| *1* | *[Représentant de l’Entrepreneur]* |  |  |
| *2.* | *[Responsable de la Construction]* |  |  |
| *3* | [… Spécifier tout autre personnel clé selon le cas] |  |  |
| *3.* | [Spécialiste environnemental] | (ex. diplôme dans le domaine environnemental] | [ex. nombre d’années de travail dans un environnement de travaux similaires |
| *5.* | [Spécialiste de l’hygiène et de la sécurité] |  |  |
| *6.* | *Expert en Exploitation, Abus Sexuels (EAS) et Harcèlement Sexuel (HS)*  *[Lorsque les rioques EAS d’un projet sont évalués substantiels ou élevés, le Personnel Clé doit inclure un expert ayant une expérience pertinente dans la lutte contre l’Exploitation Sexuelle, les Abus Sexuels et les cas de Harcèlement Sexuel]* |  | *[p. ex., 5 ans de suivi et de gestion des risques liés à la violence sexiste, dont trois (3) ans d’expérience pertinente dans la lutte contre les questions liées à l’Exploitation Sexuelle, les Abus Sexuels et le Harcèlement Sexuel]* |
| *7* | *[Modifier/ajouter d’autres personnes au besoin]* |  |  |

Formulaires et Procédures

Modèle de Certificat d’Achèvement

Date :

Marché No :

*[nom du Marché]*

A : *[nom et adresse de l’Entrepreneur]*

Mesdames/Messieurs,

Conformément à la Clause 24 du CCAG du Marché conclu entre vous-mêmes et le Maître d’Ouvrage à la date du *[date]*, et relatif à *[brève description des Installations]*, nous vous notifions par la présente que les parties des Installations suivantes ont été achevées à la date ci-dessous indiquée, et qu’en conformité avec les conditions du Marché, le Maître d’Ouvrage se voit transférer la responsabilité desdites parties des Installations, le soin de veiller sur elles, d’en assurer la garde, et d’en supporter le risque de perte y afférent à compter de ladite date.

1. Description des Installations ou des parties des Installations concernées : *[description]*

2. Date d’achèvement : *[date]*

Vous devez néanmoins achever dès que possible les parties en cours d’exécution énumérées dans le document joint.

La présente lettre ne vous dégage pas de votre obligation d’achever l’exécution des Installations selon les termes du Marché, ni de vos obligations au titre de la période de garantie.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l’expression de nos sentiments les meilleurs.

Titre

(Directeur de projet)

Modèle de Certificat de Réception Opérationnelle

Date :

Marché No :

*[nom du Marché]*

A : *[nom et adresse de l’Entrepreneur]*

Mesdames/Messieurs,

Conformément à la Sous-Clause 25.3 du CCAG du Marché conclu entre vous-mêmes et le Maître d’Ouvrage à la date du *[date]*, et relatif à *[brève description des Installations]*, nous vous notifions par la présente que les garanties de performance des parties des Installations suivantes ont été satisfaites à la date ci-dessous indiquée.

1. Description des Installations ou des parties des Installations concernées : *[description]*

2. Date de réception opérationnelle : *[date]*

La présente lettre ne vous dégage pas de votre obligation d’achever l’exécution des Installations selon les termes du Marché, ni de vos obligations au titre de la période de garantie.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l’expression de nos sentiments les meilleurs.

Titre

(Directeur de projet)

Procédures concernant les Ordres de Modification

Date :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Marché No :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

SOMMAIRE

1. Généralités

2. Tableau de suivi des ordres de modification

3. Référencement des modifications

ANNEXES

Annexe 1 Demande de proposition de modification

Annexe 2 Devis d’établissement de proposition de modification

Annexe 3 Acceptation de devis

Annexe 4 Proposition de modification

Annexe 5 Ordre de modification

Annexe 6 Ordre de modification en attente d’accord

Annexe 7 Suggestion de proposition de modification

**Procédures concernant les Ordres de Modification**

**1.** **Généralités**

Cette section décrit la procédure de mise en œuvre des modifications des Installations pendant l’exécution du Marché conformément à la Clause 39 du CCAG du Marché.

**2.** **Tableau de suivi des ordres de modification**

L’Entrepreneur tiendra à jour un tableau de suivi des ordres de modification permettant de suivre le statut des demandes de modification et des modifications approuvées ou en attente d’accord (Annexe 8). La saisie des modifications dans ce tableau devra être effectuée de façon à assurer un suivi régulier. L’Entrepreneur joindra une copie du tableau de suivi des ordres de modification au rapport d’avancement mensuel soumis au Maître d’Ouvrage.

**3. Référencement des modifications**

1) Les demandes de modification décrites dans la Clause 39 du CCAG seront numérotées séquentiellement CR-X-nnn.

2) Les devis d’établissement de proposition de modification décrits dans la Clause 39 du CCAG seront numérotés séquentiellement CN-X-nnn.

3) Les acceptations de devis décrites dans la Clause 39 du CCAG seront numérotées séquentiellement CA-X-nnn.

4) Les propositions de modification décrites dans la Clause 39 du CCAG seront numérotées séquentiellement CP-X-nnn.

5) Les ordres de modification décrits dans la Clause 39 du CCAG seront numérotés séquentiellement CO-X-nnn.

Note : a) Les demandes de modification émises par le siège et les représentants sur le site du Maître d’Ouvrage porteront les références respectives suivantes :

Siège CR-H-nnn

Site CR-S-nnn

b) Le numéro ci-dessus « nnn » est le même pour la demande de modification, le devis d’établissement de proposition de modification, l’acceptation de devis, la proposition de modification et l’ordre de modification.

**Annexe 1. Demande de Proposition de Modification**

(Papier à en-tête du Maître d’Ouvrage)

Date :

A : *[nom et adresse de l’Entrepreneur]*

A l’attention de : *[nom et titre]*

Nom du Marché : *[Nom du Marché]*

Marché No : *[Marché No]*

Mesdames/Messieurs,

Dans le cadre du Marché susmentionné, nous vous demandons d’élaborer et de soumettre dans les *[nombre]* jours suivant la date de cette lettre *[au plus tard le (date)]* une proposition de modification pour la modification précisée ci-après en appliquant les instructions suivantes :

1. Titre de la modification : *[titre]*

2. Demande de modification No/rév. : *[nombre]*

3. Demandeur de la modification : Maître d’Ouvrage : *[nom]*

Constructeur (suggestion de proposition de modification No *[nombre]*[[34]](#footnote-34)) : *[nom]*

4. Brève description de la modification : *[description]*

5. Installations et/ou no de l’élément concernés par la modification demandée : *[description]*

6. Dessins et/ou documents techniques de référence pour la demande de modification

Dessin No/Document No Description

7. Conditions détaillées ou exigences spéciales relatives à la modification demandée : *[description]*

8. Termes et conditions - généralités :

a) Veuillez nous soumettre votre devis en indiquant les conséquences de la modification demandée sur le prix du Marché.

b) Votre devis devra mentionner la demande éventuelle d’un délai supplémentaire pour l’exécution de la modification demandée.

c) Si vous avez une opinion négative quant à l’adoption de la modification demandée en raison de problèmes de conformité aux autres dispositions du Marché ou de problèmes de sécurité des matériels ou des Installations, veuillez nous en informer dans votre proposition.

d) Toute augmentation ou diminution du travail de l’Entrepreneur en terme de personnel devra être calculée.

e) L’exécution du travail correspondant à la modification demandée pourra commencer après acceptation et confirmation de son montant et de sa nature par écrit.

(nom du Maître d’Ouvrage)

(signature)

(nom du signataire)

(titre du signataire)

**Annexe 2. Devis d’Etablissement de Proposition de Modification**

(Papier à en-tête de l’Entrepreneur)

Date :

A : *[nom et adresse du Maître d’Ouvrage]*

A l’attention de : *[nom et titre]*

Nom du Marché : *[nom du Marché]*

Marché No : *[Marché N*o*]*

Mesdames/Messieurs,

En référence à votre demande de proposition de modification, nous avons le plaisir de vous notifier le coût approximatif de l’élaboration de la proposition de modification ci‑dessous référencée conformément à la Clause 39.2.1 du CCAG du Marché. Nous vous confirmons savoir que votre accord sur le coût d’élaboration de la proposition de modification conformément à la Clause 39.2.2 du CCAG est un préalable à l’estimation du coût de la modification elle-même.

1. Titre de la modification : *[titre]*

2. Demande de modification No/rév. : *[nombre]*

3. Brève description de la modification : *[description]*

4. Conséquences prévues de la modification : *[description]*

5. Coût d’élaboration de la proposition de modification : *[coût]*[[35]](#footnote-35)

a) Ingénierie (montant)

i) Ingénieur h x taux horaire =

ii) Dessinateur h x taux horaire =

Sous-total h

Coût total de l’ingénierie

b) Autres coûts

Coût total a) + b)

(nom de l’Entrepreneur)

(signature)

(nom du signataire)

(titre du signataire)

**Annexe 3. Acceptation de Devis**

(Papier à en-tête du Maître d’Ouvrage)

Date :

A : *[nom et adresse de l’Entrepreneur]*

A l’attention de : *[nom et titre]*

Nom du Marché : *[nom du Marché]*

Marché No : *[Marché No]*

Mesdames/Messieurs,

Par les présentes, nous acceptons votre devis d’établissement de proposition de modification et vous donnons notre accord pour l’élaboration de la proposition de modification.

1. Titre de la modification : *[titre]*

2. Demande de modification No/rév. : *[No/rév.]*

3. Devis d’établissement de proposition de No/rév. : *[N*o.*/rév.]*

4. Acceptation de devis No/rév. : *[N*o*/rév.]*

5. Brève description de la modification : *[description]*

6. Autres termes et conditions : si nous décidons de ne pas ordonner la modification acceptée, vous aurez droit, conformément à la Clause 39 du CCAG du marché, à une indemnisation du coût d’élaboration de la proposition de modification décrite dans votre devis d’établissement de proposition de modification indiqué au paragraphe 3 ci-dessus.

(nom du Maître d’Ouvrage)

(signature)

(nom et titre du signataire)

**Annexe 4. Proposition de Modification**

Date :

A : *[nom et adresse du Maître d’Ouvrage]*

A l’attention de : *[nom et titre]*

Nom du Marché : *[nom du Marché]*

Marché No : *[Marché N*o*]*

Mesdames/Messieurs,

En réponse à votre demande de proposition de modification No *[nombre]*, nous vous soumettons la proposition suivante :

1. Titre de la modification : *[titre]*

2. Demande de modification No/rév. : *[No/rév.]*

3. Demandeur de la modification : Maître d’Ouvrage : *[nom]*

Constructeur : *[nom]*

4. Brève description de la modification : *[description]*

5. Raisons de la modification : *[raison]*

6. Installations et/ou partie des Installations concernées par la modification demandée : *[installations]*

7. Dessins et/ou documents techniques de référence relatifs à la modification demandée :

Dessin No/Document No Description

8. Estimation de l’augmentation ou de la diminution du prix du Marché résultant de la proposition de modification :[[36]](#footnote-36)

(montant)

a) Matériaux directs

b) Grands équipements de construction

c) Main-d’œuvre directe sur le chantier (total \_\_\_\_\_\_ h)

d) Contrats de sous-traitance

e) Matériaux et main-d’œuvre indirects

f) Supervision du site

g) Salaires de l’équipe technique du siège

Ingénieur procédés h x taux horaire

Ingénieur projet h x taux horaire

Ingénieur équipements h x taux horaire

Approvisionnement h x taux horaire

Dessinateurs h x taux horaire

TOTAL h

h) Frais divers (informatique, déplacements, etc.)

i) Frais généraux de gestion : \_\_\_\_\_\_ % des postes

j) Impôts et droits de douane

Somme forfaitaire totale pour la proposition de modification

*[somme des postes (a) à (j)]*

Coût d’élaboration du devis d’établissement de la proposition de modification

*[payable en cas de rejet de la proposition de modification]*

9. Prorogation de la date d’achèvement liée à la proposition de modification

10. Conséquences sur les garanties de performance

11. Conséquences sur les autres termes et conditions du Marché

12. Durée de validité de cette proposition *[nombre]* :. jours après réception de la proposition par le Maître d’Ouvrage

13. Autres termes et conditions de cette proposition de modification :

a) Nous vous demandons de nous notifier par écrit votre acceptation, votre analyse ou votre rejet de cette proposition détaillée de modification dans les *[nombres]* jours suivant la réception de la proposition.

b) Le montant de toute augmentation ou diminution sera pris en compte dans l’ajustement du prix du Marché.

c) Coût pour l’Entrepreneur de l’élaboration de cette proposition de modification :[[37]](#footnote-37)

(nom de l’Entrepreneur)

(signature)

(nom du signataire)

(titre du signataire)

**Annexe 5. Ordre de Modification**

(Papier à en-tête du Maître d’Ouvrage)

Date :

A : *[nom et adresse de l’Entrepreneur]*

A l’attention de : *[nom et titre]*

Nom du Marché : *[nom du Marché]*

Marché No : *[Marché N*o*]*

Mesdames/Messieurs,

Nous approuvons l’ordre de modification concernant le travail de la proposition de modification No *[nombre]*, et vous donnons notre accord pour ajuster le Prix du Marché, la date d’achèvement et/ou toute autre condition du Marché conformément à la Clause 39 du CCAG du Marché.

1. Titre de la modification : *[titre]*

2. Demande de modification No/rév. : *[N*o*/rév.]*

3. Ordre de modification No/rév. : *[N*o*/rév.]*

4. Demandeur de la modification : Maître d’Ouvrage : *[nom]*

Constructeur : *[nom]*

5. Prix autorisé :

Référence No : *[nombre]* Date : *[date]*

Partie en monnaie étrangère *[montant]* plus partie en monnaie locale *[montant]*

6. Ajustement de la date d’achèvement

Aucun Augmentation : *[nombre]* jours Diminution : *[nombre]* jours

7. Autres conséquences éventuelles

Autorisé par : Date :

(Maître d’Ouvrage)

Accepté par : Date :

(Constructeur)

**Annexe 6. Ordre de Modification en Attente d’Accord**

(Papier à en-tête du Maître d’Ouvrage)

A : *[nom et adresse de l’Entrepreneur]*

A l’attention de : *[nom et titre]*

Nom du Marché : *[nom du Marché]*

Marché No : *[Marché N*o*]*

Mesdames/Messieurs,

Nous vous demandons d’exécuter le travail décrit dans la proposition de modification précisée ci-dessous conformément à la Clause 39 du CCAG du Marché.

1. Titre de la modification : *[titre]*

2. Demande de proposition de modification du Maître d’Ouvrage No/rév. : *[N*o*/rév.]* datée : *[date]*

3. Proposition de modification de l’Entrepreneur No/rév. : *[N*o*/rév.]* datée : *[date]*

4. Brève description de la modification : *[description]*

5. Installations et/ou partie des Installations concernées par la modification demandée : *[installations]*

6. Dessins et/ou documents techniques de référence pour la modification demandée :

Dessin No/Document No Description

7. Ajustement de la date d’achèvement :

8. Autres modifications des termes du marché :

9. Autres termes et conditions :

(nom du Maître d’Ouvrage)

(signature)

(nom du signataire)

(titre du signataire)

**Annexe 7. Suggestion de Proposition de Modification**

(Papier à en-tête de l’Entrepreneur)

Date :

A : *[nom et adresse du Maître d’Ouvrage]*

A l’attention de : *[nom et titre]*

Nom du Marché : *[nom du Marché]*

Marché No : *[Marché N*o*]*

Mesdames/Messieurs,

Par les présentes, nous vous proposons d’exécuter le travail ci-dessous mentionné en tant que modification des Installations.

1. Titre de la modification : *[titre]*

2. Suggestion de proposition de modification No/rév. : *[N*o*/rév.]* datée : *[date]*

3. Brève description de la modification : *[description]*

4. Raisons de la modification :

5. Estimation du coût (en monnaies du Marché) :

6. Conséquences prévues de la modification :

7. Conséquences éventuelles sur les garanties de performance :

8. Annexe :

(nom de l’Entrepreneur)

(signature)

(nom du signataire)

(titre du signataire)

Plans

Renseignements Supplémentaires

TROISIÈME PARTIE  
Marché

# 

|  |
| --- |
| Section VIII. Cahier des Clauses Administratives Générales |

## Table des clauses

[1. Définitions 213](#_Toc107421479)

[2. Documents contractuels 216](#_Toc107421480)

[3. Interprétation 217](#_Toc107421481)

[4. Communications 218](#_Toc107421482)

[5. Droit applicable et Langue 219](#_Toc107421483)

[6. Fraude et Corruption 219](#_Toc107421484)

[7. Etendue des prestations 219](#_Toc107421485)

[8. Dates de Démarrage et d’Achèvement 220](#_Toc107421486)

[9. Responsabilités de l’Entrepreneur 220](#_Toc107421487)

[10. Responsabilités du Maître d’Ouvrage 222](#_Toc107421488)

[11. Montant du Marché 224](#_Toc107421489)

[12. Conditions de Paiement 224](#_Toc107421490)

[13. Garanties 225](#_Toc107421491)

[14. Impôts et taxes 226](#_Toc107421492)

[15. Licence et Usage des Informations Techniques 227](#_Toc107421493)

[16. Informations Confidentielles 227](#_Toc107421494)

[17. Représentants 228](#_Toc107421495)

[18. Programme des travaux 231](#_Toc107421496)

[19. Sous-traitance 233](#_Toc107421497)

[20. Conception et ingénierie 234](#_Toc107421498)

[21. Acquisition des Matériels et Equipements 236](#_Toc107421499)

[22. Montage 238](#_Toc107421500)

[23. Essais et Inspections 252](#_Toc107421501)

[24. Achèvement des Installations 254](#_Toc107421502)

[25. Mise en Service et Réception Opérationnelles 256](#_Toc107421503)

[26. Garantie du Délai d’Achèvement 260](#_Toc107421504)

[27. Période de Garantie 261](#_Toc107421505)

[28. Garanties Opérationnelles 264](#_Toc107421506)

[29. Obligation d’Indemnisation en cas de contrefaçon de brevet 265](#_Toc107421507)

[30. Limite de Responsabilité 266](#_Toc107421508)

[31. Transfert de Propriété 266](#_Toc107421509)

[32. Entretien et Garde des Installations 267](#_Toc107421510)

[33. Pertes ou Dommages Matériels ; Accidents du Travail ; Indemnisation 269](#_Toc107421511)

[34. Assurances 270](#_Toc107421512)

[35. Conditions Imprévisibles 273](#_Toc107421513)

[36. Modification des Législations et Réglementations 274](#_Toc107421514)

[37. Force Majeure 274](#_Toc107421515)

[38. Risques de guerre 276](#_Toc107421516)

[39. Modification des Installations 278](#_Toc107421517)

[40. Prolongation du Délai d’Achèvement 281](#_Toc107421518)

[41. Suspension 283](#_Toc107421519)

[42. Résiliation 285](#_Toc107421520)

[43. Cession 292](#_Toc107421521)

[44. Restrictions d’Exportation 292](#_Toc107421522)

[45. Réclamations de l’Entrepreneur 292](#_Toc107421523)

[46. Litiges et Arbitrage 294](#_Toc107421524)

**Cahier des Clauses Administratives Générales**

* + 1. Marché et interprétation

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Définitions | 1.1 Les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est attribuée ci-après :  Le terme « **Marché** » désigne le marché conclu entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, ainsi que les documents contractuels qui y sont visés ; ces documents constitueront le Marché, et le terme « Marché » sera interprété de la même manière dans tous ces documents.  L’expression « **Documents Contractuels** » désigne les documents énumérés à l’Article 1.1 (Documents contractuels) du Marché (y compris toutes leurs modifications).  L’abréviation « **CCAG** » signifie Cahier des Clauses Administratives Générales, objet des présentes clauses.  L’abréviation « **CCAP** » signifie Cahier des Clauses Administratives Particulières.  Le terme « **jour**» signifie jour calendaire du calendrier grégorien.  Le terme « **mois** » signifie mois calendaire du calendrier grégorien.  Le terme « **année** » signifie 365 jours  L’expression « **Maître d’Ouvrage** » désigne la personne nommée ès qualité, et inclut les successeurs légaux ou cessionnaires autorisés du Maître d’Ouvrage.  L’expression « **Directeur de projet** » désigne la personne nommée par le Maître d’Ouvrage de la manière prévue à la Clause 17.1 du CCAG des présentes, et désignée nommément dans le CCAP à l’effet d’exécuter les missions confiées par le Maître d’Ouvrage.  L’expression « **Entrepreneur** » désigne la ou les personnes dont l’offre pour exécuter le Marché a été acceptée par le Maître d’Ouvrage, et qui figure(nt) en tant que tel(les) dans le Marché, et inclut les successeurs légaux ou cessionnaires autorisés de l’Entrepreneur.  L’expression « **Représentant de l’Entrepreneur** » désigne toute personne nommée par l’Entrepreneur, nommément désignée dans le CCAP et approuvée par le Maître d’Ouvrage de la manière prévue à la Clause 17.2 du CCAG chargée de mener à bien les missions déléguées par l’Entrepreneur.  Le terme « **Sous-traitant** », y compris les fournisseurs, désigne toute personne à laquelle une partie des Installations est directement ou indirectement déléguée par l’Entrepreneur, y compris l’élaboration de toute étude de conception et de réalisation ou la fourniture de tous Matériels et Equipements, et inclut ses successeurs légaux ou cessionnaires autorisés.  Le « **Comité de Règlement des Différends** » est la personne (ou les personnes) désignée(s) comme tel dans le CCAP, nommée(s) d’un commun accord par le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur pour résoudre les litiges en premier recours conformément aux dispositions figurant dans la Sous-Clause 46.1 [Désignation et constitution du Comité de Règlement des Différends].  L’expression « **la Banque** » désigne l’institution financière définie dans le CCAP.  L’expression « **Montant du Marché** » désigne le montant fixé à l’Article 2 (Montant du Marché) de l’Acte d’engagement, sous réserve des augmentations, réajustements ou réductions qui pourront y être apportés en vertu du Marché.  Le terme « **Installations** » désigne les matériels et équipements à fournir et à monter, de même que les Services de montage que l’Entrepreneur doit exécuter en vertu du Marché.  L’expression « **Matériels et Equipements** » désigne les fournitures, matériels, équipements, machines, dispositifs, éléments et choses de toutes sortes que l’Entrepreneur devra fournir et incorporer de manière permanente en vertu du Marché (y compris les pièces détachées que l’Entrepreneur devra fournir en vertu de la Sous-Clause 7.3 du CCAG), mais à l’exclusion des équipements de l’Entrepreneur.  L’expression « **Services de Montage** » désigne les prestations accessoires à la fourniture des Matériels et Equipements que l’Entrepreneur devra fournir en vertu du Marché, c’est-à-dire le transport, la fourniture des assurances marines ou d’autres assurances similaires, l’inspection, les services d’expédition., les travaux de préparation du site (y compris la fourniture et l’utilisation des équipements de l’Entrepreneur, et la fourniture de tout le matériel de construction nécessaire), le montage, les essais, la mise en service préliminaire, la mise en service, l’exploitation, la maintenance, la fourniture des manuels d’exploitation et de maintenance, la formation, etc.  L’expression « **Equipements de l’Entrepreneur** » désigne toutes machines, installations, équipements, machines, outils, appareils, instruments ou choses nécessaires à l’Installation, à l’achèvement et à la maintenance des Installation que l’Entrepreneur devra fournir, mais à l’exclusion des Matériels et Equipements, ainsi que toutes autres choses devant faire partie ou faisant partie des Installations.  « **Pays d’Origine** » signifie les pays et territoires répondant aux critères d’origine dans le cadre des Directives de la Banque comme stipulé dans le CCAP.  Le terme « **Site** » désigne le terrain et les autres lieux sur lesquels les Installations doivent être montées, et tels autres lieux et endroits que le Marché peut désigner comme faisant partie du site.  L’expression « **Date d’Entrée en Vigueur** » désigne la date à laquelle toutes les conditions énoncées à l’Article 3 (Date d’Entrée en Vigueur) de l’Acte d’Engagement ont été remplies et qui détermine la Date d’Achèvement.  L’expression « **Délai d’Achèvement** » désigne le délai dans lequel les Installations dans leur ensemble (ou une partie des Installations lorsqu’un Délai d’Achèvement spécifique a été fixé pour cette partie) doivent être achevées conformément au CCAP et aux dispositions correspondantes du Marché.  Le terme « **Achèvement** » signifie que les Installations (ou une partie spécifique des Installations lorsque des parties spécifiques sont expressément mentionnées dans le CCAP) ont été achevées opérationnellement et structurellement, qu’elles ont été rangées et remises en état de propreté, et que tous les travaux relatifs à la Mise en service préliminaire des Installations ou de telle partie spécifique des Installations ont été achevés, ce qui revient à dire que les Installations, ou une partie spécifique des Installations, sont prêtes pour la Mise en service conformément à la Clause 24 du CCAG.  L’expression « **Mise en Service Provisoire** » désigne les essais, la vérification et les autres exigences mentionnées dans les Spécifications techniques que l’Entrepreneur doit effectuer pour préparer la Mise en service conformément à la Clause 24 du CCAG.  L’expression « **Mise en Service Opérationnelle** » désigne la mise en exploitation des Installations ou de toute partie des Installations postérieurement à l’Achèvement, et doit être réalisée par l’Entrepreneur de la manière prévue à la Sous-Clause 25.1 du CCAG dans le but d’effectuer l’Essai ou les Essais de garantie.  L’expression « **Essai(s) de Garantie** » désigne l’essai ou les essais de conformité et de garantie dont les Spécifications techniques imposent la réalisation, de manière à s’assurer que les Installations prévues aux présentes ou une partie spécifique de ces Installations, respectent les garanties opérationnelles précisées dans les Spécifications techniques conformément aux stipulations de la Sous-Clause 25.2 du CCAG.  L’expression « **Réception Opérationnelle** » désigne la réception des Installations par le Maître d’Ouvrage (ou de toute partie des Installations lorsque le Marché prévoit la réception progressive des Installations), certifiant que l’Entrepreneur a respecté le Marché en ce qui concerne les Garanties opérationnelles des Installations (ou de la partie considérée de celles-ci) conformément aux stipulations de la Clause 28 du CCAG et vaudra présomption de réception conformément à la Clause 25 du CCAG.  L’expression « **Période de Garantie** » désigne la période de validité des garanties donnée par l’Entrepreneur, commençant à l’achèvement des Installations ou d’une partie de celles-ci, pendant laquelle l’Entrepreneur est responsable des défauts des Installations (ou de la partie considérée des Installations) comme le prévoit la Clause 27 du CCAG.  Le sigle « **ES** » signifie Environnemental et Social (y compris l’Exploitation et les Abus Sexuels (EAS), et le Harcèlement Sexuel (HS);  L’expression « **Exploitation et Abus Sexuels (EAS)** » englobe les significations ci-après :  **L’Exploitation Sexuelle**, définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne.  **Les Abus Sexuels**, définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou sous des conditions inégales ou par coercition ;  Le « **Harcèlement Sexuel** » « (**HS**) » est défini comme toute avance sexuelle importune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage ;  Le « **Personnel de l’Entrepreneur** » désigne tout le personnel que l’Entrepreneur utilise pour l’exécution du Marché, y compris le personnel permanent, la main d’œuvre et les autres employés de l’Entrepreneur et de chaque Sous-traitant, et toute autre personne assistant l’Entrepreneur dans l’exécution du Marché ; et  Le « **personnel du Maître d’Ouvrage** » désigne le Chef de projet et tous les autres personnels, main d’œuvre et autres employés (le cas échéant) du Chef de projet, du Maître d’Ouvrage et du Maître d’Œuvre qui s’acquittent des obligations du Maître d’Ouvrage et du Maître d’Œuvre en vertu du Marché ; et tout autre personnel identifié comme personnel du Maître d’Ouvrage, par notification faite par le Maître d’Ouvrage ou le Chef de projet adressée à l’Entrepreneur. |
| 1. Documents contractuels | 2.1 Sous réserve de l’Article 1.2 (Ordre de priorité) de l’Acte d’Engagement, tous les documents constituant le Marché (et tous ses aspects) sont corrélatifs, complémentaires et s’expliquent mutuellement l’un l’autre. Le Marché doit être lu comme un tout. |
| 1. Interprétation | 3.1 Dans le Marché, à moins que le contexte n’en décide autrement :  (a) masculin signifie également féminin et inversement ;  (b) le singulier inclura le pluriel et le pluriel inclura le singulier;  (c) toute disposition se référant à un “accord” nécessite un accord par écrit;  (d) “écrit” or “par écrit” signifie manuscrit, dactylographié, imprimé ou par voie électronique, et résultant en un document conservé de manière permanente.  (e) Les en-têtes et notes en marge du CCAG ne sauraient faire partie du Marché ou affecter son interprétation. |
|  | 3.2 Incoterms  Sauf en cas de contradiction avec une disposition du Marché, la signification des termes commerciaux et des droits et obligations des parties sera déterminée par les *Incoterms*.  *Incoterms* désigne les règles internationales d’interprétation des termes commerciaux publiées par la Chambre de commerce internationale (dernière édition), 38 Cours Albert 1er, 75008 Paris, France. |
|  | 3.3 Intégralité des conventions  Sous réserve des dispositions de la Sous-Clause 16.4 du CCAG, le Marché représente la totalité des dispositions contractuelles sur lesquelles se sont accordés le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur relativement à son objet, et il remplace toutes communications, négociations et accords (écrits comme oraux) conclus entre les parties en la matière avant la date du Marché. |
|  | 3.4 Modification  Les modifications et autres avenants au Marché ne pourront entrer en vigueur que s’ils sont faits par écrit, datés, qu’ils se réfèrent expressément au Marché et sont signés par un représentant dûment autorisé de chacune des parties. |
|  | 3.5 Entrepreneur indépendant  L’Entrepreneur est un entrepreneur exécutant le Marché indépendamment exécutant le Marché. Le Marché ne crée aucune relation d’agence, de partenariat ou de groupement entre les parties au présent marché.  Sous réserve des dispositions du Marché, l’Entrepreneur sera seul responsable de la manière dont le Marché est exécuté. Les employés, représentants, ou sous-traitants engagés par l’Entrepreneur dans le cadre de l’exécution du Marché seront sous le contrôle total de l’Entrepreneur et ne sauraient être réputés les employés du Maître d’Ouvrage. Rien de ce qui figure au Marché ou dans le contrat de sous-traitance passé par l’Entrepreneur ne pourra être interprété comme créant une quelconque relation contractuelle entre ces employés, représentants ou sous-traitants et le Maître d’Ouvrage. |
|  | 3.6 Absence de Renonciation  3.6.1 Sous réserve des dispositions de la Sous-Clause 3.6.2 aucune relaxe, abstention, retard ou indulgence de l’une des parties pour faire appliquer l’un quelconque des termes et conditions du Marché, ou le fait que l’une des parties accorde un délai supplémentaire à l’autre, ne saurait préjuger de, affecter ou restreindre les droits dévolus à cette partie par le Marché ; de même, la renonciation de l’une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.  3.6.2 Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d’une partie en vertu du marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l’objet de cette renonciation et l’étendue de cette renonciation.  3.7 Divisibilité  Si une quelconque disposition ou condition du Marché est interdite ou rendue invalide ou inapplicable, cette interdiction, invalidité ou inapplicabilité ne saurait affecter la validité ou le caractère exécutoire des autres clauses et conditions du marché. |
|  | 3.8 Pays d’origine  « Origine » signifie le lieu où les matériaux, équipements et autres fournitures nécessités par les Installations sont extraits, produits ou fabriqués, et à partir duquel des services sont fournis. Les composants des Installations sont produits lorsque, à travers la fabrication, le processus, ou l’assemblage substantiel de composants, un produit commercialement reconnu résulte en des caractéristiques de base différentes ou de destination différente de ses composants. |
| 1. Commu­nications | 4.1 Lorsque les présentes Clauses administratives mentionnent l’attribution ou l’émission d’une approbation, d’un certificat, d’un consentement, d’une décision, d’une notification, d’une demande ou d’une mainlevée, ces communications doivent être effectuées de la manière suivante :   1. par écrit et remises contre reçu; et 2. remise, adressée ou transmise à l’adresse de la Partie concernée inscrite dans l’Acte d’Engagement.   Lorsqu’une notification est faite à une Partie par l’autre Partie ou par le Directeur de projet, une copie doit être adressée au Directeur de projet ou à l’autre Partie, selon le cas. |
| 1. Droit applicable et Langue | 5.1 Le Marché sera régi par et interprété conformément au droit du pays indiqué dans le CCAP.  5.2 La langue du Marché sera celle stipulée dans le CCAP.  5.3 La langue utilisée pour les communications sera celle stipulée dans le CCAP. |
| 1. Fraude et Corruption | 6.1 La Banque demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption telles qu’elles figurent dans l’Annexe 1 au CCAG soient appliquées.  6.2 Le Maître d’Ouvrage exige que l’Entrepreneur divulgue toutes les commissions ou honoraires qui peuvent avoir été payés ou qui doivent être payés aux agents ou à toute autre partie en ce qui concerne le processus d’appel d’offres ou l’exécution du Marché. Les informations divulguées doivent inclure au moins le nom et l’adresse de l’agent ou de l’autre partie, le montant et la devise, ainsi que l’objet de la commission, du pourboire ou des honoraires. |

B. Objet du marché

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Etendue des prestations | 7.1 Sous réserve de limitations expressément contraires figurant dans les Spécifications techniques, les obligations de l’Entrepreneur couvrent la fourniture des matériels et équipements et l’exécution de la totalité des services de montage nécessaires à la conception, à la fabrication (y compris l’approvisionnement, les contrôles de qualité, la construction, le montage, la mise en service préliminaire et la livraison) des matériels et équipements, ainsi que le montage, l’achèvement et la mise en service des installations conformément aux plans, procédures, spécifications, dessins, codes et autres documents indiqués aux Spécifications techniques. Ces spécifications incluent, sans y être limitées, la fourniture de services de supervision et d’ingénierie, main-d’œuvre, matériel, équipements, pièces de rechange (tel qu’indiqué à la Sous-Clause 7.3 ci-dessous) et accessoires, équipements de l’Entrepreneur, services et fournitures accessoires de construction, matériels, ouvrages et équipements temporaires, transport (y compris déchargement et manutention à destination ou à partir du site et sur le site) et entreposage, à l’exception des fournitures, travaux et services qui seront fournis ou assurés par le Maître d’Ouvrage comme indiqué à l’annexe correspondante (étendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’Engagement.  7.2 L’Entrepreneur devra, à l’exception de ce qui pourrait être exclu par le Marché, exécuter les travaux et assurer la fourniture d’articles et de matériels non expressément mentionnés au Marché mais que l’on peut raisonnablement déduire, à la lecture du Marché, comme nécessaires au bon achèvement des Installations, comme si ces travaux, articles et matériels étaient expressément mentionnés au Marché.  7.3 En plus de la fourniture des pièces de rechange obligatoires faisant partie du Marché, l’Entrepreneur s’engage à fournir les pièces de rechange nécessaires au fonctionnement et à la maintenance des Installations pour la période indiquée dans le **CCAP**. Cependant, la définition, les spécifications et les quantités desdites pièces de rechange ainsi que les termes et conditions de leur fourniture restent à établir d’un commun accord entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, et leurs prix, qui seront ceux du Bordereau de prix No 6, seront ajoutés au montant du Marché. Les prix desdites pièces de rechange comprendront le prix d’achat et les autres frais et charges (rémunération de l’Entrepreneur incluse) relatifs à leur fourniture. |
| 1. Dates de Démarrage et d’Achèvement | 8.1 L’Entrepreneur devra commencer les travaux des Installations dans la période fixée dans le **CCAP** et, sans préjudice de la Sous-Clause 26.2 du CCAG ; l’Entrepreneur devra par la suite poursuivre l’exécution et le montage des Installations, conformément au calendrier d’exécution indiqué à l’annexe correspondante (Calendrier d’Exécution) de l’Acte d’Engagement.  8.2 L’Entrepreneur devra achever les Installations (ou une partie des Installations si le Marché indique un délai d’Achèvement distinct pour cette partie) dans les délais fixés dans le **CCAP** ou dans les délais de prolongation du délai d’achèvement auquel l’Entrepreneur aura droit en vertu de la Clause 40 du CCAG. |
| 1. Responsabili­tés de l’Entrepreneur | 9.1 L’Entrepreneur devra concevoir, fabriquer (y compris les achats et les sous-traitances correspondantes), installer et achever les Installations avec toute la diligence et le soin requis conformément au Marché. Les Installations devront répondre aux objectifs fixés par le marché, à leur achèvement.  9.2 L’Entrepreneur confirme qu’il a conclu le présent Marché après avoir examiné les informations relatives aux Installations (y compris toutes les données concernant les tests de sondage) fournies par le Maître d’Ouvrage, et toutes les informations qu’il pourra avoir obtenues grâce à une inspection visuelle du site (si celui-ci était accessible) et toutes autres informations déjà disponibles relatives aux Installations vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt des offres. L’Entrepreneur reconnaît qu’un manque de connaissance de sa part de ces données et informations ne le dégagera pas de la responsabilité qui lui incombe d’estimer correctement la difficulté ou le coût de la bonne exécution des Installations.  9.3 L’Entrepreneur devra obtenir tous les permis, autorisations et licences auprès de toutes les autorités locales, régionales ou nationales du pays d’emplacement du site, que l’Entrepreneur doit obtenir en son nom propre auprès des administrations ou services publics et qui sont nécessaires pour l’exécution du Marché, y compris, cette liste n’étant pas limitative, les visas du personnel de l’Entrepreneur et des sous-traitants et les autorisations d’importer les équipements de l’Entrepreneur. Il devra acquérir les autres permis, autorisations et licences dont la responsabilité n’incombe pas au Maître d’Ouvrage en vertu de la Sous-Clause 10.3 du CCAG et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché.  9.4 L’Entrepreneur devra respecter le droit en vigueur dans le pays où les installations sont situées et où il exécute ses services de montage. Ce droit comprend les réglementations nationales, régionales, locales ou autres, relatives à l’exécution du Marché, et qui sont applicables à l’Entrepreneur. L’Entrepreneur devra indemniser et garantir le Maître d’Ouvrage contre toute responsabilité, dommage, réclamation, amende, pénalité et frais de toute natures entraînés par ou résultant de la violation par l’Entrepreneur ou par son personnel, y compris les sous-traitants et leur personnel, de ces lois, mais sans préjudice de la Sous-Clause 10.1 du CCAG.  9.5 Les Installations et Services de Montage qui seront incorporés dans ou sont nécessaires aux Installations et autres fournitures, quels qu’ils soient, auront une origine conforme à la Clause 1 du CCAG. Tout sous-traitant utilisé par l’Entrepreneur devra provenir d’un pays conforme à la Clause 1 du CCAG.  9.6 Si l’Entrepreneur est un groupement d’entreprises de deux ou plusieurs entreprises, ces entreprises seront conjointement et solidairement tenues envers le Maître d’Ouvrage de respecter les dispositions du Marché, sauf disposition contraire du CCAP, et devront désigner une de ces entreprises pour agir en qualité de mandataire commun avec pouvoir d’engager le groupement. La composition ou la constitution du groupement ne pourra être modifiée sans le consentement préalable du Maître d’Ouvrage.  9.7 Conformément au paragraphe 1.16 (e) de l’Annexe B du CCAG, l’Entrepreneur permettra, et devra exiger de ses Sous-traitants et Consultants qu’ils permettent à la Banque et/ou toute personne désignée par elle d’inspecter le Site et les documents et pièces comptables relatives à l’exécution du marché et à la soumission de l’offre, et de les faire vérifier par des auditeurs nommés par la Banque, si la demande en est faite par la Banque. L’attention de l’Entrepreneur, de ses Sous-traitants et Consultants est attirée sur le paragraphe 6.1 [Fraude et Corruption] qui stipule notamment que quiconque entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’inspection et d’audit tel que stipulé au paragraphe 9.8 ci-commet une pratique prohibée qui pourra entraîner la résiliation du marché (ainsi que la prononciation de l’exclusion en application des procédures de sanctions de la Banque en vigueur).  9.8 Plan de Gestion Environnementale et Sociale de l’Entrepreneur (PGES-E)  L’Entrepreneur ne doit pas effectuer de mobilisation sur le Site à moins que le Directeur de projet ne donne son approbation, une approbation qui ne doit pas être retardée de manière déraisonnable, aux mesures qu’il propose pour faire face aux risques et impacts environnementaux et sociaux, y compris le code de conduite, conformément à la Sous-Clause 22.4 du CCAG.  L’Entrepreneur doit soumettre, au Directeur de projet aux fins d’examen, toutes les stratégies de gestion et tous les plans de mise en œuvre supplémentaires qui sont nécessaires pour gérer les risques et les répercussions des installations en matière d’ES. Ces stratégies de gestion et plans de mise en œuvre constituent collectivement le Plan de Gestion Environnementale et Sociale de l’Entrepreneur (PGES-E).  L’Entrepreneur doit examiner le PGES-E, périodiquement (mais pas moins tous les six (6) mois), et le mettre à jour au besoin pour s’assurer qu’il contient des mesures appropriées aux installations. Le PGES-E mis à jour est soumis au Directeur de projet pour approbation.  9.10 Formation du Personnel de l’Entrepreneur  L’Entrepreneur doit fournir une formation appropriée à son Personnel concerné sur les aspects ES du Marché, y compris une sensibilisation appropriée à l’interdiction de l’EAS et une formation en matière d’hygiène et de sécurité visée à la Sous-Clause 22.2.7 du CCAG.  Comme indiqué dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ou selon les instructions du Directeur de projet, l’Entrepreneur doit également permettre à son Personnel concerné d’être formé sur les aspects ES du Marché par le Personnel du Maître d’Ouvrage et / ou tout autre personnel assigné par le Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur doit fournir une formation en EAS et HS à son Personnel qui a un rôle dans la supervision du Personnel de l’Entrepreneur. |
| 1. Responsabilités du Maître d’Ouvrage | 10.1 Tous les renseignements et données fournis à l’Entrepreneur ainsi qu’ils sont décrits à l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’Engagement, seront réputés exacts, sous réserve de dispositions contraires figurant expressément au Marché.  10.2 Le Maître d’Ouvrage sera responsable de l’acquisition et de la mise à disposition de la possession légale et physique du site ainsi que son accès, de la possession, de l’utilisation et de l’accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché, y compris tous les droits de passage correspondants, comme l’indique l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement. Il devra donner totale possession et accorder tout droit d’accès au site à ou avant la ou les dates fixées dans la même annexe.  10.3 Le Maître d’Ouvrage devra obtenir et payer les permis, autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales du pays d’emplacement du site, que le Maître d’Ouvrage doit obtenir au nom e l’Entrepreneur auprès des administrations et services publics et qui sont nécessaires à l’exécution du Marché (y compris ceux requis pour l’exécution par l’Entrepreneur comme par le Maître d’Ouvrage des obligations qui leur incombent respectivement en vertu du Marché), précisés à l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’Engagement.  10.4 En cas de demande de l’Entrepreneur, le Maître d’Ouvrage fera tout son possible pour l’aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l’exécution du Marché requis par ces organismes pour l’Entrepreneur, ses sous-traitants ou le personnel de l’Entrepreneur ou de ses sous-traitants selon les cas.  10.5 Sauf disposition expresse contraire du Marché ou convention entre l’Entrepreneur et le Maître d’Ouvrage, le Maître d’Ouvrage devra fournir un personnel d’exploitation et de maintenance suffisamment qualifié ; fournir et mettre à disposition les matières premières, eau et combustibles, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs, autres matériaux et outils d’installation, et exécuter tous travaux et services de quelque nature que ce soit, y compris ceux requis par l’Entrepreneur pour la bonne exécution de la Mise en service préliminaire, de la Mise en service définitive et des Essais de garantie, le tout conformément aux stipulations de l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement ou avant la date fixée dans le programme fourni par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 18.2 du CCAG, et de la manière indiquée ou convenue par ailleurs entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur.  10.6 Le Maître d’Ouvrage sera responsable de l’exploitation continue des Installations après l’achèvement, conformément à la Sous-Clause 24.8 du CCAG, et sera tenu de faciliter les Essais de garantie des Installations conformément à la Sous-Clause 25.2 du CCAG.  10.7 La responsabilité des frais et dépenses engagés dans l’exécution des obligations à remplir au titre de la présente Clause appartiendra au Maître d’Ouvrage, à l’exception des frais engagés par l’Entrepreneur dans le cadre de l’exécution des Essais de garantie conformément à la Sous-Clause 25.2 du CCAG.  10.8 Dans le cas où le Maître d’Ouvrage ne se conforme pas à ses obligations dans le cadre de la présente Clause, le coût additionnel de l’Entrepreneur en résultant sera déterminé par le Directeur de Projet et ajouté au Montant du Marché. |

C. Paiement

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Montant du Marché | 11.1 Le montant du Marché sera le prix fixé à l’Article 2 (Montant du Marché) de l’Acte d’engagement.  11.2 Sauf mention contraire dans le **CCAP**, le montant du Marché sera une somme forfaitaire fixe ne pouvant faire l’objet de modifications que dans le cas de modifications des Installations ou conformément aux dispositions spécifiques du Marché.  11.3 Sous réserve des Sous-Clauses 9.2, 10.1, et 35 du CCAG, l’Entrepreneur sera réputé s’être assuré par lui-même de l’exactitude et du caractère suffisant du montant du Marché, lequel devra, sauf disposition contraire du Marché, couvrir toutes les obligations qui lui incombent en vertu du Marché. |
| 1. Conditions de Paiement | 12.1 Le montant du Marché sera réglé conformément à l’Article 2 (Montant du Marché) de l’Acte d’Engagement et comme prévu à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement. La procédure à suivre pour les demandes de paiement et les paiements sera celle indiquée dans la même annexe.  12.2 Aucun paiement effectué par le Maître d’Ouvrage en vertu des présentes ne sera réputé valoir acceptation par le Maître d’Ouvrage ou de toute(s) partie(s) de celui-ci.  12.3 Dans l’éventualité où le Maître d’Ouvrage n’effectuerait pas un paiement dû à sa date d’exigibilité, ou dans la période fixée par le Marché, le Maître d’Ouvrage sera tenu de payer à l’Entrepreneur des intérêts sur le montant de cet arriéré au taux figurant à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement. pour toute la période de retard jusqu’au paiement intégral du prix, que ce soit avant ou après un jugement ou une sentence arbitrale.  12.4 La ou les monnaies dans lesquelles le paiement doit être fait à l’Entrepreneur en vertu du Marché seront indiquées à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement, sous réserve du principe général que les paiements soient effectués dans la ou les monnaies(s) dans lesquelles le montant du Marché a été fixé dans l’offre de l’Entrepreneur. |
| 1. Garanties | 13.1 Emission des garanties  L’Entrepreneur devra fournir les garanties décrites ci-après en faveur du Maître d’Ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquées ci-après.  13.2 Garantie de restitution d’acompte  13.2.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification de l’attribution du Marché, l’Entrepreneur devra fournir une garantie d’un montant égal à l’avance calculée conformément à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’Engagement et dans la ou les mêmes monnaies.  13.2.2 La garantie devra suivre la forme prévue par le Dossier d’appel d’offres ou toute forme satisfaisant le Maître d’Ouvrage. Le montant de la garantie sera réduit à concurrence de la valeur des Installations exécutées par l’Entrepreneur et réglée à l’Entrepreneur à tout moment ; elle sera nulle de plein droit lorsque le montant total de l’avance aura été recouvré par le Maître d’Ouvrage. La garantie sera retournée à l’Entrepreneur dès son expiration.  13.3 Garantie de Bonne Exécution  13.3.1 Dans les vingt-huit (28) jours à compter de la notification du Marché, l’Entrepreneur devra fournir une Garantie pour la bonne exécution du Marché pour le montant fixé dans le **CCAP**.  13.3.2 La Garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d’Ouvrage, et devra suivre l’un des modèles fournis dans le Dossier d’appel d’offres, Section IX, comme indiqué par le Maître d’Ouvrage dans le **CCAP**, ou tout autre document satisfaisant le Maître d’Ouvrage.  13.3.3 La Garantie sera de plein droit réduite de moitié à la date de la Réception Opérationnelle, et deviendra nulle dix-huit (18) mois après l’Achèvement des Installations ou douze (12) mois après la Réception Opérationnelle des Installations, sous réserve toutefois que si la période de garantie a été prolongée pour une partie quelconque des Installations en vertu de la Sous-Clause 27.8 du CCAG, l’Entrepreneur devra émettre une garantie supplémentaire d’un montant correspondant au prix du Marché pour cette partie. La garantie sera retournée à l’Entrepreneur dès après son expiration, sous réserve, toutefois, dans le cas où l’Entrepreneur, suivant la Sous-Clause 27.10 du CCAG, a une obligation de garantie étendue, d’une possibilité de prolongation de la garantie de bonne exécution pour la durée et le montant précisé dans le **CCAP**.  13.3.4 Le Maître d’Ouvrage ne peut saisir la Garantie de bonne exécution, que pour les montants auxquels il a droit selon le Marché. Le Maître d’Ouvrage doit indemniser et dédommager l’Entrepreneur de tous les dommages et intérêts, pertes ou dépenses (y compris frais et dépenses légaux) résultant de la saisie de la Garantie de bonne exécution, dans la mesure où le Maître d’Ouvrage n’était pas en droit de faire ladite saisie. |
| 1. Impôts et taxes | 14.1 Sauf mention contraire figurant au Marché, l’Entrepreneur devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges établis à la charge de l’Entrepreneur, de ses sous-traitants ou de leurs employés par toute autorité locale, régionale ou nationale en liaison avec les Installations dans le pays d’emplacement du Site ou à l’étranger.  14.2 Nonobstant la Sous- Clause 14.1 du CCAG ci-dessus, le Maître d’Ouvrage prendra à charge et paiera rapidement :   1. tous les droits de douane et d’importation pour les Installations spécifiés au Bordereau de Prix No 1 ; et 2. les autres taxes locales telles que, par exemple, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), applicables, en vertu des lois du pays d’emplacement du Site, aux matériels et équipements indiqués aux Bordereaux de prix No 1 et No 2 qui doivent être incorporés dans les Installations.   14.3 Si, dans le pays où se trouve le Site, l’Entrepreneur peut prétendre à des exemptions, réductions, abattements ou privilèges en matière fiscale, le Maître d’Ouvrage fera tous ses efforts pour lui permettre d’en bénéficier au maximum.  14.4 Pour les besoins du Marché, il est convenu que le montant du Marché indiqué à l’Article 2 (Montant du Marché) de l’Acte d’engagement est établi d’après les taxes, droits, impôts et charges (dénommé « Taxe » à la présente Sous-Clause 14.4 du CCAG) en vigueur vingt-huit (28) jours avant la date de soumission des offres dans le pays d’emplacement du site. Si le taux d’une taxe est augmenté ou réduit, qu’une nouvelle taxe est introduite, qu’une taxe existante est supprimée ou en cas de tout changement dans l’interprétation ou l’application de toute Taxe survenant pendant l’exécution du Marché, qui s’est appliqué ou s’appliquera à l’Entrepreneur, à ses sous-traitants ou à leurs employés dans le cadre de l’exécution du Marché, un ajustement équitable du prix du Marché sera effectué pour prendre totalement en compte toute modification de ce type par majoration ou minoration du montant du Marché selon le cas, conformément à la Clause 36 du CCAG. |

D. Propriété intellectuelle

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Licence et Usage des Informations Techniques | 15.1 Pour les besoins du fonctionnement et de la maintenance des Installations, l’Entrepreneur est réputé (en signant le Marché) avoir donné au Maître d’Ouvrage une licence non exclusive et non transférable (mais sans droit d’accorder une sous-licence) dans le cadre des droits de patente, modèles ou autres propriétés industrielles détenus par l’Entrepreneur ou une tierce Partie de laquelle l’Entrepreneur a obtenu le droit de donner des licences correspondantes, et donnera également au Maître d’Ouvrage le droit non exclusif et non transférable (mais sans droit d’accorder une sous-licence) d’utiliser le savoir-faire et toute autre information technique divulguée au Maître d’Ouvrage dans le cadre du Marché. Aucune disposition ci-incluse ne saurait être interprétée comme un transfert de la propriété de patente, modèles, marque commerciale, conception, droits d’auteur, savoir-faire, ou autres propriétés industrielles de l’Entrepreneur ou tierce Partie au Maître d’Ouvrage.  15.2 Les droits de propriété intellectuelle attachés à tous les plans et autres documents contenant des données et informations fournies au Maître d’Ouvrage par l’Entrepreneur en vertu du Marché demeureront la propriété de l’Entrepreneur ou, dans le cas où ils sont fournis au Maître d’Ouvrage, soit directement, soit par une quelconque tierce partie, y compris les fournisseurs de matériaux, par l’entremise de l’Entrepreneur, ladite tierce partie conservera la propriété intellectuelle de ces documents. |
| 1. Informations Confidentielles | 16.1 Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur tiendront pour confidentiel et ne divulgueront pas, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l’autre, les documents, données ou autres informations fournis, directement ou indirectement, par l’autre partie en relation avec le Marché, que ces informations aient été fournies avant, pendant ou après la fin du Marché. Nonobstant ce qui précède, l’Entrepreneur a la faculté de communiquer à son ou ses sous-traitant(s) les documents, données et autres informations qu’il aura reçus du Maître d’Ouvrage dans la mesure où cela est nécessaire pour que ce(s) sous-traitant(s) exécute(nt) les travaux à sa charge en vertu du Marché, auquel cas l’Entrepreneur obtiendra de ce(s) sous-traitant(s) un engagement de confidentialité analogue à celui qui est requis de l’Entrepreneur en vertu de la présente Clause 16 du CCAG.  16.2 Le Maître d’Ouvrage n’emploiera pas les documents, données et informations qu’il tient de l’Entrepreneur dans un but autre que l’exploitation et la maintenance des Installations. De même, l’Entrepreneur n’emploiera pas les documents, données et informations qu’il tient du Maître d’Ouvrage dans un but autre que la conception, l’achat des matériels et équipements, le montage, ou tout autre objectif que les autres travaux et services requis pour l’exécution du Marché.  16.3 L’obligation incombant à chaque partie en vertu des Sous-Clauses 16.1 et 16.2 ci-dessus ne s’applique cependant pas aux informations :  a) qui tombent dans le domaine public dès à présent ou par la suite indépendamment de la volonté de cette partie ; ou  b) dont on peut prouver qu’elles ont été en possession de cette partie au moment de leur divulgation et qui n’ont pas été précédemment obtenues, ni directement ni indirectement, de l’autre partie ; ou  c) qui sont, de façon licite, mises à la disposition de cette partie par une tierce partie non soumise à l’obligation de confidentialité.  16.4 Les dispositions de la présente Clause 16 n’affectent en aucune façon un quelconque engagement de confidentialité souscrit par l’une ou l’autre des parties avant la date du Marché en ce qui concerne les Installations ou une quelconque partie de celles-ci.  16.5 Les dispositions de la présente Clause 16 survivront à la fin du Marché quel qu’en soit le motif. |

E. Montage des Installations

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Représentants | 17.1 Directeur de projet  Si le Directeur de projet n’est pas désigné dans le Marché, le Maître d’Ouvrage nommera un Directeur de projet dans les quatorze (14) jours suivant la date d’entrée en vigueur et avisera l’Entrepreneur de son identité. Pendant la durée du Marché le Maître d’Ouvrage pourra à sa discrétion nommer une autre personne en qualité de Directeur de projet en lieu et place de la personne précédemment nommée à cette fonction et il avisera sans délai l’Entrepreneur de son identité. Il ne pourra être procédé à une telle nomination que dans la mesure où la période et les modalités de cette nomination ne perturbent pas la progression des travaux de réalisation des installations. Cette nomination ne sera effective qu’à partir de la réception de cet avis par l’Entrepreneur. Le Directeur de projet représentera le Maître d’Ouvrage et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la période de validité du Marché. Toutes les notifications, instructions, ordres, certificats, autorisations et autres communications donnés en vertu du Marché émaneront du Directeur de projet, sauf dans les cas où les présentes en disposent autrement.  Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par l’Entrepreneur au Maître d’Ouvrage en vertu du Marché seront remis au Directeur de projet, sauf dans les cas où les présentes en disposent autrement.  17.2 Représentant de l’Entrepreneur et Directeur des travaux  17.2.1 Si le Représentant de l’Entrepreneur n’est pas désigné dans le Marché, l’Entrepreneur nommera alors ledit Représentant dans les quatorze (14) jours suivant la date d’entrée en vigueur et demandera au Maître d’Ouvrage d’approuver par écrit le choix de cette personne. Si le Maître d’Ouvrage n’oppose aucune objection à cette nomination dans un délai de quatorze (14) jours, le choix du Représentant de l’Entrepreneur sera réputé avoir été approuvé. Si le Maître d’Ouvrage s’oppose au choix du Représentant de l’Entrepreneur dans ce délai de quatorze (14) jours en précisant les motifs de sa décision, l’Entrepreneur nommera un remplaçant dans les quatorze (14) jours suivant cette opposition, et cette nomination sera soumise aux dispositions de cette Sous-Clause 17.2.1.  17.2.2 Le Représentant de l’Entrepreneur représentera l’Entrepreneur et agira pour le compte de ce dernier en permanence durant la période de validité du Marché et il donnera au Directeur de projet tous les avis, instructions, informations et autres communications de l’Entrepreneur en vertu du Marché.  Tous les avis, instructions, informations et autres communications donnés par le Maître d’Ouvrage ou le Directeur de projet à l’Entrepreneur en vertu du Marché seront remis au Représentant de l’Entrepreneur ou, en son absence, à son adjoint, sauf dans les cas où les présentes n’en disposent autrement.  L’Entrepreneur ne révoquera pas le Représentant de l’Entrepreneur sans le consentement écrit préalable du Maître d’Ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable. Si le Maître d’Ouvrage y consent, l’Entrepreneur nommera une autre personne Représentant de l’Entrepreneur conformément à la procédure décrite dans la Sous-Clause 17.2.1 ci-dessus.  17.2.3 Le Représentant de l’Entrepreneur a la faculté, sous réserve du consentement du Maître d’Ouvrage, qui ne refusera pas son consentement sans motif valable, de déléguer à tout moment à toute personne tout pouvoir, fonction ou autorité dont il est investi. Cette délégation peut être révoquée à tout moment. Cette délégation ou révocation fera l’objet d’un avis préalable écrit signé par le Représentant de l’Entrepreneur, et qui spécifie les pouvoirs, fonctions et autorités ainsi délégués ou révoqués. Cette délégation ou révocation sera sans effet tant qu’une copie de l’avis notifiant ladite délégation ou révocation n’aura pas été remise au Maître d’Ouvrage et au Directeur de projet. Tout acte, ou l’exercice par une quelconque personne de pouvoirs, fonctions et autorités qui lui ont ainsi été délégués conformément à cette Sous-Clause 17.2.3, sera réputé avoir été effectué ou exercé par le Représentant de l’Entrepreneur.  17.2.4 A partir du commencement du montage des Installations sur le Site et jusqu’à l’Achèvement des Installations, le Représentant de l’Entrepreneur nommera une personne appropriée en qualité de Directeur des travaux (ci-après désigné en tant que « Directeur des travaux »). Le Directeur des travaux supervisera tous les travaux effectués sur le site par l’Entrepreneur et il sera présent sur le site pendant les heures de travail normales, sauf en cas de congé, de maladie ou d’absence pour des raisons liées à la bonne exécution du Marché. Toutes les fois où le Directeur des travaux serait absent du Site, une personne appropriée sera nommée pour le remplacer en qualité d’adjoint.  17.2.5 Le Maître d’Ouvrage a la faculté, par notification à l’Entrepreneur, de contester le choix d’un quelconque représentant ou personne employé(e) par l’Entrepreneur dans l’exécution du Marché et dont le Maître d’Ouvrage a raisonnablement lieu de penser qu’il :   1. persiste dans toute sorte de mauvaise conduite ou manque de soin ; 2. conduit ses devoirs d’une manière incompétente ou négligente ; 3. manque à respecter les dispositions du Marché ; 4. persiste dans toute conduite préjudiciable à la sécurité, l’hygiène, or la protection de l’environnement ; 5. est déterminé, sur la base d’évidence raisonnable, de s’être engagé dans la Fraude et la Corruption durant l’exécution du Marché ; 6. a été recruté parmi le Personnel du Maître d’Ouvrage en violation de la Sous-Clause 22.2.2 du CCAG ; 7. adopte un comportement en violation avec le Code de Conduite ES, le cas échéant.   Si approprié, l’Entrepreneur devra rapidement nommer (ou prendre les mesures pour être nommé) un remplaçant avec des connaissances et une expérience équivalente.  Nonobstant toute exigence du Directeur de projet de retirer ou de faire enlever toute personne, l’entrepreneur doit prendre des mesures immédiates, le cas échéant, en réponse à toute violation des points (a) à (g) ci-dessus. Cette action immédiate doit comprendre le retrait (ou les mesures de retrait) du Site ou d’autres endroits où le Marché est exécuté, le personnel de tout Personnel de l’Entrepreneur qui s’engage dans (a), (b), (c), (d), (e) ou (g) ci-dessus ou a été recruté comme indiqué au point (f) ci-dessus.  17.2.6 Si un représentant ou personne employé(e) par l’Entrepreneur est retiré du chantier conformément aux dispositions de la Sous-Clause 17.2.5 ci-dessus, l’Entrepreneur nommera rapidement un remplaçant avec des capacités et une expérience équivalentes. |
| 1. Programme des travaux | 18.1 Organisation de l’Entrepreneur  Dans les vingt et un (21) jours suivant la date d’entrée en vigueur, l’Entrepreneur fournira au Maître d’Ouvrage et au Directeur de projet un organigramme montrant l’organisation proposée par l’Entrepreneur pour la réalisation des Installations, y compris l’identité du personnel dirigeant ainsi que le curriculum vitae des personnes qui seront employées. L’Entrepreneur informera rapidement par écrit le Maître d’Ouvrage et le Directeur de projet de toute révision ou modification de cet organigramme.  18.2 Programme d’exécution  Dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de signature du Marché, l’Entrepreneur préparera et soumettra au Directeur de projet un programme détaillé d’exécution du Marché respectant la forme spécifiée par le Directeur de projet et montrant l’ordre selon lequel il propose de concevoir, fabriquer, transporter, assembler, monter et assurer la mise en service préliminaire des Installations, ainsi que la date à laquelle l’Entrepreneur demande raisonnablement que le Maître d’Ouvrage se soit acquitté des obligations qui lui incombent en vertu du Marché de manière à permettre à l’Entrepreneur d’exécuter le Marché conformément au programme et de procéder à l’achèvement, à la mise en service opérationnelle et à la réception opérationnelle des Installations conformément au Marché. Le programme ainsi présenté par l’Entrepreneur devra être conforme au Calendrier d’exécution joint à l’annexe correspondante (Calendrier d’exécution) de l’Acte d’engagement et aux autres dates et délais spécifiés dans le Marché. L’Entrepreneur devra actualiser et réviser le programme chaque fois que cela sera nécessaire, mais sans modifier le délai d’achèvement donné dans le CCAP et les extensions de délai décidées en vertu de la Clause 40 du CCAG, et soumettre toutes ces révisions au Directeur de projet.  18.3 Rapport d’Avancement  L’Entrepreneur assurera le suivi de l’avancement de toutes les activités, spécifiées dans le programme visé à la Sous-Clause 18.2 ci-dessus, et il remettra tous les mois un rapport d’avancement au Directeur de projet.  Le rapport d’avancement revêtira une forme satisfaisant le Directeur de projet et comportera les indications suivantes : a) une comparaison entre les pourcentages d’achèvement effectif et prévu pour chaque activité ; et b) en cas de retard sur le programme d’une activité quelle qu’elle soit, des commentaires et une description des conséquences probables de ce retard ainsi que des mesures correctives adoptées.  Sauf indication contraire dans les exigences du Maître d’Ouvrage, chaque rapport d’avancement doit inclure les mesures Environnementales et Sociales (ES) énoncées à l’Annexe C.  En plus des rapports d’avancement, l’Entrepreneur doit informer immédiatement le Directeur de projet de toute allégation, incident ou accident sur le Site qui a ou est susceptible d’avoir un effet négatif important sur l’environnement, les communautés touchées, le public, le personnel du maître d’Ouvrage ou le personnel de l’Entrepreneur. Cela inclut, mais sans s’y limiter, tout incident ou accident causant la mort ou des blessures graves ; les effets indésirables importants ou les dommages à la propriété privée ; ou toute allégation d’EAS et/ou HS. Dans le cas d’EAS et/ou HS, tout en préservant la confidentialité, le cas échéant, le type d’allégation (exploitation sexuelle, abus sexuel ou harcèlement sexuel), le sexe et l’âge de la personne qui a subi l’incident allégué doivent être inclus dans l’information.  L’Entrepreneur, dès qu’il a pris connaissance de l’allégation, de l’incident ou de l’accident, doit également informer immédiatement le Directeur de projet de tout incident ou accident de ce type dans les locaux des sous-traitants ou des fournisseurs concernant les Installations qui a ou est susceptible d’avoir un effet négatif important sur l’environnement, les communautés touchées, le public, le Personnel du Maître d’Ouvrage ou de l’Entrepreneur, et le personnel de ses Sous-traitants et fournisseurs. La notification doit fournir suffisamment de détails concernant ces incidents ou accidents. Le contractant doit fournir tous les détails de ces incidents ou accidents au gestionnaire de projet dans le délai convenu avec le Directeur de projet.  L’Entrepreneur doit exiger de ses sous-traitants et de ses fournisseurs qu’ils avisent immédiatement l’Entrepreneur de tout incident ou accident mentionné dans la présente Sous-Clause.  18.4 Avancement de l’Exécution  Si, à un moment quelconque, la progression effective des travaux de l’Entrepreneur prend du retard sur le programme visé à la Sous-Clause 18.2 ci-dessus, ou s’il devient manifeste qu’elle prendra du retard, l’Entrepreneur préparera et soumettra à la demande du Maître d’Ouvrage ou du Directeur de projet un programme révisé tenant compte des circonstances, et avisera le Directeur de projet des mesures prises pour hâter cette progression de manière à achever les Installations dans le délai d’achèvement imparti en vertu de la Sous-Clause 8.2 du CCAG, ou toute extension de ce délai qui résulterait de l’application de la Sous-Clause 40.1 du CCAG, ou dans le respect de tout délai supplémentaire qui pourra être convenu par ailleurs entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur.  18.5 Procédures  Le Marché sera exécuté conformément aux documents contractuels incluant les procédures spécifiées dans les Formulaires et Procédures des Exigences du Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur peut exécuter le Marché selon ses propres plans et procédures standard d’exécution du projet dans la mesure où ceux-ci ne sont pas contraires aux stipulations du Marché. |
| 1. Sous-traitance | 19.1 L’Annexe correspondante (Liste des sous-traitants et fournisseurs) de l’Acte d’engagement recense les principaux postes de services et fournitures et fait figurer en regard de chaque poste une liste des sous-traitants agréés, y compris les fabricants. Dans le cas où aucun sous-traitant ou fournisseur n’est inscrit en regard de l’un quelconque de ces postes, l’Entrepreneur établira une liste de Sous-traitants pour ce poste afin qu’il soit inclus dans ladite liste. L’Entrepreneur pourra de temps à autre proposer des additions ou des retraits à cette liste. L’Entrepreneur soumettra au Maître d’Ouvrage cette liste ou les modifications s’y rapportant afin qu’il l’approuve dans des délais permettant de ne pas perturber l’avancement de la réalisation des Installations. La soumission par l’Entrepreneur de l’addition de tous Sous-traitants non désignés dans le Marché, devra aussi inclure une Déclaration du Sous-traitant conformément à l’Annexe D – Déclaration de Performance dans le domaine EAS et HS. Une telle approbation donnée par le Maître d’Ouvrage pour l’un des sous-traitants n’aura pas pour effet de dégager l’Entrepreneur de l’un quelconque des devoirs, obligations ou responsabilités qui lui incombent en vertu du Marché.  19.2 L’Entrepreneur sélectionnera et emploiera pour les postes importants ses sous-traitants en les choisissant dans les listes auxquelles il est fait référence dans la Clause 19.1. ci-dessus.  19.3 Pour les postes ou parties des Installations qui ne figurent pas à l’annexe correspondante (Liste des sous-traitants) de l’Acte d’engagement, l’Entrepreneur pourra employer les sous-traitants qu’il jugera bon de choisir à sa seule discrétion.  19.4 Chaque contrat de sous-traitance devra inclure toute disposition permettant au Maître d’Ouvrage de reprendre à son compte ledit contrat en application de la Clause 19.5 du CCAG (si applicable), ou dans le cas de résiliation de Marché par le Maître d’Ouvrage en application de la Clause 42.2 du CCAG.  19.5 Dans le cas où les obligations du sous-traitant couvrent une période plus longue que la Période de garantie contractuelle et le Directeur de Projet, avant cette échéance, demande à l’Entrepreneur de céder au Maître d’Ouvrage le bénéfice de telles obligations du sous-traitant, l’Entrepreneur devra y consentir. |
| 1. Conception et ingénierie | 20.1 Spécifications et plans  20.1.1 L’Entrepreneur se chargera des études détaillées de conception et d’exécution conformément aux stipulations du Marché ou, lorsque cela n’est pas précisé, conformément aux bons usages en matière d’ingénierie. L’Entrepreneur sera responsable de tout écart, erreur ou omission affectant les spécifications, plans et autres documents techniques élaborés par ses soins, indépendamment du fait que lesdits plans, spécifications et autres documents techniques aient été approuvés ou non par le Directeur de projet, sous réserve que lesdits écarts, erreurs ou omissions ne soient dus à des informations inexactes fournies par écrit à l’Entrepreneur par le Maître d’Ouvrage ou au nom de celui-ci.  20.1.2 L’Entrepreneur a le droit de décliner toute responsabilité pour toute étude de conception, données, dessin, spécification ou autre document, ou toute modification de ces éléments, qui lui serait fourni ou assigné par le Maître d’Ouvrage ou au nom de ce dernier, en faisant tenir au Directeur de projet un avis par lequel il décline sa responsabilité.  20.2 Codes et normes  Chaque fois que le Marché fait référence à des codes et des normes conformément auxquels le Marché doit être exécuté, l’édition ou la version révisée desdits codes et normes qui est en vigueur vingt-huit jours (28) avant la date limite de dépôt de l’offre prévaudra en l’absence de dispositions contraires. Pendant l’exécution du Marché, toute modification desdits codes et normes sera appliquée après que le Maître d’Ouvrage aura donné son accord et elle sera traitée conformément aux provisions de la Clause 39 du CCAG.  20.3 Approbation/examen des documents techniques par le Directeur de projet  20.3.1 L’Entrepreneur élaborera (ou fera en sorte que ses sous-traitants élaborent) et fournira au Directeur de projet les documents énumérés à l’annexe correspondante (Liste des documents soumis à approbation ou examen) de l’Acte d’engagement afin qu’il les approuve ou les examine dans les conditions prévues et conformément aux dispositions de la Clause 18.2 du CCAG.  Toute partie des Installations décrite ou incluse dans les documents soumis au Directeur de projet pour accord ne sera réalisée qu’après approbation du Directeur de projet.  Les dispositions des Sous-Clauses 20.3.2 à 20.3.7 ci-après s’appliqueront à tous les documents soumis à l’approbation du Directeur de projet, mais non à ceux qui sont fournis au Directeur de projet aux seules fins d’examen.  20.3.2 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception par le Directeur de projet de tout document soumis à son approbation conformément à la Sous-Clause 20.3.1 ci-dessus, le Directeur de projet en retournera une copie revêtue de son approbation signifiée par endos à l’Entrepreneur ou il avisera l’Entrepreneur par écrit de sa décision de rejeter ledit document, des raisons qui ont motivé ce rejet et des modifications qu’il propose.  Si le Directeur de projet ne prend pas une telle mesure dans le délai de quatorze (14) jours précité, ledit document sera réputé avoir été approuvé par le Directeur de projet.  20.3.3 Le Directeur de projet ne rejettera un document qu’aux seuls motifs de non-conformité du document en question à une quelconque disposition du Marché ou du fait qu’il est contraire aux bons usages en matière d’ingénierie.  20.3.4 Si le Directeur de projet rejette un document, l’Entrepreneur modifiera ce document et le représentera au Directeur de projet pour approbation conformément à la Sous-Clause 20.3.2 ci-dessus. Si le Directeur de projet approuve un document sous réserve de modification(s), l’Entrepreneur procédera à la ou aux modification(s) requise(s), après quoi le document sera réputé avoir été approuvé.  20.3.5 En cas de litige ou de différend entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur provenant de ou en conséquence du rejet par le Directeur de projet d’un quelconque document et/ou modification(s) d’un quelconque document, et si ce litige ne peut être résolu entre les parties dans un délai raisonnable, ce litige ou ce différend pourra être soumis à la décision d’un Comité de Règlement des Différends conformément à la Sous-Clause 46.1 du CCAG. Si ce litige ou différend est soumis à un Comité de Règlement des Différends, le Directeur de projet recevra instructions sur le point de savoir s’il convient de poursuivre ou non l’exécution du Marché et, dans l’affirmative, sur la manière de poursuivre cette exécution. L’Entrepreneur poursuivra le Marché conformément aux instructions du Directeur de projet, sous réserve que si le Comité de Règlement des Différends soutient le point de vue de l’Entrepreneur sur le litige et qu’aucune notification n’est délivrée par le Maître d’Ouvrage au titre de la Sous-Clause 46.3, l’Entrepreneur soit remboursé par le Maître d’Ouvrage de tous frais supplémentaires subis en raison de ces instructions, et soit libéré de toute responsabilité ou obligation en liaison avec ce litige ou avec l’exécution des instructions, au choix du Comité de Règlement des Différends, et sous réserve que le délai d’achèvement soit prolongé en conséquence.  20.3.6 L’approbation du Directeur de projet avec ou sans modification(s) du document fourni par l’Entrepreneur ne libérera l’Entrepreneur d’aucune des responsabilités ou obligations qui lui incombent en vertu des stipulations du Marché, sauf dans la mesure où tout manquement ultérieur serait dû aux modifications exigées par le Directeur de projet.  20.3.7 L’Entrepreneur ne pourra modifier un document déjà approuvé sans avoir au préalable soumis au Directeur de projet la modification dudit document et obtenu l’approbation du Directeur de projet à cet égard en vertu des dispositions de la présente Sous-Clause 20.3. Si le Directeur de projet demande une modification quelconque sur un document déjà approuvé ou sur tout document basé sur ce document, les dispositions de la Clause 39 du CCAG s’appliqueront à cette demande. |
| 1. Acquisition des Matériels et Equipements | 21.1 Installations  Sous réserve des dispositions de la Sous-Clause 14.2 du CCAG, l’Entrepreneur fabriquera ou se procurera et assurera le transport sur Site de toutes les Installations de manière diligente et en bon ordre.  21.2 Matériels et Equipements fournis par le Maître d’Ouvrage  Si l’Annexe correspondante (Etendue des travaux et des fournitures du Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’Engagement prévoit que le Maître d’Ouvrage doit fournir à l’Entrepreneur des éléments spécifiques, les dispositions ci-après s’appliqueront :  21.2.1 Le Maître d’Ouvrage devra transporter chaque élément ou pièce à ses propres risques et à ses propres frais sur ou près du site, selon ce dont les parties conviendront, et les mettre à disposition de l’Entrepreneur à la date fixée sur le programme fourni par l’Entrepreneur, en vertu de la Sous-Clause 18.2 du CCAG sauf convention contraire.  21.2.2 Dès réception de cet élément ou pièce, l’Entrepreneur en vérifiera l’aspect visuellement et avisera le Directeur de projet de tout manque, défaillance ou défaut, qu’il aurait détecté. Le Maître d’Ouvrage devra immédiatement remédier à ce manque, cette défaillance ou ce défaut, ou l’Entrepreneur s’en chargera si cela est faisable et possible, sur demande du Maître d’Ouvrage et aux frais de ce dernier. Après cette inspection, la responsabilité du soin, de la garde et du contrôle de cet élément ou pièce appartiendra à l’Entrepreneur. Les dispositions de cette Sous-Clause 21.2.2 s’appliqueront à tout élément ou pièce fournis pour remédier à tout manquement ou défaut, ou pour substituer tout élément défaillant par un ou des élément(s) ayant été réparé(s).  21.2.3 Les responsabilités de l’Entrepreneur et ses obligations de soin, de garde et de contrôle définies dans le paragraphe précédent ne libéreront le Maître d’Ouvrage d’aucune responsabilité concernant tout manque, défaut ou défaillance non détecté, et ne placera pas l’Entrepreneur en situation de responsabilité à l’égard de ce manque, ce défaut ou cette défaillance en vertu de la Clause 27 du CCAG ni de toute autre clause du Marché.  21.3 Transport  21.3.1 L’Entrepreneur acheminera à ses propres risques et frais tous matériels et équipements, et tous les équipements de l’Entrepreneur par le mode de transport que l’Entrepreneur jugera le plus approprié au vu des circonstances.  21.3.2 Sauf disposition contraire du Marché, l’Entrepreneur sera en droit de choisir tout mode de transport sûr et transporteur pour acheminer les matériels et équipements et les équipements de l’Entrepreneur.  21.3.3 Dès l’expédition de chaque cargaison de matériels et équipements, et d’équipements de l’Entrepreneur, ce dernier devra avertir le Maître d’Ouvrage par télex, télécopie ou EDI de la désignation des matériels et équipements et des équipements de l’Entrepreneur, du point de départ, du mode d’expédition, et du point et du lieu d’arrivée dans le pays du site le cas échéant, ainsi que sur le site. L’Entrepreneur devra fournir au Maître d’Ouvrage tous bordereaux d’expédition appropriés, à convenir entre les parties.  21.3.4 L’Entrepreneur sera responsable de l’obtention, si nécessaire, des autorisations auprès des autorités compétentes pour le transport, sur le site, des matériels, équipements et équipements de l’Entrepreneur. Le Maître d’Ouvrage fera à temps et de manière diligente tout ce qui est en son pouvoir pour aider l’Entrepreneur à obtenir ces autorisations, si l’Entrepreneur le demande. L’Entrepreneur garantira et indemnisera le Maître d’Ouvrage contre toute réclamation pour dommages causés aux routes, ponts ou à toutes autres infrastructures de transport qui pourraient être causés par le transport, sur le site, des matériels, équipements et équipements de l’Entrepreneur.  21.4 Dédouanement  L’Entrepreneur devra à ses propres frais assurer la manutention de tous les matériels et équipements et de tous les équipements de l’Entrepreneur jusqu’au(x) point(s) d’importation, et effectuer toutes formalités de dédouanement, sous réserve des obligations du Maître d’Ouvrage prévues à la Sous-Clause 14.2 du CCAG, et si les lois ou règlements en vigueur exigent qu’une demande ou un acte soit fait par ou au nom du Maître d’Ouvrage, le Maître d’Ouvrage devra prendre toutes mesures nécessaires pour respecter ces lois ou règlements. Dans l’éventualité de délais de douane qui ne sont pas imputables à l’Entrepreneur, l’Entrepreneur pourra obtenir une prolongation du délai d’achèvement, conformément à la Clause 40 du CCAG. |
| 1. Montage | 22.1 Montage des Installations, supervision, main d’oeuvre  22.1.1 *Repères topographiques* : L’Entrepreneur sera responsable d’assurer l’implantation correcte et précise des Installations, en respectant rigoureusement les repères topographiques, ainsi que tous les autres repères et bases d’implantation qui lui auront été communiqués par écrit par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage.  S’il apparaît, pendant le montage des Installations, qu’une erreur a été commise dans le positionnement, le niveau ou l’alignement des Installations, l’Entrepreneur devra immédiatement notifier cette erreur au Directeur de projet et rectifier immédiatement cette erreur à ses propres frais, d’une manière jugée raisonnablement satisfaisante par le Directeur de projet, à moins que cette erreur n’ait pour cause des données incorrectes communiquées par écrit par le Maître d’Ouvrage ou pour son compte, auquel cas les frais de rectification de cette erreur seront à la charge du Maître d’Ouvrage.  22.1.2 *Supervision du chantier par l’Entrepreneur* : L’Entrepreneur assurera ou fera assurer toutes les opérations de supervision et de contrôle nécessaires pendant le montage des Installations, et le Directeur des travaux ou son adjoint devra être constamment présent sur le site afin d’assurer la supervision à plein temps des travaux de montage. L’Entrepreneur devra uniquement fournir et employer sur le chantier du personnel technique qualifié et expérimenté dans chacun des corps de métier concernés, et un personnel d’encadrement compétent pour assurer la supervision appropriée des travaux de montage dont il a la charge.  22.2 Main-d’œuvre :  22.2.1 Sauf disposition contraire indiquée dans les Spécifications, l’Entrepreneur sera responsable du recrutement de tout son personnel et sa main d’œuvre, localement ou autre, et pour sa rémunération, son logement, sa nourriture et son transport.  L’Entrepreneur devra fournir et employer sur le site, lors des montages des Installations, la main-d’œuvre qualifiée, semi qualifiée et non qualifiée nécessaire afin d’assurer la bonne exécution du Marché dans les délais. L’Entrepreneur est encouragé à faire appel à la main-d’œuvre locale, dans la mesure où celle-ci dispose des compétences nécessaires.  L’Entrepreneur aura la responsabilité d’obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d’œuvre et tout le personnel devant être employés sur le site puissent entrer et séjourner en situation régulière dans le pays où le site est situé.  L’Entrepreneur devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel et du personnel de ses sous-traitants travaillant sur le site, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l’exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d’être employés à l’exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement. Si l’Entrepreneur s’abstient de fournir ces moyens de transport et de séjour temporaire, le Maître d’Ouvrage pourra les fournir à sa place au personnel concerné, et être remboursé des frais correspondants auprès de l’Entrepreneur.  22.2.2 Personnel au service du Maître d’Ouvrage :  L’Entrepreneur ne recrutera pas, ni ne tentera de recruter du personnel ou de la main d’œuvre parmi le personnel du Maître d’Ouvrage.  22.2.3 Législation du Travail  L’Entrepreneur devra se conformer à la législation du travail applicable à son Personnel, incluant la législation relative à l’embauche, la santé, la sécurité, la protection sociale, l’immigration et l’émigration, et devra leur accorder tous leurs droits légaux.  L’Entrepreneur devra déployer toute la diligence requise, pendant toute la durée d’exécution du Marché, afin d’empêcher une conduite ou des agissements illégaux, séditieux ou contraires à la morale et aux bonnes mœurs de la part de ses employés ou de ceux de ses Sous-traitants.  Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l’exécution du Marché, l’Entrepreneur devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes nationales, ainsi que toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit du travail.  22.2.4 Taux de rémunération et conditions de travail  L’Entrepreneur doit pratiquer des taux de rémunération et respecter des conditions de travail qui ne sont pas inférieurs à ceux établis pour le commerce ou l’industrie au lieu où les travaux sont exécutés. Si aucun taux n’est fixé et si aucune condition n’est applicable, l’Entrepreneur doit pratiquer des taux de rémunération et respecter des conditions qui ne sont pas plus bas que le niveau général des taux et conditions observés localement par des employeurs dont le commerce ou l’industrie est comparable à celui de l’Entrepreneur.  L’Entrepreneur doit informer son Personnel de son obligation de payer l’impôt sur le revenu des personnes physiques dans le Pays en relation avec les salaires, rémunérations, et autres rétributions, légalement dû et à tout moment, et l’Entrepreneur doit effectuer toutes retenues à ce titre qui pourrait lui être imposé par le droit applicable.  22.2.5 Horaires de travail  Aucun travail ne doit être exécuté sur le Site les jours reconnus localement comme jours de repos, ou hors des heures normales de travail mentionnées dans le CCAP, à moins :  (a) que le Marché n’en dispose autrement,  (b) que le Directeur de Projet donne son accord, ou  (c) que le travail soit inévitable, ou nécessaire pour la protection des Installations, l’Entrepreneur devant immédiatement en aviser le Directeur de Projet.  Lorsque l’Entrepreneur considère qu’il est nécessaire de réaliser du travail de nuit ou lors d’un jour férié afin de respecter le Délai d’achèvement et présente une demande de consentement au Directeur de Projet, celui-ci ne doit pas refuser son consentement sans raison.  La présente Sous-Clause du CCAG ne s’applique pas à tout travail qui est normalement réalisé par roulement ou en 2x8.  22.2.6 Hébergement du Personnel et de la Main d’œuvre  Sauf si les Spécifications en disposent autrement, l’Entrepreneur doit fournir et entretenir les logements et les installations nécessaires au bien-être de son Personnel. L’Entrepreneur doit également fournir les installations pour le Personnel du Maître d’Ouvrage tel que mentionné dans les Spécifications.  L’Entrepreneur ne doit pas permettre à son Personnel de conserver leurs quartiers de manière temporaire ou permanente à l’intérieur des structures constituant une partie des Installations définitives.  22.2.7 Hygiène et sécurité  L’Entrepreneur doit, en tout temps, prendre toutes les précautions appropriées pour préserver l’hygiène et la sécurité de son Personnel employé pour l’exécution du Montage des installations sur le Site (ou autres lieux dans le pays où le Site est localisé).  Sous réserve de la Sous-Clause 9.9 du CCAG, l’Entrepreneur doit soumettre au Directeur de projet pour approbation un manuel d’hygiène et de sécurité qui a été spécifiquement préparé pour le Marché.  Le manuel d’hygiène et de sécurité doit s’ajouter à tout autre document similaire requis en vertu des règlements et des lois applicables en matière d’hygiène et de sécurité.   1. Le manuel d’hygiène et de sécurité doit contenir toutes exigences d’hygiène et de sécurité du Marché qui doit inclure au minimum :    1. les procédures pour établir et maintenir un environnement de travail sûr sans risque pour l’hygiène sur tous les lieux de travail, machines, équipements et processus sous le contrôle de l’Entrepreneur, y compris des mesures de contrôle pour les substances et agents chimiques, physiques et biologiques;    2. les détails sur la formation, les dossiers à tenir à jour ;    3. les procédures pour la prévention, et les activités d réponse à mettre en œuvre dans le cas où un événement d’urgence (ex : un incident inattendu, survenant de risques naturels ou créé par l’homme typiquement sous la forme d’incendie, explosions, ou fuites qui peuvent arriver pour une variété de différentes raisons y compris le manquement à appliquer les prcédures d’opération qui ont été mises en œuvre pour prévenir leur apparition, les conditions climatiques extrèmes ou le manque d’alerte anticipée) ;    4. les mesures pour éviter ou réduire au minimum le risque d’exposition communautaire aux maladies d’origine hydrique, aquatique, liée à l’eau et à transmission vectorielle;    5. les mesures à mettre en œuvre pour éviter ou minimiser la propagation des maladies transmissibles (y compris le transfert de maladies ou d’infections sexuellement transmissibles (MST), comme le virus du VIH) et des maladies non transmissibles associées à l’exécution du Marchés, en tenant compte de l’exposition différenciée et de la sensibilité accrue des groupes vulnérables. Cela comprend la prise de mesures pour éviter ou minimiser la transmission de maladies transmissibles qui peuvent être associées à l’afflux de main-d’œuvre temporaire ou liée à un contrat permanent;    6. les directivres et procéures sur la gestion et la qualité des installations et dispositions sanitaires si de telles installations et dispositions sanitaires sont fournies par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 22.2.6 du CCAG ; et 2. toutes autres exigences indiquées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.   22.2.8 Funérailles  En cas de décès d’un Personnel de l’Entrepreneur ou d’un membre de leur famille l’accompagnant, l’Entrepreneur doit prendre en charge toutes dispositions pour leur rapatriement ou leur inhumation, sauf disposition contraire du CCAP.  22.2.9 Etats du Personnel de l’Entrepreneur  L’Entrepreneur doit maintenir des états à jour de son Personnel faisant apparaître le nombre de membres de chaque catégorie professionnelle présent sur le Site et leur âge, sexe, heures travaillées et les rémunérations versées à tous les personnels. Les états sont présentés chaque mois du calendrier, sous une forme approuvée par le Directeur de Projet et doivent être disponibles pour inspection par le Directeur de Projet jusqu’à l’achèvement des travaux par l’Entrepreneur.  22.2.10 Fournitures de denrées alimentaires  L’Entrepreneur doit organiser l’approvisionnement en denrées alimentaires en quantité suffisante selon les exigences des Spécifications et à un prix raisonnable, pour son Personnel utilisé dans le cadre du Marché ou en relation avec celui-ci.  22.2.11 Fourniture d’eau  L’Entrepreneur doit organiser l’approvisionnement en eau potable et pour tout autre usage, en quantité suffisante pour son Personnel, en tenant compte des conditions locales.  22.2.12 Mesures contre les insectes et autres nuisibles  L’Entrepreneur doit en tout temps, prendre les précautions nécessaires afin de protéger son Personnel employé sur le Site des insectes et autres nuisibles, et de réduire son exposition aux risques sanitaires. L’Entrepreneur doit se conformer à toute réglementation locale des autorités sanitaires, y compris concernant l’usage des insecticides.  22.2.13 Boissons alcooliques et narcotiques  L’Entrepreneur ne doit pas importer, vendre, échanger ni disposer en aucune manière de boissons alcooliques ou de narcotiques, ni permettre l’importation, la vente, l’échange ou la mise à disposition de tels produits par son Personnel, sauf lorsque cela est effectué en conformité avec la législation du Pays.  22.2.14 Armes et munitions  L’Entrepreneur ne doit donner à quiconque, ni échanger avec quiconque, ni disposer en aucune manière d’armes ou de munitions d’aucune sorte, ni permettre à son Personnel de mener de telles activités.  22.2.15 Organisations des Travailleurs  Dans les pays où les lois du travail pertinentes reconnaissent le droit des travailleurs de former et d’adhérer aux organisations de travailleurs de leur choix et de négocier collectivement sans ingérence, l’Entrepreneur doit se conformer à ces lois. Dans de telles circonstances, le rôle des organisations de travailleurs légalement établies et des représentants légitimes des travailleurs sera respecté, et ils recevront les informations nécessaires à une négociation significative en temps opportun. Lorsque les lois du travail pertinentes restreignent considérablement les organisations de travailleurs, l’Entrepreneur doit permettre à son Personnel d’autres moyens d’exprimer ses griefs et de protéger ses droits concernant les conditions de travail et les conditions d’emploi. L’Entrepreneur ne doit pas chercher à influencer ou à contrôler ces moyens alternatifs. L’Entrepreneur ne doit pas faire de discrimination ou de représailles contre son Personnel qui participe, ou cherche à participer, à ces organisations et à ces mécanismes de négociation collective ou autres. On s’attend à ce que les organisations de travailleurs représentent équitablement les travailleurs de la main-d’œuvre.  22.2.16 Non-Discrimination et Opportunité Egale  L’Entrepreneur ne doit pas prendre de décisions relatives à l’emploi ou au traitement de son Personnel sur la base de caractéristiques personnelles non liées aux exigences inhérentes au poste. L’Entrepreneur doit fonder l’emploi de son Personnelt sur le principe de l’égalité des chances et de l’équité de traitement, et ne doit pas faire de discrimination en ce qui concerne les aspects de la relation de travail, y compris le recrutement et l’embauche, la rémunération (y compris les salaires et les avantages sociaux), les conditions de travail et les conditions d’emploi, l’accès à la formation, l’affectation, la promotion, la cessation d’emploi ou la retraite, et les pratiques disciplinaires.  Les mesures spéciales de protection ou d’assistance visant à remédier à la discrimination passée ou à la sélection pour un emploi particulier sur la base des exigences inhérentes à l’emploi ne sont pas considérées comme de la discrimination. Le contractant doit fournir la protection et l’assistance nécessaires pour assurer la non-discrimination et l’égalité des chances, y compris pour des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants et les enfants (en âge de travailler conformément à la Sous-Clause 22.2.19 du CCAG).  22.2.17 Mécanisme de Règlement des Griefs relatifs au Personnel de l’Entrepreneur  L’Entrepreneur doit disposer d’un mécanisme de règlement des griefs pour son Personnel et, le cas échéant, pour les organisations de travailleurs mentionnées à la Sous-Clause 22.2.15, afin de soulever les préoccupations en milieu de travail. Le mécanisme de règlement des griefs est proportionné à la nature, à l’ampleur, aux risques et aux impacts du Marché. Le mécanisme doit répondre rapidement aux préoccupations, au moyen d’un processus compréhensible et transparent qui fournit un retour d’information en temps utile aux personnes concernées dans une langue qu’elles comprennent, sans aucune rétribution, et fonctionne de manière indépendante et objective.  Le Personnel de l’Entrepreneur doit être informé du mécanisme de règlement des griefs au moment de l’engagement pour le contrat et des mesures mises en place pour le protéger contre toute représaille pour son utilisation. Des mesures doivent être mises en place pour rendre le mécanisme de règlement des griefs facilement accessible à tout le Personnel de l’Entrepreneur.  Le mécanisme de règlement des griefs ne doit pas entraver l’accès à d’autres recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être disponibles, ni se substituer aux mécanismes de règlement des griefs prévus par les conventions collectives.  Le mécanisme de règlement des griefs peut utiliser les mécanismes de règlement des griefs existants, à condition qu’ils soient correctement conçus et mis en œuvre, qu’ils répondent rapidement aux préoccupations et qu’ils soient facilement accessibles à ces travailleurs du projet. Les mécanismes de règlement des griefs existants peuvent être complétés, au besoin, par des arrangements propres au Marché.  22.2.18 Travail Forcé  L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ou engager le travail forcé. Le travail forcé consiste en tout travail ou service, non exécuté volontairement, qui est exigé d’une personne sous la menace de la force ou d’une peine, et comprend tout type de travail involontaire ou obligatoire, tel que le travail sous contrat, le travail servile ou des accords similaires de contrat de travail.  Aucune personne ayant fait l’objet de la traite ne peut être employée ou engagée. La traite des personnes est définie comme le recrutement, le transport, le transfert, l’hébergement ou la réception de personnes au moyen de la menace ou de l’emploi de la force ou d’autres formes de coercition, d’enlèvement, de fraude, de tromperie, d’abus de pouvoir ou d’une position de vulnérabilité, ou de l’octroi ou de la réception de paiements ou d’avantages pour obtenir le consentement d’une personne ayant le contrôle sur une autre personne, à des fins d’exploitation.  L’Entrepreneur doit également prendre des mesures pour exiger de ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils n’emploient pas ou n’engagent pas de travail forcé, y compris les personnes victimes de la traite. Si des cas de travail forcé ou de traite sont identifiés, l’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger des fournisseurs qu’ils prennent les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne remédie pas à la situation, l’Entrepreneur doit remplacer le fournisseur par un fournisseur capable de gérer ces risques dans un délai raisonnable.  2.2.19 Travail des enfants  L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ni engager un enfant de moins de 14 ans, sauf si la législation nationale spécifie un âge plus élevé (l’âge minimum).  L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans d’une manière susceptible d’être dangereuse, ou d’interférer avec l’éducation de l’enfant, ou d’être préjudiciable à la santé ou au développement physique, mental, spirituel, moral ou social de l’enfant.  L’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants, ne doit employer ou engager des enfants âgés de 18 ans qu’après qu’une évaluation appropriée des risques a été effectuée par l’Entrepreneur avec le consentement du Maître d’Oeuvre. L’Entrepreneur doit faire l’objet d’un suivi régulier par le Directeur de projet, y compris un suivi de l’hygiène, des conditions de travail et des heures de travail.  Un travail considéré comme dangereux pour les enfants est un travail qui, de par sa nature ou les circonstances dans lesquelles il est effectué, est susceptible de mettre en péril la santé, la sécurité ou la moralité des enfants. Ces activités professionnelles interdites aux enfants comprennent le travail:   1. en cas d’exposition à des abus physiques, psychologiques ou sexuels; 2. sous terre, sous l’eau, travaillant en hauteur ou dans des espaces confinés; 3. avec des machines, des équipements ou des outils dangereux, ou impliquant la manutention ou le transport de charges lourdes; 4. dans des environnements malsains exposant les enfants à des substances, agents ou processus dangereux, ou à des températures, du bruit ou des vibrations nocifs pour la santé; ou 5. dans des conditions difficiles telles que le travail pendant de longues heures, pendant la nuit ou en confinement dans les locaux de l’employeur.   L’Entrepreneur doit également prendre des mesures pour exiger de ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils n’emploient pas ou n’engagent pas de travail des enfants. Si des cas de travail des enfants sont identifiés, l’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger des fournisseurs qu’ils prennent les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne remédie pas à la situation, l’Entrepreneur doit remplacer le fournisseur par un fournisseur capable de gérer ces risques dans un délai raisonnable.  22.3 Equipements de l’Entrepreneur  22.3.1 Tous les équipements de l’Entrepreneur amenés par l’Entrepreneur sur le Site seront réputés être exclusivement destinés à l’exécution du Marché. L’Entrepreneur ne devra pas les enlever du Site sans que le Directeur de projet n’ait reconnu au préalable que ces équipements ne sont plus nécessaires à l’exécution du Marché.  22.3.2 Sauf stipulation contraire du Marché, l’Entrepreneur devra enlever du Site tous les équipements qu’il aura apportés sur le Site, ainsi que tous les surplus de matériaux qui resteront sur le Site, lors de l’achèvement des Installations.  22.3.3 Si l’Entrepreneur le lui demande, le Maître d’Ouvrage devra déployer toute la diligence requise pour l’aider à obtenir toutes les autorisations que l’Entrepreneur devra se faire délivrer par les autorités administratives compétentes, au niveau local, régional ou national, afin de pouvoir réexporter les équipements importés par l’Entrepreneur pour l’exécution du Marché, et qui ne sont plus nécessaires à cette exécution.  22.4 Règlement de Chantier  Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur devront établir un règlement de chantier imposant les règles à observer dans l’exécution du Marché sur le chantier, et auxquelles ils devront se conformer. L’Entrepreneur devra préparer un projet de règlement de chantier, qu’il soumettra pour approbation au Directeur de projet avec copie au Maître d’Ouvrage, étant entendu que cette approbation ne devra pas lui être refusée sans motif valable.  Ces règlements du Chantier doivent comprendre, sans toutefois s’y limiter, le Code de conduite pour les aspects environnementaux et sociaux soumis dans le cadre de l’Offre et accepté par le Maître d’Ouvrage, les dispositions de sécurité conformément à la Sous-Clause 22.8 du CCAG, la sécurité des installations, le contrôle des accès, l’assainissement, les soins médicaux et la prévention des incendies.  L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s’assurer que le personnel de chaque entrepreneur, employé pour l’exécution du Marché sur le Site ou dans d’autres liuxs où le Montage des installation sont effectués, est informé du Code de conduite, y compris les comportements spécifiques qui sont interdits, et comprend les conséquences de se livrer à de tels comportements interdits.  Ces mesures comprennent la fourniture d’instructions et de documents qui peuvent être compris par le personnel de l’Entrepreneur, et la recherche d’obtenir la signature de cette personne accusant réception de ces instructions et / ou documents, le cas échéant.  L’Entrepreneur doit également s’assurer que le Code de conduite est affiché de manière visible à plusieurs endroits sur le Site et à tout autre endroit où le Montage des installations seront effectués, ainsi que dans des zones à l’extérieur du Site accessibles à la communauté locale et aux personnes touchées par le projet. Le Code de conduite affiché doit être fourni dans des langues compréhensibles pour le Personnel de l’entrepreneur, le Personnel du Maître d’Ouvrage et la communauté locale.  La stratégie de gestion et les plans de mise en œuvre de l’Entrepreneur doivent comprendre des processus appropriés pour que l’Entrepreneur puisse vérifier le respect de ces obligations.  22.5 Opportunités pour d’Autres Entrepreneurs  22.5.1 Sur demande écrite du Maître d’Ouvrage ou du Directeur de projet, et dans toute la mesure où il le peut raisonnablement, l’Entrepreneur devra donner aux autres entrepreneurs engagés par le Maître d’Ouvrage, travaillant sur le Site ou à proximité de celui-ci, la possibilité d’exécuter leurs propres travaux.  22.5.2 Si, accédant à une demande écrite du Maître d’Ouvrage ou du Directeur de projet, l’Entrepreneur met à la disposition de ces autres entrepreneurs des routes ou voies que l’Entrepreneur a la responsabilité d’entretenir, ou s’il permet à ces autres entrepreneurs d’utiliser des équipements de l’Entrepreneur, ou si l’Entrepreneur fournit d’autres prestations à ces autres entrepreneurs, le Maître d’Ouvrage devra indemniser intégralement l’Entrepreneur de toute perte ou de tout dommage causé ou occasionné par ces autres entrepreneurs, à l’occasion de cette utilisation ou de ces prestations, et il devra payer à l’Entrepreneur une rémunération raisonnable pour l’utilisation de ces équipements ou la fourniture de ces prestations.  22.5.3 L’Entrepreneur devra de même veiller à exécuter ses travaux de manière à gêner le moins possible l’exécution des travaux confiés à d’autres entrepreneurs. Le Directeur de projet tranchera tout différend ou conflit qui pourrait s’élever entre l’Entrepreneur et d’autres entrepreneurs, ou entre l’Entrepreneur et le personnel du Maître d’Ouvrage, à propos de l’exécution de leurs travaux respectifs.  22.5.4 L’Entrepreneur devra notifier sans délai au Directeur de projet les défauts qu’il aura constatés dans les travaux d’autres entrepreneurs et qui pourraient affecter les travaux de l’Entrepreneur. Le Directeur de projet devra déterminer les mesures correctives à prendre, le cas échéant, afin de remédier à cette situation, après inspection des Installations. Les décisions prises par le Directeur de projet s’imposeront à l’Entrepreneur.  22.6 Travaux d’urgence  Dans le cas où une situation d’urgence survenant au cours ou à l’occasion de l’exécution du Marché imposerait d’effectuer des travaux d’urgence, à titre préventif, correctif ou conservatoire, pour éviter que les Installations soient endommagées, l’Entrepreneur devra immédiatement exécuter ces travaux. Si l’Entrepreneur est dans l’incapacité ou refuse d’exécuter ces travaux immédiatement, le Maître d’Ouvrage pourra exécuter ou faire exécuter les travaux qu’il jugera nécessaires, afin d’empêcher que les Installations soient endommagées. Dans ce cas, et dès qu’il le pourra pratiquement après que cette situation d’urgence se sera manifestée, le Maître d’Ouvrage devra notifier par écrit à l’Entrepreneur cette situation d’urgence, les travaux exécutés et les motifs pour lesquels ils l’ont été. Si les travaux exécutés par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage constituent des travaux que l’Entrepreneur devait exécuter à ses frais en vertu du Marché, l’Entrepreneur devra payer au Maître d’Ouvrage le coût raisonnable encouru par le Maître d’Ouvrage pour exécuter ou faire exécuter ces travaux. Dans tous les autres cas, le Maître d’Ouvrage assurera les frais de ces travaux à sa charge.  22.7 Nettoyage du chantier  22.7.1 *Nettoyage en cours de chantier* : Pendant l’exécution du Marché, l’Entrepreneur devra veiller à ce que le site ne soit pas inutilement obstrué, et il devra stocker ou enlever les matériaux en surplus, enlever les décombres, déchets et ouvrages provisoires, et enlever tous les équipements de l’Entrepreneur qui ne sont plus exigés pour l’exécution du Marché.  22.7.2 *Nettoyage du chantier après achèvement* : Après achèvement complet des Installations, l’Entrepreneur devra déblayer et enlever du site tous les décombres, déchets et débris de toute sorte, et laisser le site et les Installations en parfait état de propreté et de sécurité.  22.8 Sécurité sur le Site.  L’Entrepreneur est responsable de la sécurité sur le Site, y compris la fourniture et l’entretien à ses propres frais de tout l’éclairage, des clôtures et de la surveillance lorsque cela est nécessaire à la bonne exécution et à la protection des Installations, ou à la sécurité des propriétaires et des occupants des propriétés adjacentes et à la sécurité du public.  Si les exigences du Maître d’Ouvrage l’exigent, l’Entrepreneur doit soumettre au Directeur de projet, sans objection, un plan de gestion de la sécurité qui établit les modalités de sécurité sur le Site.  Lorsqu’il prend des dispositions en matière de sécurité, l’Entrepreneur doit être guidé par les lois applicables et toute autre exigence énoncée dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur doit : (i) effectuer des vérifications appropriées des antécédents de tout membre du personnel retenu pour assurer la sécurité; (ii) former adéquatement le personnel de sécurité (ou déterminer qu’il est correctement formé) à l’usage de la force (et, le cas échéant, aux armes à feu) et à la conduite appropriée envers le personnel de l’Entrepreneur, le Personnel du Maître d’Ouvrage et les collectivités touchées; et (iii) exiger du personnel de sécurité qu’il agisse dans le respect des lois applicables et de toute exigence énoncée dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur ne doit permettre à aucun recours à la force par le personnel de sécurité pour assurer la sécurité, sauf lorsqu’il est utilisé à des fins préventives et défensives proportionnellement à la nature et à l’étendue de la menace.  22.9 Protection de l’environnement  L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour :   * + 1. protéger l’environnement (à la fois sur et en dehors du Site); et     2. limiter les dommages et les nuisances aux personnes et aux biens résultant de la pollution, du bruit et d’autres résultats des opérations et/ ou activités de l’Entrepreneur.   L’Entrepreneur doit s’assurer que les émissions, les rejets de surface, les effluents et tout autre polluant provenant des activités de l’Entrepreneur ne dépassent ni les valeurs indiquées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, ni celles prescrites par les lois applicables.  En cas de dommages à l’environnement, à la propriété et/ou de nuisances pour les personnes, sur le Site ou à l’extérieur, à la suite des opérations de l’Entrepreneur, l’Entrepreneur doit convenir avec le Directeur de projet des mesures appropriées et du calendrier pour remédier, dans la mesure du possible, à la remise en son état antérieur de l’environnement ainsi endommagé. L’Entrepreneur doit mettre en œuvre ces recours à ses frais à la satisfaction du Directeur de projet.  22.10 Circulation et Sécurité Routière  L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour éviter que des incidents et des blessures ne soient causés à un tiers et associés à l’utilisation de l’équipement de l’Entrepreneur sur les routes publiques ou d’autres infrastructures publiques.  L’Entrepreneur doit surveiller et utiliser les incidents de sécurité routière et les rapports d’accidents pour identifier les problèmes de sécurité négatifs, et établir et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour les résoudre.  22.11 Découvertes du Patrimoine Culturel  Tous les fossiles, pièces de monnaie, objets de valeur ou d’antiquité, structures, groupes de structures et autres vestiges ou objets d’intérêt géologique, archéologique, paléontologique, historique, architectural et religieux trouvés sur le Site seront placés sous la suveillance et la garde du Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur doit :   1. prendre toutes les précautions raisonnables, y compris clôturer la zone ou le site de la constatation, pour éviter d’autres perturbations et empêcher le Personnel de l’Entrepreneur ou d’autres personnes d’enlever ou d’endommager l’une ou l’autre de ces découvertes; 2. dès que possible après la découverte d’une telle constatation, donner un avis au Directeur de projet, afin de lui donner la possibilité d’inspecter et/ou d’enquêter rapidement sur la constatation avant qu’elle ne soit perturbée et d’émettre des instructions pour y faire face; 3. former le personnel de l’Entrepreneur concerné sur les procédures de traitement de ces constatations; et 4. mettre en œuvre toute autre mesure conforme aux exigences des Exigences du Maître d’Ouvrage et aux lois pertinentes.   Si l’Entrepreneur subit un retard et/ou engage des coûts supplémentaires en se conformant aux instructions du Directeur de projet, l’Entrepreneur aura droit à une prolongation de délai en vertu de la Sous-Clause 40.1 du CCAG, et le montant de ces coûts supplémentaires sera ajouté au prix du Marché. |
| 1. Essais et Inspections | 23.1 L’Entrepreneur devra réaliser à ses propres frais, au lieu de fabrication et/ou sur le site, tous les essais et/ou inspections des matériels et équipements et de toute partie des Installations, dans les conditions spécifiées par le Marché.  23.2 Le Maître d’Ouvrage et le Directeur de projet ou leurs représentants désignés seront en droit d’assister aux essais et/ou inspections précités, étant entendu que le Maître d’Ouvrage supportera tous les frais et dépenses encourus pour y assister, y compris, sans caractère limitatif, tous les frais de voyage, de restauration et d’hébergement.  23.3 Chaque fois qu’il sera prêt à réaliser l’un quelconque de ces essais et/ou l’une quelconque de ces inspections, l’Entrepreneur devra en prévenir le Directeur de projet raisonnablement à l’avance, en lui indiquant le lieu, la date et l’heure de cet essai et/ou de cette inspection. L’Entrepreneur devra obtenir de tout tiers, constructeur ou fabricant concerné toutes les autorisations ou les permis nécessaires pour permettre au Maître d’Ouvrage et au Directeur de projet d’assister à l’essai et/ou à l’inspection en question.  23.4 L’Entrepreneur devra fournir au Directeur de projet un rapport certifié des résultats de chacun de ces essais et/ou de chacune de ces inspections.  Dans le cas où le Maître d’Ouvrage ou le Directeur de projet s’abstiendraient d’assister à un essai et/ou à une inspection, ou encore si les parties conviennent qu’ils n’y assisteront pas, l’Entrepreneur pourra procéder à l’essai et/ou à l’inspection en l’absence du Maître d’Ouvrage et/ou du Directeur de projet (selon le cas) et fournir au Directeur de projet un rapport certifié des résultats de cet essai et/ou de cette inspection.  23.5 Le Directeur de projet pourra exiger de l’Entrepreneur qu’il réalise des essais et/ou inspections non exigés par le Marché, étant entendu que les coûts et dépenses raisonnables encourus par l’Entrepreneur pour la réalisation de cet essai et/ou de cette inspection seront ajoutés au montant du Marché. En outre, si cet essai et/ou cette inspection empêche l’avancement des travaux de montage des Installations et/ou l’exécution par l’Entrepreneur des autres obligations mises à sa charge par le Marché, il en sera tenu compte dans le délai d’achèvement et le délai d’exécution des autres obligations ainsi affectées.  23.6 Si l’un des matériels et équipements ou une partie des Installations ne subit pas avec succès un essai et/ou une inspection quelconque, l’Entrepreneur devra soit rectifier soit remplacer ce matériel, cet équipement ou cette partie de l’Ouvrage, et répéter cet essai et/ou cette inspection, en en prévenant le Directeur de projet conformément à la Sous-Clause 23.3 ci-dessus.  23.7 S’il surgit un différend ou une divergence d’opinion entre les parties à propos d’un essai et/ou d’une inspection des matériels et équipements ou d’une partie des Installations, que les parties ne parviennent pas à résoudre dans un délai raisonnable, ce différend pourra être soumis pour décision à un Comité de Règlement des Différends, conformément à la Sous-Clause 46.3 du CCAG.  23.8 L’Entrepreneur devra donner au Maître d’Ouvrage et au Directeur de projet, aux frais du Maître d’Ouvrage, l’accès à tout moment raisonnable et lieu où les matériels et équipements sont fabriqués ou aux Installations en cours de montage, afin qu’ils puissent inspecter l’avancement des travaux et le mode de fabrication ou de Montage d’installations, à tous moments et heures raisonnables, sous réserve que le Directeur de projet en informe l’Entrepreneur suffisamment à l’avance.  Sans préjudice de la Sous-Clause 9.7 du CCAG, selon les instructions du Directeur de projet, l’Entrepreneur doit également permettre à d’autres entités concernées (aux frais du Maître d’Ouvrage ou de leurs entités respectives, selon le cas) d’accéder aux installations, d’inspecter les progrès et la manière dont les Installations sont exécutées, d’effectuer un audit environnemental et social, le cas échéant, ou d’effectuer toute autre tâche telle qu’énoncée dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ou selon les instructions du Directeur de projet.  23.9 L’Entrepreneur convient qu’il ne sera délié de ses responsabilités aux termes du Marché ni par la réalisation des essais et/ou des inspections des matériels et équipements ou de toute partie de l’Ouvrage, ni du fait de l’assistance du Maître d’Ouvrage ou du Directeur de projet à des essais et/ou inspections ni encore du fait de l’établissement d’un rapport sur les résultats de ces essais et/ou inspections, conformément à la Sous-Clause 23.4 ci-dessus.  23.10 Aucune partie des Installations ou des fondations ne devra être recouverte sur le site, sans qu’il ait été procédé aux essais et/ou inspections exigés par le Marché, et l’Entrepreneur devra prévenir le Directeur de projet, suffisamment à l’avance, dès que cette partie des Installations ou des fondations sera prête ou pratiquement prête à subir cet essai et/ou cette inspection ; cet essai et/ou cette inspection et les formalités de notification dont ils feront l’objet doivent satisfaire aux exigences du Marché.  23.11 L’Entrepreneur devra dégager toute partie des Installations ou des fondations, ou y pratiquer toutes les ouvertures que le Directeur de projet pourra exiger de temps à autre sur le site, et il devra ensuite recouvrir et remettre cette ou ces parties dans leur état antérieur. S’il s’avère qu’une partie des Installations ou des fondations, recouverte sur le site après qu’il a été satisfait aux exigences posées par la Sous-Clause 23.10 ci-dessus, a été exécutée en parfaite conformité avec le Marché, le Maître d’Ouvrage prendra à sa charge les frais encourus afin de dégager et pratiquer des ouvertures dans cette partie des Installations ou des fondations, conformément à la demande du Directeur de projet, et afin de la recouvrir et la remettre ensuite en état, et le délai d’achèvement sera raisonnablement ajusté pour tenir compte du retard ou de la gêne en résultant pour l’exécution des obligations mises à la charge de l’Entrepreneur aux termes du Marché. |
| 1. Achèvement des Installations | 24.1 Dès que l’Entrepreneur estimera que les Installations ou toute partie de celles-ci sont achevées, sur le plan du gros-œuvre, du second-œuvre et des installations mécaniques, et se trouvent en parfait état de propreté et de conformité aux Spécifications techniques, exception faite de certains aspects mineurs n’ayant aucune incidence importante sur le fonctionnement ou la sécurité des Installations, l’Entrepreneur devra en aviser le Maître d’Ouvrage, en lui adressant une notification écrite à cet effet.  24.2 Dans les sept (7) jours qui suivront la réception de la notification de l’Entrepreneur, donnée en vertu de la Sous-Clause 24.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra fournir le personnel d’exploitation et d’entretien indiqué à l’annexe correspondante (Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage) de l'Acte d'engagement pour la mise en service provisoire des Installations ou d’une partie de celles-ci. Conformément à cette même annexe, le Maître d’Ouvrage fournira également, dans les sept (7) jours susmentionnés, l’ensemble des matières premières, eau et électricité, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la mise en service provisoire de tout ou partie des Installations.  24.3 Dès que cela sera pratiquement possible après que le Maître d’Ouvrage aura mis à disposition le personnel d’exploitation et d’entretien, et fourni les matières premières, eau et électricité, combustibles, lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la mise en service provisoire de toute ou partie des Installations conformément à la Sous-Clause 24.2 ci-dessus, l’Entrepreneur commencera la mise en service provisoire des Installations ou de la partie des Installations, en préparation de la mise en service opérationnelle, sous réserves de la Sous-Clause 25.5 du CCAG.  24.4 Dès que tous les travaux de mise en service provisoire auront été achevés, et dès que l’Entrepreneur estimera que la mise en service opérationnelle des Installations ou d’une partie de celles-ci peut commencer, l’Entrepreneur devra adresser une notification écrite à cet effet au Directeur de projet.  24.5 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification donnée par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 24.4 ci-dessus, le Directeur de projet devra soit émettre un certificat d’achèvement dans la forme spécifiée à la Section Modèles de documents et procédures, indiquant que les Installations ou la partie en question ont été achevées à la date de la notification donnée par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 24.4 ci-dessus, soit notifier par écrit à l’Entrepreneur tous les défauts et/ou insuffisances qu’il aura constatés.  Si le Directeur de projet notifie l’existence de défauts et/ou insuffisances à l’Entrepreneur, ce dernier devra les corriger, y remédier et réitérer la procédure décrite à la Sous-Clause 24.4 ci-dessus.  Si le Directeur de projet est satisfait de l’Achèvement correct des Installations ou de la partie en question, le Directeur de projet devra, dans les sept (7) jours suivant la réception de la notification réitérée de l’Entrepreneur, émettre un certificat d’achèvement attestant de l’achèvement des Installations ou de la partie en question, à la date de la notification réitérée de l’Entrepreneur.  Si le Directeur de projet n’est pas satisfait, il devra notifier par écrit à l’Entrepreneur tous les défauts et/ou insuffisances qu’il aura constatés, dans les sept (7) jours suivant la seconde notification de l’Entrepreneur, moyennant quoi la procédure ci-dessus devra être de nouveau répétée.  24.6 Si le Directeur de projet émet le certificat d’achèvement et n’informe pas l’Entrepreneur des défauts et/ou insuffisances qu’il a constatés, dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification donnée par l’Entrepreneur conformément à la Sous-Clause 24.4 ci-dessus, ou dans les sept (7) jours suivant la réception de la seconde notification faite par l’Entrepreneur conformément à la Sous-Clause 24.5 ci-dessus, ou encore si le Maître d’Ouvrage utilise les Installations ou une partie de celles-ci, les Installations ou la partie en question de celles-ci seront réputées avoir été en état d’achèvement à la date de la notification ou de la notification réitérée de l’Entrepreneur, ou de l’utilisation des Installations par le Maître d’Ouvrage, selon le cas.  24.7 L’Entrepreneur devra achever tous les petits travaux restant en suspens, dès que possible après l’achèvement, de telle sorte que les Installations soient parfaitement conformes aux exigences du Marché, à faute de quoi le Maître d’Ouvrage procédera lui-même à l’exécution de ces travaux et déduira le coût correspondant de toutes sommes restant dues à l’Entrepreneur.  24.8 L’Achèvement aura pour effet de transférer au Maître d’Ouvrage la responsabilité de veiller aux Installations ou à la partie en question et d’en assurer la garde ; il aura également pour effet de lui transférer les risques de pertes ou de dommages des Installations ou de la partie en question. Le Maître d’Ouvrage prendra possession des Installations ou de la partie en question dès son achèvement. |
| 1. Mise en Service et Réception Opérationnelles | 25.1 Mise en Service Opérationnelle  25.1.1 L’Entrepreneur entreprendra la mise en service opérationnelle des Installations ou de toute partie de celles-ci immédiatement après l’établissement par le Directeur de projet du Certificat d’Achèvement visé à la Sous-Clause 24.5 du CCAG, ou immédiatement après que les Installations ou la partie en question auront été réputées achevées conformément à la Sous-Clause 24.6 du CCAG.  25.1.2 Le Maître d’Ouvrage fournira son propre personnel, ainsi que l’ensemble des matières premières, eau et électricité, combustibles lubrifiants, produits chimiques, catalyseurs et autres matériaux et ouvrages que nécessite la Mise en Service Opérationnelle.  25.1.3 Conformément aux dispositions contractuelles, le personnel d’assistance de l’Entrepreneur et du Directeur de Projet assistera à la Mise en Service Opérationnelle, y compris aux essais de garantie, et assistera et conseillera le Maître d’Ouvrage.  25.2 Essai de conformité et de garanties opérationnelles (« Essai de Garantie »)  25.2.1 Sous réserve de la Sous-Clause 25.5 du CCAG, l’Essai de Garantie (et ses répétitions) devra être réalisé par l’Entrepreneur pendant la Mise en Service Opérationnelle des Installations ou de la partie en question, afin de déterminer si les Installations ou sa partie en question peuvent atteindre les Garanties Fonctionnelles spécifiées dans les Spécifications techniques. Le Maître d’Ouvrage devra fournir sans délai à l’Entrepreneur toutes les informations que ce dernier pourra raisonnablement exiger en relation avec la conduite et les résultats de l’Essai de Garantie (et de ses répétitions).  25.2.2 Dans le cas où, pour des raisons non imputables à l’Entrepreneur, l’Essai de Garantie ne pourrait pas être achevé avec succès dans le délai requis à compter de l’achèvement, qu’il s’agisse du délai stipulé dans le **CCAP** ou de tel autre délai défini d’un commun accord entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, l’Entrepreneur sera réputé avoir rempli ses obligations en matière de garanties opérationnelles et les dispositions des Sous-Clauses 28.2 et 28.3 du CCAG ne seront pas d’application.  25.3 Réception Opérationnelle  25.3.1 Sous réserve des dispositions de la Clause 25.4 ci-dessous, la réception opérationnelle des Installations ou de la partie en question interviendra lorsque :  a) l’Essai de Garantie aura été réalisé avec succès et les garanties opérationnelles auront été satisfaites ; ou  b) l’Essai de Garantie n’aura pas été réalisé avec succès ou n’aura pas pu être réalisé pour des raisons non imputables à l’Entrepreneur, dans le délai suivant l’achèvement spécifié dans le CCAP ou dans tout autre délai convenu, ainsi qu’il est spécifié à la Sous-Clause 25.2.2 ci-dessus ; ou  c) l’Entrepreneur aura payé la pénalité forfaitaire spécifiée à la Sous-Clause 28.3 du CCAG ; et  d) tous les travaux mineurs, relatifs à l’Ouvrage ou à sa partie concernée, tels qu’ils sont visés à la Sous-Clause 24.7 ci-dessus, auront été achevés.  25.3.2 Dès que l’un quelconque des événements visés dans la Sous-Clause 25.3.1 ci-dessus se sera produit, l’Entrepreneur pourra donner à tout moment au Directeur de projet une notification demandant l’établissement d’un certificat de réception opérationnelle, revêtant la forme prévue dans le Dossier d’appel d’offres ou toute autre forme jugée acceptable par le Maître d’Ouvrage, au titre des Installations ou de la partie en question spécifiée dans cette notification, et établi à la date de cette notification.  25.3.3 Le Directeur de projet devra établir ce certificat de réception opérationnelle dans les sept (7) jours suivant la réception de cette notification de l’Entrepreneur, après s’être dûment concerté avec le Maître d’Ouvrage.  25.3.4 Si, dans les sept (7) jours suivant la réception de la notification de l’Entrepreneur, le Directeur de projet s’abstient d’établir le certificat de réception opérationnelle ou d’informer l’Entrepreneur par écrit des motifs justifiables pour lesquels le Directeur de projet n’a pas établi le certificat de réception opérationnelle, les Installations ou la partie en question de celles-ci seront réputées avoir été réceptionnées à la date de cette notification de l’Entrepreneur.  25.4 Réception Partielle  25.4.1 Si le Marché spécifie que l’Achèvement et la Mise en Service doivent avoir lieu de manière échelonnée pour certaines parties des Installations, les dispositions relatives à l’Achèvement et à la Mise en Service (y compris celles qui s’appliquent à l’essai de garantie) s’appliqueront individuellement à chacune de ces parties des Installations, et le Certificat de Réception Opérationnelle sera par conséquent établi pour chacune de ces parties des Installations.  25.4.2 Dans le cas où une partie des Installations comprendrait des ouvrages, des bâtiments par exemple, pour lesquels aucune Mise en Service ni aucun Essai de Garantie ne sont nécessaires, le Directeur de projet devra établir le Certificat de Réception Opérationnelle de cet ouvrage lorsqu’il aura atteint le stade de l’Achèvement, étant entendu que l’Entrepreneur devra ensuite achever tous les travaux mineurs restés en suspens, tels qu’ils seront énumérés dans le Certificat de Réception Opérationnelle.  25.5. Mise en Service Provisoire et/ou Essai de Garantie hors délai  25.5.1 Dans l’éventualité où l’Entrepreneur ne peut pas procéder à la Mise en Service Provisoire des Installations conformément aux dispositions de la Sous-Clause 24.3 du CCAG, ou à l’Essai de Garantie conformément aux dispositions de la Sous-Clause 25.2 du CCAG, pour des raisons attribuables au Maître d’Ouvrage soit du fait de la non-disponibilité d’autres installations sous la responsabilité d’autre(s) entrepreneur(s), ou pour des raisons en dehors du contrôle du Maître d’Ouvrage, les dispositions relatives aux conditions à remplir pour que soient « réputées » achevées les activités telles que l’Achèvement conformément aux dispositions de la Sous-Clause 24.6 du CCAG, la réception opérationnelle, conformément à la Sous-Clause 25.3.4 du CCAG, et la période de garantie, conformément à la Sous-Clause 27.2 du CCAG, les garanties opérationnelles, conformément à la Clause 28 du CCAG, l’entretien et la garde des Installations, conformément à la Clause 32 du CCAG, et la supervision, conformément à la Sous-Clause 41.1 du CCAG, ne seront pas d’application. Dans ces circonstances, les dispositions qui suivent seront d’application.  25.5.2 Lorsque l’Entrepreneur reçoit notification du Directeur de projet qu’il ne lui sera pas possible de procéder aux activités et obligations reprises dans la Sous-Clause 25.5.1 ci-dessus, les dispositions suivantes s’appliqueront en faveur de l’Entrepreneur :  a) le délai d’achèvement sera prolongé pour la période de supervision sans application des pénalités de retard spécifiées à la Sous-Clause 26.2 du CCAG ;  b) les paiements dus à l’Entrepreneur en conformité avec les provisions spécifiées dans l’annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement) de l’Acte d’engagement, qui auraient dû être effectués dans des circonstances normales liées à l’achèvement des activités correspondantes, seront versés à l’Entrepreneur contre remise d’une garantie sous la forme d’une garantie bancaire d’un montant équivalent acceptable par le Maître d’Ouvrage, laquelle deviendra nulle et non avenue lorsque l’Entrepreneur aura satisfait à ses obligations concernant ces paiements, sous réserve des dispositions de la Sous-Clause 25.5.3 ci-dessous ;  c) les dépenses encourues pour l’obtention de la garantie mentionnée ci-dessus et l’extension d’autres garanties contractuelles, dont la validité devra être prolongée, seront remboursées à l’Entrepreneur par le Maître d’Ouvrage ;  d) les frais supplémentaires encourus pour l’entretien et la garde des Installations conformément à la Sous-Clause 32.1 du CCAG seront remboursés à l’Entrepreneur par le Maître d’Ouvrage pour la période entre la notification mentionnée ci-dessus et la notification mentionnée dans la Sous-Clause 25.5.4 ci-dessous. Les dispositions de la Sous-Clause 33.2 du CCAG s’appliqueront aux Installations durant la même période ;  25.5.3 Dans l’éventualité où la période de suspension considérée dans la Sous-Clause 25.5.1 ci-dessus dépassera cent quatre-vingts (180) jours, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur devraient se mettre d’accord sur le montant des compensations supplémentaires dues à l’Entrepreneur ;  25.5.4 Lorsque l’Entrepreneur reçoit la notification par le Directeur de projet que les Installations doivent être prêtes pour la réception provisoire, l’Entrepreneur devra procéder sans délai à l’exécution de toutes les activités et obligations spécifiées à la Clause 24 du CCAG. |

F. Garanties et responsabilités

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Garantie du Délai d’Achèvement | 26.1 L’Entrepreneur garantit qu’il parviendra à l’achèvement des Installations (ou de toute partie de celles-ci pour laquelle un délai d’achèvement séparé est spécifié dans le CCAP) dans le délai d’achèvement spécifié dans le CCAP conformément à la Sous-Clause 8.2 du CCAG, ou dans tel délai prolongé auquel l’Entrepreneur pourra prétendre en vertu de la Clause 40 du CCAG.  26.2 Si l’Entrepreneur ne parvient pas à l’achèvement des Installations ou de toute partie de celles-ci dans le délai d’achèvement ou le délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, l’Entrepreneur devra payer au Maître d’Ouvrage une pénalité de retard forfaitaire du montant spécifié dans le **CCAP**. Le montant total de cette pénalité de retard ne saurait en aucun cas excéder le montant spécifié sous la rubrique « Maximum » du **CCAP**. Lorsque le « Maximum » est atteint, le Maître d’Ouvrage peut envisager de résilier le Marché, conformément à la Sous-Clause 42.2.2 du CCAG.  L’exécution de ce paiement vaudra pleine et entière satisfaction de l’obligation faite à l’Entrepreneur de réaliser l’achèvement des Installations ou de la partie concernée de celles-ci dans le délai d’achèvement ou le délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, et l’Entrepreneur n’aura plus aucune autre responsabilité envers le Maître d’Ouvrage à ce titre.  Cependant, le paiement de cette pénalité de retard forfaitaire ne libérera aucunement l’Entrepreneur de ses obligations d’achever les Installations ni de toutes ses autres obligations et responsabilités aux termes du Marché.  Exception faite de son obligation de payer la pénalité de retard forfaitaire visée à la Sous-Clause 26.2 ci-dessus, l’Entrepreneur ne répondra pas envers le Maître d’Ouvrage de toute perte ou de tout dommage que ce dernier subirait du fait que l’Entrepreneur ne respecterait pas toute date-charnière, ou n’accomplirait pas tout acte, toute opération ou toute formalité d’ici l’une des dates spécifiées à l’annexe correspondante (Calendrier d’exécution) de l’Acte d’engagement et/ou l’une des dates indiquées dans tout autre programme de travail préparé en vertu de la Clause 18 du CCAG.  26.3 Si l’Entrepreneur parvient à l’achèvement des Installations ou de toute partie de celles-ci avant la fin du délai d’achèvement ou du délai prolongé en application de la Clause 40 du CCAG, le Maître d’Ouvrage devra payer à l’Entrepreneur une prime du montant spécifié dans le **CCAP**. Le montant total de cette prime ne saurait en aucun cas excéder le montant spécifié sous la rubrique « Maximum » du **CCAP**. |
| 1. Période de Garantie | 27.1 L’Entrepreneur garantit que les Installations ou toute partie de celles-ci seront exemptes de tous défauts de conception, d’ingénierie, de matériaux et de construction, à la fois en ce qui concerne les matériels et équipements installés et les travaux exécutés.  27.2 Sauf stipulation contraire du **CCAP**, la Période de Garantie sera égale à la plus courte des périodes suivantes : dix-huit (18) mois à compter de la date d’achèvement des Installations (ou de toute partie de celles-ci) ou douze (12) mois à compter de la date de la réception opérationnelle des Installations (ou de toute partie de celles-ci).  Dans le cas où un défaut de conception, d’ingénierie, des matériaux ou de construction entachant les matériels et équipements installés ou les travaux exécutés par l’Entrepreneur apparaîtrait pendant la Période de Garantie, l’Entrepreneur devra réparer, remplacer ou remettre en état à ses frais (au choix discrétionnaire de l’Entrepreneur) les matériels et équipements ou les travaux en question, et remédier à tout dommage que ce défaut aurait causé aux Installations, après s’être concerté et entendu avec le Maître d’Ouvrage sur le moyen le plus approprié de remédier à ce défaut. Il est cependant entendu que l’Entrepreneur n’aura pas la responsabilité de réparer, remplacer ou remettre en état tous défauts ou dommages causés aux Installations, dès lors qu’ils découleraient ou résulteraient de l’une quelconque des causes suivantes :  a) l’exploitation ou l’entretien inapproprié des Installations par le Maître d’Ouvrage, ou  b) l’exploitation des Installations dans des conditions en dehors des spécifications du Marché, ou  c) l’usure normale.  27.3 Les obligations mises à la charge de l’Entrepreneur en vertu de la présente Clause 27 ne s’appliquent pas :  a) aux matériels et équipements fournis par le Maître d’Ouvrage en vertu de la Sous-Clause 21.2 du CCAG ou qui sont normalement consommés dans le cadre de l’exploitation, ou qui ont une durée de vie inférieure à celle de la période de garantie stipulée au Marché ;  b) aux études, spécifications ou autres données respectivement réalisées, fournies ou imposées par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage ou tout autre élément à l’égard duquel l’Entrepreneur a dégagé sa responsabilité ;  c) aux autres matériaux fournis, aux autres travaux exécutés par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage, exception faite des travaux exécutés par le Maître d’Ouvrage en vertu de la Sous-Clause 27.7 ci-dessous.  27.4 Le Maître d’Ouvrage devra adresser à l’Entrepreneur une notification précisant la nature du défaut, accompagnée de toutes les preuves disponibles établissant son existence, et ce sans aucun délai. Dès la découverte de ce défaut, le Maître d’Ouvrage devra donner à l’Entrepreneur toute latitude raisonnable pour inspecter ce défaut.  27.5 Le Maître d’Ouvrage devra donner à l’Entrepreneur l’accès nécessaire aux Installations et au site pour lui permettre d’exécuter les obligations mises à sa charge par la présente Clause 27.  L’Entrepreneur pourra, avec le consentement du Maître d’Ouvrage, enlever du site les matériels et équipements défectueux ou toute partie défectueuse des Installations, si la nature du défaut et/ou du dommage causé par ce défaut aux Installations est telle que les réparations nécessaires ne peuvent pas être réalisées rapidement sur le site.  27.6 Si la nature de la réparation, du remplacement ou de la remise en état est telle qu’elle peut affecter le rendement des Installations ou d’une partie de celles-ci, le Maître d’Ouvrage pourra adresser à l’Entrepreneur une notification exigeant qu’il réalise des essais sur les Installations défectueuses, immédiatement après avoir achevé ces travaux correctifs, moyennant quoi l’Entrepreneur devra réaliser ces essais.  Dans le cas où la partie en question des Installations ne subirait pas ces essais avec succès, l’Entrepreneur devra réaliser les travaux supplémentaires de réparation, de remplacement ou de remise en état (selon le cas) qui pourront être nécessaires, jusqu’à ce que cette partie des Installations subisse ces essais avec succès. Les essais seront définis d’un commun accord entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur.  27.7 Si l’Entrepreneur n’entreprend pas les travaux nécessaires afin de remédier à ce défaut ou à tout dommage que ce défaut aurait causé aux Installations dans un délai raisonnable (qui ne saurait en aucun cas être inférieur à quinze (15) jours), le Maître d’Ouvrage pourra procéder lui-même à ces travaux, après avoir adressé une notification à l’Entrepreneur, et, dans une limite raisonnable, les coûts encourus par le Maître d’Ouvrage en relation avec ces travaux devront lui être payés par l’Entrepreneur ou pourront être déduits par le Maître d’Ouvrage de toutes sommes dues à l’Entrepreneur ou réclamées en vertu de la garantie de bonne exécution.  27.8 Si les Installations ou une partie de celles-ci ne peuvent pas être utilisées en raison de ce défaut et/ou des travaux destinés à remédier à ce défaut, la période de garantie des Installations ou de cette partie, selon le cas, sera prolongée d’une période égale à celle pendant laquelle les Installations ou cette partie ne pourra pas être utilisée par le Maître d’Ouvrage, pour l’une ou l’autre des raisons précitées.   * 1. Excepté dans les conditions stipulées par la présente Clause 27 et par la Clause 33 du CCAG, l’Entrepreneur n’assumera aucune responsabilité, que ce soit en vertu du Marché ou du droit applicable, au titre des défauts entachant les Installations ou une de ses parties ou les matériels et équipements, la conception, l’ingénierie ou les travaux exécutés par lui, qui apparaîtraient après l’achèvement des Installations ou d’une de ses parties, à moins que ces défauts n’aient été causés par une négligence coupable, une fraude, un acte délictueux ou une faute lourde de l’Entrepreneur.   2. En outre, les parties des installations identifiées dans le **CCAP** seront couvertes par une garantie étendue durant la période indiquée dans le **CCAP**. Ces obligations de l’Entrepreneur sont additionnelles aux obligations résultant de la période de garantie définie à la Sous-Clause 27.2 du CCAG. |
| 1. Garanties Opération­nelles | 28.1 L’Entrepreneur garantit que les Installations et toutes ses parties atteindront les garanties de performance spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties opérationnelles) de l’Acte d’engagement, lors de la réalisation de l’Essai de Garantie, dans les conditions stipulées dans le Marché.  28.2 Si, pour des raisons imputables à l’Entrepreneur, les Garanties Opérationnelles spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties Opérationnelles) de l’Acte d’Engagement n’atteignent pas le niveau garanti, en totalité ou en partie, l’Entrepreneur devra, à ses frais, apporter aux Installations ou ses parties les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre au minimum le niveau garanti de ces Garanties Opérationnelles. L’Entrepreneur devra adresser une notification au Maître d’Ouvrage lorsqu’il aura fini d’apporter les changements, modifications et/ou adjonctions nécessaires, et il demandera au Maître d’Ouvrage de procéder à un nouvel essai de garantie, jusqu’à ce que le niveau garanti ait été atteint. Si l’Entrepreneur n’arrive pas à atteindre le niveau minimum de Garanties Opérationnelles, le Maître d’Ouvrage peut envisager de résilier le Marché, conformément à la Sous-Clause 42.2.2 du CCAG.  28.3 Si, pour des raisons imputables à l’Entrepreneur, les Garanties Opérationnelles spécifiées dans l’annexe correspondante (Garanties Opérationnelles) de l’Acte d’Engagement du Marché ne sont pas atteintes, en totalité ou en partie, mais que le niveau minimum des Garanties Opérationnelles spécifiées dans la même annexe est atteint, l’Entrepreneur devra, au choix de l’Entrepreneur :  a) soit apporter aux Installations ou à toute partie de celles-ci, à ses frais, les changements, modifications et/ou adjonctions qui pourront être nécessaires pour atteindre les Garanties Opérationnelles, et demander au Maître d’Ouvrage de procéder à un nouvel Essai de Garantie ;  b) soit payer au Maître d’Ouvrage une indemnité forfaitaire pour non-respect des Garanties Opérationnelles, conformément à l’annexe mentionnée ci-dessus.  28.4 Le paiement de l’indemnité forfaitaire visée à la Sous-Clause 28.3 ci-dessus, à concurrence du plafond indiqué dans l’annexe (Garanties Opérationnelles) de l’Acte d’Engagement, satisfera intégralement les obligations de garantie mises à la charge de l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 28.1 ci-dessus et de toute autre disposition correspondante ou équivalente du Marché, moyennant quoi l’Entrepreneur n’aura plus aucune responsabilité envers le Maître d’Ouvrage à ce titre. Dès le paiement de cette indemnité forfaitaire par l’Entrepreneur, le Directeur de projet devra établir le certificat de réception opérationnelle pour les Installations ou la partie en question ayant donné lieu au paiement de cette indemnité forfaitaire. |
| 1. Obligation d’Indemnisation en cas de contrefaçon de brevet | 29.1 Sous réserve que le Maître d’Ouvrage se conforme aux dispositions de la Sous-Clause 29.2 ci-dessous, l’Entrepreneur devra indemniser et garantir le Maître d’Ouvrage et ses employés et dirigeants contre toute poursuite, action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d’avocat, qui pourraient être dirigés contre le Maître d’Ouvrage, être subis par lui ou être mis à sa charge en conséquence de toute contrefaçon réelle ou alléguée d’un brevet, d’un dessin ou modèle déposé, d’une marque, d’un droit d’auteur (« copyright ») ou de tout autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant autrement à la date du Marché, dès lors que cette contrefaçon réelle ou alléguée aurait pour cause : a) le montage des Installations par l’Entrepreneur ou l’utilisation des Installations dans le pays où le site est implanté ; et b) la vente, dans un pays quelconque, des produits fabriqués dans les Installations.  Il est entendu que cette obligation d’indemnisation ne couvrira aucune utilisation des Installations ou d’une de leurs parties à des fins autres que celles indiquées dans le Marché ou pouvant en être raisonnablement déduites, et qu’elle ne couvrira aucune contrefaçon qui serait due à l’utilisation des Installations ou d’une de ses parties ou des produits fabriqués dans l’Installations, en association ou en combinaison avec tous autres équipements, matériels ou matériaux non fournis par l’Entrepreneur en vertu du Marché.  29.2 Dans le cas où une procédure serait intentée ou une réclamation dirigée contre le Maître d’Ouvrage, dans le contexte de la Sous-Clause 29.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra en aviser l’Entrepreneur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et l’Entrepreneur pourra, à ses propres frais et au nom du Maître d’Ouvrage, assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations destinées à régler à l’amiable cette procédure ou cette réclamation.  Si l’Entrepreneur s’abstient de notifier au Maître d’Ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de cette notification, qu’il entend assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, le Maître d’Ouvrage sera libre de conduire cette procédure en son propre nom. A moins que l’Entrepreneur ne se soit ainsi abstenu de notifier son intention au Maître d’Ouvrage dans ce délai de vingt-huit (28) jours, le Maître d’Ouvrage ne devra faire aucune déclaration qui puisse être préjudiciable à la défense de cette procédure ou de cette réclamation.  Le Maître d’Ouvrage devra, si l’Entrepreneur le lui demande, donner à ce dernier toute l’assistance possible pour assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, auquel cas l’Entrepreneur devra rembourser au Maître d’Ouvrage tous les frais encourus, dans une limite raisonnable, pour lui apporter cette assistance.  29.3 Le Maître d’Ouvrage devra indemniser et garantir l’Entrepreneur et ses employés, dirigeants et sous-traitants contre toute poursuite, action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d’avocat, qui pourraient être dirigés contre l’Entrepreneur, être subis par lui ou être mis à sa charge en conséquence de toute contrefaçon réelle ou alléguée d’un brevet, d’un dessin ou modèle déposé, d’une marque, d’un droit d’auteur (« copyright ») ou de tout autre droit de propriété intellectuelle enregistré ou existant autrement à la date du Marché, dès lors que cette contrefaçon réelle ou alléguée découlerait directement ou indirectement d’études, dessins, plans, spécifications ou autres documents ou matériels fournis ou conçus par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage. |
| 1. Limite de Responsabilité | 30.1 Excepté en cas de dol ou de faute lourde :  a) l’Entrepreneur n’encourra aucune responsabilité envers le Maître d’Ouvrage, que ce soit sur le fondement de la responsabilité contractuelle, quasi délictuelle ou autrement, à raison des pertes ou dommages indirects, tels que perte d’usage, perte de production, perte de profits, ou de frais financiers, étant entendu que cette exclusion de responsabilité ne s’appliquera pas à l’obligation de l’Entrepreneur de payer une pénalité de retard au Maître d’Ouvrage ; et  b) la responsabilité totale que l’Entrepreneur peut assumer envers le Maître d’Ouvrage en vertu du Marché ne saurait excéder le Montant du Marché, étant entendu que cette limitation de responsabilité ne s’appliquera pas aux frais de réparation ou de remplacement des équipements défectueux, ni à l’obligation de l’Entrepreneur d’indemniser le Maître d’Ouvrage en cas de contrefaçon de brevet. |

G. Partage des risques

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Transfert de Propriété | 31.1 La propriété des matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) devant être importés dans le pays où le site des Installations est implanté, sera transférée au Maître d’Ouvrage au moment de leur chargement à bord du mode de transport choisi pour transporter ces matériels et équipements de leur pays d’origine dans ce pays.  31.2 La propriété des matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) achetés dans le pays où le site des Installations est implanté sera transférée au Maître d’Ouvrage au moment où ces matériels et équipements seront livrés sur le site.  31.3 L’Entrepreneur ou ses sous-traitants, selon le cas, conserveront la propriété des équipements leur appartenant et qu’ils utiliseront pour les besoins de l’exécution du Marché.  31.4 L’Entrepreneur redeviendra propriétaire des matériels et Equipements fournis en quantités excédant les besoins de l’Ouvrage, et ce dès l’Achèvement des Installations ou à telle date antérieure à laquelle le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur conviendraient que les Matériels et Equipements en question ne sont plus nécessaires à la réalisation des Installations.  31.5 Nonobstant le transfert de propriété des Matériels et équipements, l’Entrepreneur conservera la responsabilité d’en assurer le soin et la garde, ainsi que le risque de perte ou d’endommagement de ces matériels et équipements, conformément à la Clause 32 du CCAG jusqu’à l’achèvement des Installations ou de la partie à laquelle ces matériels et équipements sont incorporés. |
| 1. Entretien et Garde des Installations | 32.1 L’Entrepreneur aura la responsabilité d’assurer l’entretien et la garde des Installations ou de toute partie de celles-ci, jusqu’à la date d’Achèvement des Installations, ainsi qu’il est dit à la Clause 24 du CCAG ou, si le Marché prévoit l’achèvement des Installations par parties successives, jusqu’à la date d’achèvement de la partie en question ; l’Entrepreneur devra remédier à ses propres frais à toute perte ou à tout dommage qui pourra être subi par des Installations ou la partie en question pendant cette période, quelle qu’en soit la cause. L’Entrepreneur sera également responsable de toute perte ou de tout dommage subi par les Installations et qui serait causé par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants pendant l’exécution des travaux effectués en vertu de la Clause 27 du CCAG. Nonobstant les dispositions qui précèdent, l’Entrepreneur ne sera responsable d’aucune perte ni d’aucun dommage causé aux Installations ou à une de ses parties, par l’un des événements ou l’une des circonstances énumérés ou visés aux alinéas a), b) et c) de la Sous-Clause 32.2 ci-dessous et de la Sous-Clause 38.1 du CCAG.  32.2 En cas de perte ou de dommage causé aux Installations, ou à l’une de ses parties, ou aux ouvrages provisoires de l’Entrepreneur, en raison de ce qui suit :  a) (dans la mesure où ces événements ont touché le pays d’implantation des Installations) réaction nucléaire, radiation nucléaire, contamination radioactive ou de compression provoquée par un aéronef ou tout objet aérien, ou tous autres événements qu’un constructeur expérimenté ne pourrait pas raisonnablement prévoir ou contre lesquels, s’ils étaient prévisibles, il n’aurait pas pu raisonnablement se prémunir ou s’assurer, dans la mesure où ces risques ne sont généralement pas assurables et sont mentionnés dans les exclusions générales de la police d’assurance contractée en vertu de la Clause 34 du CCAG, y compris dans les exclusions relatives aux risques de guerre et aux risques politiques, ou  b) toute utilisation ou occupation d’une partie des Installations par le Maître d’Ouvrage ou un tiers (autre qu’un sous-traitant) autorisé par le Maître d’Ouvrage, ou  c) le fait d’avoir utilisé, ou de s’être fondé sur des études, données ou spécifications fournies ou désignées par ou pour le compte du Maître d’Ouvrage, ou tout autre fait ou circonstance pour lequel l’Entrepreneur a décliné sa responsabilité en vertu du Marché,  le Maître d’Ouvrage devra payer à l’Entrepreneur toutes les sommes payables au titre des Installations réalisées, nonobstant le fait que celles-ci auraient été perdues, détruites ou endommagées, et il devra payer à l’Entrepreneur la valeur de remplacement de toutes les Installations provisoires ou de celles de ses parties qui auraient été perdues, détruites ou endommagées. Si le Maître d’Ouvrage demande par écrit à l’Entrepreneur de remédier aux pertes ou aux dommages ainsi causés aux Installations, l’Entrepreneur devra y remédier aux frais du Maître d’Ouvrage, conformément à la Clause 39 du CCAG. Si le Maître d’Ouvrage ne demande pas par écrit à l’Entrepreneur de remédier aux pertes ou dommages ainsi causés aux Installations, le Maître d’Ouvrage devra soit demander une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant la partie des Installations ainsi perdue, détruite ou endommagée, soit, si la perte ou le dommage affecte une partie substantielle des Installations, résilier le Marché en application de la Sous-Clause 42.1 du CCAG.  32.3 L’Entrepreneur répondra de toute perte ou de tout dommage causé aux équipements de l’Entrepreneur, ou à tout autre bien de l’Entrepreneur utilisé ou destiné à être utilisé pour les besoins des Installations, excepté a) dans les cas visés à la Sous-Clause 32.2 ci-dessus (en ce qui concerne les Installations provisoires de l’Entrepreneur), et b) lorsque cette perte ou ce dommage a pour cause l’un des événements visés aux alinéas b) et c) de la Sous-Clause 32.2 ci-dessus et à la Sous-Clause 38.1 du CCAG.  32.4 Les dispositions de la Sous-Clause 38.3 du CCAG s’appliqueront à toute perte ou à tout dommage causé aux Installations ou à une partie de celles-ci, ou aux équipements de l’Entrepreneur, en raison de l’un des événements ou circonstances spécifiés à la Sous-Clause 38.1 du CCAG. |
| 1. Pertes ou Dommages Matériels ; Accidents du Travail ; Indemnisation | 33.1 Sous réserve des dispositions de la Sous-Clause 33.3 ci-dessous, l’Entrepreneur devra indemniser et garantir le Maître d’Ouvrage et ses employés et dirigeants contre toute poursuite, toute action judiciaire, procédure administrative, réclamation, demande, et action en dommages-intérêts, frais et dépenses de toute nature, y compris les frais et honoraires d’avocat, qui seraient la conséquence d’un décès, de dommages corporels, de la perte de biens ou de dommages matériels (autres que la perte ou l’endommagement des Installations, qu’elles aient ou non été réceptionnées), et découleraient de la fourniture et du montage des Installations, dès lors qu’ils auraient pour cause une négligence de l’Entrepreneur, de ses sous-traitants ou de leurs employés, dirigeants ou agents respectifs, exception faite du décès ou des dommages corporels ou matériels qui auraient pour cause une négligence du Maître d’Ouvrage, de ses sous-traitants, de ses employés, de ses dirigeants ou de ses agents.  33.2 Dans le cas où une procédure intentée ou une réclamation dirigée contre le Maître d’Ouvrage serait susceptible de faire jouer la responsabilité de l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 33.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra en aviser l’Entrepreneur sans délai, en lui adressant une notification à cet effet, et l’Entrepreneur pourra, à ses propres frais et au nom du Maître d’Ouvrage, assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, et de toutes négociations destinées à régler cette procédure ou cette réclamation de manière transactionnelle.  Si l’Entrepreneur s’abstient de notifier au Maître d’Ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de cette notification, qu’il entend assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, le Maître d’Ouvrage sera libre de conduire cette procédure en son propre nom. A moins que l’Entrepreneur ne se soit ainsi abstenu de notifier son intention au Maître d’Ouvrage dans ce délai de vingt-huit (28) jours, le Maître d’Ouvrage ne devra faire aucune déclaration qui puisse être préjudiciable à la défense de cette procédure ou de cette réclamation.  Le Maître d’Ouvrage devra, si l’Entrepreneur le lui demande, donner à ce dernier toute l’assistance possible pour assurer la conduite de cette procédure ou le règlement de cette réclamation, auquel cas l’Entrepreneur devra rembourser au Maître d’Ouvrage tous les frais raisonnables encourus pour lui apporter cette assistance.  33.3 Le Maître d’Ouvrage devra indemniser et garantir l’Entrepreneur et ses employés, dirigeants et sous-traitants contre toute responsabilité pour perte ou dommage causé à des biens du Maître d’Ouvrage, autres que les Installations ou leurs parties qui n’auraient pas encore été réceptionnées par ce dernier, du fait d’un incendie, d’une explosion ou de tout autre sinistre, dans la mesure où le préjudice excéderait le montant récupérable en vertu des assurances souscrites en application de la Clause 34 du CCAG, sous réserve que cet incendie, cette explosion ou cet autre sinistre n’ait pas été causé par un acte ou une défaillance de l’Entrepreneur.  33.4 La partie pouvant prétendre au bénéfice d’une indemnité en vertu de la présente Clause 33 devra prendre toutes les mesures raisonnables pour atténuer l’ampleur de la perte ou du dommage ayant pu survenir. Si cette partie s’abstient de prendre ces mesures, les responsabilités de l’autre partie seront réduites en conséquence. |
| 1. Assurances | 34.1 En application de l’annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l’Acte d’engagement, l’Entrepreneur devra, à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur, les assurances énumérées ci-dessous, pour les montants, avec les franchises et sous les autres conditions stipulées dans cette même annexe, et ce pendant toute la durée d’exécution du Marché. L’identité des assureurs et la forme des polices seront soumises à l’approbation du Maître d’Ouvrage, étant entendu que cette approbation ne devra pas être refusée sans motif légitime.  a) Assurance du fret en cours de transport  Couvrant la perte ou les dommages causés aux matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) et aux Equipements de l’Entrepreneur devant être fournis par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants, et survenant en cours de transport entre les usines ou dépôts de leur fournisseur, fabricant ou constructeur, jusqu’à leur arrivée sur le site.  b) Assurance tous risques des travaux de montage  Couvrant la perte ou les dommages causés aux Installations sur le site, survenant avant l’achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité de l’Entrepreneur au titre de la perte ou des dommages survenant pendant la période de garantie, aussi longtemps que l’Entrepreneur restera sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.  c) Assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers  Couvrant les risques de dommages corporels causés à des tiers ou les risques de décès de tiers (y compris le personnel du Maître d’Ouvrage) et les risques de perte ou de dommages causés à des biens, survenant en relation avec la fourniture et le montage des Installations.  d) Assurance de responsabilité automobile  Couvrant l’utilisation de tous les véhicules utilisés par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants (qu’ils en soient ou non propriétaires) en relation avec l’exécution du Marché.  e) Assurance contre les accidents du travail  Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays où tout ou partie du Marché doit être exécuté.  f) Assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage  Conformément aux exigences légales applicables dans tout pays où tout ou partie du Marché doit être exécuté.  g) Autres assurances  Toutes autres assurances qui pourront être spécifiquement convenues entre les parties au Marché présentes, telles qu’énumérées dans l’annexe mentionnée ci-dessus.  34.2 Le Maître d’Ouvrage devra être nommément désigné comme coassuré au titre des polices d’assurance contractées par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 34.1 ci-dessus, exception faite de l’assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers, de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage. En outre, les sous-traitants de l’Entrepreneur devront être nommément désignés comme coassurés au titre des polices d’assurance contractées par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 34.1 ci-dessus, exception faite de l’assurance du fret en cours de transport, de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage. Par ailleurs, les assureurs devront renoncer, aux termes de ces polices, à tous leurs droits de subrogation à l’encontre de ces coassurés, du fait de sinistres ou de demandes d’indemnités résultant de l’exécution du Marché.  34.3 Conformément aux dispositions de l’annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l’Acte d’engagement, l’Entrepreneur devra fournir au Maître d’Ouvrage des certificats d’assurance (ou des copies des polices d’assurance) prouvant que les polices exigées sont pleinement en vigueur et effectives. Les certificats devront stipuler que les assureurs seront tenus de donner un préavis de vingt et un (21) jours au moins au Maître d’Ouvrage, avant de pouvoir résilier une police ou de lui apporter une modification importante.  34.4 L’Entrepreneur devra veiller à ce que son ou ses sous-traitants souscrivent et maintiennent en vigueur, dans toute la mesure nécessaire, des polices d’assurance appropriées couvrant leur personnel, leurs véhicules et les travaux exécutés par eux en vertu du Marché, à moins que ces sous-traitants ne soient couverts par les polices contractées par l’Entrepreneur.  34.5 Le Maître d’Ouvrage devra contracter et maintenir en vigueur à ses propres frais les assurances spécifiées dans l’annexe correspondante (Assurances obligatoires) de l’Acte d’engagement, pour les montants, avec les franchises et dans les conditions stipulées dans cette même annexe. L’Entrepreneur et les sous-traitants de l’Entrepreneur devront être nommément désignés en tant que coassurés au titre de toutes ces polices. Les assureurs devront renoncer, aux termes de ces polices, à tous leurs droits de subrogation à l’encontre de ces coassurés, du fait de tous les sinistres ou de toutes les demandes d’indemnités résultant de l’exécution du Marché. Le Maître d’Ouvrage devra fournir à l’Entrepreneur une preuve satisfaisante que les assurances exigées sont pleinement en vigueur et effectives. Les polices devront stipuler que tous les assureurs seront tenus de donner un préavis de vingt et un (21) jours au moins à l’Entrepreneur, avant de pouvoir résilier une police ou de lui apporter une modification importante. Si l’Entrepreneur le lui demande, le Maître d’Ouvrage devra lui fournir des copies des polices souscrites par le Maître d’Ouvrage en vertu de la présente Sous-Clause 34.5.  34.6 Si l’Entrepreneur s’abstient de contracter et/ou de maintenir en vigueur les assurances visées à la Sous-Clause 34.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autre de toute somme due à l’Entrepreneur en vertu du Marché, toute prime que le Maître d’Ouvrage aura payée à l’assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée, comme si c’était une dette due par l’Entrepreneur.  Si le Maître d’Ouvrage s’abstient de contracter et/ou de maintenir en vigueur les assurances visées à la Sous-Clause 34.5 ci-dessus, l’Entrepreneur pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autre de toute somme due au Maître d’Ouvrage en vertu du Marché, toute prime que l’Entrepreneur aura payée à l’assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée, comme une dette due par le Maître d’Ouvrage. Cependant, si l’Entrepreneur s’abstient ou est dans l’incapacité de contracter et de maintenir ces assurances en vigueur, il n’encourra aucune responsabilité envers le Maître d’Ouvrage, et l’Entrepreneur pourra exercer tous les recours qui lui sont ouverts à l’encontre du Maître d’Ouvrage, au titre des responsabilités du Maître d’Ouvrage aux termes du Marché.  34.7 Sauf stipulation contraire du Marché, l’Entrepreneur devra assurer la préparation et le suivi de tous les dossiers de demandes d’indemnisation présentés en vertu des polices qu’il aura contractées en application de la présente Clause 34 et toutes les sommes payables par des assureurs devront être payées à l’Entrepreneur. Le Maître d’Ouvrage devra fournir à l’Entrepreneur l’assistance qui pourra être exigée par l’Entrepreneur. Dans tous les cas où des réclamations effectuées au titre d’assurance mettraient en jeu les intérêts du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur ne devra donner aucune décharge ni conclure aucun règlement transactionnel avec l’assureur, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit du Maître d’Ouvrage. Dans tous les cas où des réclamations d’assurance mettraient en jeu les intérêts de l’Entrepreneur, le Maître d’Ouvrage ne devra donner aucune décharge ni conclure aucun règlement transactionnel avec l’assureur, sans avoir obtenu le consentement préalable et écrit de l’Entrepreneur. |
| 1. Conditions Imprévisibles | 35.1 Si, pendant l’exécution du Marché, l’Entrepreneur rencontre sur le site des conditions physiques (autres que climatiques) ou des obstacles artificiels qu’un constructeur expérimenté n’aurait pas pu raisonnablement prévoir avant la date de conclusion du Marché, sur la base d’un examen raisonnable des données fournies par le Maître d’Ouvrage à propos de l’Ouvrage (y compris les données sur les sondages), et sur la base des informations qu’il aurait pu obtenir à la suite d’une inspection du site, ou encore sur la base d’autres données sur le site auxquelles il aurait pu aisément accéder, et si l’Entrepreneur détermine qu’il encourra des coûts et dépenses supplémentaires ou aura besoin d’un délai supplémentaire pour exécuter ses obligations aux termes du Marché, en raison de ces conditions ou obstacles, qu’il n’aurait pas encourus ou dont il n’aurait pas eu besoin s’il ne les avait pas rencontrés, l’Entrepreneur devra en aviser sans délai le Directeur de projet par une notification écrite à cet effet, avant d’exécuter des travaux supplémentaires ou d’utiliser des matériels et équipements supplémentaires ou des équipements supplémentaires de l’Entrepreneur ; cette notification devra indiquer :  a) les conditions physiques ou les obstacles artificiels rencontrés sur le site et qui ne pouvaient raisonnablement être prévus ;  b) les travaux supplémentaires et/ou les matériels et équipements supplémentaires et/ou les équipements supplémentaires de l’Entrepreneur qui sont nécessaires, y compris les mesures que l’Entrepreneur prendra ou proposera de prendre afin de surmonter ces conditions ou obstacles ;  c) l’importance du retard prévu ; et  d) les coûts et dépenses supplémentaires que l’Entrepreneur est susceptible d’encourir.  A la réception de la notification donnée par l’Entrepreneur en vertu de la présente Sous-Clause 35.1, le Directeur de projet devra se concerter sans délai avec le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur et décider des mesures à prendre pour surmonter les conditions physiques ou les obstacles artificiels rencontrés. A la suite de ces consultations, le Directeur de projet devra donner à l’Entrepreneur ses instructions sur les mesures à prendre, en adressant copie de ces instructions au Maître d’Ouvrage.  35.2 Le Maître d’Ouvrage devra payer à l’Entrepreneur, en supplément du montant du Marché, tous les coûts et dépenses supplémentaires raisonnablement encourus par l’Entrepreneur pour se conformer aux instructions du Directeur de projet, afin de surmonter les conditions physiques ou les obstacles artificiels visés à la Sous-Clause 35.1 ci-dessus.  35.3 Si l’Entrepreneur est retardé dans l’exécution du Marché ou empêché d’exécuter le Marché en raison de conditions physiques ou d’obstacles artificiels de la nature visée à la Sous-Clause 35.1 ci-dessus, le délai d’achèvement sera prolongé conformément à la Clause 40 du CCAG. |
| 1. Modification des Législations et Réglementations | 36.1 Si, au cours des vingt-huit (28) jours qui précèdent la date de dépôt de l’offre, dans le pays où est situé le site, la promulgation, l’abrogation ou la modification (qui sera réputée inclure toute modification d’interprétation ou d’application par les autorités compétentes) de toute loi, réglementation, ordonnance, ou de tout décret ou réglementation locale ayant force de loi, affecte ultérieurement les frais et dépenses de l’Entrepreneur et/ou le délai d’achèvement, le montant du Marché sera augmenté ou réduit en conséquence et/ou le délai d’achèvement sera modifié en conséquence en raison de l’atteinte portée à l’Entrepreneur relativement à l’exécution de ses obligations aux termes du Marché. Nonobstant ce qui précède, l’augmentation ou la réduction des coûts ne pourra pas être payée ou créditée séparément si elle a déjà été prévue dans les dispositions de révision de prix, conformément au CCAP en application de la Sous-Clause 11.2. |
| 1. Force Majeure | 37.1 Aux fins du présent Marché, « force majeure » signifie tout événement qui est en dehors du contrôle d’une des parties et qui rend impossible la bonne exécution de ses obligations ou la rend si difficile qu’elle peut être tenue pour impossible dans de telles circonstances. Les événements de force majeure incluent, mais ne sont pas limités aux :  a) guerres, hostilités et opérations s’apparentant à des guerres (qu’il y ait ou non déclaration de guerre), invasion, acte de guerre civile ou due à un ennemi extérieur ;  b) rébellion, révolution, insurrection, mutinerie, usurpation par des gouvernements civils ou militaires, complot, émeutes, troubles civils et actes terroristes ;  c) confiscation, nationalisation, mobilisation, réquisition par ou suivant les ordres d’un gouvernement ou d’une autorité de droit ou de fait, ou suite à un autre acte ou absence d’action d’une autorité locale ou nationale ;  d) grève, sabotage, lock-out, embargo, restriction des importations, congestion portuaire, manque des moyens habituels de transport publics et de communication, dispute de nature industrielle, naufrage, coupure ou restriction de l’alimentation électrique, épidémies, quarantaine et peste ;  e) tremblement de terre, glissement de terrain, activité volcanique, feu, inondations, raz de marée, typhon ou cyclone, ouragan, tempête, foudre, ou autre circonstance climatique adverse, onde de choc ou nucléaire ou autre désastre naturel ou physique ;  f) pénurie de main-d’œuvre, matériaux, eaux ou électricité lorsque cela est dû à des causes considérées elles-mêmes comme relevant de la force majeure.  37.2 Si l’une ou l’autre des parties est empêchée, entravée ou retardée dans l’exécution de l’une de ses obligations au titre du Marché par un événement de force majeure, elle devra notifier par écrit à l’autre partie cet événement de force majeure et ses circonstances dans les quatorze (14) jours suivant l’événement.  37.3 La partie ayant notifié à l’autre partie un événement de force majeure sera dispensée de l’exécution ou de l’exécution de ses obligations spécifiquement mises en cause au titre du Marché pendant toute la durée de l’événement de force majeure et dans la mesure où l’exécution de ses obligations est empêchée, entravée ou retardée par cet événement. Le délai d’achèvement sera prolongé conformément à la Clause 40 du CCAG.  37.4 La partie ou les parties affectée(s) par l’événement de force majeure devra (devront) faire ce qui est en son (leur) pouvoir pour atténuer les effets de cet événement sur son (leur) exécution du Marché et sur ses (leurs) obligations au titre du Marché, sans préjudice, pour l’une ou l’autre des parties, du droit de résilier le Marché conformément aux Sous-Clauses 37.6 et 38.5 du CCAG.  37.5 Aucun retard ni aucun défaut d’exécution de l’une des parties pour cause d’événement de force majeure ne pourra :  a) constituer une défaillance ou une rupture du Marché ; ou  b) (sous réserve des Sous-Clauses 32.2, 38.3 et 38.4 du CCAG) donner lieu à une action en dommages-intérêts ou à une demande de remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par l’événement de force majeure ;  si et dans la mesure où le retard ou le défaut d’exécution en question est causé par un événement de force majeure.  37.6 Si l’exécution du Marché est substantiellement empêchée, entravée ou retardée pendant une période de plus de soixante (60) jours consécutifs ou une période globale de plus de cent vingt (120) jours par suite d’un ou de plusieurs événements de force majeure pendant la durée du Marché, les parties tenteront de mettre en place une solution mutuellement satisfaisante, faute de quoi l’une ou l’autre des parties pourra résilier le Marché en avisant l’autre partie, sans préjudice du droit de l’une ou l’autre des parties de résilier le Marché conformément à la Sous-Clause 38.5 du CCAG.  37.7 En cas de résiliation conformément à la Sous-Clause 37.6 ci-dessus, les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur seront ceux spécifiés aux Sous-Clauses 42.1.2 et 42.1.3 du CCAG.  37.8 Nonobstant la Sous-Clause 37.5, ci-dessus la force majeure ne pourra s’appliquer à aucune des obligations du Maître d’Ouvrage de payer l’Entrepreneur ci-après. |
| 1. Risques de guerre | 38.1 Les « risques de guerre » englobent tout événement mentionné aux alinéas a) et b) de la Sous-Clause 37.1 du CCAG et toute explosion ou impact de mine, bombe, obus, grenade ou de tout autre projectile, missile, munitions ou explosif de guerre, se produisant ou se trouvant dans ou à proximité du (des) pays où se trouve le site.  38.2 Nonobstant toute autre clause du présent Marché, l’Entrepreneur n’aura aucune responsabilité en ce qui concerne :  a) la destruction ou l’endommagement des Installations, des matériels et équipements, ou d’une partie de ceux-ci ;  b) la destruction ou l’endommagement de biens appartenant au Maître d’Ouvrage ou à un tiers ;  c) les blessures ou décès ;  si la destruction, le dommage, la blessure ou le décès est causé par un risque de guerre, et le Maître d’Ouvrage devra indemniser et mettre l’Entrepreneur à couvert de toute réclamation, responsabilité, action en justice, procès, dommages, et intérêts, coûts, frais ou dépenses survenant en conséquence de ou en relation avec l’événement.  38.3 Si les Installations, ou les matériels et équipements, ou les équipements de l’Entrepreneur, ou toute autre propriété de l’Entrepreneur utilisée ou devant être utilisée pour réaliser les Installations subissent une destruction ou un dommage à la suite d’un risque de guerre, le Maître d’Ouvrage devra payer l’Entrepreneur pour :  a) toute partie des Installations ou des matériels et équipements détruite ou endommagée (dans la mesure où la destruction ou le dommage n’est pas déjà payé par le Maître d’Ouvrage) ;  b) le remplacement ou la remise en état de tout équipement de l’Entrepreneur ou de toute autre propriété de l’Entrepreneur ayant subi la destruction ou le dommage ; et  c) le remplacement ou la remise en état des Installations ou des matériels et équipements totalement ou partiellement détruits ou endommagés ; dans la mesure où le Maître d’Ouvrage l’exige et où cela s’avère nécessaire pour l’achèvement des Installations.  Si le Maître d’Ouvrage n’exige pas de l’Entrepreneur le remplacement ou la remise en état des Installations détruites ou endommagées, le Maître d’Ouvrage devra soit demander une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant l’exécution de la partie des Installations détruites ou endommagées ou, lorsque la perte, la destruction ou le dommage affecte une partie importante des Installations, résilier le Marché conformément à la Sous-Clause 42.1 du CCAG.  Si Le Maître d’Ouvrage exige de l’Entrepreneur le remplacement ou la remise en état des Installations détruites ou endommagées, le Délai d’achèvement sera prorogé conformément à la Clause 40 du CCAG  38.4 Nonobstant toute autre clause du présent Marché, le Maître d’Ouvrage devra payer à l’Entrepreneur toute augmentation de coût résultant de l’exécution du Marché et, en tout état de cause, imputable à, consécutive à, résultant de ou associée, de quelque façon que ce soit, à un risque de guerre, à condition que l’Entrepreneur informe le Maître d’Ouvrage dès que possible et par écrit de l’augmentation de coût en question.  38.5 Si, au cours de l’exécution du Marché, un risque de guerre quelconque se produit et affecte financièrement ou matériellement l’exécution du Marché par l’Entrepreneur, l’Entrepreneur devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour exécuter le Marché en accordant la considération nécessaire à la sécurité de son personnel et de celui de ses sous-traitants travaillant sur les Installations, à la condition, toutefois, que si le montage des Installations devenait impossible ou était sérieusement empêché pendant une période de soixante (60) jours consécutifs ou une période globale de cent vingt (120) jours par suite de risque de guerre, les parties devraient essayer de trouver une solution mutuellement satisfaisante, à défaut de quoi l’une ou l’autre des parties pourra résilier le Marché en avisant l’autre partie.  38.6 Dans l’éventualité d’une résiliation conformément à la Sous-Clause 38.3 ou à la Sous-Clause 38.5 ci-dessus, les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur seront ceux spécifiés aux Sous-Clauses 42.1.2 et 42.1.3 du CCAG. |

H. Modification des éléments du Marché

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Modification des Installations | 39.1 Introduction des modifications  39.1.1 Conformément aux Sous-Clauses 39.2.5 et 39.2.7, ci-dessous le Maître d’Ouvrage disposera du droit de proposer et, ultérieurement, de demander au Directeur de projet de donner instruction à l’Entrepreneur, au cours de l’exécution du Marché, de procéder à toute modification de, ou ajout, ou suppression aux Installations (ci-après désignée « modification »), à condition que ladite modification soit conforme à la définition générale des Installations, ne constitue pas un travail sans rapport et soit techniquement possible, compte tenu à la fois de l’état d’avancement des Installations et de la compatibilité technique de la modification envisagée avec la nature des Installations spécifiées aux termes du Marché.  39.1.2 L’Entrepreneur pourra, à différentes reprises au cours de l’exécution du Marché, proposer au Maître d’Ouvrage (avec une copie au Directeur de projet) toute modification que l’Entrepreneur estimera nécessaire ou souhaitable pour améliorer la qualité, l’efficacité ou la sécurité des Installations. Le Maître d’Ouvrage pourra, à sa discrétion, approuver ou rejeter toute modification proposée par l’Entrepreneur, à condition que le Maître d’Ouvrage approuve les modifications proposées par l’Entrepreneur pour garantir la sécurité des Installations.  39.1.3 Nonobstant les Sous-Clauses 39.1.1 et 39.1.2, ci-dessus, aucun changement imposé par une défaillance de l’Entrepreneur dans l’exécution de ses obligations aux termes du Marché ne pourra être considéré comme une modification, et cette modification ne devra en aucun cas entraîner un ajustement du montant du Marché ou du délai d’achèvement.  39.1.4 La procédure à suivre pour mettre en œuvre les modifications est précisée dans les Sous-Clauses 39.2 et 39.3 du CCAG, et de plus amples détails et modèles de document sont fournis dans la Section modèles de documents et procédures du Dossier d’appel d’offres.  39.2 Modification à l’initiative du Maître d’Ouvrage  39.2.1 Si le Maître d’Ouvrage propose une modification conformément à la Sous-Clause 39.1.1 ci-dessus, il adressera à l’Entrepreneur une demande pour proposition de modification, demandant à l’Entrepreneur de préparer et fournir au Directeur de projet, dès que possible, une « proposition de modification » incluant les éléments suivants :  a) brève description de la modification  b) effet sur le délai d’achèvement  c) estimation du coût de la modification  d) effet sur les garanties de performance (s’il y en a)  e) effet sur les installations  f) effet sur toute autre disposition du Marché  39.2.2 Avant de préparer et de soumettre la proposition de modification, l’Entrepreneur soumettra au Directeur de projet une estimation de la proposition de modification, qui sera une estimation du coût que représente la préparation et soumission de la proposition de modification. Après avoir reçu l’estimation de l’Entrepreneur pour la proposition de modification, le Maître d’Ouvrage :  a) acceptera l’estimation de l’Entrepreneur et donnera des instructions à l’Entrepreneur pour que celui-ci entame la préparation de la proposition de modification ;  b) indiquera à l’Entrepreneur les parties de l’estimation qu’il considère inacceptables, et demandera à l’Entrepreneur de revoir son estimation ; ou  c) indiquera à l’Entrepreneur que le Maître d’Ouvrage n’a pas l’intention de procéder a cette modification.  39.2.3 Lorsqu’il recevra les instructions du Maître d’Ouvrage d’entamer la préparation de la proposition de modification, conformément à l’alinéa a) de la Sous-Clause 39.2.2 (a) ci-dessus, l’Entrepreneur le fera diligemment, et préparera cette modification comme indiqué à la Sous-Clause 39.2.1 ci-dessus.  39.2.4 Le montant devant éventuellement être ajouté à ou déduit du montant du Marché si une modification est effectuée doit, dans la mesure du possible, être calculé conformément aux taux et aux prix inclus dans le Marché. Si ces taux et ces prix ne sont pas équitables, les parties devront se mettre d’accord sur des taux spécifiques pour établir la valeur de la modification.  39.2.5 L’Entrepreneur pourra s’opposer à toute modification requise par le Maître d’Ouvrage lorsque il apparaîtra, avant ou pendant la préparation de la proposition de modification, que le respect de ladite modification et de tous les autres ordres de modification déjà devenus obligatoires pour l’Entrepreneur aux termes de cette Clause 39 aura pour effet, globalement, d’augmenter ou de réduire de plus de quinze pour cent (15 %) le Montant du Marché tel qu’il a été défini à l’Article 2 (Prix du Marché) de l’Acte d’engagement. L’Entrepreneur pourra notifier son objection avant de fournir la proposition de modification comme décrit ci-dessus. Si le Maître d’Ouvrage accepte l’objection de l’Entrepreneur, le Maître d’Ouvrage devra retirer la modification proposée et en aviser l’Entrepreneur par écrit.  Le défaut d’objection par l’Entrepreneur n’affectera ni son droit d’objecter à toute modification ou tout ordre de modification requis ultérieurement, ni son droit de tenir compte, lors d’une éventuelle objection ultérieure, du pourcentage d’augmentation ou de réduction du montant du Marché occasionné par toute modification à laquelle l’Entrepreneur ne s’est pas opposé.  39.2.6 Dès réception de la proposition de modification, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur se mettront d’accord sur toutes les données qu’elle contiendra. Dans les quatorze (14) jours qui suivront un tel accord, le Maître d’Ouvrage, s’il a l’intention de poursuivre cette modification, émettra à l’intention de l’Entrepreneur un ordre de modification.  Si le Maître d’Ouvrage est dans l’impossibilité de prendre une décision dans les quatorze (14) jours, il l’indiquera à l’Entrepreneur, en précisant quand l’Entrepreneur peut s’attendre à une décision.  Si le Maître d’Ouvrage décide de ne pas donner suite à cette modification pour quelque raison que ce soit, il le notifiera à l’Entrepreneur dans cette même période de quatorze (14) jours. Dans ce cas de figure, l’Entrepreneur aura droit au remboursement de tous les frais qu’il aura raisonnablement encourus dans la préparation de l’ordre de modification, dans la mesure où ces frais ne dépassent pas la somme que l’Entrepreneur aura indiquée dans son estimation de proposition de modification soumise conformément à la Sous-Clause 39.2.2 du CCAG ci-dessus.  39.2.7 Si le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur sont en désaccord avec l’estimation de l’ajustement de prix, de l’ajustement du délai d’achèvement ou de toute autre donnée indiquée dans la proposition de modification, le Maître d’Ouvrage peut néanmoins donner instruction à l’Entrepreneur de poursuivre la modification en émettant un ordre de modification dans l’attente d’un accord.  Dès réception d’un ordre de modification dans l’attente d’un accord, l’Entrepreneur commencera immédiatement à mettre en œuvre la modification faisant l’objet d’un tel ordre. Les parties tenteront ensuite de se mettre d’accord sur les points de désaccord de la proposition de modification.  Si les parties ne parviennent pas à un accord dans les soixante (60) jours suivant la date d’émission d’un ordre de modification dans l’attente d’un accord, elles pourront en référer au Comité de Règlement des Différends conformément à la Clause 46.1 du CCAG.  39.3 Modification à l’initiative de l’Entrepreneur  39.3.1 Si l’Entrepreneur propose une modification, conformément à la Sous-Clause 39.1.2 ci-dessus, l’Entrepreneur proposera par écrit au Directeur de projet une demande de proposition de modification, donnant les raisons pour une telle proposition de modification, et incluant les informations indiquées dans la Sous-Clause 39.2.1 du CCAG ci-dessus.  Dès réception de la demande de proposition de modification, les parties suivront la procédure décrite dans les Sous-Clauses 39.2.6 et 39.2.7 du CCAG ci-dessus. Toutefois, si le Maître d’Ouvrage décidait de ne pas donner suite, l’Entrepreneur ne serait pas en droit de récupérer les frais de préparation de la demande de proposition de modification. |
| 1. Prolongation du Délai d’Achèvement | | 40.1 Le(s) délai(s) d’Achèvement spécifié(s) dans le CCAP conformément à la Sous-Clause 8.2 du CCAG sera (seront) prolongé(s) si l’Entrepreneur est retardé ou empêché dans l’exécution de l’une de ses obligations au titre du Marché pour l’un des motifs suivants :  a) modification des Installations aux conditions décrites à la Clause 39 du CCAG ;  b) événement de force majeure stipulé à la Clause 37 du CCAG, circonstance imprévue conformément à la Clause 35 du CCAG, ou autre événement de l’un des points spécifiés ou auxquels il est fait référence aux alinéas (a), (b) et (c) de la Sous-Clause 32.2 du CCAG ;  c) demande de suspension ordonnée par le Maître d’Ouvrage conformément à la Clause 41 du CCAG, ou réduction du rythme d’avancement conformément à la Sous-Clause 41.2 du CCAG ;  d) modification de législation ou de réglementation conformément à la Clause 36 du CCAG ;  e) défaillance ou rupture de ses obligations contractuelles par le Maître d’Ouvrage, et spécifiquement manquement à fournir les éléments ou fournitures spécifiés à l’annexe correspondante (Définition des travaux et fournitures incombant au Maître d’Ouvrage) de l’Acte d’engagement, ou toute activité, acte ou omission de tout entrepreneur employé par le Maître d’Ouvrage ; ou  f) retard d’un sous-traitant, à la condition que le retard a pour cause un évènement qui aurait donné droit à une prolongation de délai pour l’Entrepreneur lui-même ; ou  g) tout retard dont la cause est attribuable au Maître d’Ouvrage ou provoqué par les procédures douanières ; ou  h) tout autre événement spécifiquement mentionné aux termes du Marché ;  cette prolongation sera d’une durée raisonnable quelles que soient les circonstances et reflétera équitablement le retard ou l’empêchement subi par l’Entrepreneur.  40.2 Sauf mention spécifique contraire dans d’autres dispositions du Marché, l’Entrepreneur devra soumettre au Directeur de projet une demande de prolongation du délai d’achèvement, accompagnée des renseignements nécessaires sur l’événement ou la circonstance justifiant cette prolongation, le plus tôt possible après le début de l’événement ou de la circonstance en question. Le plus tôt possible après réception de cette demande et compte tenu des états justificatifs de la demande, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur décideront ensemble de la durée de la prolongation. Si l’Entrepreneur n’accepte pas la proposition de prolongation faite par le Maître d’Ouvrage, il aura le droit d’en référer au Comité de Règlement des Différends, conformément à la Clause 47 du CCAG.  40.3 L’Entrepreneur devra à tout moment faire son possible pour minimiser tout retard dans l’exécution de ses obligations aux termes du Marché.  40.4 Dans les cas où l’Entrepreneur aura soumis au Directeur de Projet une demande de prolongation du Délai d’achèvement conformément à la Sous-Clause 40.2 du CCAG, l’Entrepreneur devra consulter le Directeur de Projet afin de déterminer les mesures qui peuvent être prises, le cas échéant, afin de surmonter ou réduire le retard réel ou anticipé. L’Entrepreneur devra ensuite se conformer à toutes instructions motivées que le Directeur de Projet aura données afin de minimiser ce retard. Si le fait de se conformer à ces instructions entraîne des coûts supplémentaires pour l’Entrepreneur et que celui-ci a droit à une prolongation de délai conformément à la Sous-Clause 40.1 du CCAG, le montant de ces coûts supplémentaires sera ajouté au Montant du Marché. |
| 1. Suspension | 41.1 Le Maître d’Ouvrage peut demander au Directeur de projet, par notification à l’Entrepreneur, d’ordonner à l’Entrepreneur de suspendre, totalement ou partiellement, l’exécution de ses obligations au titre du Marché. Cette notification devra spécifier quelle obligation devra être suspendue, date d’effet et les motifs de la suspension. L’Entrepreneur devra en conséquence suspendre l’exécution de l’obligation en question (à l’exception des obligations nécessaires à l’entretien ou à la préservation des Installations) jusqu’à ce que le Directeur de projet lui ait demandé par écrit d’en reprendre l’exécution.  Si, en vertu d’un ordre de suspension donné par le Directeur de projet, pour toute raison autre qu’une défaillance ou manquement de l’Entrepreneur à ses obligations contractuelles, l’exécution de l’une des obligations de l’Entrepreneur est suspendue pendant une période globale de plus de quatre-vingt-dix (90) jours, l’Entrepreneur pourra, à tout moment ultérieur et à condition que la suspension en question soit toujours effective, adresser une notification au Directeur de projet exigeant du Maître d’Ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification, qu’il ordonne la reprise de l’exécution ou qu’il demande et, ultérieurement, ordonne, une modification conformément à la Clause 39 du CCAG excluant du Marché l’exécution des obligations suspendues.  Si le Maître d’Ouvrage n’agit pas dans le délai imparti, l’Entrepreneur pourra, au moyen d’une nouvelle notification au Directeur de projet, choisir de considérer la suspension, si elle affecte uniquement une partie des Installations, comme une suppression de la partie des Installations conformément à la Clause 39 du CCAG ou, si elle affecte la totalité des Installations, comme une résiliation du contrat conformément à la Sous-Clause 42.1 du CCAG.  41.2 Si :  a) Le Maître d’Ouvrage n’a pas payé à l’Entrepreneur une somme due au titre du Marché dans le délai imparti ou a refusé sans motif suffisant d’approuver une facture ou des pièces justificatives conformément à l’annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement) de l’Acte d’engagement, ou commet une importante rupture de Marché, l’Entrepreneur peut adresser au Maître d’Ouvrage une notification exigeant le paiement de ladite somme, et des intérêts correspondants, conformément à la Sous-Clause 12.3 du CCAG, ou exigeant l’approbation de la facture ou des pièces justificatives ou spécifiant la rupture et exigeant du Maître d’Ouvrage qu’il y remédie, selon le cas. Si le Maître d’Ouvrage ne règle pas la somme avec les intérêts, ou n’approuve pas la facture ou les pièces justificatives ou ne communique les raisons de son refus, ou ne remédie pas au manquement à ses obligation contractuelles ou ne prend pas les mesures nécessaires pour remédier à cette rupture dans un délai de quatorze (14) jours après réception de la notification de l’Entrepreneur ; ou  b) L’Entrepreneur est dans l’incapacité d’exécuter l’une de ses obligations au titre du Marché pour une raison attribuable au Maître d’Ouvrage, incluant, de façon non limitative, le fait que le Maître d’Ouvrage ne soit pas en possession du site ou qu’il ne puisse pas y avoir accès conformément à la Sous-Clause 10.2 du CCAG, ou le défaut d’obtention d’une autorisation gouvernementale nécessaire au montage et/ou à l’achèvement des Installations, l’Entrepreneur peut, après avoir donné un préavis de quatorze (14) jours au Maître d’Ouvrage, suspendre l’exécution de ses obligations ou d’une partie de ses obligations au titre du Marché, ou ralentir le rythme d’avancement des travaux.  41.3 Si l’exécution des obligations de l’Entrepreneur est suspendue ou si le rythme d’avancement des travaux est ralenti conformément à la présente Clause 41, le Délai d’achèvement devra être prolongé conformément à la Sous-Clause 40.1 du CCAG et tous les coûts et dépenses supplémentaires engagés par l’Entrepreneur en raison de cette suspension ou de ce ralentissement seront payés à l’Entrepreneur par le Maître d’Ouvrage en plus du montant du Marché, sauf dans le cas d’un ordre de suspension ou de ralentissement du rythme d’avancement des travaux motivé par une défaillance de l’Entrepreneur ou d’un manquement de l’Entrepreneur à ses obligations contractuelles.  41.4 Pendant la durée de la suspension, l’Entrepreneur ne pourra retirer du site aucun matériel ou équipement, aucune partie des Installations et aucun équipement de l’Entrepreneur, sans avoir obtenu au préalable l’autorisation par écrit du Maître d’Ouvrage. |
| 1. Résiliation | 42.1 Résiliation à l’initiative du Maître d’Ouvrage  42.1.1 Le Maître d’Ouvrage pourra à tout moment résilier le Marché pour quelque raison que ce soit en adressant une notification à l’Entrepreneur par référence à la présente Sous-Clause 42.1.  42.1.2 A réception de cette notification, l’Entrepreneur devra, soit immédiatement, soit à la date spécifiée dans la notification :  a) interrompre tout travail à venir, à l’exception des travaux que le Maître d’Ouvrage aura spécifié dans sa notification dans le seul but de protéger la partie des Installations déjà exécutée ou de tout travail nécessaire pour que le site soit laissé propre et sans danger ;  b) résilier tous les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître d’Ouvrage conformément à l’alinéa (d) (ii) ci-dessous ;  c) retirer du site tous les équipements de l’Entrepreneur et rapatrier le personnel de l’Entrepreneur et de ses sous-traitant présents sur le site, retirer du site les décombres, ordures et débris de toute sorte et laisser le site propre et sans danger ;  d) de plus, sous réserve du paiement spécifié à la Sous-Clause 42.1.3 ci-dessous, l’Entrepreneur devra :  i) livrer au Maître d’Ouvrage les parties des Installations exécutées par l’Entrepreneur à la date de résiliation ;  ii) dans la mesure où cela est juridiquement possible, transférer au Maître d’Ouvrage tout droit, titre et avantage de l’Entrepreneur sur les Installations et sur les matériels et équipements à la date de la résiliation et, si le Maître d’Ouvrage l’exige, tout contrat de sous-traitance entre l’Entrepreneur et ses sous-traitants ; et  iii) remettre au Maître d’Ouvrage tous les dessins, spécifications et autres documents en rapport avec le site, préparés par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants à la date de résiliation.  42.1.3 Dans le cas d’une résiliation du Marché conformément à la Sous-Clause 42.1.1 ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra payer à l’Entrepreneur les montants suivants :  a) Le montant du Marché correctement attribuable aux parties des Installations exécutées par l’Entrepreneur à la date de résiliation ;  b) les coûts raisonnablement engagés par l’Entrepreneur pour enlever les équipements de l’Entrepreneur du site et rapatrier le personnel de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants présents sur le site ;  c) toutes les sommes devant être payées par l’Entrepreneur à ses sous-traitants à la suite de la résiliation de tous les contrats de sous-traitance, y compris les frais d’annulation ;  d) les coûts supportés par l’Entrepreneur pour assurer la protection des Installations et laisser le site propre et sans danger conformément à l’alinéa (a) de la Sous-Clause 42.1.1 du CCAG ;  e) le montant nécessaire pour remplir toutes les autres obligations et engagements que l’Entrepreneur aura contractés de bonne foi auprès de tiers, en rapport avec le Marché et non couverts par les alinéas (a) à (d) ci-dessus.  42.2 Résiliation pour défaillance de l’Entrepreneur  42.2.1 Le Maître d’Ouvrage, sans préjudice de tout autre droit ou recours, peut résilier le Marché sur le champ dans les circonstances suivantes par notification à cet effet à l’Entrepreneur faisant référence à la présente Sous-Clause 42.2 du CCAG et mentionnant les motifs de résiliation :  a) si l’Entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, ou ses biens ont été mis sous séquestre, ou, si étant une société, il est mis en liquidation judiciaire par résolution ou par ordonnance (autre que liquidation volontaire pour cause de fusion ou de restructuration), ou si un administrateur judiciaire est nommé pour administrer une partie quelconque de son entreprise ou de ses actifs, ou si l’Entrepreneur fait l’objet de toute autre action en justice similaire pour cause de dette ;  b) si l’Entrepreneur cède ou transfère le Marché ou tout droit ou intérêt y afférents en violation des dispositions de la Clause 43 du CCAG ;  c) si l’Entrepreneur, au jugement du Maître d’Ouvrage, s’est livré à la Fraude et Corruption, telles que définies au paragraphe 2.2 a. de l’Annexe B du CCAG, au cours de l’attribution ou de l’exécution du Marché.  42.2.2 Si l’Entrepreneur :  a) a délaissé ou refusé de poursuivre l’exécution du Marché ;  b) sans motif valable, n’a pas commencé les travaux promptement ou a suspendu (dans des conditions autres que celles prévues à la Sous-Clause 41.2 du CCAG) l’avancement de l’exécution du Marché pendant plus de vingt-huit (28) jours après réception de l’ordre écrit du Maître d’Ouvrage d’exécuter le Marché ;  c) manque, continuellement, à l’exécution de ses obligations contractuelles conformément au Marché ou néglige, de façon persistante, de respecter ses obligations au titre du Marché ;  d) refuse ou est dans l’incapacité de fournir les matériaux, les services ou la main-d’œuvre nécessaires au montage et à l’achèvement des Installations ainsi qu’il est spécifié au programme fourni à la Sous-Clause 18.2 du CCAG et à un rythme d’avancement offrant au Maître d’Ouvrage l’assurance que l’Entrepreneur parviendra à l’achèvement des Installations à la fin du délai d’achèvement ;  le Maître d’Ouvrage peut, sans préjudice de ses autres droits contractuels, notifier à l’Entrepreneur la nature de sa défaillance et exiger de celui-ci qu’il y remédie. Si l’Entrepreneur ne remédie pas à cette défaillance ou ne prend pas les mesures nécessaires pour y remédier dans les quatorze (14) jours qui suivent la réception de la notification, le Maître d’Ouvrage peut résilier le Marché sur le champ en notifiant l’Entrepreneur par référence à la présente Sous-Clause 42.2.  42.2.3 A réception de la notification conformément aux Sous-Clauses 42.2.1 ou 42.2.2 ci-dessus, l’Entrepreneur doit, soit immédiatement, soit à la date notifiée :  a) cesser tout travail à venir, à l’exception du travail spécifié par le Maître d’Ouvrage dans le seul but de protéger la partie des Installations déjà exécutée ou des travaux nécessaires à la remise en état du site.  b) résilier tous les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître d’Ouvrage conformément à l’alinéa (d) ci-dessous ;  c) livrer au Maître d’Ouvrage les parties des Installations exécutées par l’Entrepreneur à la date de la résiliation ;  d) dans la mesure où cela est juridiquement possible, céder au Maître d’Ouvrage tout droit, titre et avantage que l’Entrepreneur détient au titre de l’Ouvrage et sur les matériels et les équipements à la date de résiliation et, si le Maître d’Ouvrage le demande, sur tous les contrats de sous-traitance entre l’Entrepreneur et ses sous-traitants ; et  e) livrer au Maître d’Ouvrage tous les plans, spécifications et autres documents en rapport avec les Installations préparés par l’Entrepreneur et ses sous-traitants à la date de résiliation.  42.2.4 Le Maître d’Ouvrage peut pénétrer sur le site, en expulser l’Entrepreneur et achever les Installations lui-même ou en employant un tiers. Le Maître d’Ouvrage peut, à l’exclusion de tout droit de l’Entrepreneur sur les équipements en question, reprendre et utiliser tout équipement de l’Entrepreneur appartenant à l’Entrepreneur et se trouvant sur le site pour la réalisation des Installations, pendant la durée que le Maître d’Ouvrage jugera nécessaire pour la fourniture et le montage des Installations, contre paiement d’un juste prix de location à l’Entrepreneur, les coûts de maintenance étant à la charge du Maître d’Ouvrage, et le Maître d’Ouvrage indemnise sans réserve l’Entrepreneur pour toute responsabilité, dégât ou accident découlant de l’utilisation desdits équipements par le Maître d’Ouvrage.  A l’achèvement des Installations où à toute autre date antérieure laissée à la discrétion du Maître d’Ouvrage, ce dernier notifiera à l’Entrepreneur sa décision de lui rendre les équipements de l’Entrepreneur sur le site ou à proximité du site, et les lui rendra conformément à cette notification. L’Entrepreneur devra alors, sans délai et à ses frais, enlever ou faire enlever ces équipements du site.  42.2.5 Sous réserve de la Sous-Clause 42.2.6 du CCAG ci-dessous, l’Entrepreneur sera habilité à se faire payer le montant du Marché imputable aux Installations exécutées à la date de la résiliation, la valeur de tout matériel ou équipement inutilisé ou partiellement utilisé et, le cas échéant, les coûts supportés pour protéger les Installations et remettre le site en état conformément à l’alinéa (a) de la Sous-Clause 42.2.3 du CCAG. Toute somme due par l’Entrepreneur au Maître d’Ouvrage à la date de résiliation sera déduite du montant à payer à l’Entrepreneur au titre du Marché.  42.2.6 Si le Maître d’Ouvrage achève les Installations, le coût de l’achèvement des Installations par le Maître d’Ouvrage devra être déterminé.  Si la somme que l’Entrepreneur est habilité à se faire payer conformément à la Sous-Clause 42.2.5 du CCAG ci-dessus, plus les coûts raisonnables supportés par le Maître d’Ouvrage pour achever les Installations est supérieure au montant du Marché, l’Entrepreneur sera responsable de ce dépassement.  Si ce dépassement est supérieur aux sommes dues à l’Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 42.2.5 du CCAG ci-dessus, l’Entrepreneur versera la différence au Maître d’Ouvrage, et si ce dépassement est inférieur aux sommes dues à l’Entrepreneur aux termes de la Sous-Clause 42.2.5 du CCAG, le Maître d’Ouvrage versera la différence à l’Entrepreneur.  Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur conviendront par écrit du calcul mentionné ci-dessus et de la façon dont les sommes seront payées.  42.3 Résiliation par l’Entrepreneur  42.3.1 Si :  a) le Maître d’Ouvrage n’a pas effectué les paiements dus à l’Entrepreneur au titre du Marché dans les délais qui lui étaient impartis ; ou n’a pas approuvé une facture ou des pièces justificatives sans motif valable conformément à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement ; ou contrevient à une obligation contractuelle essentielle, l’Entrepreneur peut adresser au Maître d’Ouvrage une notification l’enjoignant de payer ladite somme et les intérêts qui s’y appliquent conformément à la Sous-Clause 12.3 du CCAG, ou l’enjoignant d’approuver la facture ou les pièces justificatives, ou stipulant qu’il y a manquement à une obligation contractuelle et enjoignant le Maître d’Ouvrage d’y remédier, selon le cas. Si le Maître d’Ouvrage ne paie pas la somme et les intérêts, n’approuve pas la facture ou les pièces justificatives et ne communique pas les raisons justifiant son refus d’approbation, ou ne remédie pas à ce manquement ou ne prend aucune mesure pour y remédier dans les quatorze (14) jours suivant réception de la notification par l’Entrepreneur ; ou  b) l’Entrepreneur est dans l’incapacité de remplir l’une de ses obligations au titre du Marché pour une raison quelconque imputable au Maître d’Ouvrage, y compris, de façon non limitative, le fait que le Maître d’Ouvrage ne lui donne pas possession du ou accès au site ou d’autres lieux, ou ne puisse pas obtenir une autorisation gouvernementale nécessaire à l’exécution et à l’achèvement de l’Ouvrage ;  l’Entrepreneur peut en aviser le Maître d’Ouvrage et, si le Maître d’Ouvrage n’a pas payé la somme à régler ou n’a pas approuvé la facture ou les pièces justificatives ni fourni les motifs de son refus d’approbation ou n’a pas remédié au manquement de ses obligations contractuelles dans les vingt-huit (28) jours suivant cette notification, ou si l’Entrepreneur est toujours dans l’incapacité de remplir l’une de ses obligations aux termes du Marché, pour une raison imputable au Maître d’Ouvrage, dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification, l’Entrepreneur peut immédiatement résilier le Marché en adressant au Maître d’Ouvrage une seconde notification faisant référence à cette Sous-Clause 42.3.1 du CCAG.  42.3.2 L’Entrepreneur peut immédiatement résilier le Marché en adressant au Maître d’Ouvrage une notification à cet effet, faisant référence à la présente Sous-Clause 42.3.2, si le Maître d’Ouvrage fait faillite ou devient insolvable, ou fait l’objet d’une ordonnance de mise sous séquestre, ou, si le Maître d’Ouvrage est une société, s’il est mis en liquidation judiciaire par ordonnance (autre que liquidation volontaire pour cause de fusion ou de restructuration), ou si un administrateur judiciaire est nommé pour administrer une partie quelconque de son entreprise ou de ses actifs, ou si le Maître d’Ouvrage fait l’objet de toute autre action en justice similaire.  42.3.3 Si le Marché est résilié aux termes des Sous-Clauses 42.3.1 ou 42.3.2 du CCAG ci-dessus, l’Entrepreneur devra immédiatement :  a) cesser tout travail à venir, à l’exception des travaux nécessaires à la protection de la partie des Installations déjà exécutée et à la remise en état du site ;  b) résilier les contrats de sous-traitance, à l’exception de ceux devant être cédés au Maître d’Ouvrage conformément à l’alinéa (d) (ii) ci-dessous ;  c) retirer du site tous les équipements de l’Entrepreneur et rapatrier le personnel de l’Entrepreneur et des sous-traitants présents sur le site ; et  d) de plus, l’Entrepreneur, sous réserve du paiement spécifié à la Sous-Clause 42.3.4 ci-dessous, devra :  i) livrer au Maître d’Ouvrage les parties des Installations exécutées par l’Entrepreneur à la date de résiliation ;  ii) dans la mesure où cela est juridiquement possible, céder au Maître d’Ouvrage tout droit, titre et avantage détenu par l’Entrepreneur sur les Installations et sur les matériels et les équipements à la date de résiliation, et, si le Maître d’Ouvrage l’exige, sur tous les contrats de sous-traitance entre l’Entrepreneur et ses sous- traitants ; et  iii) livrer au Maître d’Ouvrage tous les dessins, spécifications, et autres documents se rapportant aux Installations, préparés par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants à la date de résiliation.  42.3.4 Si le Marché est résilié aux termes des Sous-Clauses 42.3.1 et 42.3.2 du CCAG ci-dessus, le Maître d’Ouvrage devra verser à l’Entrepreneur les montants spécifiés à la Sous-Clause 42.1.3 du CCAG, et une compensation raisonnable pour toute perte ou dommage, à l’exclusion d’une perte de profit, subi par l’Entrepreneur par suite de, en relation avec, ou en conséquence de cette résiliation.  42.3.5 La résiliation par l’Entrepreneur conformément à la présente Sous-Clause 42.3 est sans préjudice à d’autres droits et recours que l’Entrepreneur peut exercer à la place de ou en plus des droits conférés par la présente Sous-Clause 42.3.  42.4 En ce qui concerne la présente Clause 42, l’expression « Installations réalisées » doit comprendre tous les travaux exécutés, les services de montage fournis et l’ensemble des matériels et équipements acquis (ou sujet à une obligation légale d’achat) par l’Entrepreneur et utilisés ou devant être utilisés pour les Installations, jusqu’à la date de résiliation incluse.  42.5 En ce qui concerne la présente Clause 42 et pour le calcul des sommes dues par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur, toute somme précédemment payée par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur au titre du Marché devra être dûment comptabilisée, y compris toute avance versée conformément à l’annexe correspondante (Conditions de paiement) de l’Acte d’engagement. |
| 1. Cession | 43.1 Ni le Maître d’Ouvrage ni l’Entrepreneur ne pourront, sans le consentement écrit formel de l’autre Partie (consentement qui ne pourra pas être refusé sans motif valable) céder à un tiers le Marché, ou une partie de celui-ci, ou tout droit, avantage, obligation ou intérêt inclus dans celui-ci, excepté que l’Entrepreneur sera autorisé à céder soit absolument soit par imputation toutes sommes qui lui sont dues ou susceptibles de lui être dues au titre du Marché. |
| 1. Restrictions d’Exportation | 44.1 Nonobstant toute obligation d’entreprendre les formalités d’exportation dans le cade du Marché, toute restriction d’exportation imputable au Maître d’Ouvrage, vers le pays du Maître d’Ouvrage, ou à l’usage des Equipements et Services de montage à fournir, lorsque de telles restrictions d’exportation résultent de l’application de la réglementation du commerce d’un pays qui fournit ces Equipements et Services de montage, et si une telle restriction fait entrave à l’Entrepreneur dans l’accomplissement de ses obligations contractuelles l’Entrepreneur ne sera pas tenu de satisfaire à ses obligations de fournir les Equipements ou Services de montage. Cependant ceci est à la condition expresse que l’Entrepreneur soit en mesure de démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage et de la Banque, qu’il a accompli toutes les formalités requises avec diligence, y compris la demande de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à la livraison des Equipements et Services de montage dans le cadre du Marché. La résiliation du Marché à ce titre sera réputée être à la convenance du Maître d’Ouvrage, en application de la Sous-Clause 42.1 du CCAG. |
| * 1. Réclamations, Litiges et Arbitrage | |
| 1. Réclamations de l’Entrepreneur | 45.1 Si l’Entrepreneur considère qu'il a droit à une prolongation du Délai d'achèvement et/ou à un paiement supplémentaire, selon l'une des Clauses du CCAG ou autrement en relation avec le Marché, l’Entrepreneur doit en aviser le Directeur de projet par notification, en décrivant l'évènement ou la circonstance donnant lieu à la réclamation. La notification doit être faite le plus tôt possible, et au plus tard 28 jours après que l’Entrepreneur a eu pris ou aurait dû prendre connaissance de cet évènement ou de cette circonstance.  Si l’Entrepreneur n'avise pas le Maître d’Ouvrage de sa réclamation dans un délai de 28 jours, le Délai d'achèvement ne sera pas prolongé, l’Entrepreneur n'aura pas droit à un paiement supplémentaire, et le Maître d’Ouvrage sera libéré de toute obligation en relation avec la réclamation. Sinon, les dispositions suivantes de la présente Clause sont applicables.  L’Entrepreneur doit également soumettre toutes les autres notifications requises par le Marché, et tous les détails pertinents en rapport avec la réclamation en ce qui concerne un tel évènement ou une telle circonstance.  L’Entrepreneur doit conserver tous documents relatifs à un tel évènement ou une telle circonstance qui seraient nécessaires pour justifier du bien-fondé de sa réclamation, sur le Site ou dans un autre endroit acceptable au Directeur de Projet. Sans admettre la responsabilité du Maître d’Ouvrage, le Directeur de Projet peut, après avoir reçu notification en application de la présente Clause, contrôler la tenue de ces documents et/ou ordonner à l’Entrepreneur de constituer des documents supplémentaires. L’Entrepreneur doit permettre au Directeur de projet de contrôler tous ces documents, et doit en (si cela est ordonné) soumettre des copies au Directeur de projet.  Dans un délai de 42 jours après que l’Entrepreneur a pris ou aurait dû prendre connaissance de l'évènement ou de la circonstance donnant lieu à la réclamation, ou pendant une période proposée par l’Entrepreneur et approuvée par le Directeur de projet, l’Entrepreneur doit soumettre au Directeur de projet une réclamation pleinement détaillée qui comporte tous les renseignements et justificatifs sur lesquels se base cette réclamation et la demande de prolongation du délai et/ ou du paiement supplémentaire réclamé. Si la conséquence de l'événement ou la circonstance donnant lieu à la réclamation se poursuit :  (a) cette réclamation complète et détaillée sera considérée comme provisoire ;  (b) l’Entrepreneur doit soumettre d'autres réclamations provisoires mensuellement, qui mentionnent le retard accumulé et/ou le montant réclamé, ainsi que tous les autres détails que le Directeur de projet peut raisonnablement exiger ; et  (c) l’Entrepreneur doit envoyer une réclamation finale dans un délai de 28 jours après la fin des effets résultant de l'évènement ou de la circonstance ou dans un délai proposé par l’Entrepreneur et approuvé par le Directeur de projet.  Dans un délai de 42 jours après la réception d'une réclamation ou d'autres détails supplémentaires justifiant une réclamation antérieure, ou dans un délai proposé par le Directeur de projet et approuvée par l’Entrepreneur, le Directeur de projet doit donner une réponse, avec des commentaires détaillés, approuvant ou rejetant la réclamation. Il peut également exiger des détails supplémentaires, mais doit toutefois donner sa réponse sur le principe de cette réclamation dans le délai susmentionné.  Chaque Certificat de Paiement doit inclure les montants des réclamations pour lesquels des justificatifs acceptables ont été fournis afin de prouver leur bien-fondé conformément aux dispositions du Marché. A moins que et jusqu'à ce que les détails communiqués soient jugés suffisants pour justifier l'intégralité de la réclamation, l’Entrepreneur n'aura droit qu'au paiement de la partie de la réclamation dont il aura pu justifier le bien-fondé, le cas échéant.  Le Directeur de projet doit s’accorder avec l’Entrepreneur sur, ou estimer : (i) la prolongation (le cas échéant) du Délai d'achèvement (avant ou après son expiration) conformément à la clause 40 du CCAG, et/ou (ii) le paiement supplémentaire (s'il y en a) auquel l’Entrepreneur a droit selon le Marché.  Les exigences de la présente Clause s'ajoutent à celles de toute autre Clause qui peut être applicable à une réclamation. Si l’Entrepreneur ne se conforme pas à la présente Clause ou une autre Clause relative à la réclamation, une prolongation des délais et/ou un paiement supplémentaire doit prendre en compte la mesure (le cas échéant) dans laquelle le manquement de l’Entrepreneur a empêché ou a compromis l'examen correct de la réclamation, à moins que la réclamation ne soit irrecevable en vertu du second paragraphe de la présente Clause.  Dans le cas où les Parties ne peuvent trouver un accord sur le traitement de la réclamation, l’un ou l’autre Partie peut saisir le Bureau de Conciliation, en application de la Clause 46 du CCAG. |
| 1. Litiges et Arbitrage | 46.1 Désignation et Constitution du Comité de Règlement des Différends  Les différends seront soumis à un Comité de Règlement des Différends (CRD) conformément aux dispositions de la Sous-Clause 46.3 du CCAG. Les Parties nommeront le ou les membres du CRD au plus tard à la date figurant au CCAP.  Conformément aux dispositions du CCAP, le CRD comprendra soit une, soit trois personnes qualifiées (les « membres » ou « les membres du Comité »), qui devront réunir les critères établis à la Sous-Clause 3 de l’Annexe A des Conditions Générales du Bureau de Conciliation. Si le nombre des personnes constituant le Comité n’est pas défini au CCAP et que les Parties n’en conviennent autrement, le CRD sera constitué de trois personnes dont une exercera les fonctions de président du Comité.  Si le Marché est passé avec un Entrepreneur étranger, les membres du CRD devront avoir la même nationalité que le Maître d’Ouvrage ou de l’Entrepreneur.  Si les Parties n’ont pas conjointement nommé les membres du Comité dans les 21 jours précédant la date stipulée au CCAP, et si le CRD doit comprendre trois personnes, chacune des Parties désignera un membre du Comité, dont la nomination devra être approuvée par l’autre Partie. Les deux membres ainsi nommés devront en proposer un troisième qui sera nommé conjointement par les Parties et remplira les fonctions de président du Comité.  Toutefois, si le CCAP contient une liste de membres éventuels du Comité, les membres du CRD seront choisis sur cette liste, à l’exception des personnes qui se trouveraient dans l’impossibilité d’accepter leur désignation ou n’y consentiraient pas.  L’accord passé entre les Parties et le ou les membres du CRD incorporera par référence les Conditions Générales du CRD figurant en Annexe A au CCAG, modifiées comme convenu entre les Parties et le ou les membres du Comité.  Les conditions de rémunération du ou des membres du Comité ainsi que celle de tout expert que le CRD consultera le cas échéant seront déterminées conjointement par les Parties dans l’accord passé avec le ou les membres du CRD ou, le cas échéant, les experts. Chacune des Parties sera responsable du règlement de la moitié de la rémunération.  Si un membre du Comité refuse de remplir ses fonctions ou ne peut le faire par suite de décès, maladie ou incapacité, ou s’il a donné sa démission, ou s’il a été mis fin à ses fonctions, son remplaçant sera nommé dans les mêmes conditions que celles ayant régi sa propre nomination, telles qu’elles figurent dans cette Sous-Clause.  Il peut être mis fin aux fonctions du ou des membres du Comité par accord entre les Parties, et non par décision unilatérale du Maître d’Ouvrage ou de l’Entrepreneur. A moins qu’il n’en soit convenu autrement entre les Parties, la constitution du Comité (et la nomination de chacun de ses membres) prendra fin lorsque le Certificat de Réception Opérationnelle aura été établi conformément à la Sous-Clause 25.3 du CCAG. |
|  | 46.2 Absence d’accord sur la composition du CRD  Dans les circonstances suivantes :   1. si les Parties ne parviennent pas à s’entendre sur la nomination du membre unique du CRD au plus tard à la date figurant à la Sous-Clause 46.1 du CCAG ; ou 2. si l’une des deux Parties s’abstient de désigner un des membres du CRD (pour approbation par l’autre Partie) au plus tard à cette date ; ou 3. si les Parties ne parviennent pas à s’entendre sur la nomination du troisième membre du CRD au plus tard à cette date; ou 4. si les Parties ne parviennent pas à s’entendre sur la nomination d’une personne en remplacement du membre unique ou d’un des trois membres du Comité dans les 42 jours suivant la date à laquelle le membre en question refuse de remplir ses fonctions ou se trouve dans l’impossibilité de le faire par suite de décès, maladie, incapacité ou démission, ou s’il a été mis fin à ses fonctions,   l’Autorité de Nomination ou la personne désignée au CCAP, à la demande de l’une ou des deux Parties, nommera le nouveau membre du CRD, après consultation de chacune d’entre elles. Chaque Partie sera responsable du règlement de la moitié de la rémunération de l’Autorité de Nomination ou de la personne désignée au CCAP. |
|  | 46.3 Décision du Comité de Règlement des Différends  Si un différend, de quelque nature que ce soit, s’élève entre les Parties en relation avec l’exécution du Marché, qu’il s’agisse d’un différend relatif à un certificat, une constatation, instruction, opinion ou évaluation, ou tout autre différend, chacune des Parties peut référer au CRD le différend par écrit avec copie à l’autre Partie et au Directeur de projet, et ce par référence expresse au présent article. Si le CRD comprend trois membres, la date de réception de cette demande sera considérée comme étant celle où elle est parvenue au président du CRD.  Chacune des Parties mettra à la disposition du CRD toute information complémentaire, donnera accès au Site, et mettra à la disposition du CRD les moyens que celui-ci pourra requérir afin de régler le différend en question. Le CRD ne sera pas considéré comme intervenant en tant qu’arbitre.  Dans les 84 jours suivant la date de la demande présentée au CRD, ou dans tout autre délai proposé par le CRD et accepté par les deux Parties, le CRD formulera sa décision, qui sera motivée et fera expressément référence au présent article. Cette décision engagera les Parties, qui la mettront sur le champ à exécution moins qu’elle ne soit modifiée par accord amiable ou décision arbitrale ainsi qu’indiqué ci-après. A moins que le Marché n’ait été annulé ou résilié, l’Entrepreneur devra poursuivre l’exécution des Installations conformément aux termes du Marché.  Si l’une des Partie n’est pas satisfaite de la décision du CRD, elle pourra dans les 28 jours suivant la réception de la décision en question, en informer l’autre Partie et lui notifier son intention de soumettre le différend à l’arbitrage. Si le CRD n’arrive pas à une décision dans les 84 jours (ou toute autre délai convenu entre les Parties) suivant sa saisine, chacune des Parties pourra, à l’issue d’une période additionnelle de 28 jours, informer l’autre Partie de son désaccord et lui notifier son intention de soumettre le différend à l’arbitrage.  Dans les deux cas, la notification de ce désaccord mentionnera qu’elle est soumise conformément au présent article, et détaillera l’objet du différend ainsi que les motifs de désaccord. Excepté comme il en est disposé aux Sous-Clauses 46.6 et 46.7, aucune Partie ne pourra soumettre un différend à l’arbitrage à moins que le désaccord en question notice n’ait été notifié conformément au présent article.  Si le CRD arrive à une décision relative à un différend et l’a soumise à chacune des Parties, et qu’aucune des deux Parties n’a notifié son désaccord dans les 28 jours suivant la réception de la décision du CRD, cette décision deviendra définitive et engagera les Parties. |
|  | 46.4 Règlement amiable des différends  Lorsqu’un désaccord a été notifié par écrit conformément aux dispositions de la Sous-Clause 46.3 ci-dessus, les deux Parties devront s’efforcer de régler leur différend à l’amiable avant le commencement de la procédure d’arbitrage. Toutefois, à moins que les deux Parties n’en conviennent autrement, la procédure d’arbitrage pourra commencer à partir du 56ième jour suivant la date où le désaccord et l’intention d’engager l’arbitrage ont été notifiés, même si aucune tentative de règlement amiable n’a été effectuée. |
|  | 46.5 Arbitrage  A moins que le CCAP n’en dispose autrement, tout différend qui n’a pas été réglé à l’amiable et pour lequel la décision du CRD (le cas échéant) n’est pas devenue définitive et obligatoire sera tranché en dernier ressort par arbitrage. A moins qu’il n’en soit convenu autrement entre les Parties, l’arbitrage se déroulera de la façon suivante :   1. Marchés passés avec un Constructeur étranger :   (i) Le différend sera soumis à l’arbitrage international selon une procédure administrée par l’institution d’arbitrage international désignée dans le CCAP, et selon le règlement d’arbitrage de cette institution ;  (ii) Le lieu de l’arbitrage sera la ville où l’institution d’arbitrage désignée a son siège, ou tout autre lieu retenu conformément au règlement d’arbitrage de cette institution désignée ;  (iii) L’arbitrage sera conduit dans la langue de communication stipulée à la Sous-Clause 5.3 du CCAP.   1. Marchés passés avec un Constructeur national :   La procédure d’arbitrage sera conduite conformément au droit applicable dans le pays du Maître d’Ouvrage.  L’arbitre (les arbitres) aura(auront) tout pouvoir pour considérer, examiner ou modifier tout certificat, constatation, instruction, opinion, ou évaluation du Directeur de projet ainsi que toute décision du CRD afférents au différend. Rien ne pourra disqualifier le Directeur de projet d’être appelé ou entendu comme témoin devant le tribunal arbitral sur quelque point que ce soit ayant trait au différend.  Au cours de la procédure arbitrale, aucune des Parties ne sera limitée aux preuves et aux arguments précédemment invoqués devant le CRD lorsque celui a été invité à statuer, ou aux motifs qu’elle a soulevés lorsqu’elle a notifié son désaccord. Les décisions du CRD constitueront un élément recevable au cours de la procédure d’arbitrage.  La procédure d’arbitrage pourra être engagée avant, pendant ou après l’achèvement des Installations. Les obligations des Parties, du Directeur de projet et du CRD ne seront pas modifiées en raison de l’arbitrage conduit en cours d’exécution des Installations. |
|  | 46.6 Carence à exécuter une décision du Comité de Règlement des Différends  S’il s’avère qu’une des Parties ne se conforme pas à une décision à caractère définitif et obligatoire du CRD, sans préjudice de tout autre droit qui lui est imparti, l’autre Partie pourra, soumettre cette carence à l’arbitrage conformément à la Clause 49 du CCAG, auquel cas les dispositions des Clauses 47 et 48 du CCAG ne s’appliqueront pas. |
|  | 46.7 Fin du mandat du Comité de Règlement des Différends  Si un différend s’élève entre les Parties en relation avec l’exécution du marché, et qu’aucun CRD n’est alors constitué, soit que le mandat du CRD soit arrivé à expiration, ou bien pour toute raison,   1. les Sous-Clauses 46.3 et 46.4 du CCAG ne s’appliqueront pas; 2. le différend sera directement soumis à arbitrage conformément à la Sous-Clause 46.5 du CCAG. |

Annexe A - Conditions Générales applicables à l’Accord Constitutif du Comité de Règlement des Différends (CRD)

**1. Définitions**

L’« Accord constitutif du Comité de Règlement des Différends » (« l’Accord ») est un accord tripartite passé entre:

le « Maître d’Ouvrage » ;

l’ « Constructeur » ; et

le « Membre du Comité», terme qui se réfère dans cet accord

(i) soit au membre unique du Comité, auquel cas toute référence à « Autre Membres » sera sans objet, ou bien

(ii) soit à une des trois personnes auxquelles il est fait conjointement référence dans l’expression « CRD » (ou « Comité de règlement des Différends ») auquel cas il sera fait référence aux deux autres personnes constituant le Comité par l’expression « Autre Membres ».

Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur ont conclu (ou ont l’intention de conclure) un marché, auquel il est fait référence ci-après sous le terme « Marché » et qui est défini dans l’Accord portant constitution du Comité de Règlement des Différends (« l’Accord ») dont font part les présentes Conditions générales. Dans le présent Accord, les termes et expressions qui ne sont pas définis par ailleurs auront la même signification que dans le Marché.

**2. Conditions Générales**

A moins qu’il n’en soit convenu autrement dans l’Accord, l’Accord prendra effet à la plus tardive des dates suivantes :

(a) la date de Démarrage figurant au Marché,

(b) la date à laquelle le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le Membre du Comité ont chacun pour sa part signé l’Accord, ou bien

(c) la date à laquelle le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et les Autres Membres du Comité (le cas échéant) ont chacun pour sa part signé l’Accord.

Le Membre du Comité est recruté à titre personnel. Il peut à tout moment présenter sa démission qui prendra effet au plus tôt à l’issue d’une période de 70 jours, et l’Accord prendra fin à l’issue de cette même période.

1. **Garanties**

Le Membre du Comité garantit qu’il est et entend demeurer impartial et indépendant du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur et du Directeur de projet. Le Membre du Comité fera part sur le champ à ces derniers ainsi qu’aux Autres Membres du Comité de tout fait ou toute circonstance qui pourrait paraître entrer en conflit avec la garantie et l’engagement d’impartialité et d’indépendance auxquels il a souscrit.

Au moment de la nomination du Membre du Comité, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur se sont fondés sur la déclaration

* 1. que celui-ci a l’expérience des travaux qui seront exécutés au titre du Marché;
  2. qu’il a l’expérience de l’interprétation des documents du Marché, et
  3. qu’il parle couramment la langue de communication stipulée au Marché.

**4. Obligations générales du Membre du Comité**

Le Membre du Comité s’engage à :

1. ne détenir aucun intérêt financier ou autre auprès du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur, du Directeur de projet, ni aucun autre intérêt financier en rapport avec le Marché, exception faite de la rémunération qui lui sera versée au titre de sa participation au Comité de Règlement des Différends ;
2. ne pas avoir été précédemment employé en tant que consultant ou de toute autre manière par le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur, ou le Directeur de projet, excepté dans les circonstances dont il aura fait état par écrit au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur avant la signature de l’Accord de Règlement des Différends ;
3. avoir fait part par écrit au Maître d’Ouvrage, à l’Entrepreneur, au Directeur de projet ainsi, le cas échéant, qu’aux autres Membres du Comité, avant la signature de l’Accord-- pour autant qu’il en ait connaissance--de toute relation professionnelle ou personnelle avec les directeurs, cades ou employés du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur, ou du Directeur de projet, et de toute participation dans le projet dont le présent marché fait partie;
4. ne pas être employé pendant la durée de l’Accord, en tant que consultant ou à tout autre titre par le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur, ou le Directeur de projet, excepté de la manière dont il en aura été convenu par écrit entre le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le ou les autres Membres du Comité (le cas échéant);
5. se conformer aux règles de procédure annexées ci-après ainsi qu’aux dispositions de la clause 46.3 du CCAG;
6. ne donner d’avis sur l’exécution du Marché au Maître d’Ouvrage, à l’Entrepreneur ou à leurs employés que conformément aux règles de procédure annexées ci-après;
7. aussi longtemps qu’il sera membre du Comité, s’abstenir de participer à des discussions ou de s’entendre avec le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur, ou le Directeur de projet sur son recrutement éventuel à l’issue de son mandat en tant que consultant ou à tout autre titre;
8. se tenir disponible pour se rendre sur le site des Installations ou assister aux audiences ainsi qu’il pourrait s’avérer nécessaire;
9. se familiariser avec les dispositions du Marché et le déroulement des travaux (et avec tout autre élément du projet dont le présent Marché fait partie) en étudiant tous les documents qu’il recevra et en les organisant dans des dossiers qui seront tenus à jour;
10. traiter les points relatifs au Marché et toutes les activités du Comité de Règlement des Différends de manière confidentielle et s’abstenir de les publier ou les divulguer sans en avoir préalablement obtenu par écrit l’accord du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur ou des Autres Membres du Comité (le cas échéant);
11. être prêt à formuler un avis et/ou une opinion sur tout point relatif au Marché s’il en est requis conjointement par le Maître d’Ouvrage et par l’Entrepreneur, sous réserve de l’accord préalable des autres Membres du Comité, le cas échéant.

**5. Obligations Générales du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur**

Le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et leurs employés ne solliciteront, en relation avec le Marché, aucun avis ou conseil du Membre du Comité, excepté en rapport avec le déroulement des activités du CRD relatives au Marché et à l’Accord. Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur seront tenus responsables de l’exécution de la présente obligation par leurs employés respectifs.

Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur s’engagent réciproquement, ainsi que vis-à-vis du Membre du Comité, à ce qu’en l’absence d’un accord écrit entre eux et avec les Membres du Comité (le cas échéant), ce dernier

(a) ne soit nommé arbitre au titre du Marché;

(b) ne soit appelé à déposer devant l’arbitre ou les arbitres nommés au titre du Marché;

(c) ne soit tenu responsable en cas de réclamation s’élevant en raison d’une action ou d’une omission relative à ses fonctions réelles ou supposées, à moins qu’une telle action ou omission ne s’avère avoir été commise de mauvaise foi.

Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur s’engagent conjointement et solidairement à protéger et compenser le membre du Comité en cas de réclamations dont il ne devrait pas être tenu pour responsable en vertu de l’alinéa précédent.

Dans tous les cas où ils soumettent au Comité au titre de la clause 46.3 du CCAG un différend qui nécessite un déplacement sur le site des Installations ou la tenue d’une audience, le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur consigneront à titre de provision la somme nécessaire pour couvrir les dépenses encourues de ce fait par le Membre du Comité. Il ne sera tenu compte d’aucun autre règlement dû ou à verser au Membre du Comité.

**6. Règlement**

Le Membre du Comité sera rémunéré dans la monnaie de règlement stipulée dans l’Accord comme suit :

1. une commission forfaitaire mensuelle, qui constituera un paiement libératoire au titre de:
   1. sa disponibilité à se rendre sur le site des Installations et assister aux audiences, sous réserve d’être informé 28 jours à l’avance;
   2. l’obligation de se familiariser, et se tenir en permanence de l’état de l’avancement du projet et de maintenir à jour les dossiers correspondants;
   3. les frais de secrétariat et frais généraux, y compris les frais de reproduction et fournitures de bureau encourus du fait de ses fonctions;
   4. les services rendus au titre du présent article, à l’exception des services mentionnés aux alinéas (b) et (c) du présent article.

Cette commission forfaitaire mensuelle sera payée à partir du dernier jour du mois calendaire au cours duquel l’Accord prend effet, et ce jusqu’au dernier jour du mois calendaire au cours duquel le Certificat d’Achèvement est émis pour l’ensemble des Installations.

A partir du jour suivant, l’avance forfaitaire sera réduite d’un tiers et sera payable jusqu‘au premier jour du mois au cours duquel le Membre présenterait sa démission ou au cours duquel il serait mis fin à l’Accord.

1. une rémunération journalière qui constituera un paiement libératoire:
   1. dans un plafond de deux jours par déplacement (aller ou retour), pour chaque journée entièrement ou partiellement consacrée à se rendre de sa résidence au site des Installations ou à toute destination retenue, le cas échéant, pour une réunion avec les autres Membres du Comité;
   2. pour chaque journée consacrée à une visite du site des Installations, à la tenue d’une audience ou à la préparation d’une décision du Comité;
   3. pour chaque journée consacrée à la lecture des documents soumis dans le cadre de la préparation d’une audience.
2. Toute dépense justifiée, y compris les frais de déplacement nécessaires (billets d’avion en classe inférieure à la première classe, hôtel et frais de séjour et autres frais directement liés à un déplacement) encourue en raison de ses fonctions, ainsi que ses frais de téléphone, courrier et fac-similés ; un reçu sera exigé pour toute dépense supérieure à cinq pour cent de la rémunération journalière à laquelle il est fait référence à l’alinéa (b) du présent article ;
3. Les impôts et taxes sur les paiements effectués au titre du présent article payables dans le pays où sont situées les Installations, à moins que le Membre n’en soit un ressortissant ou un résident permanent.

La commission forfaitaire et la rémunération journalière seront stipulées dans l’Accord. A moins que l’Accord n’en dispose autrement, ces montants seront non révisables pour les premiers 24 mois et seront ensuite révisables par accord entre le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le Membre du Comité à chaque date anniversaire de la date où l’Accord est entré en vigueur.

Si les parties ne peuvent s’entendre sur ces montants, l’Autorité de Nomination ou la personne désignée au CCAP à cette fin déterminera le montant applicable avant la signature de l’Accord.

Le membre du Comité présentera une facture trimestrielle couvrant la commission forfaitaire et ses frais de déplacement. Les factures afférentes à ses autres frais et à sa rémunération journalière seront présentées à l’issue du déplacement sur le site des Installation ou de l’audience. Chaque facture sera accompagnée d’une description sommaire des activités exécutées pendant la période de référence et sera envoyée à l’Entrepreneur.

L’Entrepreneur règlera en totalité les factures du Membre du Comité dans les 56 jours suivant leur réception et en présentera la moitié au Maître d’Ouvrage pour remboursement dans les certificats de paiement relatifs au Marché. Le Maître d’Ouvrage en effectuera le règlement conformément aux dispositions du Marché.

Si l’Entrepreneur ne règle pas au Membre du Comité le montant qui lui est dû au titre de l’Accord, le Maître d’Ouvrage règlera ce montant ainsi que toute autre somme nécessaire à la poursuite des activités du Comité de Règlement des Différends, sans préjudice des droits et recours dont il dispose. Sans préjudice des droits résultant du manquement de l’Entrepreneur, le Maître d’Ouvrage aura droit au remboursement de tout montant excédant la moitié des paiements effectués au Membre du Comité, et de toute somme nécessaire au recouvrement de ces montants et frais financiers y afférant au taux d’intérêt stipulé à la Sous-Clause 12.3 du CCAG.

Si dans les 70 jours suivant la présentation d’une facture, le Membre du Comité n’en reçoit pas le règlement, il peut suspendre ses fonctions sans préavis ou présenter sa démission conformément aux dispositions de l’Article 2.

1. **Résiliation**

A tout moment, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur peuvent conjointement mettre fin à l’Accord sous réserve d’un préavis de 42 jours et les Membres du Comité donner leur démission conformément aux dispositions de l’Article 2.

Si le Membre du Comité ne se conforme pas aux dispositions de l’Accord, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur pourront, sans préjudice des autres droits qu’ils détiennent, lui notifier la résiliation de l’Accord.

Si le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions de l’Accord, le Membre du Comité pourra, sans préjudice des autres droits qu’il détient, notifier au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur la résiliation de l’Accord. Cette notification prendra effet lorsqu’elle aura été reçue par le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur.

Une telle notification, démission ou résiliation sera définitive et engagera le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le Membre du Comité. Néanmoins, une notification qui n’aurait pas été effectuée à la fois au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur demeurerait sans effet.

**8. Manquement du Membre du Comité à ses engagements**

Si un Membre du Comité ne se conforme pas à ses obligations d’impartialité ou d’indépendance vis-à-vis du Maître d’Ouvrage ou de l’Entrepreneur telles que stipulées à l’Article 4, il n’aura pas droit à être rémunéré ou être remboursé des dépenses qu’il aura encourues et, sans préjudice des autres droits qu’ils détiennent, devra rembourser au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur la rémunération et les autres sommes qu’il aura perçues ou qui auraient été versées aux autres Membres du Comité, le cas échéant, au titre de la procédure conduite par le Comité ou des décisions qu’il aura rendues, et qui seront annulées ou rendues sans effet en raison du manquement du Membre du Comité à ses obligations.

**9. Différends**

Tout différend ou réclamation découlant du présent Accord ou en relation avec celui-ci ainsi que de tout manquement à cet Accord, résiliation ou validité de l’Accord sera tranché définitivement par voie arbitrage institutionnel. Si aucune institution d’arbitrage n’a été convenue, l’arbitrage sera conduit suivant le Règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce Règlement.

Annexe B- Annexe aux Conditions Générales de l’Accord constitutif du Comité de Règlement des Différends (« CRD »)

1. A moins que le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur n’en conviennent autrement, le CRD se rendra sur le site des Installations à la demande du Maître d’Ouvrage ou de l’Entrepreneur au minimum tous les 140 jours, y compris lorsque se déroulent des activités-clé de construction. A moins que le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur, et le CRD n’en conviennent autrement, les visites du site des Installations se succéderont au maximum tous les 70 jours, à l’exception des déplacements nécessités par la tenue d’une audience comme indiqué ci-après.

2. La date et le programme de chaque visite seront ceux qui auront été convenus par le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le CRD ou, à défaut, par le CRD. L’objectif de ces déplacements sur le site des Installations est de permettre au CRD de se familiariser et se maintenir au courant du déroulement de la construction des Installations et de toute difficulté ou réclamation qui pourrait en résulter et, dans la mesure du possible, d’éviter que celles-ci ne donnent lieu à un différend.

3. Le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le Directeur de projet participeront aux visites du site des Installations, qui seront cordonnées par le Maître d’Ouvrage et ce avec le concours de l’Entrepreneur. Le Maître d’Ouvrage fournira l’appui nécessaire en matière de secrétariat, reproduction et lieux de réunion. A l’issue de chaque visite sur le site des Installations, et avant de quitter les lieux, le CRD préparera un rapport sur les activités relatives à la visite en question et en transmettra un exemplaire au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur.

4. Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur fourniront au CRD un exemplaire de tous les documents que le CRD pourrait requérir, y compris les documents du Marché, les rapports d’avancement, ordres de service de modification, certificats ou tout autre document relatif à l’exécution du Marché que le CRD pourrait requérir. Toutes les communications entre le CRD et le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur seront copiées à l’autre Partie. Si le CRD est composé de trois membres, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur enverront un exemplaire de ces documents ou communications à chacun des trois membres du CRD.

5. Lorsqu’un différend est soumis au CRD conformément à la Sous-Clause 46.3 du CCAG, le CRD procédera conformément à la Sous-Clause 46.3 du CCAG et aux présentes Directives. Sous réserve du délai qui lui est imparti pour communiquer sa décision et de tout autre élément pertinent, le CRD sera tenu :

1. d’agir équitablement et impartialement à l’égard du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur, donnant à chacun d’entre eux la possibilité de présenter son point de vue et répondre à celui de l’autre;
2. d’adopter une procédure adaptée au différend, en évitant tout retard ou dépense inutiles.

6. Le CRD pourra tenir une audience sur le différend en question, audience dont il fixera la date et le lieu, et pourra requérir du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur qu’ils soumettent les documents et les arguments relatifs à ce différend avant la tenue de l’audience.

7, A moins qu’il n’en soit convenu autrement par écrit entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, le CRD pourra adopter une procédure inquisitoire, refuser accès à l’audience à toute personne autre que les représentants du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur ou du Directeur de projet, et poursuivre ses travaux en l’absence d’une des Partie dont le CRD s’est assuré qu’elle a été dûment convoquée à l’audience, et ce tout en conservant la possibilité de décider si et dans quelle mesure il veut exercer un tel droit.

8. Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur confèrent au CRD la capacité :

(a) de déterminer la procédure à appliquer au règlement du différend ;

(b) de décider de la compétence propre au CRD et de la portée du différend qui lui est soumis ;

(c) de tenir les audiences qu’il estime appropriées, sans autre règle de procédure que celles définies par le Marché et les présentes Directives ;

(d) de prendre les initiatives nécessaires à la détermination des faits et autres éléments qu’une décision nécessite ;

(e) d’utiliser ses propres connaissances de spécialiste en la matière ;

(f) de décider du paiement de charges financières conformément aux dispositions du Marché;

(g) de décider de toute mesure temporaire, transitoire ou conservatoire ;

(h) de considérer, examiner ou modifier tout certificat, constatation, instruction, opinion, ou évaluation du Directeur de projet afférents au différend ;

(i) de désigner un expert compétent pour émettre un avis sur un point particulier relatif au différend, si le CRD le considère nécessaire et les Parties en conviennent, et ce aux frais des Parties.

9. En cours d’audience, le CRD n’émettra pas d’avis sur le bien-fondé des arguments présentés par les Parties. Par la suite, le CRD prendra sa décision conformément à la Clause 46.3 du CCAG, ou de toute autre manière dont il a été convenu par écrit entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur. Si le CRD est composé de trois membres, il devra

(a) se réunir après l’audience de manière à débattre de sa décision et la préparer ;

(b) s’efforcer d’arriver à une décision à l’unanimité ; si cela s’avère impossible, sa décision sera prise à la majorité des Membres, qui pourront demander au Membre du Comité en minorité de préparer par écrit un rapport qui sera soumis au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur;

(c) si un des Membres du Comité ne se rend pas à une réunion ou une audience, ou ne remplit pas une fonction qui lui est impartie, les deux autres Membres du Comité pourront néanmoins prendre une décision, à moins que :

1. le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur ne s’y opposent, ou que
2. le Membre du Comité qui est absent est le Président du Comité, et qu’il ne requiert des autres Membres du Comité qu’ils s’abstiennent de prendre une décision en son absence.

Annexe A - Conditions générales applicables à l’Accord Constitutif du Comité de Règlement des Différends

**1. Définitions**

L’« Accord constitutif du Comité de Règlement des Différends » (« l’Accord ») est un accord tripartite passé entre:

le « Maître d’Ouvrage » ;

l’« Entrepreneur » ; et

le « Membre du Comité», terme qui se réfère dans cet accord

(i) soit au membre unique du Comité, auquel cas toute référence à « Autre Membres » sera sans objet, ou bien

(ii) soit à une des trois personnes auxquelles il est fait conjointement référence dans l’expression « CRD » (ou « Comité de règlement des Différends ») auquel cas il sera fait référence aux deux autres personnes constituant le Comité par l’expression « Autre Membres ».

Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur ont conclu (ou ont l’intention de conclure) un marché, auquel il est fait référence ci-après sous le terme « Marché » et qui est défini dans l’Accord portant constitution du Comité de Règlement des Différends (« l’Accord ») dont font part les présentes Conditions générales. Dans le présent Accord, les termes et expressions qui ne sont pas définis par ailleurs auront la même signification que dans le Marché.

**2. Conditions Générales**

A moins qu’il n’en soit convenu autrement dans l’Accord, l’Accord prendra effet à la plus tardive des dates suivantes :

(a) la date de Démarrage figurant au Marché,

(b) la date à laquelle le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le Membre du Comité ont chacun pour sa part signé l’Accord, ou bien

(c) la date à laquelle le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et les Autres Membres du Comité (le cas échéant) ont chacun pour sa part signé l’Accord.

Le Membre du Comité est recruté à titre personnel. Il peut à tout moment présenter sa démission qui prendra effet au plus tôt à l’issue d’une période de 70 jours, et l’Accord prendra fin à l’issue de cette même période.

1. **Garanties**

Le Membre du Comité garantit qu’il est et entend demeurer impartial et indépendant du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur et du Directeur de projet. Le Membre du Comité fera part sur le champ à ces derniers ainsi qu’aux Autres Membres du Comité de tout fait ou toute circonstance qui pourrait paraître entrer en conflit avec la garantie et l’engagement d’impartialité et d’indépendance auxquels il a souscrit.

Au moment de la nomination du Membre du Comité, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur se sont fondés sur la déclaration

* 1. que celui-ci a l’expérience des travaux qui seront exécutés au titre du Marché;
  2. qu’il a l’expérience de l’interprétation des documents du Marché, et
  3. qu’il parle couramment la langue de communication stipulée au Marché.

**4. Obligations générales du Membre du Comité**

Le Membre du Comité s’engage à :

1. ne détenir aucun intérêt financier ou autre auprès du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur, du Directeur de projet, ni aucun autre intérêt financier en rapport avec le Marché, exception faite de la rémunération qui lui sera versée au titre de sa participation au Comité de Règlement des Différends ;
2. ne pas avoir été précédemment employé en tant que consultant ou de toute autre manière par le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur, ou le Directeur de projet, excepté dans les circonstances dont il aura fait état par écrit au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur avant la signature de l’Accord de Règlement des Différends ;
3. avoir fait part par écrit au Maître d’Ouvrage, à l’Entrepreneur, au Directeur de projet ainsi, le cas échéant, qu’aux autres Membres du Comité, avant la signature de l’Accord-- pour autant qu’il en ait connaissance--de toute relation professionnelle ou personnelle avec les directeurs, cades ou employés du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur, ou du Directeur de projet, et de toute participation dans le projet dont le présent marché fait partie;
4. ne pas être employé pendant la durée de l’Accord, en tant que consultant ou à tout autre titre par le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur, ou le Directeur de projet, excepté de la manière dont il en aura été convenu par écrit entre le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le ou les autres Membres du Comité (le cas échéant);
5. se conformer aux règles de procédure annexées ci-après ainsi qu’aux dispositions de la clause 46.3 du CCAG;
6. ne donner d’avis sur l’exécution du Marché au Maître d’Ouvrage, à l’Entrepreneur ou à leurs employés que conformément aux règles de procédure annexées ci-après;
7. aussi longtemps qu’il sera membre du Comité, s’abstenir de participer à des discussions ou de s’entendre avec le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur, ou le Directeur de projet sur son recrutement éventuel à l’issue de son mandat en tant que consultant ou à tout autre titre;
8. se tenir disponible pour se rendre sur le site des Installations ou assister aux audiences ainsi qu’il pourrait s’avérer nécessaire;
9. se familiariser avec les dispositions du Marché et le déroulement des travaux (et avec tout autre élément du projet dont le présent Marché fait partie) en étudiant tous les documents qu’il recevra et en les organisant dans des dossiers qui seront tenus à jour;
10. traiter les points relatifs au Marché et toutes les activités du Comité de Règlement des Différends de manière confidentielle et s’abstenir de les publier ou les divulguer sans en avoir préalablement obtenu par écrit l’accord du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur ou des Autres Membres du Comité (le cas échéant);
11. être prêt à formuler un avis et/ou une opinion sur tout point relatif au Marché s’il en est requis conjointement par le Maître d’Ouvrage et par l’Entrepreneur, sous réserve de l’accord préalable des autres Membres du Comité, le cas échéant.

**5. Obligations Générales du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur**

Le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et leurs employés ne solliciteront, en relation avec le Marché, aucun avis ou conseil du Membre du Comité, excepté en rapport avec le déroulement des activités du CRD relatives au Marché et à l’Accord. Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur seront tenus responsables de l’exécution de la présente obligation par leurs employés respectifs.

Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur s’engagent réciproquement, ainsi que vis-à-vis du Membre du Comité, à ce qu’en l’absence d’un accord écrit entre eux et avec les Membres du Comité (le cas échéant), ce dernier

(a) ne soit nommé arbitre au titre du Marché;

(b) ne soit appelé à déposer devant l’arbitre ou les arbitres nommés au titre du Marché;

(c) ne soit tenu responsable en cas de réclamation s’élevant en raison d’une action ou d’une omission relative à ses fonctions réelles ou supposées, à moins qu’une telle action ou omission ne s’avère avoir été commise de mauvaise foi.

Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur s’engagent conjointement et solidairement à protéger et compenser le membre du Comité en cas de réclamations dont il ne devrait pas être tenu pour responsable en vertu de l’alinéa précédent.

Dans tous les cas où ils soumettent au Comité au titre de la clause 46.3 du CCAG un différend qui nécessite un déplacement sur le site des Installations ou la tenue d’une audience, le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur consigneront à titre de provision la somme nécessaire pour couvrir les dépenses encourues de ce fait par le Membre du Comité. Il ne sera tenu compte d’aucun autre règlement dû ou à verser au Membre du Comité.

**6. Règlement**

Le Membre du Comité sera rémunéré dans la monnaie de règlement stipulée dans l’Accord comme suit :

1. une commission forfaitaire mensuelle, qui constituera un paiement libératoire au titre de:
   1. sa disponibilité à se rendre sur le site des Installations et assister aux audiences, sous réserve d’être informé 28 jours à l’avance;
   2. l’obligation de se familiariser, et se tenir en permanence de l’état de l’avancement du projet et de maintenir à jour les dossiers correspondants;
   3. les frais de secrétariat et frais généraux, y compris les frais de reproduction et fournitures de bureau encourus du fait de ses fonctions;
   4. les services rendus au titre du présent article, à l’exception des services mentionnés aux alinéas (b) et (c) du présent article.

Cette commission forfaitaire mensuelle sera payée à partir du dernier jour du mois calendaire au cours duquel l’Accord prend effet, et ce jusqu’au dernier jour du mois calendaire au cours duquel le Certificat d’Achèvement est émis pour l’ensemble des Installations.

A partir du jour suivant, l’avance forfaitaire sera réduite d’un tiers et sera payable jusqu‘au premier jour du mois au cours duquel le Membre présenterait sa démission ou au cours duquel il serait mis fin à l’Accord.

1. une rémunération journalière qui constituera un paiement libératoire:
   1. dans un plafond de deux jours par déplacement (aller ou retour), pour chaque journée entièrement ou partiellement consacrée à se rendre de sa résidence au site des Installations ou à toute destination retenue, le cas échéant, pour une réunion avec les autres Membres du Comité;
   2. pour chaque journée consacrée à une visite du site des Installations, à la tenue d’une audience ou à la préparation d’une décision du Comité;
   3. pour chaque journée consacrée à la lecture des documents soumis dans le cadre de la préparation d’une audience.
2. Toute dépense justifiée, y compris les frais de déplacement nécessaires (billets d’avion en classe inférieure à la première classe, hôtel et frais de séjour et autres frais directement liés à un déplacement) encourue en raison de ses fonctions, ainsi que ses frais de téléphone, courrier et fac-similés ; un reçu sera exigé pour toute dépense supérieure à cinq pour cent de la rémunération journalière à laquelle il est fait référence à l’alinéa (b) du présent article ;
3. Les impôts et taxes sur les paiements effectués au titre du présent article payables dans le pays où sont situées les Installations, à moins que le Membre n’en soit un ressortissant ou un résident permanent.

La commission forfaitaire et la rémunération journalière seront stipulées dans l’Accord. A moins que l’Accord n’en dispose autrement, ces montants seront non révisables pour les premiers 24 mois et seront ensuite révisables par accord entre le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le Membre du Comité à chaque date anniversaire de la date où l’Accord est entré en vigueur.

Si les parties ne peuvent s’entendre sur ces montants, l’Autorité de Nomination ou la personne désignée au CCAP à cette fin déterminera le montant applicable avant la signature de l’Accord.

Le membre du Comité présentera une facture trimestrielle couvrant la commission forfaitaire et ses frais de déplacement. Les factures afférentes à ses autres frais et à sa rémunération journalière seront présentées à l’issue du déplacement sur le site des Installation ou de l’audience. Chaque facture sera accompagnée d’une description sommaire des activités exécutées pendant la période de référence et sera envoyée à l’Entrepreneur.

L’Entrepreneur règlera en totalité les factures du Membre du Comité dans les 56 jours suivant leur réception et en présentera la moitié au Maître d’Ouvrage pour remboursement dans les certificats de paiement relatifs au Marché. Le Maître d’Ouvrage en effectuera le règlement conformément aux dispositions du Marché.

Si l’Entrepreneur ne règle pas au Membre du Comité le montant qui lui est dû au titre de l’Accord, le Maître d’Ouvrage règlera ce montant ainsi que toute autre somme nécessaire à la poursuite des activités du Comité de Règlement des Différends, sans préjudice des droits et recours dont il dispose. Sans préjudice des droits résultant du manquement de l’Entrepreneur, le Maître d’Ouvrage aura droit au remboursement de tout montant excédant la moitié des paiements effectués au Membre du Comité, et de toute somme nécessaire au recouvrement de ces montants et frais financiers y afférant au taux d’intérêt stipulé à la clause 12.3 du CCAG.

Si dans les 70 jours suivant la présentation d’une facture, le Membre du Comité n’en reçoit pas le règlement, il peut suspendre ses fonctions sans préavis ou présenter sa démission conformément aux dispositions de l’Article 2.

1. **Résiliation**

À tout moment, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur peuvent conjointement mettre fin à l’Accord sous réserve d’un préavis de 42 jours et les Membres du Comité donner leur démission conformément aux dispositions de l’Article 2.

Si le Membre du Comité ne se conforme pas aux dispositions de l’Accord, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur pourront, sans préjudice des autres droits qu’ils détiennent, lui notifier la résiliation de l’Accord.

Si le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions de l’Accord, le Membre du Comité pourra, sans préjudice des autres droits qu’il détient, notifier au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur la résiliation de l’Accord. Cette notification prendra effet lorsqu’elle aura été reçue par le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur.

Une telle notification, démission ou résiliation sera définitive et engagera le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le Membre du Comité. Néanmoins, une notification qui n’aurait pas été effectuée à la fois au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur demeurerait sans effet.

**8. Manquement du Membre du Comité à ses engagements**

Si un Membre du Comité ne se conforme pas à ses obligations d’impartialité ou d’indépendance vis-à-vis du Maître d’Ouvrage ou de l’Entrepreneur telles que stipulées à l’Article 4, il n’aura pas droit à être rémunéré ou être remboursé des dépenses qu’il aura encourues et, sans préjudice des autres droits qu’ils détiennent, devra rembourser au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur la rémunération et les autres sommes qu’il aura perçues ou qui auraient été versées aux autres Membres du Comité, le cas échéant, au titre de la procédure conduite par le Comité ou des décisions qu’il aura rendues, et qui seront annulées ou rendues sans effet en raison du manquement du Membre du Comité à ses obligations.

**9. Différends**

Tout différend ou réclamation découlant du présent Accord ou en relation avec celui-ci ainsi que de tout manquement à cet Accord, résiliation ou validité de l’Accord sera tranché définitivement par voie arbitrage institutionnel. Si aucune institution d’arbitrage n’a été convenue, l’arbitrage sera conduit suivant le Règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce Règlement.

Annexe A- Annexe aux Conditions générales de l’accord constitutif du Comité de Règlement des Différends (« CRD »)

1. A moins que le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur n’en conviennent autrement, le CRD se rendra sur le site des Installations à la demande du Maître d’Ouvrage ou de l’Entrepreneur au minimum tous les 140 jours, y compris lorsque se déroulent des activités-clé de construction. A moins que le Maître d’Ouvrage l’Entrepreneur, et le CRD n’en conviennent autrement, les visites du site des Installations se succéderont au maximum tous les 70 jours, à l’exception des déplacements nécessités par la tenue d’une audience comme indiqué ci-après.

2. La date et le programme de chaque visite seront ceux qui auront été convenus par le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le CRD ou, à défaut, par le CRD. L’objectif de ces déplacements sur le site des Installations est de permettre au CRD de se familiariser et se maintenir au courant du déroulement de la construction des Installations et de toute difficulté ou réclamation qui pourrait en résulter et, dans la mesure du possible, d’éviter que celles-ci ne donnent lieu à un différend.

3. Le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur et le Directeur de projet participeront aux visites du site des Installations, qui seront cordonnées par le Maître d’Ouvrage et ce avec le concours de l’Entrepreneur. Le Maître d’Ouvrage fournira l’appui nécessaire en matière de secrétariat, reproduction et lieux de réunion. A l’issue de chaque visite sur le site des Installations, et avant de quitter les lieux, le CRD préparera un rapport sur les activités relatives à la visite en question et en transmettra un exemplaire au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur.

4. Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur fourniront au CRD un exemplaire de tous les documents que le CRD pourrait requérir, y compris les documents du Marché, les rapports d’avancement, ordres de service de modification, certificats ou tout autre document relatif à l’exécution du Marché que le CRD pourrait requérir. Toutes les communications entre le CRD et le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur seront copiées à l’autre Partie. Si le CRD est composé de trois membres, le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur enverront un exemplaire de ces documents ou communications à chacun des trois membres du CRD.

5. Lorsqu’un différend est soumis au CRD conformément à la Clause 46.3 du CCAG, le CRD procédera conformément à la Clause 46.3 du CCAG et aux présentes Directives. Sous réserve du délai qui lui est imparti pour communiquer sa décision et de tout autre élément pertinent, le CRD sera tenu :

1. d’agir équitablement et impartialement à l’égard du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur, donnant à chacun d’entre eux la possibilité de présenter son point de vue et répondre à celui de l’autre;
2. d’adopter une procédure adaptée au différend, en évitant tout retard ou dépense inutiles.

6. Le CRD pourra tenir une audience sur le différend en question, audience dont il fixera la date et le lieu, et pourra requérir du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur qu’ils soumettent les documents et les arguments relatifs à ce différend avant la tenue de l’audience.

7, A moins qu’il n’en soit convenu autrement par écrit entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, le CRD pourra adopter une procédure inquisitoire, refuser accès à l’audience à toute personne autre que les représentants du Maître d’Ouvrage, de l’Entrepreneur ou du Directeur de projet, et poursuivre ses travaux en l’absence d’une des Partie dont le CRD s’est assuré qu’elle a été dûment convoquée à l’audience, et ce tout en conservant la possibilité de décider si et dans quelle mesure il veut exercer un tel droit.

8. Le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur confèrent au CRD la capacité :

(a) de déterminer la procédure à appliquer au règlement du différend ;

(b) de décider de la compétence propre au CRD et de la portée du différend qui lui est soumis ;

(c) de tenir les audiences qu’il estime appropriées, sans autre règle de procédure que celles définies par le Marché et les présentes Directives ;

(d) de prendre les initiatives nécessaires à la détermination des faits et autres éléments qu’une décision nécessite ;

(e) d’utiliser ses propres connaissances de spécialiste en la matière ;

(f) de décider du paiement de charges financières conformément aux dispositions du Marché ;

(g) de décider de toute mesure temporaire, transitoire ou conservatoire ;

(h) de considérer, examiner ou modifier tout certificat, constatation, instruction, opinion, ou évaluation du Directeur de projet afférents au différend ;

(i) de désigner un expert compétent pour émettre un avis sur un point particulier relatif au différend, si le CRD le considère nécessaire et les Parties en conviennent, et ce aux frais des Parties.

9. En cours d’audience, le CRD n’émettra pas d’avis sur le bien-fondé des arguments présentés par les Parties. Par la suite, le CRD prendra sa décision conformément à la Sous-Clause 46.3 du CCAG, ou de toute autre manière dont il a été convenu par écrit entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur. Si le CRD est composé de trois membres, il devra

(a) se réunir après l’audience de manière à débattre de sa décision et la préparer ;

(b) s’efforcer d’arriver à une décision à l’unanimité ; si cela s’avère impossible, sa décision sera prise à la majorité des Membres, qui pourront demander au Membre du Comité en minorité de préparer par écrit un rapport qui sera soumis au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur ;

(c) si un des Membres du Comité ne se rend pas à une réunion ou une audience, ou ne remplit pas une fonction qui lui est impartie, les deux autres Membres du Comité pourront néanmoins prendre une décision, à moins que :

1. le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur ne s’y opposent, ou que
2. le Membre du Comité qui est absent est le Président du Comité, et qu’il ne requiert des autres Membres du Comité qu’ils s’abstiennent de prendre une décision en son absence.

Annexe B

Règles de la Banque - Pratiques de Fraude et Corruption

[*Ne pas modifier le texte de cette Annexe.]*

#### Directives de Passation des marches de biens, travaux et services (autres que les services de consultants) finances par les prêts de la BIRD, et les dons et crédits de l’AID aux Emprunteurs de la Banque mondiale, Janvier 2011 :

« **Fraude et Corruption**

1.16 La Banque a pour principe, dans le cadre des marchés qu’elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses prêts) ainsi qu’aux soumissionnaires, fournisseurs, prestataires de services, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), personnel, sous-traitants et fournisseurs d’observer, lors de la passation et de l’exécution de ces marchés, les règles d’éthique professionnelle les plus strictes[[38]](#footnote-38). En vertu de ce principe, la Banque

1. aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :
2. est coupable de “corruption” quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur l’action d’une autre personne ou entité (le terme « une autre personne ou entité» fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l’attribution ou de l’exécution d’un marché public. Dans ce contexte, ce terme inclut le personnel de la Banque et les employés d’autres organisations qui prennent des décisions relatives à la passation de marchés ou les examinent) ; dans ce contexte également, toute action d’un soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur ou sous-traitant destinée à influer sur l’attribution ou l’exécution d’un marché en vue d’obtenir un avantage illicite est par nature inappropriée ;
3. se livre à des «manœuvres frauduleuses» quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave,ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation (le terme «personne » ou « entité» fait référence à un agent public agissant dans le cadre de l’attribution ou de l’exécution d’un marché public; les termes « avantage » et « obligation » se réfèrent au processus d’attribution ou à l’exécution du marché, et le terme « agit » se réfère à toute action ou omission destinée à influer sur l’attribution du marché ou son exécution);
4. se livrent à des «manœuvres collusoires» les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l’action d’autres personnes ou entités (le terme « personnes ou entités » fait référence à toute personne ou entité qui participe au processus d’attribution des marchés, soit en tant que potentiels attributaire, soit en tant qu’agent public, et entreprend d’établir le montant des offres à un niveau artificiel et non compétitif ou à des personnes ou entités qui se tiennent mutuellement informées du montant et des autres conditions de leurs offres respectives.);
5. se livre à des «manœuvres coercitives» quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou à ses biens en vue d’en influer indûment les actions (le terme « personne » fait référence à toute personne qui participe au processus d’attribution des marchés ou à leur exécution) ; et
6. se livre à des « manœuvres obstructives »

(aa) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace,harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête; ou

(bb) celui qui entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’examen tel que stipulé à l’Article 9.6 du CCAG.

1. rejettera la proposition d’attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d’attribuer le marché est coupable de corruption, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, ou s’est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l’obtention de ce marché;
2. déclarera la passation du marché non-conforme et annulera la fraction du prêt allouée à celui-ci si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur ou d’un bénéficiaire du prêt s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires ou coercitives pendant la procédure de passation du marché ou l’exécution du marché sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d’informer la Banque lorsqu’il a eu connaissance de telles manœuvres;
3. sanctionnera une entreprise ou un individu, à tout moment et conformément aux procédures de sanctions de la Banque[[39]](#footnote-39), y compris en déclarant publiquement l’exclusion de l’entreprise ou de l’individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de toute attribution des marchés financés par la Banque, et (ii) de toute désignation[[40]](#footnote-40) comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services d’une entreprise par ailleurs éligible à l’attribution d’un marché financé par la Banque.»

**Annexe C**

**Indicateurs pour les Rapports d’Avancement –**

**Environnementaux et Sociaux (ES)**

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : les indicateurs ci-après peuvent être modifiés afin de refléter les spécificités du Marché. Les indicateurs qui sont requis devraient être déterminés en tenant compte des risques ES et de leurs impacts sur les Travaux.]***

*Indicateurs pour les rapports périodiques :*

1. *Incidents environnementaux ou non conformités avec les exigences contractuelles, y compris contamination, pollution ou dommage aux sols ou aux ressources en eau ;*
2. *Incidents relatifs à l’hygiène et la sécurité, accidents, blessures et toutes victimes ayant nécessité des soins ;*
3. *Interactions avec les autorités de régulation : identifier l’agence, dates, objet, résultats (indiquer le résultat négatif en cas de non-résultat) ;*
4. *Etats de tous les permis et accords :*
   1. Permis de travail : nombre de permis requis, nombre de permis obtenus, actions entreprises pour les permis non obtenus ;
   2. Situation des permis et consentements :
      * Liste des zones/installations nécessitant un permis (carrières, centrales d’enrobage), la date de demande, la date d’obtention (actions de suivi pour les permis non obtenus), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant), état de la zone (attente de permis, en activité, abandonné sans remise en état, plan de restauration en cours de mise en œuvre, etc.)
      * Liste de zones nécessitant l’accord du propriétaire (zone d’emprunt ou de dépôt, site de camp), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant) ;
      * Identifier les activités principales entreprises sur chacune des zones durant le mois passé et les grandes lignes des actions de protection environnementale et sociale (préparation du site/déboisement, marquage des limites/bornage, récupération de la terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;
      * Pour les carrières : le point des relogements et dédommagements (accompli ou détail des activités du mois et situation présente).
5. Supervision de l’hygiène et la sécurité :
   1. Responsable de sécurité : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes et partielles, compte-rendu effectués aux responsables du projet ou des travaux ;
   2. Nombre de travailleurs, d’heures de travail, indicateurs d’équipements de protection individuelles (EPI) utilisés (pourcentage de travailleurs dotés d’EPI complet, partiel, etc.), infractions observées commises par les travailleurs (par type d’infraction, EPI ou autres), avertissement donnés, avertissements en cas de récidives donnés, actions de suivi entreprises, le cas échéant ;
6. *Logement des travailleurs* :
7. Nombre de personnels expatriés hébergés dans les installations, nombre de personnel local ;
8. Date de la dernière inspection, et principales constatations effectuées lors de l’inspection, y compris la conformité des hébergements avec la réglementation nationale et locale et avec les bonnes pratiques, incluant l’assainissement /sanitaires, l’espace, etc. :
9. Actions entreprises pour recommander/demander des conditions améliorées, ou pour améliorer les conditions.
10. *Services de santé : fournisseur de services de santé, information et/ou formation, localisation de clinique, nombre de malades et de traitements de maladies et diagnostics (ne pas fournir de noms de patients) ;*
11. *Genre (pour expatriés et locaux séparément) : nombre de travailleurs femmes, pourcentage de la main d’œuvre, problème sexo-spécifiques rencontrés et remédiés (se référer aux sections concernant les réclamations/plaintes ou autres, selon les besoins) ;*
12. *Formation :*
13. Nombre de nouveaux travailleurs, nombre ayant reçu une formation initiale, dates de ces formations ;
14. Nombre et dates de discussions concernant les « boites à outils », nombre de travailleurs ayant reçu la formation sur la sécurité et l’hygiène au travail, la formation environnementale et sociale ;
15. Nombre et dates des séances de sensibilisation et/ou formation sur les maladies transmissibles ; nombre de travailleurs ayant reçu la formation (au cours de ce mois et cumulé) ; question identique pour la sensibilisation sexo-spécifique, formation de l’homme/la femme « porte drapeau » ;
16. Nombre et date de sensibilisation à la prévention EAS et HS, et/ou de formation et événements, y compris nombre de travailleurs recevant une formation sur le Code de Conduite du Personnel de l’Entrepreneur (au cours de ce mois et cumulé), etc.
17. *Supervision environnementale et sociale*
18. Environnementaliste : nombre de jours travaillés, zones inspectées et nombre d’inspections de chacune (section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, marais, traversées forestières, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;
19. Sociologiste : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes ou partielles (par zone, section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, clinique, centre VIH/SIDA, centres communautaires, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;
20. Personne(s) chargée de liaison avec les communautés : nombre de jours travaillés, nombre de personnes rencontrées, grandes lignes des activités (problèmes soulevés), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux
21. *Plaintes/réclamations*: liste des plaintes (ex. nombre de plaintes ES et HS) de ce mois et nombre des plaintes antérieures non résolues, par ordre chronologique d’enregistrement, l’âge et le sexe des plaignants, mode de réception, à qui la plainte a-t-elle été référée pour suite à donner, résolution et date (si l’affaire est traitée et classée), information en retour du plaignant, action de suivi nécessaire le cas échéant (se référer aux autres sections, selon les besoins) :
22. Griefs des travailleurs ;
23. Griefs des communautés ;
24. *Circulation, sécurité routière et matériels/véhicules :*
25. Incidents de circulation et sécurité routière et accidents impliquant des véhicules ou des matériels du projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;
26. Accidents de circulation impliquant des véhicules ou des propriétés extérieurs au projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;
27. Etat général des véhicules ou des matériels (évaluation subjective par l’environnementaliste) ; réparations et entretien non-courant nécessaire pour améliorer la sécurité et/ou la performance environnementale (pour restreindre les fumées, etc.)
28. *Aspects environnementaux et mesures de réduction (ce qui a été réalisé) :*
29. Poussière : nombre d’arroseuses en service, nombre de jours d’arrosage, nombre de plaintes, avertissements donnés par l’environnementaliste, mesures prises pour remédier ; grandes lignes des mesures de contrôle de poussière à la carrière (enveloppes, sprays, état opérationnel) ; % de camions d’enrochements/terres/matériaux bâchés, actions entreprises pour les véhicules non bâchés ;
30. Contrôle de l’érosion : mesure de prévention par lieu, état des traversées de filet ou cours d’eau, inspections de l’environnementaliste et résultats, actions entreprises pour traiter les questions, réparations d’urgence nécessaires afin de limiter l’érosion/la sédimentation ;
31. Carrières, zones d’emprunt et de dépôt de matériaux, centrales d’enrobés : identifier les activités principales réalisées sur chacun des sites ce mois, et grandes lignes des mesures de protection environnementales et sociales : nettoyage de site/débroussaillage, marquage des limites/bornages, mise en dépôt provisoire pour réutilisation de terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;
32. Tirs/explosions : nombre de tirs (et lieux), état de mise en œuvre des plans de tir (incluant l’information préalable, les évacuations, etc.), incidents de dommages ou de plaintes hors-site (se référer aux autres sections, selon les besoins) ;
33. Nettoyage des déversements, le cas échéant : substance déversée, lieu, quantité, actions entreprises, élimination des substances (rendre compte de tous les déversements qui ont résulté en la contamination de l’eau ou des sols ;
34. Gestion des déchets : types et quantités générées et traitées, y compris quantités enlevées du chantier (et par qui) ou réutilisées/recyclées/éliminées sur place ;
35. Détails des plantations d’arbres et autres actions de protection/réduction exigées réalisées ce mois ;
36. Détails des mesures de protections des eaux et marais exigées réalisées ce mois ;
37. *Conformité :*
38. Etat de la conformité concernant les autorisations/permis pertinents, les Travaux, incluant les carrières etc. : déclaration de conformité ou listes des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;
39. État de conformité des exigences C-ESMP/ESIP : état de conformité ou inscription des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
40. État de conformité du plan d’action en matière de prévention et d’intervention de EAS et HS : déclaration de conformité ou liste des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
41. Etat de conformité du Plan de gestion de l’hygiène et de la sécurité concernant : état de conformité ou liste des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
42. Autres questions non résolues déjà identifiées au cours des mois précédents concernant les infractions environnementales et sociales : infractions persistantes, déficiences de matériel persistantes, persistance de véhicules non bâchés, déversements non traités, problèmes de dédommagement ou de tirs de mines persistants, etc. Références aux autres sections, selon les besoins.

**Annexe D**

**Déclaration sur l’Exploitation et pour les Sous-Traitants**

*[Le tableau suivant doit être rempli par chaque sous-traitant proposé par l’Entrepreneur, qui n’a pas été nommé dans le marché]*

Nom du Sous-traitant : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer le jour, le mois, l’année]*

Référence du marché : *[insérer la référence du marché]*

Page : *[insérer le numéro de pages] [insérer le nombre total]*

|  |
| --- |
| **Déclaration EAS et/ou HS** |
| Nous:  🞎 a) n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la Part de la Banque pour non-respect des obligations de l’EAS/HS.  🞎 b) sommes passibles d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.  🞎 c) avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur. |
| ***[Si (c) est applicable, attacher l’évidence d’une sentence arbitrale renversant l’inculpation concernant la disqualification]***  Nom du Sous-traitant : \_\_\_\_\_\_\_  Nom de la personne autorisée à signer au nom du Sous-traitant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_  Titre de la personne signataire au nom du Sous-traitant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Signature de la personne nommée ci-dessus : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Date de signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Contre-signature du représentant autorisé de l’Entrepreneur : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Date de signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

Section IX. Cahier des Clauses Administratives Particulières,

|  |
| --- |
| Le Cahier des Clauses Administratives Particulières du Marché complète le Cahier des Clauses Administratives Générales du Marché en Section VIII. Lorsqu’il y a conflit, les dispositions ci-jointes prévaudrons sur le Cahier des Clauses Administratives Générales. |

Table des clauses

[1. Définitions (Clause 1 du CCAG) 327](#_Toc383555946)

[2. Droit applicable et Langue (Clause 5 du CCAG) 327](#_Toc383555947)

[3. Etendue des prestations (pièces de rechange) (Clause 7 du CCAG) 327](#_Toc383555948)

[4. Date de Démarrage et d’Achèvement (Clause 8 du CCAG) 328](#_Toc383555949)

[5. Montant du Marché (Clause 11 du CCAG) 328](#_Toc383555950)

[6. Garanties (Clause 13 du CCAG) 328](#_Toc383555951)

[7. Montage (Clause 22 du CCAG) 328](#_Toc383555952)

[8. Mise en service et réception opérationnelles (Clause 25 du CCAG) 328](#_Toc383555953)

[9. Garantie du délai d’achèvement (Clause 26 du CCAG) 329](#_Toc383555954)

[10. Garantie (Clause 27 du CCAG) 329](#_Toc383555955)

[11. Règlement des différends (Clause 46 du CCAG) 329](#_Toc383555956)

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui suit précise le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG). Lorsqu’il y a contradiction, les clauses ci-après prévalent par rapport aux clauses du CCAG. Les numéros des clauses correspondantes du CCAG sont indiqués entre parenthèses.

1. Définitions (Clause 1 du CCAG)

Le Maître d’Ouvrage est : *[Nom, adresse, numéros de téléphone, télex et télécopie]*

Le Directeur de projet est : *[Nom, adresse, numéros de téléphone, télex et télécopie]*

L’Entrepreneur est : *[Nom, adresse, numéros de téléphone, télex et télécopie]*

Le Représentant de l’Entrepreneur est : *[Nom, adresse, numéros de téléphone, télex et télécopie]*

Les pays d’origine acceptable sont définis dans la Section V du dossier d’appel d’offres.

2. Droit applicable et Langue (Clause 5 du CCAG)

***Clause type***

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 5.1 du CCAG : | Le Marché sera interprété conformément au droit applicable de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Clause 5.2 du CCAG : | La Langue est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Clause 5.3 du CCAG : | La Langue de communication est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

3. Etendue des Installations (Pièces de Rechange) (Clause 7 du CCAG)

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 7.3 du CCAG : | L’Entrepreneur convient de fournir des pièces de rechange pendant une période (exprimée en années) de : |

***Clause type***

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 7.3 du CCAG : | L’Entrepreneur aura des stocks suffisants pour fournir à partir du stock des pièces détachées consommables pour les matériels et équipements. Les autres pièces détachées et éléments seront fournis aussi rapidement que possible, dans un délai n’excédant pas six (6) mois après l’émission de l’ordre et l’ouverture de la lettre de crédit. De plus, dans le cas où la production de pièces détachées serait arrêtée, notification préalable sera faite au Maître d’Ouvrage de cet arrêt de production, suffisamment de temps à l’avance pour que le Maître d’Ouvrage puisse se procurer les éléments nécessaires. Après un tel arrêt de production, l’Entrepreneur fournira dans la mesure du possible et gratuitement au Maître d’Ouvrage les dessins et spécifications des pièces détachées, si on le lui demande. |

4. Date de Démarrage et d’Achèvement (Clause 8 du CCAG)

***Clause type***

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 8.1 du CCAG : | L’Entrepreneur commencera les fabrications et travaux concernant les Installations dans les \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jours à compter de la date de Mise en vigueur servant à déterminer le Délai d’Achèvement précisée dans l’Acte d’Engagement. |
| Clause 8.2 du CCAG : | Le Délai d’Exécution de toutes les Installations sera de \_\_\_\_\_\_ jours à compter de la date de Mise en vigueur précisée dans l’Acte d’Engagement. |

5. Montant du Marché (Clause 11 du CCAG)

***Clause type***

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 11.2 du CCAG : | Le montant du Marché sera révisé conformément aux dispositions de l’Annexe correspondante de l’Acte d’Engagement (Révision de prix. |

6. Garanties (Clause 13 du CCAG)

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 13.3.1 du CCAG : | Le montant de la Garantie de Bonne Exécution pour les Installations ou pour la partie des Installations pour laquelle une Date d’Achèvement différente a été spécifiée est de : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Clause 13.3.2 du CCAG : | La Garantie de Bonne Exécution sera fournie sous la forme d’une *\_\_\_\_\_\_\_*, dont le modèle figure dans ce Document d’appel d’offres dans la section X Formulaires de Marché. |
| Clause 13.3.3 du CCAG : | La Garantie de Bonne Exécution sera réduite à dix pour cent (10 %) de la valeur de la partie couverte par la garantie étendue, pour couvrir la garantie étendue de l’Entrepreneur, en accord avec les dispositions du CCAP, et conformément à la Sous-Clause 27.10 du CCAG. |

7. Montage (Clause 22 du CCAG)

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 22.2.5 du CCAG : | Heures de travail  Les heures normales de travail sont : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Clause 22.2.8 du CCAG : | Dispositions relatives aux funérailles : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
|  |  |

8. Mise en Service et Réception Opérationnelles (Clause 25 du CCAG)

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 25.2.2 du CCAG : | Le Test de Garantie des Installations devra être réalisé avec succès dans les *\_\_\_* jours suivant la Date d’Achèvement. |

9. Garantie du Délai d’Achèvement (Clause 26 du CCAG)

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 26.2 du CCAG : | Pénalité de retard applicable : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Le taux mentionné ci-dessus s’applique au prix de la partie des Installations, tel qu’indiqué dans le Bordereau de Prix, pour la partie que l’Entrepreneur n’a pas achevée dans le Délai particulier d’Achèvement.  Montant maximum de la pénalité de retard : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Clause 26.3 du CCAG : | Taux applicable pour la prime versée en cas d’achèvement des Installations avant la date contractuelle :  Prime maximum : |

ou

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 26.3 du CCAG : | Aucune prime ne sera accordée en cas d’achèvement des Installations ou parties de celles-ci avant la date contractuelle. |

10. Garantie (Clause 27 du CCAG)

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 27.10 du CCAG : | Les parties couvertes par la garantie étendue sont *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, et la période de garantie étendue sera de *\_\_\_\_* mois *[à insérer seulement lorsqu’une garantie est requise].* |

1. **Limite de Responsabilité (Clause 30 du CCAG)**

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 30.1 (b) du CCAG : | Le multiplicateur de Prix du Marché est : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

12. Règlement des Différends et Arbitrage (Clause 46 du CCAG)

|  |  |
| --- | --- |
| Clause 46.1 du CCAG : | Le Comité de Règlement des Différends (CRD) sera désigné dans un délai de [28 jours] à compter de la Date de mise en vigueur du Marché.  Le Comité de Règlement des Différends sera composé de :  [un seul membre]  Ou  [un comité de trois membres]  [Pour un Marché estimé au-delà de 50 millions de dollars, le CRD devra comprendre trois (3) membres. Pour un Marché estimé entre 20 millions de dollars et 50 millions de dollars, le CRD pourra comprendre trois (3) membres ou un seul membre. Pour un Marché estimé en dessous de 20 millions de dollars, un seul membre est recommandé.  Liste des membres du CRD :  Proposés par le Maître d’Ouvrage *[attacher les CV au document d’appel d’offres et au Marché]*  1. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  2. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  3. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Proposés par l’Entrepreneur *[attacher les CV au Marché]*  1. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  2. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  3. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Clause 46.2 du CCAG : | Autorité de nomination pour le Comité de Règlement des Différends : *[insérer le nom d’une organisation internationale ou un officiel en tant qu’entité ou officiel de nomination]* |
| Clause 46.5 du CCAG : | Règle de procédure pour l’arbitrage : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Règles d’arbitrage  La Sous-Clause 46.5(a) du CCAG *[insérer « doit » ou « ne doit pas »]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ s’appliquer.  [Insérer les règles d’arbitrage si elles sont différentes de celles de la Chambre de commerce internationale.]  Sous-Clause 46.5(b) du CCAG : [insérer « doit » ou « ne doit pas »] \_\_\_\_\_\_\_\_\_s’appliquer.  *[La Sous-Clause 46.5 (a) du CCG doit être conservée dans le cas d’un Marché avec un entrepreneur étranger. La Sous-Clause 46.5 (b) du CCAG doit être conservée dans le cas d’un Marché avec un entrepreneur national.]*  *[insérer le lieu de l’arbitrage si la Sous-Clause 46.5 (a) du CCAG s’applique]* |

|  |
| --- |
| Section X. Formulaires du Marché |

Liste des formulaires

[Modèle de Lettre de Notification de l’Attribution 333](#_Toc383555974)

[Modèle d’Acte d’Engagement 334](#_Toc383555975)

[Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire) 352](#_Toc383555976)

[Modèle de caution personnelle et solidaire de bonne exécution 354](#_Toc383555977)

[Modèle de garantie de restitution d’avance (garantie bancaire) 357](#_Toc383555978)

Modèle de Lettre de Notification de l’Attribution

*[papier à en-tête du Maître d’Ouvrage]*

Date : *[date]*

A : *[nom et adresse du Soumissionnaire retenu]*

Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre offre en date du *[date]* pour l’exécution des Travaux de *[nom du projet et travaux spécifiques tels qu’ils sont présentés dans les Instructions aux soumissionnaires]* pour le montant du Marché de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux soumissionnaires, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir la Garantie de Bonne Exécution dans les 28 jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de Garantie de Bonne Exécution de la Section X, Formulaires du Marché.

Veuillez agréer, Messieurs, l’expression de notre considération distinguée.

Signature autorisée : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et Titre du signataire habilité à signer au nom du Maître d’Ouvrage : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom de l’Agence d’Exécution : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Ci-joint : Acte d’Engagement

Modèle d’Acte d’Engagement

MARCHE conclu le jour du 19 .

ENTRE

1) *[nom du Maître d’Ouvrage]*, société de droit, *[nom du pays du Maître d’Ouvrage]*, ayant son siège social à *[adresse du Maître d’Ouvrage]* (ci-après dénommée « le Maître d’Ouvrage »), et

2) *[nom de l’Entrepreneur]*, société de droit, *[nom du pays de l’Entrepreneur]*, ayant son siège social à *[adresse de l’Entrepreneur]* (ci-après dénommée « l’Entrepreneur »)

ATTENDU que le Maître d’Ouvrage souhaite confier à l’Entrepreneur la conception, la fabrication, les tests, la livraison, le montage, et la mise en service d’une installation, à savoir *[brève description de l’installation]* (ci-après dénommée « l’Installation »),

et que l’Entrepreneur a indiqué l’accepter dans les termes et conditions ci-après précisés,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIT :

|  |  |
| --- | --- |
| **Article 1.**  **Documents Contractuels** | 1.1 Documents Contractuels (Référence Clause 2 du CCAG)  Les documents suivants constitueront le Marché passé entre le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur, et chacun de ces documents devra être considéré comme faisant partie intégrante du Marché :  a) Le présent Acte d’Engagement et ses Annexes  b) La Lettre de Soumission et les Bordereaux de prix remis par l’Entrepreneur  c) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières  d) Le Cahier des Clauses Administratives Générales  e) Les Spécifications  f) Les plans  g) Les autres formulaires complété joints à l’offre du soumissionnaire  h) Les autres documents figurant parmi les exigences du Maître d’Ouvrage  i) Tout autre document éventuel sera indiqué ici sans être limité à :   1. les Stratégies de Gestion ES et Plans de Mise en Œuvre ES ; et 2. le Coe de Conduite ES pour le Personnel de l’Entrepreneur.   1.2 Ordre de Priorité (Référence Clause 2 du CCAG)  En cas d’ambiguïté ou de confit entre les documents contractuels repris ci-dessus, l’ordre de priorité sera celui dans lequel ils sont repris à l’Article 1.1 ci-dessus.  1.3 Définitions (Référence Clause 1 du CCAG)  Les mots et expressions commençant par une lettre majuscule auront la signification définie dans le Cahier des Clauses Administratives Générales du Marché. |
| **Article 2.**  **Montant du Marché et Conditions de Paiement** | 2.1 Montant du Marché (Référence Clause 11 du CCAG)  Le Maître d’Ouvrage s’engage par les présentes à payer à l’Entrepreneur le montant du Marché en échange de l’exécution par l’Entrepreneur de ses obligations au titre du Marché. Le montant total du Marché est de : \_*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*, tel que spécifié dans le Bordereau 5 (Récapitulatif), ou toute autre somme déterminée en conformité avec les termes et conditions du Marché.  2.2 Conditions de Paiement (Référence Clause 12 du CCAG)  Les conditions et procédures de paiement de l’Entrepreneur par le Maître d’Ouvrage font l’objet de l’annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement).  Le Maître d’Ouvrage donnera instruction à sa banque d’ouvrir un crédit documentaire irrévocable en faveur de l’Entrepreneur dans une banque du pays de l’Entrepreneur. Le crédit sera d’un montant de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_,* et sera soumis aux usages et pratiques des crédits documentaires, édition révisée 2007, ICC Publication No 600.  Dans le cas où le montant payable en accord avec le Bordereau de prix No 1 est modifié conformément à la Sous-Clause 11.2 du CCAG, ou de tout autre terme du Marché, le Maître d’Ouvrage devra prendre les dispositions nécessaires pour amender le crédit documentaire en conséquence. |
| **Article 3.**  **Date d’Entrée en Vigueur** | 3.1 Date d’Entrée en Vigueur (Référence Clause 1 du CCAG)  La Date d’Achèvement des Installations sera déterminée en fonction de la date à laquelle toutes les conditions suivantes auront été remplies :  a) le présent Acte d’engagement a été dûment signé pour le compte de et au nom du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur ;  b) l’Entrepreneur a soumis à l’approbation du Maître d’Ouvrage les garanties de bonne exécution et de restitution d’acompte ;  c) le Maître d’Ouvrage a payé la première avance à l’Entrepreneur ;  d) l’Entrepreneur a été avisé que le crédit documentaire mentionné à l’Article 2.2 ci-dessus a été ouvert en sa faveur ;  3.2 Si le Marché n’est pas entré en vigueur selon les termes ci-dessus dans les deux (2) mois suivant la date de notification du présent Marché pour des raisons indépendantes de l’Entrepreneur, les Parties étudieront et se mettront d’accord sur un ajustement équitable du prix du Marché, de la Date d’Achèvement et de toute autre condition pertinente du Marché. |
| **Article 4. Communications** | 4.1 Adresse du Maître d’Ouvrage pour les notifications :  4.2 Adresse de l’Entrepreneur pour les notifications : |
| **Article 5.**  **Annexes** | 5.1 Les annexes énumérées dans la liste des annexes jointe seront réputées faire partie intégrante du présent Marché.  5.2 Toute référence dans le Marché à une annexe concernera l’une des annexes jointes, et le Marché devra être compris conformément à cette disposition. |

EN VERTU DE QUOI le Maître d’Ouvrage et l’Entrepreneur ont autorisé leurs représentants à signer les dispositions des présentes.

Signé pour le compte et au nom du Maître d’Ouvrage par

*[Signature]*

*[Titre]*

en présence de

Signé pour le compte et au nom de l’Entrepreneur par

*[Signature]*

*[Titre]*

en présence de

ANNEXES

Annexe 1 : Conditions et Procédures de Paiement

Annexe 2 : Révision de Prix

Annexe 3 : Assurances obligatoires

Annexe 4 : Calendrier d’Exécution

Annexe 5 : Liste des Eléments importants des Installations et Services de Montage et Liste des Sous-traitants approuvés

Annexe 6 : Etendue des Travaux et Fournitures du Maître d’Ouvrage

Annexe 7 : Liste des Documents soumis à Approbation ou Examen

Annexe 8 : Garanties Opérationnelles

**Annexe 1. Conditions et Procédures de Paiement**

En conformité avec les dispositions de la Clause 12 du CCAG (Conditions de paiement), le Maître d’Ouvrage effectuera les règlements à l’Entrepreneur de la manière et selon l’échéancier précisés ci-après, en appliquant la ventilation des prix fournie à la section des bordereaux de prix. Sauf accord contraire des parties, les règlements seront effectués dans les monnaies stipulées par le Soumissionnaire. Les demandes de règlement correspondant à des livraisons partielles pourront être formulées par l’Entrepreneur au fur et à mesure de l’avancement des travaux.

CONDITIONS DE PAIEMENT

Bordereau de prix No 1 : Matériels et équipements d’origine étrangère

En ce qui concerne les matériels et équipements d’origine étrangère, les paiements seront effectués comme suit :

Dix pour cent (10 %) du montant total CIP seront réglés à l’Entrepreneur sous forme d’acompte contre reçu d’une facture et d’une garantie de restitution d’acompte irrévocable au profit du Maître d’Ouvrage couvrant un montant équivalent. La garantie de restitution d’acompte peut être réduite en fonction de la valeur des matériels et équipements sur le site, attestée par les documents de transport et de livraison.

Quatre-vingts pour cent (80 %) du montant total CIP seront réglés dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture et des documents d’expédition. Si le chargement est différé par instruction écrite du Maître d’Ouvrage de plus de vingt-huit (28) jours au-delà de la date indiquée dans le programme d’exécution fourni en application de la Sous-Clause 18.2 du CCAG, l’Entrepreneur peut soumettre une demande de paiement pour cette partie, en se fondant sur les factures d’entrepôt, pourvu que les matériels et équipements soient prêts à être embarqués à la date indiquée par ledit programme d’exécution.

Cinq pour cent (5 %) du montant total ou pourcentage CIP seront réglés à l’Entrepreneur à l’émission du Certificat d’Achèvement, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Cinq pour cent (5 %) du montant total ou pourcentage CIP seront réglés à l’Entrepreneur à l’émission du Certificat de Réception Opérationnelle dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Bordereau de prix No 2 : Matériels et équipements d’origine locale

En ce qui concerne les matériels et équipements d’origine locale, les paiements seront effectués comme suit:

Dix pour cent (10 %) du montant total EXW seront réglés à l’Entrepreneur sous forme d’acompte contre reçu d’une facture et d’une garantie de restitution d’acompte irrévocable au profit du Maître d’Ouvrage couvrant un montant équivalent. La garantie de restitution d’acompte peut être réduite en fonction de la valeur des matériels et équipements livrés sur le site, attestée par les documents d’expédition et de livraison.

Quatre-vingts pour cent (80 %) du montant total ou du pourcentage EXW après livraison sur le site, seront réglés dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Cinq pour cent (5 %) du montant total ou pourcentage EXW seront réglés à l’Entrepreneur à l’émission du Certificat d’Achèvement, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Cinq pour cent (5 %) du montant total ou pourcentage EXW seront réglés à l’Entrepreneur à l’émission du Certificat de Réception Opérationnelle dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture.

Bordereau de prix No 3 : Services de Conception

En ce qui concerne les Services de Conception, les paiements suivants seront effectués tant en monnaie locale que, le cas échéant, en monnaie étrangère :

Dix pour cent (10 %) du montant total des Services de Conception sous forme d’acompte contre reçu d’une facture et d’une garantie de restitution d’acompte irrévocable au profit du Maître d’Ouvrage couvrant un montant équivalent.

Quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du montant total ou pourcentage des Services de Conception seront réglés après acceptation par le Directeur du Projet, des études de conception en conformité avec la Clause 20 du CCAG dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture correspondante.

Bordereau de prix No 4 : Services de Montage

En ce qui concerne les Services de Montage, les paiements suivants seront effectués tant en monnaie locale qu’étrangère :

Dix pour cent (10 %) du montant total des Services de Montage sous forme d’acompte contre reçu d’une facture et d’une garantie de restitution d’acompte irrévocable au profit du Maître d’Ouvrage couvrant un montant équivalent. La garantie de restitution d’acompte peut être réduite en fonction de la valeur des travaux réalisés par l’Entrepreneur, attestés par les demandes de paiement pour Services de Montage.

Quatre-vingts pour cent (80 %) de la valeur mesurée des travaux prévus au programme d’exécution et effectués par l’Entrepreneur au cours du mois précédent, tel qu’attesté par l’autorisation du Maître d’Ouvrage de la demande de paiement formulée par l’Entrepreneur, seront réglés mensuellement dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception des factures correspondantes.

Cinq pour cent (5 %) de la valeur totale des Services de Montage effectués par l’Entrepreneur, tel qu’attesté par l’autorisation du Maître d’Ouvrage des demandes mensuelles de paiement de l’Entrepreneur, seront réglés à l’émission du Certificat d’Achèvement, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture correspondante.

Cinq pour cent (5 %) de la valeur totale des Services de Montage effectués par l’Entrepreneur, tel qu’attesté par l’autorisation du Maître d’Ouvrage des demandes mensuelles de paiement de l’Entrepreneur, seront réglés à l’émission du Certificat de Réception Opérationnelle, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la facture correspondante.

Si le Maître d’Ouvrage manque d’effectuer l’un quelconque des paiements à la date prévue, il paiera à l’Entrepreneur des intérêts sur le montant de ce paiement tardif à raison de \_\_\_\_\_\_\_\_ par mois de retard jusqu’au règlement complet de la somme due.

PROCEDURE DE PAIEMENT

Les procédures à appliquer pour certifier et effectuer les paiements seront les suivantes :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Annexe 2. Révision de prix**

|  |
| --- |
| Quand la durée du Marché (non comprise la période de garantie contre les défauts) excède dix-huit (18) mois, il est normal que les prix payables à l’Entrepreneur soient sujets à révision pendant l’exécution du Marché, pour tenir compte des changements dans le coût de la main-d’œuvre et des composants matériels. Dans de tels cas, le Dossier d’appel d’offres comprendra dans cette annexe une formule du type général ci-après, en application de la Sous-Clause 11.2 du CCAG.  Lorsque la durée du Marché est inférieure à dix-huit (18) mois, ou quand il n’y aura pas de révision de prix, la clause suivante ne sera pas introduite. Il sera indiqué à la place dans cette Annexe 2 que les prix sont fermes et définitifs pour la durée du Marché. |

**Formule type de révision de prix**

Le prix auquel sera rémunéré l’Entrepreneur, conformément au Marché, sera sujet à révision pendant l’exécution du Marché pour prendre en compte les changements dans le coût de la main-d’œuvre et des composants matériels, en faisant application de la formule suivante :



dans laquelle :

*P*1 = prix révisé payable à l’Entrepreneur

*P*0 = montant du Marché (montant de base)

*a* = élément fixe représentant le bénéfice et les frais généraux dans le montant du Marché (*a* = \_\_\_\_ %)

*b* = pourcentage estimé du coût de la main-d’œuvre dans le montant du Marché (*b*= \_\_\_\_ %)

*c* = pourcentage estimé des matériels et équipements dans le montant du Marché (*c*= \_\_\_\_ %)

*L*0, *L*1 = indices du coût de la main-d’œuvre applicables à l’industrie correspondante dans le pays d’origine, respectivement à la date d’origine et à la date de révision de prix

*M*0, *M*1 = indices du coût des matières premières applicables dans le pays d’origine, respectivement à la date d’origine et à la date de révision de prix

La somme des trois coefficients *a*, *b*, et *c* doit être égale à un (1) dans toute application de la formule

**Conditions applicables aux révisions de prix**

Le Soumissionnaire indiquera les origines des indices du coût de la main-d’œuvre et des matières premières et la valeur des indices à l’origine dans son offre.

Article Origine des indices utilisés Valeur des indices à l’origine

La date d’origine sera la date limite de dépôt des offres moins vingt-huit (28) jours.

La date de révision sera la date intermédiaire entre les dates de début et d’achèvement des périodes respectives de fabrication ou le montage d’une partie ou de l’ensemble des installations.

Les conditions suivantes s’appliqueront :

a) Aucune augmentation de prix ne sera admise au-delà de la date originale de livraison, sauf s’il y a eu prolongation des délais accordée par le Maître d’Ouvrage conformément au Marché. Aucune augmentation de prix ne sera accordée pour des retards imputables à l’Entrepreneur. Le Maître d’Ouvrage bénéficiera toutefois des diminutions de prix occasionnées par de tels retards.

b) Si la monnaie dans laquelle le montant du Marché, *P*0, est exprimé est différente de la monnaie du pays d’origine des indices de la main-d’œuvre/ou matériaux, un facteur de correction sera appliqué pour éviter des révisions incorrectes du montant du Marché. Le facteur de correction correspondra au rapport de parités entre les deux monnaies le jour d’origine et le jour de la révision de prix comme définis ci-dessus.

c) Aucune révision de prix ne sera applicable sur la part du montant du Marché ayant fait l’objet d’un acompte de paiement à l’Entrepreneur.

**Annexe 3. Assurances obligatoires**

**Assurances devant être souscrites par l’Entrepreneur**

En conformité avec les dispositions de la Clause 34 du CCAG, l’Entrepreneur devra à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur les assurances énumérées ci-dessous pendant toute la durée d’exécution du Marché. L’identité des assureurs ainsi que la forme, le montant et les conditions des polices seront soumis à l’approbation du Maître d’Ouvrage, étant entendu que cette approbation ne pourra être refusée sans motif légitime.

a) Assurance du fret en cours de transport

Couvrant la perte ou les dommages causés aux matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) et aux équipements de montage devant être fournis par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants, survenant en cours de transport entre les usines ou dépôts de leur fournisseur ou fabricant jusqu’à l’arrivée sur le site.

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

b) Assurance tous risques des travaux de montage

Couvrant la perte ou les dommages physiques causés aux installations sur le site, survenant avant l’achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité de l’Entrepreneur au titre de la perte ou des dommages survenus pendant la période de garantie tant que l’Entrepreneur demeure sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

c) Assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers

Couvrant les dommages corporels et le décès de tiers (y compris le personnel du Maître d’Ouvrage) et la perte ou les dommages causés à des biens (y compris les biens du Maître d’Ouvrage et toute partie des installations qui ont fait l’objet d’une réception par le Maître d’Ouvrage), survenant en relation avec la fourniture et le montage des Installations.

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

d) Assurance de responsabilité automobile

Couvrant l’usage de tous les véhicules utilisés par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants (qu’ils en soient ou non propriétaires), en relation avec la fourniture et le montage des Installations. Le montant de la couverture sera conforme à la réglementation en vigueur.

e) Assurance contre les accidents du travail

Conforme à la réglementation en vigueur dans les pays où doit être exécuté tout ou partie du Marché.

f) Assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage

Conforme à la réglementation en vigueur dans les pays où doit être exécuté tout ou partie des Installations.

g) Assurance couvrant la responsabilité décennale

(h) Autres assurances

L’Entrepreneur a également l’obligation de contracter et maintenir en vigueur à ses propres frais les assurances suivantes :

Détails :

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

Le Maître d’Ouvrage devra être nommément désigné comme coassuré dans toutes les polices d’assurance contractées par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 34.1 du CCAG, exception faite de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage. En outre, les sous-traitants de l’Entrepreneur devront être nommément désignés comme coassurés dans toutes les polices d’assurance contractées par l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 34.1 du CCAG, exception faite de l’assurance du fret en cours de transport, de l’assurance contre les accidents du travail et de l’assurance de responsabilité civile du Maître d’Ouvrage. Par ailleurs, les assureurs devront renoncer au titre de ces polices à tous leurs droits de subrogation à l’encontre de ces coassurés pour toute perte ou tous dommages résultant de l’exécution du Marché.

**Assurances devant être souscrites par le Maître d’Ouvrage**

Le Maître d’Ouvrage souscrira à sa charge et maintiendra en vigueur durant l’exécution du Marché les assurances suivantes :

Détails :

Montant Franchises Parties assurées De Jusqu’à

**Annexe 4. Calendrier d’exécution**

**Annexe 5. Liste des Eléments principaux des Installations et des Services de Montage et Liste des Sous-traitants approuvés**

La liste des composants importants est fournie ci-dessous.

Les sous-traitants et fournisseurs suivants sont approuvés pour l’exécution de la partie des Installations indiquée. Lorsque plusieurs sous-traitants ou fournisseurs sont mentionnés, l’Entrepreneur est libre de retenir le sous-traitant ou le fournisseur de son choix, mais doit informer le Maître d’Ouvrage de ce choix en temps opportun avant toute désignation officielle. Conformément à la Sous-Clause 19.1 du CCAG, l’Entrepreneur est libre de proposer de temps à autre des sous-traitants ou fournisseurs pour des parties supplémentaires des Installations. Aucun contrat d’exécution de partie supplémentaire des Installations ne pourra être conclu avec un sous-traitant ou un fournisseur qu’après accord écrit préalable du Maître d’Ouvrage afin que son nom soit ajouté dans la présente liste des sous-traitants approuvés.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Eléments importants des Installations | Sous-traitants et fournisseurs approuvés | Nationalité |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**Annexe 6. Etendue des travaux et fournitures du Maître d’Ouvrage**

Le personnel, les fournitures, les installations et les services énumérés ci-dessous seront fournis par le Maître d’Ouvrage, et les dispositions des Clauses 10, 21 et 24 du CCAG s’appliqueront en tant que de besoin.

Le personnel, les fournitures, les installations, et les services seront fournis par le Maître d’Ouvrage en temps utile de façon à ne pas retarder l’exécution de ses obligations par l’Entrepreneur dans les termes du calendrier d’exécution et du programme d’exécution décrits à la Sous=Clause 18.2 du CCAG.

Sauf mention contraire, les personnels, fournitures, installations et services seront fournis gratuitement à l’Entrepreneur.

Personnel Facturation à l’Entrepreneur (le cas échéant)

Fournitures Facturation à l’Entrepreneur (le cas échéant)

Installations Facturation à l’Entrepreneur (le cas échéant)

Services Facturation à l’Entrepreneur (le cas échéant)

**Annexe 7. Liste des documents soumis à approbation ou examen**

En conformité avec la Sous-Clause 20.3.1 du CCAG, l’Entrepreneur devra préparer ou faire préparer par un sous-traitant, et présenter au Maître d’Ouvrage selon les exigences de la SousClause 18.2 du CCAG les documents suivants pour :

A. Approbation

1.

2.

3.

B. Examen

1.

2.

3.

**Annexe 8. Garanties opérationnelles**

1. Généralités

Cette annexe précise :

a) les garanties opérationnelles mentionnées dans la Clause 28 du CCAG

b) les conditions préalables à la validité des garanties opérationnelles, relatives aux valeurs de production ou de consommation, indiquées ci‑dessous

c) le niveau minimum des garanties opérationnelles

d) la formule pour calculer les pénalités en cas de non-respect des garanties opérationnelles

2. Conditions préalables

L’Entrepreneur s’engage sur les garanties opérationnelles (précisées dans cette annexe) pour les Installations, sous réserve que les conditions préalables suivantes soient pleinement satisfaites :

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

3. Garanties opérationnelles

Sous réserve du respect des conditions préalables, l’Entrepreneur garantit les éléments suivants :

3.1 Capacité de production

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

**et/ou**

3.2 Consommation de matières premières et produits énergétiques

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

4. Non-respect des garanties opérationnelles et pénalités

4.1 Non-respect des garanties opérationnelles relatives à la capacité de production

Si la capacité de production des Installations, obtenue dans le test de garantie, en application de la Sous-Clause 25.2 du CCAG, est inférieure au chiffre figurant au paragraphe 3.1 ci-dessus, mais que la capacité de production effective atteinte dans le test de garantie n’est pas inférieure au niveau minimum précisé dans le paragraphe 4.3 ci-dessous, et que l’Entrepreneur choisit de payer des pénalités au Maître d’Ouvrage au lieu de procéder à des changements, modifications et/ou additions aux Installations, conformément à la Sous-Clause 28.3 du CCAG, alors l’Entrepreneur payera ces pénalités au taux de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pour chaque pour cent manquant dans la capacité de production des Installations, et au prorata pour les fractions de pour cent.

4.2 Consommation de matières premières et de produits énergétiques en excès par rapport aux niveaux garantis.

*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Si le chiffre de consommation de matières premières et de produits énergétiques spécifiés par unité (ou le coût moyen total de ces consommations) tel que mesuré dépasse la valeur garantie dans le paragraphe 3.2 ci-dessus (ou le coût moyen total spécifié de ces consommations), mais que la consommation obtenue dans le test de garantie, en application de la Sous-Clause 25.2 du CCAG, ne dépasse pas le niveau maximum figurant dans le paragraphe 4.3 ci-dessous, et que l’Entrepreneur choisit de payer des pénalités au Maître d’Ouvrage au lieu de procéder à des changements, modifications et/ou additions aux Installations, conformément à la Sous-Clause 28.3 du CCAG, alors l’Entrepreneur payera ces pénalités au taux de *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* pour chaque pour cent de consommation en excès, ou partie de celui-ci.

4.3 Niveaux minimums

Nonobstant les dispositions de ce paragraphe, si suite au(x) résultat(s) d’(un) essai(s) de garantie, les niveaux minimums suivants de garantie opérationnelle (et de garantie de consommations) ne sont pas atteints par l’Entrepreneur, l’Entrepreneur sur ses propres deniers remédiera aux défauts jusqu’à ce que les Installations atteignent les niveaux de performance suivants, conformément à la Sous-Clause 28.2 du CCAG :

a) capacité de production des Installations atteinte dans les essais de garantie : quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) de la capacité de production garantie

**et/ou**

b) coût total moyen de consommation de toutes les matières premières et produits énergétiques de l’Installation : cent cinq pour cent (105 %) des valeurs garanties.

4.4 Limitation de la responsabilité

Sous réserve du paragraphe 4.3 ci-dessus, la somme totale des pénalités qui peuvent être demandées à l’Entrepreneur pour non atteinte des garanties opérationnelles n’excédera pas \_\_\_ pour cent (\_\_\_ %) du montant du Marché.

Modèle de Garantie de bonne exécution

(garantie bancaire)

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garant**:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse de la banque émettrice et code Swift]*

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de bonne exécution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de l’Entrepreneur*] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*description des travaux*] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une Garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande de l’Entrepreneur, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*[[41]](#footnote-41). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que l’Entrepreneur d’ordre n’a pas rempli ses obligations au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

La présente garantie expire au plus tard le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, [[42]](#footnote-42) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) dont l’application est expressément écartée.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**[signature]**

**Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document*.***

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_.

Modèle de Caution personnelle et solidaire de bonne exécution

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Caution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous faisons référence à l’accord contractuel (« le Marché ») signé le [date] entre vous et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (« l’Entrepreneur ») concernant la conception, ; exécution et l’achèvement de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Par cette lettre, nous, soussignés, [nom de la Banque], une Banque (ou société) constituée en vertu des lois de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ et ayant son siège enregistré à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, garantissons irrévocablement et conjointement avec l’Entrepreneur le paiement de la somme de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ qui vous est due par l’Entrepreneur, en vertu du Marché, équivalente à \_\_\_\_\_\_\_ pourcentage ( %) du prix du Marché jusqu’à la date du certificat d’acceptation opérationnelle et par la suite jusqu’à concurrence d’une somme de \_\_\_\_\_\_\_\_, équivalant à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour cent ( %) du prix du Marché, jusqu’à douze (12) mois après la date d’acceptation opérationnelle, ou dix-huit (18) mois après l’achèvement des installations, selon la première éventualité.

Lorsqu’il est convenu entre vous et l’Entrepreneur que les installations doivent être acceptées en parties, et donc lorsqu’il existe des certificats d’achèvement et d’acceptation opérationnelle distincts pour chaque partie, cette lettre de garantie sera répartie sur la valeur de chacune de ces pièces et réduira ou expirera comme prévu ci-dessus à ou après l’achèvement ou l’acceptation opérationnelle de chaque partie.

Nous ne nous engageons à effectuer le paiement en vertu de la présente Lettre de Garantie qu’à la réception d’une demande écrite signée par votre agent dûment autorisé pour un montant déterminé, lorsque cette demande expose les raisons de votre réclamation en vertu de la présente Lettre de Garantie et est accompagnée de :

(a)une copie de l’avis écrit que vous avez envoyé à l’Entrepreneur avant de faire la réclamation en vertu de la présente garantie, en précisant la rupture de contrat de l’Entrepreneur et en demandant à l’Entrepreneur d’y remédier ;

(b)une lettre signée par votre agent dûment autorisé certifiant que l’Entrepreneur n’a pas remédié au défaut dans le délai imparti pour prendre des mesures correctives ;

(c)une copie de votre avis écrit à l’Entrepreneur indiquant votre intention de réclamer en vertu de la présente lettre de garantie en raison du fait que l’Entrepreneur n’a pas remédié au défaut conformément à la demande visée au paragraphe (a) ci-dessus.

Notre responsabilité en vertu de la présente Lettre de Garantie sera de vous payer le montant le moins élevé des montants demandés ou du montant alors garanti en vertu des présentes à l’égard de toute demande dûment faite en vertu des présentes avant l’expiration de la présente Lettre de Garantie, sans avoir le droit de demander si ce paiement est légalement exigé ou non.

La présente Lettre de Garantie est valable à partir de la date d’émission jusqu’à la première des périodes de douze (12) mois après la date d’acceptation opérationnelle ou dix-huit (18) mois après la date d’achèvement des installations ou, lorsque les installations doivent être acceptées en partie, douze (12) mois après la date d’acceptation opérationnelle ou dix-huit (18) mois après la date d’achèvement de la dernière partie ou [date], selon la première éventualité.

À l’exception des documents spécifiés dans les présentes, aucun autre document ou autre action ne sera requis, nonobstant toute loi ou réglementation applicable.

Si la période de responsabilité pour défaut est prolongée à l’égard d’une partie des installations conformément au contrat, vous devez nous en informer, et la validité de la présente Lettre de Garantie sera prolongée par rapport au pourcentage du prix du Marché stipulé dans la notification jusqu’à l’expiration de cette période de responsabilité pour défaut prolongée.

Notre responsabilité en vertu de la présente Lettre de Garantie deviendra nulle et non avenue immédiatement à son expiration, qu’elle soit retournée ou non, et aucune réclamation ne pourra être faite en vertu des présentes après cette expiration ou après que le total des sommes que nous vous avons versées sera égal aux sommes garanties en vertu des présentes, selon la première éventualité.

Tous les avis à donner en vertu des présentes doivent être donnés par courrier recommandé (poste aérienne) au destinataire à l’adresse indiquée dans les présentes ou autrement conseillé par et entre les parties aux présentes.

Nous convenons par la présente que toute partie du Marché peut être amendée, renouvelée, prolongée, modifiée, compromise, libérée ou libérée d’un commun accord entre vous et l’Entrepreneur, et que cette garantie peut être échangée ou remise sans affecter de quelque manière que ce soit nos responsabilités en vertu des présentes sans préavis et sans qu’il soit nécessaire de l’approuver d’une autre manière, consentement ou garantie de notre part, à condition toutefois que la somme garantie ne soit ni augmentée ni diminuée.

Aucune action, événement ou condition qui, en vertu d’une loi applicable, ne devrait nous décharger de toute responsabilité en vertu des présentes n’aura d’effet et nous renonçons par la présente à tout droit que nous pourrions avoir d’appliquer cette loi, de sorte qu’à tous égards, notre responsabilité en vertu des présentes sera irrévocable et, sauf indication contraire, inconditionnelle à tous égards.

Bien à vous,

SIGNATURE et authentification du signataire\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et adresse de l’organisme de caution\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation**

[*les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du Soumissionnaire dans tout pays éligibles seront admissibles]*

Modèle de garantie de restitution d’avance (garantie sur demande)

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Appel d’offres no : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garant :**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Garantie de restitution d’avance No. :**

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de l’Entrepreneur*] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu le Marché No. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ avec le Bénéficiaire en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du marché et description des travaux*] (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance d’un montant de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*] est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande de l’Entrepreneur, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*][[43]](#footnote-43) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que l’Entrepreneur :

(a) n’a pas utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché ; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par l’Entrepreneur.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire de l’Entrepreneur portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse de la banque*].

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l’avance effectués par le Donneur d’ordre tels qu’ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée.

La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d’une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l’exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : \_\_\_.[[44]](#footnote-44) En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[*Signature*]

***Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

[*les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du Soumissionnaire dans tout pays éligibles seront admissibles]*

1. La BIRD et l’AID sont habituellement désignées comme étant la « Banque Mondiale ». Comme les exigences relatives à la passation des marchés sont identiques, le terme “ Banque Mondiale*”* désigne dans les documents types soit la BIRD, soit l’AID, et le terme “prêt” désigne soit un prêt de la BIRD, soit un crédit ou don de l’AID. Cependant, dans le cadre de l’invitation à soumissionner, la distinction a été maintenue. [↑](#footnote-ref-1)
2. Remplacer par « des Marchés » dans le cas où des Offres sont sollicitées simultanément pour des marchés multiples. Ajouter un nouveau paragraphe 3 et renuméroter les paragraphes 3 à 8 comme suit : « 3 Un Proposant peut présenter une offre pour un ou plusieurs marchés, comme précisé dans le Document d’Appel d’Offres. Les Soumissionnaires souhaitant offrir des rabais en cas d’attribution de plus d’un marché seront autorisés à la faire, à partir du moment que ces rabais sont inclus dans la lettre de Soumission. » [↑](#footnote-ref-2)
3. Insérer, si applicable : « ce marché sera financé conjointement par (insérer le nom du co-financier). La passation du Marché sera conforme au règlement de passation des marchés de la Banque mondiale » [↑](#footnote-ref-3)
4. Fournir une brève description de la nature des Installations, y compris leur envergure, site du Projet, délai de d’exécution, et autre information de nature à permettre aux Soumissionnaires de décider de leur participation ou non à le Demande d’Appel d’Offres. [↑](#footnote-ref-4)
5. Le bureau où les documents peuvent être consultés et obtenus, et celui où les offres doivent être soumises ne sont pas nécessairement les mêmes. [↑](#footnote-ref-5)
6. Le prix demandé est destiné à défrayer le Maître d’Ouvrage du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier de Document d’Appel d’Offres. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-6)
7. Par exemple chèque de caisse, dépôt direct sur un compte particulier. [↑](#footnote-ref-7)
8. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la Banque Mondiale, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-8)
9. Substituer l’adresse à la présentation de l’Offre si elle est différente de l’adresse de publication du document de DAO. [↑](#footnote-ref-9)
10. Remplacer par « des Marchés » dans le cas où des Offres sont sollicitées simultanément pour des marchés multiples. Ajouter un nouveau paragraphe 3 et renuméroter les paragraphes 3 à 8 comme suit : « 3 Un Proposant peut présenter une offre pour un ou plusieurs marchés, comme précisé dans le Document d’Appel d’Offres. Les Soumissionnaires souhaitant offrir des rabais en cas d’attribution de plus d’un marché seront autorisés à la faire, à partir du moment que ces rabais sont inclus dans la lettre de Soumission. » [↑](#footnote-ref-10)
11. Insérer, si applicable : « ce marché sera financé conjointement par (insérer le nom du co-financier). La passation du Marché sera conforme au règlement de passation des marchés de la Banque mondiale » [↑](#footnote-ref-11)
12. Fournir une brève description de la nature des Installations, y compris leur envergure, site du Projet, délai de d’exécution, et autre information de nature à permettre aux Soumissionnaires de décider de leur participation ou non à le Demande d’Appel d’Offres. [↑](#footnote-ref-12)
13. Le bureau où les documents peuvent être consultés et obtenus, et celui où les offres doivent être soumises ne sont pas nécessairement les mêmes. [↑](#footnote-ref-13)
14. Le prix demandé est destiné à défrayer le Maître d’Ouvrage du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier de Document d’Appel d’Offres. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-14)
15. Par exemple chèque de caisse, dépôt direct sur un compte particulier. [↑](#footnote-ref-15)
16. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la Banque Mondiale, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-16)
17. Remplacez l’adresse de soumission de soumission si elle est différente de l’adresse de la demande et de l’émission du document d’appel d’offres. [↑](#footnote-ref-17)
18. L’addendum doit être commun pour tous les soumissionnaires invités à soumettre une Offre de Deuxième Etape. [↑](#footnote-ref-18)
19. Une copie de l’Annexe respective devrait être attachée à la lettre adressée au Soumissionnaire correspondant. [↑](#footnote-ref-19)
20. Les dates limite pour la remise des Offres et l’ouverture des Offres devraient être les mêmes, et le moment pour l’ouverture des Offres devraient être le même ou immédiatement après le temps de remise des Offres. [↑](#footnote-ref-20)
21. Si les Documents de la DP permettent les lots ou tranches qui peuvent être attribués séparément, les montants de Garantie d’Offre doivent être définis pour chaque lot ou tranche. Le montant de la garantie ne devrait pas être si haute qu’il découragerait les Soumissionnaires. Si aucune Garantie d’Offre est requise, ce paragraphe devrait être supprimé. [↑](#footnote-ref-21)
22. L’institution financière spécifique sera indiquée dans les DPAO. [↑](#footnote-ref-22)
23. Un marché sera considéré en défaut d’exécution par le Maître d’Ouvrage lorsque le défaut d’exécution n’a pas été contesté par l’Entrepreneur y compris par recours au mécanisme de règlement des litiges prévu au marché en question, ou lorsqu’il a fait l’objet de contestation par l’Entrepreneur mais a été réglé entièrement à l’encontre de l’Entrepreneur . Le défaut d’exécution ne comprend pas le cas des marchés contestés pour lesquels le Maître d’Ouvrage n’a pas obtenu gain de cause au cours du règlement des litiges. [↑](#footnote-ref-23)
24. Ce critère s’applique également aux marchés exécutés par le Soumissionnaire en tant que membre d’un Groupement. [↑](#footnote-ref-24)
25. Le Soumissionnaire fournira des informations précises dans sa Soumission au sujet des litiges ou différends portant sur les marchés achevés ou en cours d’exécution au cours des 5 dernières années. Des antécédents de différends conclus de manière systématique à l’encontre du Soumissionnaire en tant qu’entité unique ou en tant que membre d’un groupement sont susceptibles de justifier la disqualification du Soumissionnaire. [↑](#footnote-ref-25)
26. Le Maître d’Ouvrage peut utiliser cette information pour rechercher d’avantage d’information ou clarification. [↑](#footnote-ref-26)
27. L’institution financière spécifique sera indiquée dans les DPAO. [↑](#footnote-ref-27)
28. Un marché sera considéré en défaut d’exécution par le Maître d’Ouvrage lorsque le défaut d’exécution n’a pas été contesté par l’Entrepreneur y compris par recours au mécanisme de règlement des litiges prévu au marché en question, ou lorsqu’il a fait l’objet de contestation par l’Entrepreneur mais a été réglé entièrement à l’encontre de l’Entrepreneur . Le défaut d’exécution ne comprend pas le cas des marchés contestés pour lesquels le Maître d’Ouvrage n’a pas obtenu gain de cause au cours du règlement des litiges. [↑](#footnote-ref-28)
29. Le Soumissionnaire fournira des informations précises dans sa Soumission au sujet des litiges ou différends portant sur les marchés achevés ou en cours d’exécution au cours des 5 dernières années. Des antécédents de différends conclus de manière systématique à l’encontre du Soumissionnaire en tant qu’entité unique ou en tant que membre d’un groupement sont susceptibles de justifier la disqualification du Soumissionnaire. [↑](#footnote-ref-29)
30. Le Maître d’Ouvrage peut utiliser cette information pour rechercher d’avantage d’information ou clarification. [↑](#footnote-ref-30)
31. Dans ce contexte, toute action d’un soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur ou de son personnel, ses agents ou sous-traitants, fournisseurs de biens ou services et/ou leurs employés destinée à influer sur l’attribution ou l’exécution d’un marché en vue d’obtenir un avantage illicite est par nature inappropriée. [↑](#footnote-ref-31)
32. Une entreprise ou un individu pourra être déclaré exclu de l’attribution d’un marché financé par la Banque à l’issue des procédures de sanctions de la Banque telles que définies, y compris, entre-autres : (i) la suspension temporaire ou la suspension temporaire préalable correspondant au processus de sanctions en cours d’examen; (ii) l’exclusion conjointe telle que convenue avec les autres institutions financières internationales, y compris les banques multilatérales de développement ; et (iii) les procédures de sanctions administratives dans le cadre de la passation des marchés exécutés par le Groupe de la Banque mondiale en cas de fraude et corruption. [↑](#footnote-ref-32)
33. Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d’appel d’offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l’offre du soumissionnaire compte tenu de l’expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu’il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l’Emprunteur. [↑](#footnote-ref-33)
34. Cf. Annexe 7. [↑](#footnote-ref-34)
35. Les coûts doivent être exprimés dans les monnaies du Marché. [↑](#footnote-ref-35)
36. A préciser le cas échéant. [↑](#footnote-ref-36)
37. A préciser le cas échéant. [↑](#footnote-ref-37)
38. Dans ce contexte, toute action d’un soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur ou de son personnel, ses agents ou sous-traitants, fournisseurs de biens ou services et/ou leurs employés destinée à influer sur l’attribution ou l’exécution d’un marché en vue d’obtenir un avantage illicite est par nature inappropriée. [↑](#footnote-ref-38)
39. Une entreprise ou un individu pourra être déclaré exclu de l’attribution d’un marché financé par la Banque à l’issue des procédures de sanctions de la Banque telles que définies, y compris, entre-autres : (i) la suspension temporaire ou la suspension temporaire préalable correspondant au processus de sanctions en cours d’examen; (ii) l’exclusion conjointe telle que convenue avec les autres institutions financières internationales, y compris les banques multilatérales de développement ; et (iii) les procédures de sanctions administratives dans le cadre de la passation des marchés exécutés par le Groupe de la Banque mondiale en cas de fraude et corruption. [↑](#footnote-ref-39)
40. Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d’appel d’offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l’offre du soumissionnaire compte tenu de l’expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu’il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l’Emprunteur. [↑](#footnote-ref-40)
41. Le Garant doit insérer le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-41)
42. Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de fin des travaux. Le Maître d’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître d’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Maître d’Ouvrage, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-42)
43. *Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l’avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l’avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage.* [↑](#footnote-ref-43)
44. *Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Bénéficiaire (Maître d’Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante: « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant s’engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. »* [↑](#footnote-ref-44)